

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

23^e ÉDITION
PALMARÈS
EXCLUSIF
2022

N° 3111 - AVRIL 2022

www.jeuneafrique.com

jeune afrique



GUINÉE

Démocratie
en apnée

22 PAGES



RD CONGO

Tshisekedi ou la solitude
du pouvoir



CAMEROUN

La fusée
Eto'o



GABON
Nouveaux
horizons
68 pages



PRÉSIDENTIELLE 2022

SONDAGE EXCLUSIF
IFOP-JA

LE VOTE DES FRANÇAIS D'ORIGINE AFRICAINE

Notre enquête d'opinion inédite révèle les choix des électeurs issus du Maghreb
et d'Afrique subsaharienne.

Allemagne 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 \$ CAN
Espagne 9 € • France 7,90 € • DOM 9 € • Italie 9 €
Maroc 50 MAD • Mauritanie 200 MRU • Pays-Bas 9,20 €
Portugal 9 € • RD Congo 10 USD • Suisse 15 CHF
Tunisie 8 TUN • TOM 1 000 XPF • Zone CFA 4 800 F CFA
ISSN 1950-1285







BANQUE INTERNATIONALE

UN ENGAGEMENT DE PROTECTION DE VOS ACTIFS



Meilleure Banque Privée par
PWM / The Banker -
The Financial Times Group



Meilleur prestataire de services
bancaires et de dépôt par -
AGF Africa Service Providers
Awards



Choisir votre partenaire bancaire, c'est vous assurer que ce dernier dispose d'une base solide et de l'expertise requise pour protéger vos actifs, en sus d'une compréhension approfondie de l'écosystème réglementaire. Établis dans le centre financier international de Maurice, nous pensons que nos capacités d'exécution flexibles et efficaces, ainsi que notre service personnalisé, feront une réelle différence dans la réussite de votre entreprise.

Plus que des banquiers, nous sommes des partenaires.

Banque internationale | Trésorerie et marchés financiers | Services bancaires privés et gestion de patrimoine | Banque d'entreprises et d'investissements

AfrAsia Bank Limited est une entité dûment autorisée et réglementée par la Banque de Maurice et la Commission des Services Financiers

www.afrasiabank.com | Maurice | Afrique du Sud



L'édito

Marwane Ben Yahmed

🐦 @marwaneBY

Ali Bongo Ondimba peut-il l'emporter en 2023 ?

Samedi 12 mars, en milieu de matinée, Jardin botanique de Libreville. C'est le 54^e Congrès du Parti démocratique gabonais (PDG), fondé par Omar Bongo Ondimba en 1968. Huit mille militants du PDG chauffés à blanc s'époumonent, réclamant la présence du « patron ». Leur chef de file, Ali Bongo Ondimba (ABO), arrive enfin et s'avance vers la tribune. Sa démarche est empruntée. Une des séquelles de l'AVC qui l'a frappé à Riyad, en octobre 2018. Sans doute ABO mesure-t-il sa chance, si l'on peut dire, en effectuant ces quelques pas. Il sait qu'il est un miraculé, que si son AVC avait eu lieu à Libreville ou au Tchad, où il devait se rendre le lendemain de son accident, il ne serait plus de ce monde. Mais aussi que le chemin parcouru depuis sa convalescence entamée à Rabat est immense. Il était paralysé, en fauteuil roulant et aphasique. Aujourd'hui, il a récupéré sa motricité, même si sa jambe droite rechigne toujours à lui obéir totalement, et son élocution est normale, peut-être moins fluide. De l'avis de tous ceux qui l'ont rencontré depuis, la tête, elle, fonctionne comme avant. L'homme s'est imposé une discipline de fer, des centaines d'heures de rééducation et d'orthophonie, mais aussi un régime drastique qui l'a délesté de

plus d'une quarantaine de kilos. Il n'a pas oublié non plus que, durant son absence, son camp s'est entredéchiré, menaçant comme jamais son pouvoir. Lequel n'a longtemps tenu qu'à un fil, qui n'a jamais rompu. Là aussi, la chance était de son côté. Depuis cette séquence nébuleuse, ABO a procédé à un grand ménage au sein de ses troupes. Maixent Accrombessi, Liban Soleman, Étienne Massard, Frédéric Bongo, Monsieur Park, Steed Rey, Serge Mickoto, Arsène Emvahuou... Ses plus proches collaborateurs, ceux qui formaient sa garde rapprochée depuis 2009, voire avant, ont tour à tour été écartés et aucun d'entre eux n'est présent dans la salle. Seuls sont restés à ses côtés Jean-Yves Teale, le secrétaire général de la présidence, Michael Moussa, qui vient de passer du ministère de la Défense aux Affaires étrangères, ou Lee White (Environnement). Sans oublier, mais c'est une évidence, la famille proche,

● ● ●
**Il n'a pas oublié
que, durant son
absence, son
pouvoir a vacillé
comme jamais.**

aux premiers rangs de laquelle son fils aîné, Noureddin, et son épouse, Sylvia.

La page du premier mandat et celle du début du deuxième, arraché dans la douleur en 2016, sont définitivement tournées. Le président est aujourd'hui un homme pressé. Il avait d'ailleurs confié à JA, il y a tout juste un an, que l'épreuve qu'il avait traversée l'avait profondément changé. « J'entretiens désormais un rapport au temps différent. Ce temps nous est à tous compté. Il faut donc bien l'employer », avait-il expliqué. Dans un coin de sa tête, évidemment, la présidentielle de 2023. Sans parler des législatives et des locales, prévues la même année.

Le moment est hautement symbolique : cela faisait quatre longues années que le président ne s'était pas adressé de vive voix à ses troupes. « 2023 arrive à grands pas. Je serai là avec vous. Pour vous [...] ». La seule issue devra être la victoire. Une victoire franche, nette, indiscutable », lance-t-il à ses partisans. Alors que certains imaginaient une mise sur orbite de son fils aîné, Noureddin, qui a quitté ses fonctions de coordinateur général des Affaires présidentielles, le message est clair : ABO n'entend pas quitter le Palais du bord de mer et

sera donc candidat. Qui aurait cru, il y a encore quelques mois, à une telle hypothèse ?

Mais attention à ne pas reproduire les mêmes erreurs qu'en 2016. À l'époque, la confiance – voire la morgue – transpirait de tous les pores de ses lieutenants. L'opposition ? « Mais », comme on dit, zéro, nulle. Les anciens apparatchiks aigris et vieillissants du régime de son père ? Incapables de s'unir, alors que l'élection se tenait sur un seul tour. Les



Son principal adversaire lors de la prochaine campagne pourrait bien être son propre camp.

Jean Ping, Casimir Oye Mba, Jean Eyeghe Ndong ou Guy Nzouba Ndama ne pouvaient séduire les Gabonais. Dans les couloirs de la présidence, du siège du parti ou au gouvernement, on plastronnait. Inutile de jeter toutes ses forces dans une bataille gagnée d'avance. On vantait le bilan 2009-2016, les réalisations du président. La suite, tout le monde la connaît... Les barons de l'opposition se sont, bon gré mal gré, rangés derrière Jean Ping, qui a raté de peu le coche. Le pire, c'est que le « succès » de la candidature Ping ne devait rien à l'adhésion des Gabonais à ce dernier ou à son projet. C'était un vote contestataire, un vote de rejet du système Bongo, perçu comme la perpétuation d'une dynastie politique à la tête du pays. Ali n'a pourtant rien en commun avec Omar, hormis le patronyme, mais son camp a été incapable d'en persuader les Gabonais.

L'équation est peu ou prou la même aujourd'hui. Ali s'avance contre toute attente en position de force, face à une opposition supposée en miettes. Les ténors d'hier ont vieilli et perdu de leur superbe, comme Jean Ping ou Guy Nzouba Ndama, ont disparu (Oye Mba) ou sont rentrés au bercail

(Jean Eyeghe Ndong, René Ndemezo'o Obiang). Il serait cependant aberrant pour le PDG de sous-estimer la concurrence, comme en 2016, car d'autres personnalités peuvent jouer un rôle et peser lors du scrutin. Comme Alexandre Barro Chambrier, le chef de file du Rassemblement pour la modernité, ou le trio Paulette Missambo, Paul-Marie Gondjout et Charles Mba, de l'Union nationale, ou encore les membres du collectif Appel à agir, qui entendent incarner « une nouvelle génération » d'opposants face aux « vieux barons fatigués ».

Le PDG ne peut, en outre, s'appuyer sur un bilan, car, entre l'AVC d'ABO et ses conséquences, puis la pandémie de Covid-19, certes bien gérée, le gouvernement n'a pu mener toutes les réformes attendues. À vrai dire, le principal adversaire d'Ali lors de la campagne qui s'annonce pourrait bien être Ali lui-même, en tout cas son propre camp. Et la perception qu'en auront les Gabonais.

Seul viatique, convaincre les électeurs que, malgré son nom, il est le plus à même de répondre à leurs aspirations, tout en reconnaissant que ce qui a été fait depuis son élection n'a pas été suffisant et qu'il n'est sans doute plus le même homme. « L'humilité est le contre-poison de l'orgueil », disait Voltaire. Or l'orgueil a déjà failli avoir raison de ses ambitions... Certes, il semble avoir tiré les leçons du passé, notamment en écartant ceux qui n'ont pas répondu aux attentes. Mais aussi en revenant sur un certain nombre de dogmes, comme sa méfiance vis-à-vis des anciens du régime de son père qui pourtant peuvent lui être utiles, ou encore comme son intransigeance à l'heure où le pragmatisme imposerait d'oublier certaines rancunes. Il devra surtout expliquer en quoi un nouveau mandat est nécessaire, quel sera son nouveau projet et comment il le conduira, en toute transparence, pour que les Gabonais lui accordent véritablement leur confiance, sans contestation possible cette fois. *Last but not least*, il devra bien s'entourer. Pas si simple, même si, dans ce pays plutôt riche à l'échelle du continent, on peut devenir président avec un peu moins de 200 000 voix... ●

Humour et sagesse

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles. M.B.Y.

L'humilité ne consiste pas à se considérer comme inférieur, mais à s'affranchir de l'importance de soi.

Mathieu Ricard

Il y a deux jours dans une année où l'on ne peut rien faire. Ils s'appellent hier et demain. Pour le moment aujourd'hui est le jour idéal pour aimer, croire, faire et principalement vivre.

Dalai-Lama

Les gens faibles se vengent, les gens forts pardonnent, les gens intelligents ignorent.

Albert Einstein

En te levant le matin, rappelle-toi combien précieux est le privilège de vivre, de respirer, d'être heureux.

Marc Aurèle

Les femmes sont faites pour être aimées, et non pour être comprises.

Oscar Wilde

Prends garde de ne pas te perdre toi-même en étreignant des ombres.

Esopo

La vie est une rose dont chaque pétale est une illusion et chaque épine une réalité.

Alfred de Musset



WITH AFRICA FOR AFRICA

MOBILITY HEALTHCARE CONSUMER INFRASTRUCTURE

Avec un chiffre d'affaires de plus de 5,8 milliards d'euros, un accès à 46 des 54 pays d'Afrique et près de 21 000 collaborateurs, le groupe CFAO, Corporation For Africa & Overseas, contribue à la croissance du continent, à son industrialisation et à l'émergence de la classe moyenne, en s'appuyant sur ses connaissances terrain et sur les savoir-faire locaux. Partenaire de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de valeur -importation, production, distribution- selon les meilleurs standards internationaux.



www.cfaogroup.com



Corporation For Africa & Overseas

SOMMAIRE

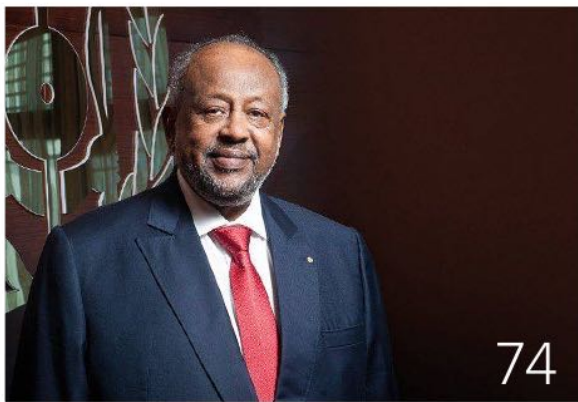
- 3 **L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

- 8 **L'homme du mois**
Evgueni Prigojine
- 12 **Dix choses à savoir sur...**
Anatole Collinet Makosso, chef du gouvernement congolais
- 14 **Le match**
Fathi Bachagha vs Abdulhamid al-Dabaiba
- 16 **Le jour où...**
Alpha Condé a été renversé
- 18 **L'actu vue par...**
Alpha Blondy, star ivoirienne du reggae
- 20 **L'œil de Glez**
Poutine et l'art du storytelling
- 22 **Le dessous des cartes**
La dépendance aux céréales importées est-elle une fatalité ?
- 24 **Parti pris**
Ousmane Sonko et le corps du délit, par François Soudan
- 26 **L'Occident, l'Afrique et les haricots magiques**, par Joël Té-Léssia Assoko
- 28 **La guerre, entre fiction et réalité**, par Aïssa N'Diaye
- 30 **Spécial sondage Ifop**
Présidentielle française : pour qui votent les électeurs d'origine africaine ?

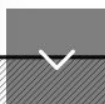
ENQUÊTE

- 40 **Ventes d'armes**
Les derniers barons du marché africain



POLITIQUE

- 52 **Cameroun**
Samuel Eto'o, président ?
- 58 **RD Congo**
Félix Tshisekedi ou la solitude du pouvoir
- 62 **Niger**
Mohamed Bazoum face au casse-tête sécuritaire
- 66 **Côte d'Ivoire**
Adama Bictogo, touché mais pas coulé
- 70 **Il y a cinquante ans...**
Kwame Nkrumah prophète ou histrion ?
- 74 **Djibouti**
Interview du président Ismail Omar Guelleh
- 82 **Tribune**
L'État, ça se vole et ça se mange
- 84 **Maroc-France**
Cinq années de turbulences
- 90 **Tunisie** **Peur sur les ONG**



129

LES

500

3^e ÉDITION
PALMARÈS
EXCLUSIF
2022

PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

CLASSEMENT JEUNE AFRIQUE

129 Les 500 premières entreprises africaines
Covid-19, un virus économique**130 Transport aérien**
Les compagnies parées au redécollage**134 Investissements**
Capitalisme africain, es-tu là ?**138 Télécoms**
Sékou Dramé – Sonatel**140 Hydrocarbures**
Veni, vidi, Lekki : Dangote futur roi du pétrole ?**144 La galaxie de Vincent Bolloré****146 Construction**
Mohamed Bouzoubaâ et TGCC : les secrets d'une ascension**148 Algérie**
Sonatrach, des ambitions retrouvées ?**150 Le deal de l'année**
Heineken en ordre de bataille sur les marchés anglophones**152 Bilan**
Une année à nulle autre pareille**158 Le classement**

OBJECTIF ALGÉRIE

96 Politique Tebboune, saison 3

INTERNATIONAL

118 Belgique-Afrique
Examen de confiance

DOSSIER MINES

172 Prospective
Des failles et des défis

CULTURE

182 Féminisme
Quand l'intime devient politique**187 Bénin**
Un passé fécond**191 Musique**
Une légende berbère nommée Idir

GRAND FORMAT

193 Guinée
Démocratie en apnée

JEUNE AFRIQUE & VOUS

231 Le tour de la question**232 Ce jour-là...****234 Post-Scriptum**

jeuneafrique

Fondateur: Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
by@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group

Siège social: 57 bis,

rue d'Autueil - 75016 Paris

Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60

Fax : +33 (0)1 45 20 09 69

Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général: Anis Ben Yahmed

Vice-présidents: Danielle Ben Yahmed,

François Soudan

Directeur de la publication:

Marwane Ben Yahmed

mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:

François Soudan

f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique

sont à retrouver sur

www.jeuneafrique.com/qu-sommes-nous/

Diffusion et abonnements

Ventes: +33 (0)1 44 30 18 23

Abonnements: Service abonnements

Jeune Afrique, 235, avenue le Jour se Lève

92100 Boulogne-Billancourt

Tél. : +33 (0)1 44 70 14 74

Courriel: abonnement@jeuneafrique.com

Communication et publicité

DIFCOM (Agence internationale pour

la diffusion de la communication)

S.A. au capital de 1,3 million d'euros

Régie publicitaire centrale

de Jeune Afrique Media Group

57 bis, rue d'Autueil, 75016 Paris

Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60

Fax : +33 (0)1 45 20 08 23

+33 (0)1 44 30 19 86

Courriel: regie@jeuneafrique.com

Certifié PEFC

19-02-0813

Certifié PEFC

pelo-france.org

Imprimeur: Srep - France

Commission paritaire: 1026 D 80822

Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285

PHOTOS DE COUVERTURE: ÉDITION FRANCE-AFRIQUE - MONTAGE JA; ÉDITION MMG MAP; JACQUES WITSPA; ÉDITION AFRIQUE DE L'EST - VINCENT FOURNIEU; ÉDITION CAMEROUN - DAVID DESPAU POUR JA

Abonnez-vous à
jeuneafriqueDécouvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44 70 14 74

PREMIER PLAN

► L'homme du mois

Evgueni Prigojine

La machine Afrique de Poutine

Financier de Wagner, fer de lance de la stratégie d'influence de Moscou sur le continent, c'est l'un des oligarques les plus importants de l'entourage du président russe.

À chacun, on a fait jurer le secret. La réunion qui se déroule à Khartoum n'aura jamais eu lieu. Depuis des mois, pourtant, des tractations secrètes la préparent. Des émissaires se sont envolés vers des coins reculés de Centrafrique. Des rendez-vous ont été organisés au Soudan. Et, en ce mois d'août 2018, le patron des renseignements soudanais, Jamal Aldin Omar, accueille Ali Darassa, Abdoulaye Hissène, Mahamat al-Khatim et Noureddine Adam, principaux chefs de groupes armés qui contestent le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Face à eux : un groupe d'hommes blancs.

Certains sont en uniforme. D'autres en costume, comme Evgueni Prigojine. L'oligarque, chef de la délégation qui fait face aux rebelles, se rend de temps à autre au Soudan. Le groupe Wagner, qu'il finance, y mène des activités depuis plusieurs années en lien avec le pouvoir. Son entreprise Concord y soutient aussi des sociétés dans l'extraction minière. Prigojine pose régulièrement ses avions sur le tarmac de Khartoum. Cette fois, une quinzaine de gardes menés par son bras droit, Dmitri Utkin, chef de Wagner, l'accompagnent. À leurs côtés, deux spécialistes de la Centrafrique : Dmitri Sytyi, traducteur francophone, et Valery Zakharov.

Prigojine évoque, au nom de la Centrafrique, dit-il, un partenariat gagnant-gagnant et un partage des ressources préfecture par préfecture. « Une part pour Bangui, une part pour le groupe armé de la région, une part pour Wagner », explique un participant. Les hommes se séparent avec, pour les Centrafricains, des valises de plusieurs dizaines de milliers d'euros. Six mois plus tard, leur gouvernement et les rebelles signent les accords dits de Khartoum. Evgueni Prigojine vient de conquérir Bangui.

Qui est donc cet envoyé officieux de Moscou ? Né à Léningrad en 1961, ce fils d'un ingénieur des mines intègre d'abord un lycée spécialisé dans le sport. Evgueni veut devenir skieur professionnel, mais s'inscrit en parallèle à l'Académie de chimie et de pharmacie de sa ville natale. Il rencontre surtout ses premiers problèmes avec la justice : arrêté

pour vol, il est jugé coupable en novembre 1979, mais écope d'une peine avec sursis. Le tribunal se montre clément. Prigojine n'en profite pas. Deux ans plus tard, le revoilà devant la justice.

Le cuisinier des puissants

Cette fois accusé de vol en bande organisée, d'escroquerie et de participation à un réseau de prostitution, il est condamné à douze ans de réclusion. Il effectue trois quarts de sa peine et retrouve la liberté en 1990, alors que l'URSS est sur le point de disparaître. Dans la cité désormais appelée Saint-Petersbourg, l'heure est aux affaires. Prigojine monte avec son beau-père un fast-food dans le marché d'Apraksin Dvor. Peu après, le voilà directeur et actionnaire à 15 % de Contrast, la première chaîne d'épicerie de la ville, dont l'un de ses anciens camarades de classe se trouve être le fondateur.

En 1995, il persuade un autre ami de Contrast, Kirill Ziminov, de lancer avec lui un restaurant de luxe, le Old Customs House. Deux ans plus tard, ils rachètent un bateau et l'aménagent afin de l'installer sur la Neva. L'élite de la nouvelle Russie s'y presse. Prigojine devient le cuisinier des puissants, et notamment d'un certain Vladimir Poutine. Jusqu'en 1996, ce dernier a été l'éminence grise du maire de Saint-Petersbourg Anatoli Sobtchak. S'il a ensuite pris la route de Moscou pour se placer →

● ● ●

En 1981, il est condamné à douze ans de prison pour vol en bande organisée et participation à un réseau de prostitution.



Au Kremlin,
à Moscou, le 4 juillet
2017.

SERGEI ILNITSKY/AP/SPA

→ dans le sillage de Boris Eltsine afin de prendre sa suite à la tête du pays, Poutine conserve le cœur de son pouvoir dans l'ancienne capitale. Devenu président, il y retourne volontiers, notamment pour dîner chez Evgueni Prigojine, personne de confiance des réseaux pétersbourgeois. Le président apprécie cet homme parti de rien et le laisse approcher son entourage, dont Viktor Zolotov, futur chef de la Garde nationale. Pour Prigojine, les années fastes commencent.

En 2008, il est choisi pour s'occuper de l'investiture de l'intérimaire de Poutine à la présidence, Dmitri Medvedev. En 2010, il obtient, avec sa société Concord,

Yacht à double-pont, manoir avec terrain de basket et hélicoptère privé... Sa fortune attire les regards.

un contrat de plusieurs centaines de millions d'euros pour les repas des écoliers de Saint-Petersbourg et emporte un marché de plus de 600 millions d'euros lors de la privatisation de la préparation des rations de l'armée. Ses affaires s'étendent, notamment grâce à des prêts avantageux de la Banque de développement du pays (VEB). À partir de Concord (qu'il met au nom de sa mère en 2011), il crée une myriade de sociétés qui accumulent les contrats d'État et devient l'une des grandes fortunes de Russie.

Outil de propagande

Yacht à double-pont, manoir avec terrain de basket et hélicoptère privé... Sa fortune attire les regards. Car le fournisseur attiré du Kremlin, où Poutine a fait son retour en 2012, se lance dans un tout autre domaine : mi-2013, il contribue à la fondation de l'Internet Research Agency (IRA), un outil de propagande destiné

notamment à influencer les réseaux sociaux. Financée par le réseau de Concord, celle-ci emploie plusieurs centaines de personnes chargées de produire des contenus pour décrédibiliser l'opposition, favoriser des mouvements d'opinion en Ukraine ou en Syrie, ou influencer sur des élections (notamment au Zimbabwe et à Madagascar, en 2017 et 2018).

En 2017, les États-Unis mettent à l'amende Prigojine et Concord pour leur rôle dans l'annexion de la Crimée. En 2018, l'IRA est visée pour ingérence dans la présidentielle américaine. Il y a quelques semaines, un nouveau train de sanctions a été pris par l'Union européenne pour des campagnes de désinformation touchant l'Ukraine. Enfin, Prigojine traîne la réputation d'être sans pitié. Il est soupçonné d'être l'instigateur de l'élimination de journalistes ayant voulu enquêter à son sujet.

Sanctionné de toute part, Prigojine est-il sur le point de s'effondrer ? La notoriété lui a coûté sa quiétude. En 2016, l'oligarque a attaqué en justice le moteur de recherche Yandex pour obtenir le retrait d'articles au nom du droit à l'oubli. En vain. Le tribunal de Saint-Petersbourg a rejeté sa demande. Prigojine poursuit donc ses activités sous une surveillance très particulière. En Afrique, Wagner opère désormais quasi au grand jour en Libye, au Soudan, en Centrafrique et au Mali (sans compter une expérience ratée au Mozambique), en collaboration avec le ministère de la Défense russe de Sergueï Choïgou.

Surtout, Evgueni Prigojine reste sur le continent un « entrepreneur d'influence », via son groupe Patriot, lequel finance associations, médias et activistes locaux, tel le Malien Adama Ben Diarra, ou le Béninois Kemi Seba. « En réalité, c'est sa principale activité et la plus utile au Kremlin, explique un expert. Poutine a beaucoup plus besoin de relais qui diffusent la pensée anti-occidentale que de mercenaires. » Le 17 février, Emmanuel Macron annonçait le retrait de Barkhane du Mali, tandis que les mercenaires russes prenaient possession de ses anciens quartiers. Une victoire symbolique de plus pour la machine Prigojine. ●

Mathieu Olivier

► Des hauts et des bas



Diébédo Francis Kéré

Installé en Allemagne, l'architecte burkinabè a reçu, le 15 mars, le prix Pritzker. C'est la première fois que ce prix, considéré comme le Nobel de l'architecture, est attribué à un Africain.



Olivia Yacé

La fille du maire de Cocody, commune aisée de l'agglomération abidjanaise, a été élue deuxième dauphine du concours de Miss Monde 2022.



Faustin-Archange Touadéra

L'opposition a annoncé qu'elle boycottait le dialogue républicain, qui devait s'ouvrir le 21 mars. Voulé par le président centrafricain, il était préparé depuis un an et demi.



Domingos Simoes Pereira

Inquiété par la justice, l'ex-Premier ministre a interdicté de quitter la Guinée-Bissau. Son parti, le PAIGC, n'a pas non plus pu se réunir en congrès, le 19 mars.

ASTRID ECKERT / TU MÜNCHEN; THAS LORCA/EPAIN/EPF; MIKHAIL METZEL/KREMLIN/POOL; FRANCESCO SECCHI/SPA



**Ensemble, créons de la richesse et
bâtissons l'avenir !**

GROUPE EBOMAF:
SIEGE SOCIAL, SIS BOULEVARD DES TANGSOBA, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO. 10 BP 13 395
OUAGADOUGOU 10, TEL: +226 25 37 23 83, FAX: +226 25 37 24 66, E-mail: ebomafbureauouaga@ebomaf.com

TOGO CASABLANCA, Bvd du 30 Août
Siège de la filiale togolaise: 08 BP 81545 Lomé 08
Tel: 00228 22 21 11 48 / Fax: 00228 22 21 11 35

BENIN :
Résidence Les Cocotiers / 01 BP 5259 Cotonou
Tel: 00229 21 15 45 39 / 21 30 43 95 / 65 00 08 00

CÔTE D'IVOIRE :
26 BP 31 Abidjan 26, Deux Plateau
Tel: +225 22 41 42 26



Anatole Collinet Makosso

Nommé en mai 2021 et réputé proche du couple Sassou Nguesso, il est, à tout juste 57 ans, le premier chef du gouvernement congolais né après l'indépendance.

1 Pointe-Noire

Né en 1965, c'est un Vili originaire de la région du Kouilou (Ouest). Il passe son baccalauréat à Pointe-Noire, puis part à Brazzaville, où il travaille comme instituteur le temps d'obtenir sa licence en droit public à l'université Marien-Ngouabi, en 1990.

2 Dans l'ombre des cabinets

Au début des années 1990, il est nommé conseiller, puis directeur de cabinet du préfet de la région du Kouilou. En 1992, il rencontre Antoinette Sassou Nguesso lors d'une audience au cours de laquelle il doit remplacer au pied levé son supérieur. Il se fait remarquer et prend la tête du cabinet de la première dame le 31 janvier 1998. Il y reste pendant treize ans.

3 DSN

C'est en 1997 qu'il rencontre Denis Sassou Nguesso (DSN). Convaincu par son épouse, ce dernier le fait chercher et, après trois heures d'entretien, décide de s'attacher ses services.

4 Relation filiale

Proche d'Antoinette, avec laquelle il partage une jeunesse ponténégroise, il a tissé une relation quasi filiale avec le couple présidentiel. On le dit également proche de Denis Christel, même si la nomination de ce dernier en tant que ministre de son gouvernement a éclipsé la sienne dans les médias. Il a aussi contribué à un recueil de poésie en hommage à Édith Lucie Bongo, la fille chérie de DSN, disparue en 2009.

5 Du RDPS au PCT

En mars 1991, il adhère au Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) « dans la ferveur de la conférence nationale ». Il le quitte en 1995 et reste « libre de tout engagement » jusqu'en 2011, lorsqu'il prend sa carte au Parti congolais du travail (PCT).

6 Ministre et député

Il intègre le gouvernement en 2011 en tant que ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, avant de prendre le portefeuille de l'Enseignement primaire et secondaire, qu'il occupera jusqu'à sa nomination à la primature. Il se présente aux législatives en 2012. Battu, il récidive en 2017, dans la première circonscription de Loandjili, à Pointe-Noire, qu'il arrache au RDPS. Il sera à nouveau candidat en juillet.

7 Surdiplômé

Il est entré en 2000 à l'École nationale d'administration et de la magistrature et occupe les fonctions de substitut du procureur de 2003 à 2011. Il a effectué un 3^e cycle en relations internationales, soutenu une thèse de doctorat à l'université Panthéon-Paris II et se présentera au concours de l'agrégation en droit dès qu'il en aura le loisir.

8 Auteur prolifique

Amoureux des livres, dont il dit tapisser les murs de sa maison, il a écrit une dizaine d'ouvrages, dont une monographie sur le PCT. Une fois achevé son mandat à la tête du gouvernement, il aurait l'ambition de postuler à la

direction de l'Unesco, à celle de l'OIF ou à la présidence de la CPI.

9 Radio

Dans les années 1980, il anime chaque matin le « Télex pour la jeunesse » sur la radio nationale. Puis, en octobre 1997, il rouvre les micros de la même antenne à Pointe-Noire et s'improvise journaliste « le temps de calmer l'opinion et d'expliquer les enjeux liés au retour du président ».

10 Fervent protestant

Même s'il sait que les prières ne suffisent pas en politique, c'est un croyant pratiquant et influent. Il est membre du Centre évangélique biblique (CBE) ainsi que de l'Église évangélique du Congo (EEC).

Olivier Castlin



VINCENT FOURNIER/POUR LA



Un engagement pour l'égalité numérique en Afrique

Orange Digital Center

Un espace gratuit d'accompagnement consacré à l'innovation :

- formations pratiques sur les technologies innovantes
- ateliers de prototypage numérique
- incubation technologique
- accélération de start-up à l'international

Les Orange Digital Centers sont présents en Tunisie, au Sénégal, au Cameroun, en Ethiopie, au Mali, en Côte d'Ivoire, en Jordanie, au Maroc, en Egypte, en Sierra Leone, au Burkina Faso, à Madagascar, en Guinée Conakry, au Libéria et prochainement en République Démocratique du Congo, au Botswana, en République Centrafricaine et en Guinée Bissau.



**Vous rapprocher
de l'essentiel**

Fathi Bachagha

– 59 ans –

ATOUT

Pragmatique, il a l'appui des hommes forts de l'Est, Khalifa Haftar et Aguila Saleh.

HANDICAP

Il s'est aliéné le camp « révolutionnaire » en s'associant à son ennemi d'hier.

MOHAMED HAMMUSPA



Un Premier ministre de trop

Alors que la Libye dispose déjà d'un chef de gouvernement officiel, le Parlement de Tobrouk en a nommé un nouveau en février. Lequel rêve désormais d'évincer le premier.

En Libye, les retournements de *zaboun* – une veste traditionnelle sans manches – n'ont rien d'exceptionnel. Au gré des alliances et des contre-alliances de circonstance, cette propension au nomadisme politique se traduit par de spectaculaires renversements de situation.

Qu'on en juge : après avoir été une figure de la révolution, s'être montré un adversaire farouche des forces « contre-révolutionnaires » et avoir défendu la Tripolitaine contre l'offensive de Khalifa Haftar, l'ancien ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha a été fait Premier ministre par le Parlement de Tobrouk le 10 février dernier. Depuis sa création en 2014, l'institution s'est montrée majoritairement hostile aux divers gouvernements qui se sont succédé à Tripoli... dont celui auquel a participé Bachagha. Ce dernier

est donc devenu l'allié objectif de Khalifa Haftar.

Mais il aura fort à faire pour déloger le Premier ministre officiel, Abdulhamid al-Dabaiba, toujours reconnu par la communauté internationale. Alors qu'il n'était encore qu'une figure marginale de la scène politique libyenne lorsque JA l'a interviewé en 2018, l'homme d'affaires misrati a connu depuis une fulgurante ascension, au point de remporter les suffrages à Genève en mars 2021 à l'issue du Forum de dialogue politique libyen. Son principal concurrent, donné alors largement favori, n'était autre que Fathi Bachagha, associé au président du Parlement, Aguila Saleh.

Depuis sa nomination, Fathi Bachagha répète à qui veut l'entendre que son entrée à Tripoli – et le remplacement de Dabaiba – n'est qu'une question de jours, sans, pour

le moment, menacer de recourir à la force. Mais l'ex-ministre, lui aussi misrati, a prouvé par le passé qu'il avait les moyens de ses ambitions. Lorsque l'ancien chef de gouvernement Fayez al-Sarraj l'a suspendu alors qu'il était en déplacement à l'étranger, en août 2020, celui qui était alors le patron de l'Intérieur a imposé son retour dans la capitale avec l'appui d'un cortège de combattants de Misrata. Une démonstration de force qui a obligé Fayez al-Sarraj à revenir sur sa décision.

« Retournement de veste »

« Mais, aujourd'hui, la majorité des notables de Misrata, et donc des milices qui leur sont affiliées, se montre sceptique à l'égard de Bachagha et son retournement de veste. C'est un sentiment partagé par une grande partie de la population en Tripolitaine », tempère Jalel



Abdulhamid al-Dabaiba

– 63 ans –

ATOUT

Premier ministre officiel, il est plutôt populaire en Tripolitaine et bénéficie du soutien de Misrata.

HANDICAP

Il s'est montré incapable d'organiser les élections, mission pour laquelle il avait été nommé il y a un an.

MASSIMO DI VITA/MONDADORI PORTFOLIO/SPA

S

Harchaoui, chercheur spécialiste de la Libye. Néanmoins, le cartel des milices de Tripoli, qui nourrit un sentiment anti-Turcs, serait plutôt favorable à l'option Bachagha, ce qui pourrait se révéler décisif dans le match entre les deux hommes. En attendant, des ministres réputés proches de ce dernier ont été brièvement enlevés...

Chacun compte ses alliés et aiguisé ses arguments. Abdulhamid al-Dabaiba est toujours reconnu par l'ONU, dont le secrétaire général, António Guterres, a critiqué « la formation d'administrations rivales », le 4 mars. « Mais cela ressemble davantage à un refus de trop vite soutenir Bachagha qu'à un appui ferme à Dabaiba », analyse Harchaoui, qui note que les États-Unis n'ont jamais donné leur feu vert à la candidature de Dabaiba à la magistrature suprême – il s'était engagé à ne pas se présenter.

Loin d'organiser les élections présidentielle et législatives (qui, en décembre 2021, ont été à nouveau repoussées), Dabaiba poursuit ses propres ambitions. Il a ainsi acquis une popularité non négligeable en Tripolitaine grâce à certaines

mesures sociales. Son principal soutien étranger se trouve à Ankara, qui profite du statu quo. Également ministre de la Défense, Dabaiba incarne une forme de garantie pour la Turquie : avec lui, la Libye ne

Les États-Unis pourraient faire office d'arbitre en s'appuyant sur Mohamed el-Menfi.

remettra pas en question l'accord de coopération militaire controversé entre les deux pays.

Profil sécuritaire

À l'inverse, la Russie, dont les liens avec le camp Haftar ne sont pas un mystère, ne cache pas son intérêt pour le profil sécuritaire de Bachagha. Le ministère russe des Affaires étrangères a ainsi estimé le 14 février que « le choix du Parlement

[de désigner Fathi Bachagha Premier ministre] devait être respecté ».

Quant aux États-Unis, qui poussent à l'organisation d'élections, ils pourraient bien faire office d'arbitre en s'appuyant sur un troisième acteur, resté pour le moment assez discret : Mohamed el-Menfi, le président du Conseil. L'Américaine Stephanie Williams, conseillère spéciale de l'ONU pour la Libye, a ainsi demandé au Haut Conseil d'État et au Parlement de Tobrouk de nommer chacun six délégués chargés d'adopter une base constitutionnelle dans la perspective des scrutins. Seul le Haut Conseil d'État a répondu positivement. « Or la feuille de route de Stephanie Williams s'achève le 30 juin. D'ici là, si rien n'avance, elle pourrait signaler au président du Conseil présidentiel qu'il peut éclipser le Parlement et promulguer une loi électorale par décret... » pronostique Jalel Harchaoui. Une option qu'évoque déjà ouvertement le cercle présidentiel. Un match nul, en somme, qui n'arrangerait les affaires d'aucun des deux Premiers ministres concurrents. ●

Jihâd Gillon

... Alpha Condé a été renversé

Kiridi Bangoura



JEAN-MARC PAUPOUR JA

Le 5 septembre 2021, le secrétaire général à la présidence était pris de court par le coup d'État de Mamadi Doumbouya. Il raconte cette folle journée où tout a basculé.

J'étais chez moi, ce dimanche 5 septembre, lorsque j'ai été prévenu, vers 7h30, que les Forces spéciales avaient encerclé la présidence. On apprendra plus tard qu'elles étaient emmenées par Mamadi Doumbouya. J'ai immédiatement appelé le chef de l'État. Alpha Condé m'a dit qu'une partie de sa garde l'avait rejoint – seize hommes environ – et que les assaillants étaient déjà au premier étage du Palais de Sékhoutouréa.

Il avait aussi reçu des coups de fil des services de sécurité, qui l'informaient de l'évolution de la situation. Il était très calme, il m'exposait les faits avec énormément de sang-froid. Je lui ai rappelé les consignes en pareilles circonstances : s'éloigner des portes, ne surtout pas tenter de fuir. Dans ces conditions, ça aurait été bien trop risqué.

J'ai décidé de le rejoindre au palais. En tant que secrétaire général de la présidence, il me semblait que ma place était à ses côtés. Je n'aurais pas dû sortir de chez moi. J'aurais dû rester à mon domicile le temps que les choses se tassent. C'est ce que prévoit la procédure dans ce genre

de situation. Mon aide de camp a tenté de m'en dissuader, mais, face à mon obstination, il m'a suivi. Mon chauffeur personnel aussi est venu. Ni l'un ni l'autre n'y était obligé, mais ils l'ont fait. Au niveau de l'échangeur de Moussoudougou, nous avons été arrêtés par un groupement des Forces spéciales. Il y avait là plusieurs dizaines de soldats – j'ai d'ailleurs reconnu l'un d'entre eux. Six hommes nous ont encerclés et nous ont rapidement conduits dans leur base, qui se trouvait juste à côté, à deux pas de l'Assemblée.

Kalachnikov sur la tempe

L'un des jeunes a posé sa kalachnikov sur ma tempe. J'ai su à ce moment-là que c'était sérieux. Ils ont appelé Mamadi Doumbouya directement, l'informant qu'ils avaient arrêté un ministre, puis m'ont demandé de décliner mon identité. J'ai malgré tout tenté de plaisanter avec l'un d'eux. « C'est bien, tu sais garder ton sang-froid, lui ai-je dit. Tu maîtrises bien ton fusil. » « Taisez-vous ! a-t-il répondu. N'essayez pas de me calmer. » J'ai donc décidé de faire profil bas. Ils ont été corrects tout du long.



J'ai appelé le président. Il m'a dit que les assaillants étaient déjà au premier étage du palais.

J'ai été libéré assez rapidement, vers 9 heures. Je pense qu'ils avaient déjà mis la main sur le président à ce moment-là. J'ai finalement rebroussé chemin et commencé à marcher pour rejoindre mon domicile. Sur la route, j'ai croisé deux membres des renseignements intérieurs, qui m'ont reconnu et m'ont proposé de me ramener chez moi.

Mon aide de camp a été libéré bien plus tard, vers 19 heures. Il a passé la journée avec plusieurs dizaines d'autres hommes, dont certains officiers qui avaient été arrêtés au palais. Il m'a raconté qu'ils avaient tous attendu, assis par terre et en silence. Doumbouya lui-même a fait son apparition à la fin de la journée et leur a dit : « C'est fini. Le président a été arrêté. » Il leur a fait un petit discours rassurant, promettant qu'aucun mal ne leur serait fait, leur enjoignant de rester calmes et de rentrer chez eux. Il leur a affirmé que, s'ils suivaient les consignes, tout se passerait bien.

J'ai suivi le reste des événements chez moi, en regardant la télévision. J'étais à la fois très triste et soulagé de voir que le président était en vie. Comme beaucoup de gens, j'ai été très surpris par ce coup d'État. Comment aurait-on pu prévoir une chose pareille ? Si je n'avais pas eu le palu ce matin-là, j'aurais été dans mon champ, à Wonkifon, à 66 km de Conakry, quand Alpha Condé a été renversé. Je sais que j'ai eu de la chance. Les choses auraient pu mal se passer. ●

Propos recueillis par
Marième Soumaré



EN AFRIQUE, CMA CGM
OUVRE DE NOUVELLES VOIES
POUR LE TRANSPORT
ET LA LOGISTIQUE




CMA CGM

BETTER WAYS

Alpha Blondy

« Trop d'Africains sont morts au nom de la démocratie »

De retour avec un nouvel album, la star ivoirienne du reggae fustige les « pompiers pyromanes ». Sa cible ? Les puissances occidentales, qu'il accuse de vouloir imposer leur propre modèle politique.

Jeune Afrique : Dans l'une de vos chansons, vous dénoncez les pays vendeurs d'armes qui, selon vous, se nourrissent des conflits. Pourquoi ce choix ?

Alpha Blondy : Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – à savoir les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni – sont aussi les plus grands marchands d'armes du globe, et je trouve cette situation inacceptable. Les Nations unies ne sont plus crédibles. J'ai écrit le titre « Pompier pyromane » il y a quatre ans, mais les coupables sont toujours les mêmes. Ils ont failli à leur mission et échoué à préserver la paix.

Quel rôle les pays africains peuvent-ils jouer dans la crise qui se joue en Europe ?

Il nous faut déjà apprendre à nous taire et à ne pas prendre parti. Nous devons soutenir la paix. Quand les marchands de couteaux se battent, les poulets se taisent ou vont se cacher. L'Union africaine doit se réveiller. Nos divisions sont la cause de nos malheurs. Il est grand temps que les pays membres de l'UA s'unissent réellement. Qu'attendons-nous, par exemple, pour mettre en place une armée de l'Union africaine ? Une telle initiative permettrait de lutter efficacement contre les groupes jihadistes.

Le retour des militaires au pouvoir au Mali, au Burkina Faso et en

Guinée ne prouve-t-il pas l'échec de la démocratie ?

Oui, sans aucun doute. Mais c'est l'échec d'une démocratie que nous avons importée et qui ne correspond pas à notre culture. Pourquoi voulez-vous me faire porter une chaussure qui ne me convient pas pour, après, critiquer ma démarche ? Nous, Africains, devons relever ce défi en créant une démocratie continentale qui corresponde à nos racines.

Les valeurs démocratiques ne sont-elles pas les mêmes partout ?

Avant l'esclavage et la colonisation préexistait un ordre dans lequel on peut puiser, tout en prenant ce qui est bon en Occident. Mais la démocratie telle que nous la connaissons aujourd'hui ne fonctionne pas. Combien d'Africains sont morts en son nom ? Pendant les périodes électorales, il y a toujours du sang qui coule. C'est bien le signe d'un profond dysfonctionnement. Je suis farouchement opposé aux coups d'État. Mais je vois aussi que la démocratie telle qu'on nous l'a promise n'est pas au rendez-vous.

Propos recueillis par Aissatou Diallo à Abidjan



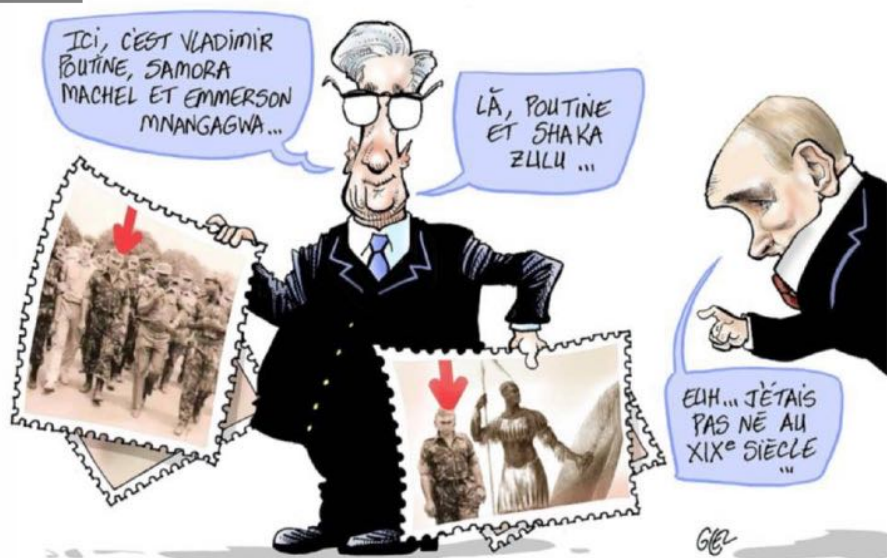
ESMAZELLY/VOURIA



Nous savons nous y prendre en matière de finance **en Afrique**

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.





Poutine et l'art du storytelling

Vladimir Poutine a besoin de l'Afrique. Il a besoin de la pondération des dirigeants africains qui nuancent, par leur abstention, les résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant l'intervention russe en Ukraine, et de la neutralité des peuples africains que Kiev tente de recruter dans sa « Légion internationale ». Logique, donc, que dans la guerre de communication les thuriféraires du patron du Kremlin ne reculent devant aucun storytelling pour expliquer à quel point le président aurait voué son existence au continent.

Depuis le début du conflit, une photographie en noir et blanc circule sur les réseaux sociaux. Viraux, des posts expliquent qu'il faut y reconnaître Poutine, en 1973, aux côtés de Samora Machel et d'Emmerson Mnangagwa, futurs présidents du Mozambique et du Zimbabwe. Le cliché aurait été

pris dans un camp d'entraînement militaire tanzanien dédié aux mouvements d'indépendance d'Afrique australe. En 2018, un blog affirmait que le Russe aurait formé des combattants de la liberté pendant quatre ans. Les twittos africains de 2022 en concluent que « chaque Africain sur terre doit soutenir le président Poutine et la Russie dans cette lutte » contre « le colonialisme et l'impérialisme ».

Des Chinois, pas des Russes

Mais storytelling rime avec fact-checking (« vérification des faits »). La biographie officielle du dirigeant russe indique qu'il a étudié à l'Université d'État de Leningrad jusqu'en 1975. En outre, la formation dont il est question aurait été dispensée par des instructeurs chinois et non soviétiques. Quant à Emmerson Mnangagwa, il était, en 1973, dans les geôles du gouvernement de Rhodésie du Sud.

Plutôt que la Tanzanie, d'autres croient reconnaître le Mozambique du milieu des années 1980. Mais entre 1985 et 1990, le dirigeant actuel de la Russie travaillait pour le KGB en Allemagne de l'Est. Son statut d'officier de rang inférieur ne lui aurait probablement pas donné accès à un poste de membre dirigeant d'une délégation de formateurs.

Et puisque le diable se cache dans les détails, remarquons que Poutine n'était qu'un officier de renseignement, alors que l'homme de la photo litigieuse a des bottes de militaire. L'homme mystère porte également sa montre au poignet gauche tandis que Poutine a l'habitude de la porter au droit. Enfin, sur ce cliché, le vrai-faux Poutine semble avoir bien plus que les 21 ans qu'il avait en 1973. Plus même qu'une trentaine d'années, dans l'hypothèse où la photo ait été prise dans les années 1980. ●

MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

du visible

Sur la route des chefferies du Cameroun

à l'invisible

Exposition
5 avril
— 17 juillet
2022



Le Point



le Monde Afrique

le Monde

Chercher
l'art et tout cela

TVS
MONDE

© 2022 Musée du Quai Branly - Jacques Chirac. Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite du Musée du Quai Branly - Jacques Chirac est formellement interdite.

La dépendance aux céréales importées est-elle une fatalité ?

L'incertitude créée par la guerre en Ukraine a provoqué une flambée des cours de céréales, dont Kiev et Moscou comptent parmi les principaux exportateurs vers le continent. Quelles répercussions aura l'embargo sur les hydrocarbures décrété par Washington ? Et si Bruxelles suivait ? Faute de visibilité, les marchés internationaux paniquent, et les cours s'envolent. Le 7 mars, la tonne de blé tendre a atteint 396 euros sur le marché à terme, soit près du double de son prix un an auparavant. Pour l'Afrique, qui consomme de plus en plus de céréales importées, c'est une catastrophe en germe, d'autant que l'inflation est de retour.

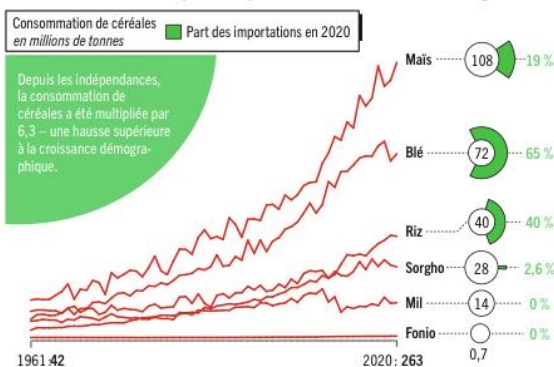
Mil, sorgho, fonio

En 2008 et 2009, le continent avait payé au prix fort l'envolée des cours des céréales, et plusieurs pays avaient connu des « émeutes de la faim ». En Afrique de l'Ouest, les gouvernements avaient lancé de vastes programmes visant l'autosuffisance alimentaire, multipliant les initiatives pour développer les filières rizicoles. Plus de dix ans après, les résultats sont encore mitigés.

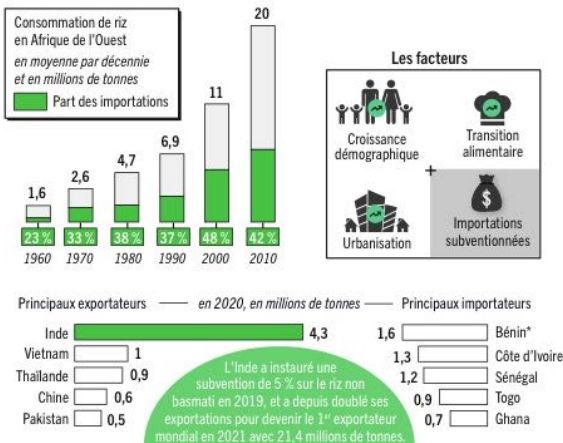
Mais le continent possède des variétés de céréales indigènes (mil, sorgho, fonio) dont les qualités nutritives n'ont rien à envier aux graines occidentales ou asiatiques. Ces dernières se sont imposées lors de la période coloniale et ont ensuite profité de politiques volontaristes, pour ne pas dire agressives, de la part des exportateurs. Pourtant, les semences traditionnelles sont plus adaptées aux écosystèmes secs, qui couvrent 45 % du continent. Au-delà des soubresauts des marchés, elles pourraient aussi se révéler stratégiques face au dérèglement climatique et à l'insécurité alimentaire. ●

Marie Toulemonde

Les Africains ont de plus en plus faim de céréales étrangères



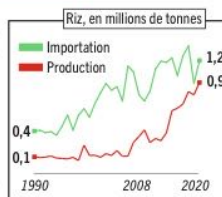
Le riz, la star ouest-africaine



Au Sénégal, des politiques volontaristes

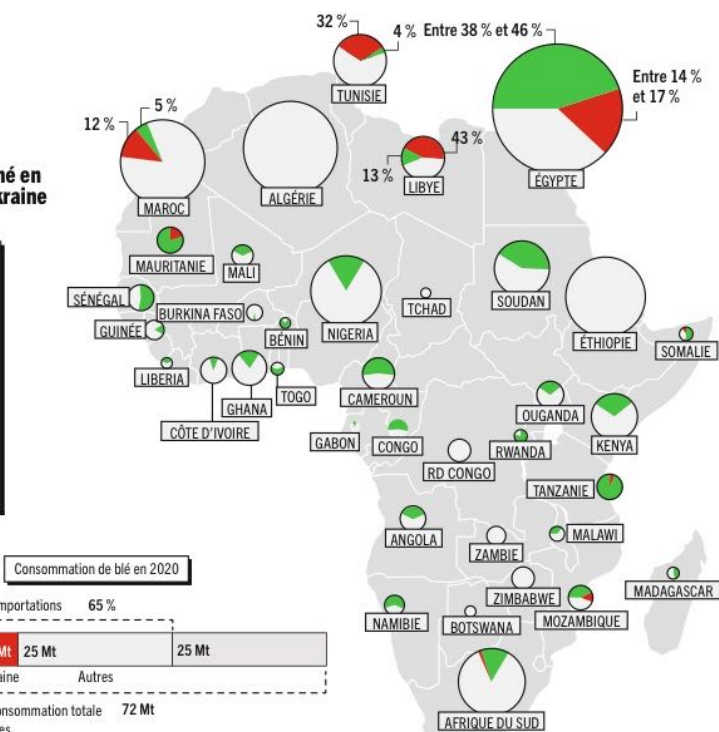
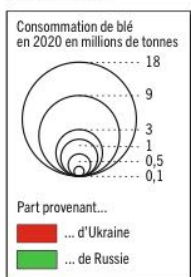
Stratégie pour atteindre l'autosuffisance depuis 2008

- Améliorer l'accès aux intrants par des subventions et des crédits de campagne
- Investissements lourds en infrastructures d'irrigation
- La production a certes augmenté mais au même rythme que les importations



* Dont une partie est réexportée ou passe en contrebande vers le Nigeria et le Niger.

30 % du blé consommé en Afrique provient d'Ukraine et de Russie



Rustiques VS « Importées »

Sorgho	Mil	Fonio	P Protéines %	Riz	Blé	Maïs
P 10,6 %	P 13,3 %	P 10 %	Avantages Inconvénients	P 8,8 %	P 12,6 %	P 9,4 %
• Origine locale et cultivées en milieu rural • Riches en nutriments • Résistantes aux climats semi-arides, voire arides • Besoins en eau très limités • Particulièrement résilientes			... produites localement • Elles bénéficient de plus de financements publics et privés • Un plus grand nombre de semences sont développées et utilisées • Préférées dans les villes			
• Travail du grain plus fastidieux (manuel, chaîne de production très peu mécanisée) • Peu de variétés, car peu de recherche scientifique • Moins de financements (crédits, intrants, aides) • Un accès au marché limité (petit foncier isolé) et faibles réseaux de transformation et de distribution			... et importées • Accessibles toute l'année • Produits déjà transformés et faciles à cuisiner • Tarifs parfois plus compétitifs (grâce à des subventions dont bénéficient les producteurs dans les pays exportateurs)			
			• Plus gourmandes en eau • Moins résistantes aux fortes températures • Un marché limité (petit foncier isolé et faibles réseaux de transformation et de distribution)			
			• Tributaires des cours internationaux • Ne bénéficient pas à l'économie locale, voire détruisent des emplois • Parfois de moins bonne qualité nutritive			

Sources: Cniad, Icrad, Fao, Uncomtrade



François Soudan Ousmane Sonko et le corps du délit

Si Netflix en faisait un film, le titre pourrait en être *La masseuse et le politicien*, avec au choix et en fonction du scénario deux sous-titres antinomiques : *Viol à main armée et La machination*. Un peu plus d'un an après l'interpellation d'Ousmane Sonko, opposant emblématique au président Macky Sall, et les émeutes qui ont suivi, et alors que l'enquête pour les faits de violés répétés qui lui sont reprochés par Adjii Sarr, employée d'un salon de beauté dakarois, tourne inexplicablement en rond, l'affaire est devenue un phénomène médiatique et le révélateur d'un profond malaise au sein de la noosphère sénégalaise.

Ses derniers rebondissements pourraient servir d'illustration à un cours d'école de journalisme sur la célèbre théorie cinquantenaire de Marshall McLuhan selon laquelle « le médium, c'est le message ». Pour l'anniversaire des violences tragiques de mars 2021, qui ont causé la mort de quatorze manifestants, JA a cherché à interroger les deux protagonistes de l'histoire. Contacté à plusieurs reprises depuis le début de cette année,

Ousmane Sonko n'a pas jugé utile de donner suite, ce qui est son droit. Contrairement à Adjii Sarr, qui, après moult hésitations, a fini, via une intermédiaire, par donner son accord à notre journaliste Marième Soumaré. Sans aucune concertation entre elles et nous, deux consœurs du *Monde* et de RFI ont eu la même idée, somme toute logique au vu du tempo médiatique. Résultat : trois entretiens au contenu accusateur avec la même Adjii Sarr sont publiés en moins de 48 heures, les 1^{er} et 2 mars. Il n'en fallait pas plus pour que les partisans de l'ancien candidat à la présidentielle de 2019, maire de Ziguinchor, député privé d'immunité et toujours placé sous contrôle judiciaire dans le cadre de cette affaire, montent au créneau sur le thème du complot. Conjuraison parfaitement résumée dans cette tribune qu'un enseignant, Mody Niang, qui se présente comme un « intellectuel engagé », nous a fait parvenir le 9 mars tout en la publiant sur plusieurs sites sénégalais et intitulée « Stratégie pour éliminer un concurrent potentiellement dangereux ». « Quels objectifs

[ces 3 médias] visaient-ils réellement ? se demande-t-il, pour lancer leur croisade contre le candidat de Pastef à travers leurs interviews de la très pieuse Adjii Sarr, dont tout indique qu'elles sont concertées et minutieusement préparées ? » Pour ceux qui l'ignoraient encore, le « Pastef les patriotes » est le parti d'Ousmane Sonko, et l'échéance électorale à laquelle il est candidat, la présidentielle de 2024.

Vin de palme

Le 11 mars, c'est l'ancien inspecteur des impôts, radié pour avoir accusé l'État d'anomalies fiscales et budgétaires, qui sort de ses gonds à l'occasion d'un point de presse. Qualifiant le trio JA-RFI-*Le Monde* d'« étrangers en service commandé », Sonko annonce sa décision de l'exclure désormais de ses conférences de presse, tout en l'accusant d'avoir été envoyé par « les Français » pour le discréditer. « Ils ont mis beaucoup d'argent pour sponsoriser ces journaux, entre autres *Jeune Afrique* », ajoute-t-il. Motif : son « discours anticolonial » et son refus de jouer le rôle d'« esclave de maison ». À la fois populiste et diffamatoire – Ousmane Sonko serait bien en peine d'apporter le moindre début de preuve du sponsoring auquel il fait allusion –, cet argumentaire complotiste est bu par ses militants comme du vin de palme de Casamance : sans aucune modération. Ces derniers ont d'ailleurs trouvé la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, suscité l'ire de Paris et motivé les interviews d'Adjii Sarr : le changement de nom de cinq rues de Ziguinchor, annoncé à la mi-février par le maire lui-même. À en croire les fidèles du « candidat anti-CFA », le fait que les noms de trois officiers français de l'époque coloniale, du général de Gaulle et de l'ancienne puissance impériale soient effacés du paysage urbain de la métropole casamançaise aurait été vécu par la France comme un affront, dont l'auteur se devait d'être puni. Peu importe si cette opération, qui relève de

la réappropriation de leur propre histoire par les Sénégalais, n'a, à notre connaissance, suscité aucune protestation de la part des autorités françaises – et encore moins de la part de JA, où nous lui avons donné la place qu'elle mérite –, la concordance des temps venait à point nommé pour donner à ce complot une ampleur à la mesure de l'ego d'Ousmane Sonko.

Dès lors, l'exercice de transparence auquel JA s'est livré le 15 mars, en racontant par le menu le « *making of* » de sa propre interview d'Adjii Sarr, n'avait aucune chance d'être compris. À peine l'article avait-il été mis en ligne qu'un torrent de plus de trois mille commentaires virulents, souvent délirants et assez significatifs finalement des obsessions de leurs auteurs (l'argent, le sexe, la conspiration), s'est déversé sur jeuneafrique.com. Thème central : le « complot merdique » (sic) payé par « les milliards du contribuable sénégalais » (resic) pour abattre en plein vol la comète Sonko. Force était de le reconnaître : nous étions devenus (provisoirement) inaudibles. La faute à qui ? Un peu à nous, mais à notre corps défendant. Car en montant un plan de communication dans lequel elles ont fait entrer trois médias étrangers pour un tir concentré de trois interviews concomitantes, les militantes féministes défenseuses d'Adjii Sarr n'ont pas eu la main heureuse. Elles ont offert à Ousmane Sonko l'occasion rêvée de dénoncer une machination et de faire en sorte que la parole d'Adjii Sarr soit occultée au profit d'une vaine polémique sur sa médiatisation. Et voilà comment, dans cette affaire, le médium est devenu le message.

Dans le Sénégal manichéen de 2022, deux camps se regardent en chiens de faïence : ceux (les plus nombreux sans doute) qui affirment qu'« Adjii ment » et ceux pour qui cette jeune femme de 20 ans dit la vérité. Rares sont ceux qui doutent. Même si l'incrimination d'Ousmane Sonko fait – ne soyons pas naïfs – les affaires d'un

pouvoir qui ne serait pas mécontent de le voir s'empêtrer dans un scandale de mœurs, à l'instar d'un Dominique Strauss-Kahn ou d'un Anwar Ibrahim, les deux camps ne s'affrontent pas à armes égales. Certes, une loi criminalisant le viol existe depuis début 2020, mais son application est aléatoire, les mouvements féministes mobilisent peu, et les victimes de violences sexuelles ont bien du mal à se faire entendre, surtout lorsque celui contre qui elles osent porter plainte est une personnalité connue et réputée respectable. La victime présumée est disséquée, parfois lynchée sur les réseaux sociaux ; on fouille dans son passé et ses comptes Instagram ou TikTok pour

● ● ● **Dans ce Sénégal où personne ne doute, il y a ceux pour qui « Adjii ment » et ceux pour qui elle dit la vérité. Il faut donc que la justice passe et vite.**

y dénicher des photos censées attenter à la morale du *sutura* (pudeur, discrétion en wolof), on lui reproche ses vêtements, sa coiffure, ses heures de sortie ou l'acceptation d'un rendez-vous comme autant de preuves de sa perversité. Célibataire, employée dans un salon de beauté recevant des hommes, masseuse occasionnelle de surcroît, Adjii Sarr concentre à cet égard une accumulation de clichés négatifs, beaucoup de Sénégalais (et de Sénégalaises) estimant que, quand bien même viol il y aurait eu, il n'y a pas là matière à encombrer les tribunaux. Au Sénégal, comme un peu partout en Afrique, la pression sociale est tellement forte que la plupart de celles qui ont eu le courage de déposer plainte se désistent en cours de

procédure. Vouloir aller jusqu'au bout et réclamer un procès comme le fait Adjii Sarr est perçu comme une incongruité, voire la preuve flagrante de son instrumentalisation. Une fois de plus le médium est ici le message, et la gravité des faits disparaît au cœur d'un dispositif politique dont l'enjeu est le pouvoir, sa conquête et sa conservation.

Génocide

Le fait qu'au Sénégal le « droit de cuissage » demeure une caractéristique des rapports sociaux dans les entreprises, les administrations ou les universités, ainsi que le symptôme du privilège dont bénéficie un homme d'influence et l'expression de sa vitalité physique – donc politique – ne signifie évidemment pas ipso facto qu'Ousmane Sonko soit coupable des « viols répétés sous la menace d'une arme » dont l'accuse Adjii Sarr. L'inculpation n'efface pas la présomption d'innocence, et seul a priori un procès public serait en mesure de départager ces deux paroles qui – il est important de le préciser – se valent. Nous n'en sommes pas là : le juge d'instruction chargé de l'enquête n'a toujours pas entendu les protagonistes, et les partisans d'Ousmane Sonko, échaudés par les précédents Karim Wade et Khalifa Sall, n'hésitent pas à mettre en doute l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir exécutif.

Cette affaire, qu'Ousmane Sonko qualifiait le 11 mars de « fait divers », est pourtant puissamment révélatrice de divers autres faits qui touchent aux fondements mêmes de la société sénégalaise. D'un côté, une « femme d'en bas » jurant que son corps en lambeaux a été profané par ce génocide individuel qu'est le viol. De l'autre, un « homme d'en haut » pour qui cette imputation n'est rien d'autre qu'une cabale diabolique visant à le détruire. Pour que le message, enfin, l'emporte sur le médium, il n'est pas d'autre solution dans un État de droit que la justice. Qu'elle passe donc, et vite. ●



Joël Té-Léssia Assoko

Rédacteur en chef adjoint à Jeune Afrique

L'Occident, l'Afrique et les haricots magiques

L'isolement économique, financier et culturel dont pâtit la Russie depuis la fin de février en raison des sanctions occidentales illustre les dangers de l'inconscient autarcique si présent dans les discours autonomistes-indépendantistes en Afrique. Presque du jour au lendemain, 144 millions de Russes découvrent à quoi ressemble la vraie vie sans les banques étrangères et le sceau de Mammon, sans les multinationales « exploitatrices et néocoloniales ».

Et les ménages africains les plus vulnérables doivent subir cette nouvelle réalité, entre menaces sur la croissance économique, accélération de l'inflation et risques de pénuries alimentaires. Dans un univers idéal, la « paupérisation instantanée d'une grande économie », selon l'expression de *The Economist*, et le « blitzkrieg économique » des Occidentaux, dixit Vladimir Poutine, serviraient d'avertissement et marqueraient le « jour du Jugement » pour ceux, nombreux, qui théorisent « la rupture » entre le continent et ses partenaires traditionnels. Les plus ardents autonomistes

mesurent-ils réellement la vulnérabilité du continent ?

Au début de mars, Mthuli Ncube, ministre zimbabwéen des Finances, rappelait que les sanctions économiques imposées contre Harare par l'Occident avaient coûté 42 milliards de dollars au pays depuis 2002. Ce qui « représente presque le double de la taille de notre économie, qui s'élève à 25 milliards de dollars », a déclaré cet ancien économiste en chef de la BAD. « Maintenant tout

Les plus ardents autonomistes mesurent-ils réellement la vulnérabilité du continent ?

le monde sait que les réserves financières peuvent simplement être volées », a protesté le maître du Kremlin, à la mi-mars, alors que les sanctions euro-américaines privent la Banque centrale de Russie d'une grande part de

ses 600 milliards de dollars de réserve de change, le « trésor de guerre » laborieusement constitué en amont de l'intervention en Ukraine. En vain...

Malgré les grands « bouleversements » des relations économiques du continent annoncés ces dernières années, à la fin de 2019, le stock d'investissements des seuls Pays-Bas en Afrique atteignait 67 milliards de dollars, soit 52 % de plus que celui des investissements chinois. Les pays africains exportent encore deux fois plus vers l'Union européenne (33 % des ventes) que vers la Chine (17 %).

Déficit colossal

Il ne s'agit point de dépeindre sous des couleurs flatteuses les rapports avec l'Ouest. Le déficit commercial de l'Afrique vis-à-vis du Vieux Continent reste colossal (24 milliards d'euros en 2020). Et la nouvelle stratégie verte de Bruxelles met en danger les futures exportations africaines. Ceux qui proposent des réformes graduées – un processus multigénérationnel – des liens économiques entre les pays africains et l'Occident savent cette profonde inégalité du rapport des forces, et ne croient pas que la rhétorique soit une stratégie économique. Et le monde « réel » a une façon assez cruelle de ramener les rêveurs sur terre.

Exaspérée par l'irréalisme de son époux qui, sans ressources financières, prépare en 2002 sa candidature au Sénat américain, Michelle Obama ironise sur les « haricots magiques » que ce dernier aurait dans ses poches, et qui, plantés, lui apporteraient la réussite qu'il espère. « Quelque chose comme ça », lui répond-il. Élu sénateur en novembre 2004, le futur président américain se retourne vers son épouse et souffle : « Des haricots magiques, chérie. Des haricots magiques. » Belle histoire. Si seulement, elle ne s'était pas achevée sur l'élection de Donald Trump. ●

✓ Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche

Un environnement propice à l'innovation

- Une économie diversifiée
- Un hub régional en transports et logistique
- Des infrastructures et services aux standards internationaux
- De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs



Aïda N'Diaye

Enseignante, auteure et philosophe

La guerre, entre fiction et réalité

Deux poids, deux mesures. Voilà ce qui frappe lorsqu'on compare le traitement politique et médiatique de la guerre en Ukraine – et plus spécifiquement celui de l'exode massif que ce conflit engendre – au traitement (ou au non-traitement) des multiples crises qui ont touché de manière similaire les pays africains ces dernières décennies.

Prenons, par exemple, aux déclarations de Charlie D'Agata, l'envoyé spécial de la chaîne CBS News, le 25 février : « Ce n'est pas un endroit comme l'Irak ou l'Afghanistan. Kiev est une ville relativement civilisée », disait-il pour souligner ce que les images tournées en Ukraine avaient de particulièrement choquant. La guerre serait donc « anormale » en Occident, « normale » ailleurs.

Prenons un peu de recul : comment la représentation de la guerre a-t-elle pu jouer sur les imaginaires au point de conduire à des déclarations aussi ahurissantes ? Revenons au discours du président Volodymyr Zelensky devant le Congrès des États-Unis, le 16 mars. J'ai été frappée d'entendre de la musique accompagner les images de destruction de la ville de Kharkiv pour illustrer ce

que les civils ukrainiens vivent au quotidien. Comme si nous avions besoin, pour voir la réalité (l'horreur de la guerre), d'utiliser les codes de la fiction (l'habillage musical). Comme si nous étions incapables de saisir ce qu'est réellement la guerre quand ce que nous en percevons dans la réalité ne ressemble pas suffisamment à l'image que nous nous en forgeons à travers la fiction.

Dans la vraie vie, aucune musique n'accompagne les bombardements ou l'exode des

Dans la vraie vie, aucune musique n'accompagne les bombardements ou l'exode des civils.

civils. Pourtant, les images de la guerre nous semblent plus réalistes et plus touchantes quand elles se rapprochent de celles que nous voyons au cinéma ou à la télévision, musique incluse. Étrange retournement, qui souligne la complexité

de l'articulation entre la fiction et la réalité, et son importance dans notre perception des événements.

Or non seulement les Occidentaux ne voient pas, ou ne veulent pas voir, les images de la guerre sur le continent africain, mais ce qu'ils voient est bien souvent passé au crible de la fiction – notamment des grosses productions américaines. Dans ces représentations, la guerre « là-bas » est par essence sauvage, barbare, non civilisée, au point qu'elle rendra sauvage, voire fou, le soldat occidental qui y participera.

Celui-ci en reviendra souvent brisé, inapte à la vie en société, c'est-à-dire, justement, à la vie « civilisée ». Autant l'ennemi russe se caractérise par l'intelligence avec laquelle il met en œuvre le Mal (c'était le cas, récemment, dans *Black Widow* ou dans le dernier James Bond), autant, chez l'homme africain, le Mal se manifeste par sa sauvagerie, comme dans *Beast of No Nation* ou dans *La Chute du faucon noir*.

Stéréotypes dominants

Et lorsque la guerre est donnée à voir sur le continent européen, c'est un autre ailleurs qui se dessine : celui de l'« avant », celui du siècle ou des siècles précédents. Les Occidentaux n'ont pas construit d'imaginaire de la guerre compatible avec leurs sociétés dites « civilisées » actuelles. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Emmanuel Macron a utilisé le terme de guerre pour parler de la pandémie de Covid-19 : la guerre, la vraie, semblait inimaginable à l'époque...

Il y a donc un cercle vicieux entre la réalité et la fiction. La fiction reprend des stéréotypes dominants dans la réalité, en l'occurrence racistes. Ce faisant, elle agit sur notre perception de la réalité et donc sur ce qui, réellement, advient (ici, la mobilisation des Occidentaux face à cette tragédie qu'est la guerre). Ce jeu, comme bien d'autres, ce sont les Africains qui en font les frais. ●



L'ÉVÉNEMENT INCONTOURNABLE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DE LA DATA EN AFRIQUE

9 & 10 MAI 2022 ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE

INSCRIPTION
www.cyberafricaforum.com



SUIVEZ-NOUS



@CYBERAFRICAFORUM



CONTACT@CYBERAFRICAFORUM.COM

ORGANISATEURS



CIBEROBS

FOUNDER

Deloitte

PLATINUM



ASAFO & Co.



DIAMOND



Digital Security
Progress. Protected.

GOLD



DAMACORP

KAYDAN

SILVER





PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Pour qui votent les électeurs d'origine africaine



À l'approche du premier tour de cette échéance cruciale, *Jeune Afrique* a voulu savoir quels candidats avaient les faveurs des Français issus de l'immigration maghrébine et subsaharienne. Les résultats sont sans appel.

OLIVIER MARBOT

D

Décalé. En rupture. Lorsqu'on découvre les intentions de vote des citoyens français d'origine africaine à l'élection présidentielle qui va se tenir les 10 et 24 avril prochain, la première impression est celle d'un grand écart avec la moyenne de la population. « Nous faisons des enquêtes sur la présidentielle tous les jours, confirme Frédéric Dabi, le directeur du pôle opinion de l'Ifop, qui a réalisé ce sondage pour *Jeune Afrique*. Nous avons interrogé les cadres, les jeunes, les seniors, les LGBT... Aucune catégorie ne présente un tel décalage avec la moyenne de l'électorat. »

Il faut aussi noter, ajoute le sondeur, la continuité très nette des opinions exprimées. En 2007, l'Ifop avait déjà sondé pour JA les électeurs d'origine africaine, et ceux-ci plébiscitaient alors la socialiste Ségolène

Royal (57 % d'intentions de vote au 1^{er} tour).

En 2022, la tendance est comparable, quoique dans des proportions moindres : c'est Jean-Luc Mélenchon, candidat de gauche le mieux placé dans les sondages (mais avec un score oscillant entre 11 % et 12 %) qui se détache, avec 36 % d'intentions de vote. Loin devant le favori de toutes les enquêtes d'opinion, le président sortant Emmanuel Macron (27 %). Quant aux autres, tous les autres, ils s'effacent à moins de 10 %.

« Comme en 2007, poursuit Frédéric Dabi, il se confirme que cette population a vraiment un tropisme de gauche. Si l'on additionne les candidats de ce camp, on obtient un total de

47 % ». Un phénomène connu : dans la dernière édition de la grande enquête « Trajectoires et origines », consacrée par l'Institut national d'études démographiques (Ined) à la diversité en France, le politologue Vincent Tiberj et le démographe Patrick Simon notaient déjà que « la "France de la diversité" pench[ait] clairement à gauche », cette inclination pouvant s'expliquer « par l'influence du milieu d'origine, qui devrait s'estomper avec l'intégration sociale et notamment la mobilité sociale, par des raisons religieuses ou, selon plusieurs auteurs, par l'influence des discriminations raciales et ethniques ».

L'extrême polarisation du vote de la population étudiée suscite →

Les Maghrébins globalement plus à gauche

Si l'Ifop n'a pas, cette année, distingué au sein de son échantillon les personnes d'origine maghrébine (majoritaires) et celles issues d'Afrique subsaharienne, des éléments d'information existent sur ce point qui font émerger certaines différences.

Les électeurs descendants de familles maghrébines sont ainsi, globalement, plus à gauche que la moyenne, avec 38 % d'intentions de vote pour Jean-Luc Mélenchon, contre 36 % pour le total du panel. Les Subsahariens, à l'inverse, seraient moins hostiles à Valérie Pécresse (13 % de suffrages), mais l'échantillon semble trop faible pour en tirer des conclusions définitives. ● O.M.



Le détail des résultats sur
www.jeuneafrique.com



Jean-Luc
Mélenchon

36 %

Emmanuel
Macron

27 %

Marine
Le Pen

9 %

Éric
Zemmour

6 %

Valérie
Pécresse

6 %

Yannick
Jadot

5 %

Anne
Hidalgo

3 %

Fabien
Roussel

3 %

Philippe
Poutou

2 %

Nathalie
Arthaud

1 %

Nicolas
Dupont-
Aignan

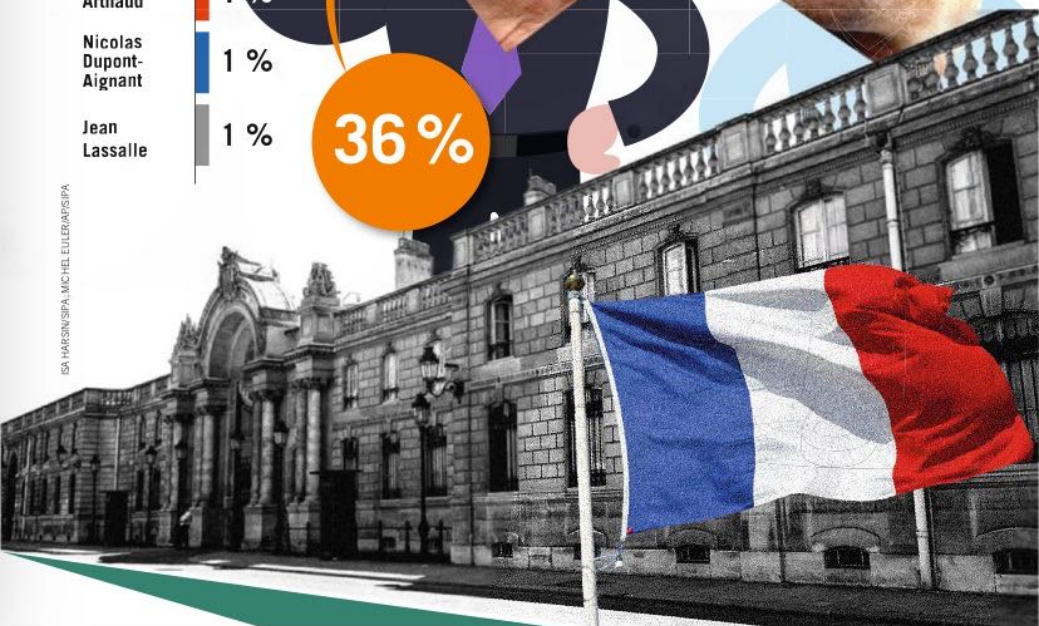
1 %

Jean
Lassalle

1 %

36 %

27 %



MÉTHODOLOGIE

Comment – et auprès de qui – ce sondage a été réalisé

Pour ce sondage, l'Ifop a réalisé des interviews sous forme de questionnaires en ligne, du 31 janvier au 10 mars 2022. L'ensemble du panel n'avait donc pas forcément connaissance des développements les plus récents de l'actualité (évolution de la crise liée au Covid et guerre en Ukraine, notamment), mais, malgré cela, les sondeurs n'ont pas enregistré de modification significative des réponses lors de la dernière période. L'institut a interrogé un total de **1 108 personnes** représentatives de la population française de 18 ans et plus et déclarant avoir au moins un parent ou un grand-parent africain. Cet échantillon a été sélectionné dans un panel de **27 102 personnes** auprès duquel l'Ifop réalise ses enquêtes d'opinion, en appliquant des quotas afin de reproduire les équilibres de la société française en matière de sexe, d'âge, de profession ou encore de région et de taille d'agglomération de résidence (agglomération parisienne ou province, zones urbaines ou rurales...). Compte tenu de la taille de l'échantillon interrogé, les sondeurs précisent enfin que la marge d'erreur se situe entre 1,4 (pour les scores les plus extrêmes) et 3,1 points (pour les scores moyens). ●

O.M.

→ des interrogations : derrière le duo de tête, composé du candidat de gauche le mieux placé dans les sondages et du président sortant, nul n'atteint les 10 % d'intentions de vote. Les candidats de ce que l'on appelait encore, il y a cinq ans, les « partis traditionnels » – Les Républicains, le Parti socialiste – affichent des scores insignifiants. La socialiste Anne Hidalgo ne recueille ainsi que 10 % des voix des électeurs se déclarant proches du parti qu'elle représente et 4 % chez ceux qui avaient opté pour son prédécesseur Benoît Hamon, en 2017. L'immense majorité de l'ancien électoral PS a fui, dans des proportions presque égales, dans les camps Macron et Mélenchon.

Le bilan est moins catastrophique pour la représentante de la droite républicaine, Valérie Pécresse, qui capte presque la moitié des électeurs se déclarant proches du parti qui l'a intronisée. Mais beaucoup d'anciens fidèles sont partis chez Macron, Zemmour ou même Mélenchon, et seuls 32 % des électeurs ayant voté François Fillon en 2017 disent cette année vouloir choisir la candidate des Républicains.

Comme pour l'ensemble de l'électorat, l'impression reste celle d'un certain flou, et il est difficile de déterminer sur quels critères les choix s'opèrent. « C'est une campagne extrêmement étrange, insiste Frédéric Dabi. D'ordinaire, lorsque le scrutin approche, le débat public se concentre sur des sujets nationaux,



Quartier Barbès-Château Rouge, à Paris.

on s'interroge sur l'identité du pays, et les questions internationales n'existent plus. Cette année, avec l'Ukraine, ces questions comptent et influent sur le choix des électeurs, avec le fameux "effet drapeau", qui pousse un certain nombre d'entre eux à se tourner vers le président sortant, dans un réflexe légitimiste. Mon hypothèse, c'est que l'électorat d'origine africaine réagit comme tous les autres et est sensible à ces questions. »

Mélenchon superstar

Si le statut de meilleur candidat à gauche de Jean-Luc Mélenchon est

confirmé par notre sondage, l'ampleur du score du chef des Insoumis peut étonner. L'ancien socialiste incarne en effet une gauche relativement radicale, dont on aurait pu penser qu'elle pouvait effrayer une partie des électeurs, plus enclins à opter pour l'écologiste Yannick Jadot, la socialiste Anne Hidalgo, voire le communiste Fabien Roussel.

Il n'en est rien : à 36 %, Mélenchon fait pratiquement le plein des voix de gauche et, dans une simulation de deuxième tour face à Emmanuel Macron, il l'emporte même d'une courte tête. Même si l'Ifop précise ici que l'écart minime (51-49) se situe « dans la marge d'erreur ».

« On peut véritablement parler de "tropisme Mélenchon", confirme Frédéric Dabi. C'est même assez impressionnant, car il est en tête dans pratiquement toutes les catégories de la population. » Et de fait, si les électeurs d'origine africaine optent pour le leader de gauche sont plutôt plus jeunes, issus des classes moyennes et des zones urbaines, et légèrement moins diplômés que l'ensemble des votants, Mélenchon arrive aussi en tête des intentions de vote chez les dirigeants d'entreprise, les retraités ou (très légèrement) chez les diplômés de l'enseignement supérieur.

Visiblement, « Méluche » ne fait plus peur et suscite de plus en plus de votes d'adhésion. « On n'est plus sur la figure "tribunicienne" qui clamait en 2012 : "Je suis le bruit et la fureur" », insiste Frédéric Dabi. Il ne fait guère de doute non plus que le discours relativement apaisé du candidat sur l'islam lui a gagné de nombreuses sympathies, surtout dans un contexte où toute la droite, mais aussi une partie de la gauche s'autoproclamant « républicaine », n'a cessé de brandir l'épouvantail du « séparatisme ». Sans même parler d'un Éric Zemmour qui répète sans se lasser que « l'islam et l'islamisme, c'est la même chose ».

Rappelant l'Histoire comme le fait, justement, Zemmour, Mélenchon ne rate pas une occasion de souligner que « les musulmans n'ont jamais manqué à la France : ni à Monte Cassino, ni au débarquement de Provence, alors que bon nombre de ceux qui leur font des leçons, eux, ont manqué à la France ».

Louant la « créolisation » de la société, mettant en avant la députée franco-gabonaise Danièle Obono, le leader insoumis prend frontalement à rebours certaines idées présentées comme des « évidences » par la droite et l'extrême droite. Il appelle à la régularisation de tous les travailleurs sans papiers, veut remplacer les patrouilles de surveillance aux frontières par un corps civil de sauvetage en Méditerranée, protéger les

56 %

des Français issus de l'immigration africaine âgés de 18 à 24 ans pensent s'abstenir au 1^{er} tour.

« mineurs isolés » étrangers « comme tous les enfants »...

Un discours qui parle à une partie de l'électorat issu de l'immigration, également séduit par la propension du dirigeant de gauche à taper à bras raccourcis sur tous les symboles de la « Franafrique », présence militaire en tête, et à se montrer tolérant avec les régimes les plus hostiles à Paris.

Macron, le réflexe légitimiste

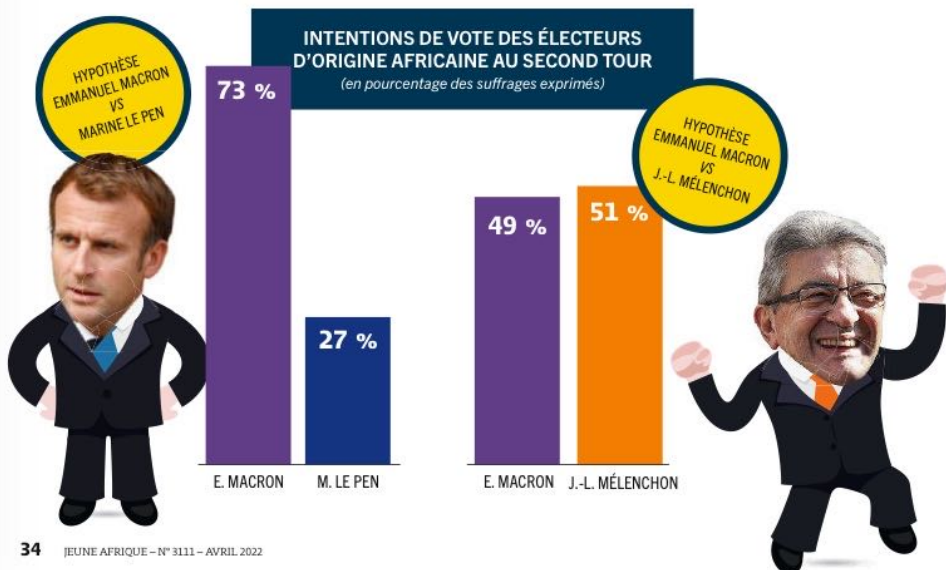
En deuxième position, le président sortant, qui n'a déclaré que très tardivement sa volonté de briguer un second mandat, même si nul n'en doutait, enregistre lui aussi un très bon score chez les électeurs d'origine africaine. À 27 % d'intentions de vote au premier tour, il est proche des performances enregistrées dans les enquêtes menées auprès du corps électoral dans son ensemble, qui le créditent en général de 29 % à 30 %. →



MICHEL SETBOUNSPA

INTENTIONS DE VOTE DES ÉLECTEURS D'ORIGINE AFRICAINE AU 1^{ER} TOUR (EN %)

	Jean-Luc Mélenchon	Emmanuel Macron	Marine Le Pen	Éric Zemmour	Valérie Pécresse	Yannick Jadot	Anne Hidalgo	Fabien Roussel	Philippe Poutou	Nathalie Arthaud	Nicolas Dupont-Aignan	Jean Lassalle
Ensemble	36	27	9	6	6	5	3	3	2	1	1	1
Sexe												
Homme	35	28	9	7	7	4	3	2	2	1	1	1
Femme	36	25	9	5	6	6	3	5	2	1	1	1
Âge												
Moins de 35 ans	38	27	8	6	5	3	4	3	3	1	1	1
35 ans et plus	34	27	9	6	7	7	3	3	1	1	1	1
Profession												
Catégorie supérieure	32	25	6	6	7	6	6	6	1	1	2	2
Profession intermédiaire	33	36	5	4	7	4	/	5	5	/	/	1
Catégorie populaire	38	22	11	7	3	7	4	2	2	1	2	1
Retraité	20	28	17	8	17	7	/	1	2	/	/	/
Autre inactif	38	30	7	6	6	2	2	2	2	3	1	1
Niveau d'éducation												
Supérieur au baccalauréat	32	31	6	7	7	6	3	4	1	1	1	1
Baccalauréat	43	26	10	7	4	2	3	1	2	/	1	1
Inférieur au baccalauréat	37	20	14	3	6	6	3	3	3	3	2	/

INTENTIONS DE VOTE DES ÉLECTEURS D'ORIGINE AFRICAINE AU SECOND TOUR
(en pourcentage des suffrages exprimés)



→ Au second tour, il est au coude à coude avec Jean-Luc Mélenchon mais écrase Marine Le Pen dans l'hypothèse – probable, à ce jour – où elle serait à nouveau son adversaire : 73 % contre 27 %. Soit un écart bien plus net qu'en 2017, où le tout jeune ex-ministre de François Hollande l'avait emporté avec 66,1 %, contre 33,9 % pour la dirigeante du Front national.

Dans l'actuel contexte de crise profonde et angoissante, le réflexe légitimiste semble jouer à plein, et beaucoup d'électeurs privilégient la sécurité, préférant rester en terrain connu et reconduire le sortant. Qui affiche en outre des positions moins clivantes que la plupart de ses adversaires, en particulier sur l'immigration ou l'islam. « Bien sûr il n'est pas en tête, mais 27 % pour un président sortant ce n'est absolument pas infamant. Je crois que la légitimité du sortant joue très fortement, on n'avait pas vu cela à un tel niveau depuis Mitterrand, en 1988 », commente Frédéric Dabi. Qui détaille le profil type de l'électeur macroniste : un peu plus âgé que

la moyenne – même si le président enregistre de très bons scores chez les primo-votants –, plutôt urbain, appartenant aux catégories sociales supérieures et plus diplômé que la moyenne. Le candidat Macron plaît particulièrement aux électeurs d'ori-

62 %

des employés et des ouvriers d'origine africaine voteraient Mélenchon en cas de second tour face à Macron.

gine africaine les plus âgés (il est en tête des intentions de vote chez les 65 ans et plus), ainsi que chez ceux qui n'affichent pas de sympathie partisane marquée et se retrouvent

dans son discours de « dépassement du clivage droite-gauche ».

Extrême droite : un rejet moins massif

Loin derrière le duo de tête, on trouve un trio composé de la candidate de droite, Valérie Pécresse (6 %), et des deux représentants de l'extrême droite : Marine Le Pen, à 9 %, et le nouveau venu Éric Zemmour, à 6 %. Des scores très nettement inférieurs à ceux des sondages menés auprès de la population générale, dans lesquels Zemmour et Pécresse évoluent autour de 11 % ou 12 %, tandis que la candidate du Rassemblement national (le nouveau nom du FN) est →

STATISTIQUES

Que pèse le corps électoral d'origine africaine ?

Si le nombre d'étrangers et d'immigrés résidant sur le territoire français est connu avec précision, celui des Français d'origine étrangère – africaine ou autre – ne l'est pas, interdiction des statistiques ethniques oblige. Néanmoins, certains chiffres existent et permettent d'estimer la part des citoyens du pays descendant d'immigrés africains (un immigré étant, pour les statisticiens, une personne née étrangère à l'étranger mais ayant éventuellement pu, depuis, acquérir la nationalité française). Les démographes assurent ainsi que 8,5 millions de personnes vivant dans le pays (12,7 % de la population) sont nées à l'étranger, mais aussi que

7,5 millions de personnes ont au moins un parent immigré. Ces descendants d'immigrés n'ont pas tous des origines africaines, mais les trois pays du Maghreb fournissent les plus gros contingents. La part des Subsahariens, qui ont émigré plus tardivement en France, tend toutefois à augmenter ces dernières années. En 2020, le palmarès des pays d'origine des personnes obtenant la nationalité française s'établissait ainsi par ordre décroissant : Maroc, Algérie, Tunisie (37,8 % du total à eux trois), Royaume-Uni (effet Brexit oblige), Sénégal et Cameroun. Se fondant sur ces données, certains démographes estiment qu'une personne résidant en

France sur dix a une origine africaine plus ou moins lointaine. Les Maghrébins représentant environ les deux tiers de ce total et les Subsahariens le dernier tiers (les nationalités d'origine les plus représentées étant les Sénégalais, les Ivoiriens, les Camerounais, les Congolais (des deux Congos), les Maliens et les Malgaches). Le nombre de Français d'origine africaine est généralement évalué entre 3 et 5 millions de personnes. On ignore combien précisément sont en âge de voter, mais ils doivent représenter entre 5 % et 6 % du corps électoral total (qui s'établissait en 2021 à 47,9 millions de personnes). ● **O.M.**

→ solidement accrochée à la deuxième place, entre 17 % et 19 %.

Ces chiffres constituent une surprise si l'on se réfère à la précédente enquête menée par l'Ifop pour *Jeune Afrique* en 2007. À l'époque, le seul candidat d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, recueillait péniblement 1 % des intentions de vote chez les électeurs d'origine africaine.

Les temps changent, et la stratégie de « dédiablement » menée depuis des années par Marine Le Pen, qui tente de gommer les aspects les plus radicaux de son discours et a exclu du mouvement ses militants les plus bruyamment racistes et antisémites, a porté ses fruits. « Il y a une certaine institutionnalisation du Rassemblement national, admet Frédéric Dabi, mais à un niveau encore assez faible. Si vous additionnez le score de tous les candidats de la droite extrême, en ajoutant aussi Nicolas Dupont-Aignan, vous obtenez 16 %. Sans être ridicule, c'est marginal. C'est deux fois moins que dans l'ensemble de l'opinion. »

Marginal mais pas nul, et cela étonne. Certes le parti de Marine Le Pen a poli son discours, se pose avant tout en défenseur des couches populaires et des déclassés face à une supposée élite déconnectée des réalités et inféodée aux instances européennes. Mais la lutte contre l'immigration et la stigmatisation des musulmans reste solidement ancrée au cœur de son projet, dont on voit mal comment il peut séduire certains électeurs qui en constituent une cible désignée.

Quant à Éric Zemmour, on peine encore plus à comprendre comment ses propos caricaturaux sur le « grand remplacement » ou les musulmans qui seraient tous des islamistes souhaitent imposer la charia ne le disqualifient pas entièrement aux yeux de l'électorat issu de l'immigration maghrébine et subsaharienne. Tanguy David, l'étudiant noir régulièrement mis en avant lors des meetings du candidat de Reconquête !, a lui-même fini par jeter l'éponge, dénonçant à la mi-mars les agressions dont il avait été victime, y compris dans son propre camp. « J'ai moi-même

été la cible d'injures racistes et de messages abjects, en raison de ma couleur de peau, par des soutiens du mouvement Reconquête ! », a-t-il déploré sur les réseaux sociaux, annonçant son ralliement aux Républicains et son intention de déposer plainte.

Décalage avec le reste de l'électorat

Le relatif succès des candidats d'extrême droite dans les sondages, la présence de thèmes très identitaires dans les débats de la primaire de droite, les affrontements à gauche entre une tendance très critique à l'égard des musulmans au nom de

53 %

des Français d'origine africaine estiment que la perception que leurs concitoyens ont d'eux a évolué « plutôt en mal » ces dernières années.

la laïcité et une autre plus encline à prôner le vivre-ensemble, accusée par certains de capituler face à la « menace » jihadiste, ont profondément imprégné l'atmosphère.

Interrogées sur la manière dont elles ont été perçues par leurs concitoyens au cours des dernières années, les personnes sondées se montrent pessimistes. Plus de la moitié (53 %) estiment que la situation a évolué « plutôt en mal », contre 22 % qui la voient changer « plutôt en bien » et 25 % qui jugent que rien n'a bougé. Aux mêmes questions, la population française en général répond à 42 % que les choses vont plus mal, à 17 % qu'elles vont mieux, et à 41 % qu'elles ne changent pas.

« Ce décalage entre les personnes d'origine africaine et la moyenne de la population est préoccupant, souligne Frédéric Dabi. Tout le monde pense que les choses se dégradent. »

Les chiffres publiés au début de mars par le ministère français de l'Intérieur le confirment. Entre 2019 et 2021, les autorités ont enregistré une hausse de 13 % des crimes et des délits à caractère raciste dans le pays (et même de 26 % en ce qui concerne les contraventions relatives à ce genre de faits).

L'étude annuelle précise aussi que « les ressortissants d'un pays d'Afrique représentent à eux seuls 14 % des victimes alors qu'ils ne représentent que 4 % de l'ensemble de la population ». Et que ces statistiques, reposant sur le décompte effectué par les services de police et de gendarmerie, sont très certainement sous-estimées, car, « selon une enquête menée entre 2013 et 2018, seule 1 victime de menaces ou violences physiques racistes sur 4 et 1 victime d'injures racistes sur 20 déclare avoir déposé plainte ».

Un refuge : l'abstention

Au-delà du choix de tel ou tel candidat, l'atmosphère pesante de la campagne électorale et de l'actualité internationale semble aussi se refléter dans le taux d'abstention. Parmi les personnes sondées par l'Ifop, 45 % ne se disent « pas certaines » d'aller voter le 10 avril, et 31 % ne sont pas certaines de leur choix.

Le niveau de doute est particulièrement élevé chez les chômeurs (57 %) et les inactifs (53 %), les personnes peu ou pas diplômées (61 %) et celles n'affichant aucune affinité partisane (60 %). « On est presque à la moitié des personnes interrogées qui songent à s'abstenir, souligne Frédéric Dabi. Cela en dit long sur la désaffection, l'idée d'une certaine vanité du vote dans le contexte, un malaise peut-être. »

« Le vote reste l'acte politique central par excellence en démocratie », rappellent dans l'étude « Trajectoires et origines » les chercheurs Patrick Simon et Vincent Tiberj, et l'inscription sur les listes électorales constitue, pour les Français d'origine étrangère, un signe fort de leur volonté d'intégration. Traditionnellement, on estimait que les immigrés naturalisés étaient, en

✓ moyenne, deux fois moins nombreux à être inscrits sur ces listes.

Mais cette tendance a évolué depuis une vingtaine d'années, et le taux de participation aux élections des citoyens issus de familles immigrées tend à se rapprocher du niveau général. Une tendance qui fait écho au fait que, dans ces familles, le sentiment d'être français est généralement très fort dès la deuxième

génération et a tendance à se renforcer avec le temps, même si l'impression de ne pas être considéré comme français par une partie de la population peut demeurer présente.

Voter, c'est affirmer son intégration à la communauté nationale, son adhésion à ses valeurs. Lorsque ces valeurs semblent remises en question, que certains candidats contestent dans leurs meetings l'idée

d'intégration, des questions émergent. Elles expliquent sans doute en partie les résultats de la présente enquête. ●

QUESTIONS À...

Vincent Tiberj

Professeur à Sciences Po Bordeaux, spécialiste de sociologie électorale associé à l'étude « Trajectoires et origines » de l'Ined

« Mélenchon est l'un des rares à tenir un discours positif sur la diversité »

Jeune Afrique : Êtes-vous étonné par les résultats de notre sondage ?

Vincent Tiberj : Non, pas tant que cela. Les Français d'origine africaine penchent clairement à gauche, c'est quelque chose que nous observons depuis longtemps. C'était le cas en 2002, on l'a vu dans votre sondage de 2007, et encore en 2017, où Jean-Luc Mélenchon mais aussi Benoît Hamon réalisaient de bons scores auprès de cette population. Il y a aussi un rejet continu de la droite et de l'extrême droite. Valérie Pécresse à seulement 6 %, c'est frappant.

Ce qui est intéressant, c'est que cet alignement à gauche ne s'explique pas par des raisons essentiellement sociales, parce que cette population serait moins riche ou moins intégrée. Pas du tout. Le vote Mélenchon est fort chez les cadres, les gens

diplômés, même chez les chefs d'entreprise. Quand vous faites partie d'une minorité visible, vous savez que le groupe auquel vous appartenez peut être discriminé par certaines tendances politiques et vous votez en conséquence.

Ce ralliement massif à Jean-Luc Mélenchon, qui incarne une gauche assez radicale, ne vous surprend pas non plus ?

C'était déjà le cas en 2017. Face à un discours anti-immigrés porté par l'extrême droite, la droite et même une partie de la majorité présidentielle, Mélenchon est l'un des rares à tenir un discours positif sur le fait que nous vivons dans une société multiculturelle et que c'est une bonne chose, à mettre en avant et à assumer la diversité.

Après il ne faut pas se leurrer : comme pour l'ensemble de l'électorat, il y a aussi une dimension de

vote utile pour le candidat de gauche le mieux placé. On l'a d'ailleurs vu en 2017 : Mélenchon a fait 19 % à la présidentielle, mais ensuite, aux législatives ou aux européennes, la France insoumise s'est effondrée.

45 % des sondés ne sont pas sûrs d'aller voter. Comment expliquer un niveau si élevé ?

Ce n'est pas un signe de désintérêt pour la politique, au contraire. Les enfants d'immigrés sont souvent très intéressés, ne serait-ce que parce qu'ils se sentent pris pour cible par les discours d'une partie des candidats. Mais on voit globalement que cette élection intéresse peu, à la fois du fait des candidats eux-mêmes, du traitement médiatique, du Covid, de l'Ukraine... Il y a aussi le fait que les sondés dont les parents n'étaient pas français, et n'avaient donc pas le droit de vote, n'ont pas été



HANNAH ASSOLINE/POLE PHOTO

habituels à accompagner leurs parents les jours de scrutin.

Au passage, ça montre que donner le droit de vote aux immigrés aurait des effets positifs. En tout cas, cette abstention élevée n'est pas du tout le signe d'un manque d'intégration. La composition de votre panel montre bien qu'une grande partie de la population d'origine africaine est au contraire parfaitement intégrée, qu'elle compte de plus en plus de cadres, de diplômés du supérieur. Ce qui manque, ce sont surtout des candidats qui sachent les mobiliser. ●

Propos recueillis par O.M.



PERFORMANCE



Étudiants du centre CAFFA en formation pratique à Antsirabé, Madagascar.

Fondation OCP CROIRE EN L'AFRIQUE

La Fondation OCP a été créée avec pour vocation de contribuer au développement de l'empreinte sociale et sociétale du Groupe OCP. Son but : créer et mettre en œuvre des projets intégrateurs des priorités des populations et des territoires d'action ; principalement en Afrique, en phase avec les objectifs de développement durable de l'ONU.

La Fondation OCP croit en l'Afrique. En ses forces, en ses talents, en son destin. Reconnue d'utilité publique et l'un des visages clés de l'engagement social et sociétal du Groupe OCP, cet organisme rend possible l'accès à une éducation de qualité pour tous, en soutenant les ambitions et compétences des hommes et des femmes du Continent.

Depuis deux années et le basculement du monde dans la crise sanitaire, les inégalités se sont creusées dans les sociétés et particulièrement sur le sol africain. Ce changement de paradigme offre une opportunité d'évolution vertueuse. Les pays d'Afrique ont l'occasion de se réapproprier leur histoire, pour relever les nombreux défis économiques, sociaux et environnementaux qui s'imposent à eux.

La Fondation OCP soutient les forces vives qui les composent : la formation et l'éducation sont les piliers de l'évolution sociétale, les fondements d'un monde plus juste. Aux côtés de ses partenaires partageant les mêmes valeurs, la Fondation OCP s'appuie sur l'intelligence collective pour accompagner le développement de plusieurs pays africains, en érigeant la formation comme un levier stratégique de renforcement des capacités, notamment à destination des jeunes et des femmes en milieu rural.

Un axe majeur : le développement de l'agriculture en Afrique subsaharienne

Plusieurs programmes de formation ont été initiés afin de permettre aux pays partenaires d'appréhender la richesse de leurs sols, les capacités des agriculteurs et agricultrices du territoire. L'objectif de cet accompagnement est axé sur l'amélioration de leurs productivités et par conséquent de leurs revenus.

Quelques exemples d'accompagnement.

-Éthiopie : à travers le soutien aux agriculteurs de la filière de TEF, en partenariat avec l'Agricultural Transformation Agency (ATA), près de 17 000 agriculteurs ont été formés dans la gestion rationnelle de leurs exploitations. L'impact du projet a été notable avec une amélioration nette de 65 % des rendements du Tef.

-Guinée : la Fondation OCP a dispensé des formations au profit des cadres du Centre Horticole de Dalaba. Celles-ci ont permis d'échanger et de partager les dernières avancées horticoles dans le concept du développement mondial.

-Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Guinée, Madagascar, Rwanda et Togo : un dispositif a été mis en place par la Fondation OCP pour une meilleure connaissance des sols en partenariat avec les ministères d'agriculture des pays partenaires.

-Madagascar : Avec l'appui scientifique de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), un accompagnement adapté aux 60 apprenants et aux 20 formateurs du lycée agricole du CAFPA (Centre d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole) en terme de renforcement des capacités dans les domaines théoriques et pratiques portant sur l'environnement, la préservation de la biodiversité locale, les bonnes pratiques agricoles, l'élevage, la mécanisation, l'entrepreneuriat etc. ainsi, que la mise à disposition d'équipements pédagogiques de formation tel que l'équipement d'une salle de formation et une bibliothèque.

Protection de l'environnement : une raison d'être

Le respect de la planète et le sens d'une agriculture responsable sont au cœur des projets de la Fondation OCP. Au Sénégal, par exemple, des formations ont été dispensées au profit de la Direction des Parcs Nationaux, dans le cadre du projet de soutien au Parc National du Niokolo Koba.

Le Parc, placé depuis 2007 sur la liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO, est riche en ressources minières : cet espace d'un million d'hectares est multi-convoité, ce qui a éminemment impacté sa qualité de l'eau et sa biodiversité.

La Fondation OCP, avec l'appui de l'UM6P, a élaboré un programme de renforcement des compétences des cadres du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable du Sénégal. Une vingtaine de personnes ont bénéficié de formations. En outre, la Fondation OCP a mis à la disposition de la Direction des Parcs Nationaux un laboratoire mobile d'analyses de la qualité de l'eau. Ainsi, sur tout le long du Fleuve Gambie qui traverse le Parc et qui s'étend sur près de 250km, les autorités du Parc seront en mesure d'avoir un meilleur plan de surveillance de la qualité de l'eau disponible et détiendront les capacités pour entreprendre les mesures correctives à temps.

Enfin, dans une démarche holistique de conservation, la Fondation OCP a aussi permis la mise en œuvre

d'un projet agro-écologique basé sur une gestion efficiente de l'eau. En utilisant l'énergie propre pour le pompage et l'utilisation raisonnée de l'eau, les coopératives de femmes bénéficiaires du projet sont en mesure d'augmenter durablement les rendements agricoles et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs foyers. Aujourd'hui, les communautés riveraines s'appuient sur de nouvelles sources de revenus et réduisent progressivement la pression sur l'eau du Parc.

Toujours au Sénégal un autre partenariat vient de démarrer avec la Direction des Aires Marines Communautaires Protégées (DAMCP) pour la promotion du développement communautaire et l'amélioration de l'état de conservation de la biodiversité au niveau de l'aire marine protégée de Joal Fadiouth. L'ambition étant de renforcer les capacités des cadres de la DAMCP et la sensibilisation des populations riveraines aux problématiques liées à l'environnement et au développement durable.

JAMES D.R.

DES FEMMES POUR UN AVENIR PLUS DURABLE

La Fondation OCP et la Fondation Mujeres Por Africa (MPA), avec l'Appui de l'UM6P, déploient le projet FUERTES (Femmes Unies Ensemble pour la Recherche, la Technologie, l'Environnement et la Science) au Sénégal. Les 20 chercheuses et doctorantes sénégalaises de l'Université Sin Saloum El-Hâdj Ibrahima Niass, spécialistes en agriculture durable ont bénéficié de 29 modules de formations dans les domaines de l'agriculture, l'entrepreneuriat et le leadership. Précédemment, les partenaires avaient conduit le projet « Women's Green Yard », qui avait ciblé deux coopératives de femmes situées sur la côte ouest de la Gambie et qui a permis à leurs 511 femmes coopérantes d'affiner leurs connaissances techniques et managériales et d'améliorer leur production et avec, leurs revenus.



« IMAGINER LES FUTURS DE L'AFRIQUE »

En collaboration avec l'UNESCO, le projet vise à outiller la jeunesse africaine pour mieux penser son avenir. Un centre pilote a vu le jour à l'UM6P, pour conduire des programmes de renforcement de capacités en prospective ainsi que des recherches de pointe afin de développer des instruments innovants orientés vers l'action en faisant lever sur la libération des énergies dans les domaines de l'agriculture durable et du changement climatique.

AXES D'INTERVENTION DE LA FONDATION OCP



Promotion de l'excellence et d'une éducation inclusive



Appui à la R&D et dissémination de l'innovation sociale



Soutien à la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Résilience face au changement climatique & Préservation de la biodiversité

ENQUÊTE

De g. à dr. : Rafi
Dermardirossian,
Aboubacar Hima
et Ivor Ichikowitz.



JEAN-MARC PAUL POUR LA



VENTES D'ARMES

Les derniers barons du marché africain

Dans un secteur où la mainmise des États est presque totale, on retrouve encore quelques « courtiers » opérant en marge du commerce régulé de matériel militaire. Pleins feux sur trois dinosaures d'un business aussi juteux qu'opaque.

VINCENT DUHEM

D

Depuis plusieurs semaines, le fracas des canons russes en Ukraine rappelle à l'Europe un bien mauvais souvenir. Celui de la guerre. Les pays européens s'y étaient préparés. À partir de 2014, date de l'annexion de la Crimée par la Russie, l'Europe est redevenue l'un des points chauds du commerce mondial des armes. Sur le continent, l'acquisition de matériel militaire a, toutefois, diminué de 13 % entre 2015 et 2020. Mais, confrontée à de nombreuses menaces sécuritaires – terrorisme, criminalité transnationale, piraterie –, l'Afrique demeure tout particulièrement concernée. « Nous serons obligés d'augmenter nos forces de défense. Nous serons obligés d'accroître la protection de

nos frontières. Nous serons obligés d'acheter des armes », a récemment déclaré le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, réagissant au départ annoncé de l'armée française du Mali.

Mauvaise presse

Dans cette course effrénée, les États africains font de plus en plus appel à des sociétés étatiques ou liées directement à des pays producteurs. La Russie, qui est devenue en 2020 le premier exportateur d'armes sur le continent, opère via Rosoboronexport, une organisation d'État. En France, Thales, Safran ou Dassault ont pignon sur rue. Lors de ses récents séjours en RD Congo et au Sénégal, Recep Tayyip Erdogan était accompagné par Ismail Demir, le président de l'Industrie turque de la défense (SSB). Acteur militaire de plus en plus important, Ankara ambitionne de faire de la Foire internationale de l'industrie de la défense (Idef), qui se tient chaque année à Istanbul, un rendez-vous incontournable des décideurs africains. En 2021, Erdogan l'avait inaugurée avec le président sierra-léonais, Julius Maada Bio.

En marge de ce commerce régulé entre acteurs bien identifiés, on retrouve encore quelques oiseaux

rares, représentants d'une époque révolue. Des intermédiaires qui, pour la plupart, évitent les feux des projecteurs tant le métier a mauvaise presse. Ils ne sont pas Viktor Bout et n'auront sans doute jamais les honneurs du cinéma hollywoodien. Mais ils incarnent, chacun à leur manière, un business africain sanglant où armes légères, avions de seconde main et véhicules blindés en tout genre s'achètent toujours à prix d'or. On les appelle marchands d'armes. Eux préfèrent le terme plus lisse de courtiers en armement. Comme pour donner l'impression qu'on peut vendre des armes comme on échange des matières premières.

Dans cette enquête, nous avons choisi de nous attarder sur trois profils : Aboubacar Hima, Ivor Ichikowitz et Rafi Dermardirossian. Le premier, basé à Niamey, fut à l'origine d'un gros scandale de corruption. Le deuxième fait œuvre de philanthropie tout en possédant la plus grande entreprise d'armement du continent. Enfin, le dernier est un négociant franco-libanais d'une quarantaine d'années qui s'est installé à Ouagadougou au début de la décennie 2010. Quand et comment se sont-ils implantés en Afrique ? Quels sont leurs réseaux ? Qui fournissent-ils ? JA a mené l'enquête. ●



« Petit Boubé », grand mystère

De luxueuses propriétés, des relations qui s'étendent du golfe de Guinée à l'Europe de l'Est, un empire d'entreprises florissantes... Mais qui est donc Aboubacar Hima, l'homme au cœur du scandale de l'audit du ministère nigérien de la Défense ? Itinéraire d'un intouchable.

MATHIEU OLIVIER, ENVOYÉ SPÉCIAL À NIAMEY

Comme d'habitude, le jeune homme a garé sa moto à l'extérieur des locaux de l'association Alternatives Espaces Citoyens, à deux pas du champ de courses sablonneux de l'hippodrome de Niamey. Ici, dans l'effervescence qui entoure le directeur Moussa Tchangari, figure de la société civile, tout le monde connaît le deux-roues de marque japonaise et son propriétaire, Aboubacar Hima, qui est un habitué des lieux. Encore étudiant dans une école professionnelle où il apprend les rudiments du commerce, il a déjà commencé sa vie d'entrepreneur. Chacun le dit « discret », « réservé », « sans histoires ». « Personne n'avait rien à lui reprocher », insiste un ancien camarade de classe. Surtout, personne ne le surnomme alors « Petit Boubé », et encore moins « Style féroce », ces alias qu'il adoptera plus tard.

Au détour d'un bureau ou d'un marché, on le croise, mais sans véritablement le remarquer. Comme beaucoup de jeunes Nigériens qui grandissent sous la présidence d'Ibrahim Baré Maïnassara, à la fin des années 1990, le jeune Aboubacar

« bricole ». Ses aînés le laissent volontiers faire. Ce « petit », qui vient d'obtenir son baccalauréat scientifique au lycée Bosso après avoir fréquenté celui d'Issa Korombé, ne compte pas les kilomètres parcourus sur son bolide. Il a trouvé un logement à Karadjé, un quartier du sud-ouest

Jeune, il vend des calendriers et autres imprimés au grand marché de Niamey. Et se constitue peu à peu une clientèle.

de la capitale nigérienne, fréquente encore celui du faubourg d'Abidjan, où habite sa famille, et se rend régulièrement au grand marché, au cœur duquel il a commencé à vendre des petits calendriers et autres imprimés.

À Alternatives Espaces Citoyens, Aboubacar Hima a pris l'habitude de rejoindre l'un de ses amis, Wilfried. Journaliste de son état, ce Béninois

d'origine (aujourd'hui décédé), qui a convolé en justes noces avec une Nigérienne, est le responsable de la publication assistée par ordinateur (PAO) au sein de l'association. En d'autres termes, c'est un professionnel de la mise en page numérique. Il aide donc ce débrouillard d'Aboubacar à produire ses calendriers et ses cartes de visite. « Hima ne savait pas faire ce genre de choses, alors il venait dans les locaux de l'association pour qu'on lui donne un coup de main », se souvient Moussa Tchangari, qui continue aujourd'hui de recevoir dans ses bureaux d'Alternatives Espaces Citoyens. Peu à peu, le jeune homme fait son trou.

Conquête des cercles du pouvoir

De client en client et de milliers de francs CFA en milliers de francs CFA, il se constitue une clientèle. Après l'assassinat d'Ibrahim Baré Maïnassara, lors du coup d'État de Daouda Malam Wanké, et l'arrivée à la présidence de Mamadou Tandja, Aboubacar Hima part à la conquête des cercles du pouvoir. L'année 2000 se profile et, comme d'autres ambiteux, il propose ses services aux

députés de l'Assemblée nationale. Un élu de Tahoua va alors le prendre sous son aile : Habi Mahamadou Salissou. Premier questeur de l'Assemblée, ce dernier est un baron du Mouvement national pour une société du développement (MNSD), le parti du chef de l'État, où évolue également Hama Amadou. « L'Assemblée nationale avait besoin de se rééquiper après le coup d'État de 1999. Hima fait partie des jeunes opérateurs à qui on a fait appel », se souvient Habi Mahamadou Salissou.

Aboubacar Hima décroche quelques « petits » contrats d'impressions – qu'il fait parfois produire au Bénin – ou de fourniture de rames de papier pour quelques millions de francs CFA. « Il était loin d'être le seul », précise l'ancien élu de Tahoua, aujourd'hui conseiller du président Mohamed Bazoum. Puis les opportunités s'enchaînent. Le jeune entrepreneur, qui n'a pas encore 30 ans, profite de ses amitiés pour se rapprocher de certains membres du gouvernement de Hama Amadou. Cela tombe bien : Habi Mahamadou Salissou, que chacun surnomme Salah Habi, fait partie de l'équipe et occupe le portefeuille des Enseignements secondaires. L'étoile de Hima continue de briller, et son éclat gagne d'autres ministères. « À l'époque, il obtenait des petits contrats allant jusqu'à une quinzaine de millions de francs CFA [23 000 euros] », précise Salah Habi.

La réputation de Hima grandit dans l'entourage de Hama Amadou. Le Premier ministre lui-même ne lui est pas étranger. Or ce dernier pense à l'avenir. Au sein du MNSD, « Hama » a ses fidèles, qui travaillent avec lui à son avenir politique post-Tandja. Nous sommes en 2003. L'homme fort de Niamey lorgne la présidence et surveille l'opposition, au sein de laquelle se préparent le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) et son leader, Mahamadou Issoufou. Lequel peut compter sur le soutien de l'un de ses proches, Maman Abou, journaliste, militant du parti et patron des Nouvelles Imprimeries du Niger (NIN). Hama Amadou voit d'un mauvais œil cette proximité entre son rival politique et ce qui est alors la plus grande imprimerie de Niamey. Son entourage

imagine une solution : créer une imprimerie concurrente.

Un parrain nommé Labo

Le projet est confié à Aboubacar Hima. L'Imprimerie du Plateau est née. « Pour les partisans de Hama Amadou, l'idée était d'avoir leur propre imprimerie, en prévision de l'après-Tandja, qu'ils commençaient à préparer », se souvient un professionnel de l'édition de l'époque. « C'était censé être un instrument de conquête du pouvoir, mais la politique en a décidé autrement puisque Hama a échoué à prendre la succession de Tandja. Sur ce plan, l'Imprimerie du Plateau [dont la gestion est confiée au frère de Hima] n'a jamais vraiment servi », ajoute un ancien du MNSD. Un coup d'arrêt pour l'entrepreneur ? Celui-ci est en réalité déjà passé à autre chose. Alors que la fin de l'ère Tandja approche, il signe notamment avec le ministre du Développement agricole, Mahamane Moussa, un contrat pour la fourniture d'un avion d'épandage à l'État nigérien.

Déjà, celui que l'on commence à surnommer « Petit Boubé » (le diminutif d'Aboubacar) surprend par la fortune qu'il a su accumuler. En 2005, il épouse l'une des filles de feu Ibrahim Baré Maïnassara, Samira. Au quartier Abidjan, la mère de cette dernière, Clémence Baré, est la voisine de Massi Hima, père de « Petit Boubé » et fonctionnaire du ministère de l'Élevage que beaucoup surnomment « Major ». Les deux familles se connaissent donc bien. « Il en a profité, confie un proche. Cela lui a permis d'entrer dans d'autres cercles du pouvoir à Niamey. » L'habile entrepreneur se rapproche également d'un autre « parrain » politique en la personne d'Abdou Labo. Ministre de la Défense de Mahamane Ousmane en 1994, il a surtout occupé les strapontins de l'Équipement (2000-2002), des →



JEAN-MARC PAUPOUR J.A.

→ **Sports** (2002-2004), avant de prendre en main l'Hydraulique de 2004 à 2007.

Pas d'amis, juste des intérêts

Numéro deux de la Convention démocratique et sociale (CDS, alors alliée au MNSD), Labo a, au fil des années 1990, développé de puissants réseaux au Nigeria, grand financier de la vie politique nigérienne. « Beaucoup de personnalités nigériennes finançaient des partis politiques au Niger, et notamment la CDS, de Mahamane Ousmane. Abdou Labo faisait partie des hommes qui organisaient tout cela », se souvient un ministre de l'époque. « Il est originaire de la région de Maradi, dont la vie économique est tournée vers le Nigeria », ajoute cette source. « Ce sont les réseaux régionaux d'Abdou Labo qui ont permis à Aboubacar Hima de devenir le "Petit Boubé" que l'on connaît », résume un proche de l'homme d'affaires.

En 2011, Mahamadou Issoufou remporte la présidentielle. Aboubacar Hima, qui a fait fortune en faisant fructifier ses amitiés dans l'entourage de Hama Amadou, va-t-il disparaître ? Pas du tout. « Il ne s'intéresse pas à la politique », assure l'un de ses amis. « La question s'est posée dès le début, se souvient un membre du cabinet du président Issoufou. Nous connaissons ses accointances. Mais il avait les contacts, et l'État lui devait déjà de fortes sommes. Alors nous avons continué à collaborer. » De plus, Abdou Labo, allié du nouveau chef de l'État, est entré au gouvernement au poste de ministre de l'Intérieur. Loin d'avoir coupé les ponts avec le Nigeria, il y effectue de fréquents séjours, au point d'agacer par ses absences répétées. « Il était souvent injoignable, même pour le président », s'amuse

un membre de l'entourage d'Issoufou. « Il voulait gérer tout ce qui se faisait avec le Nigeria et se voyait comme le messager entre Issoufou et Goodluck Jonathan », explique ce même collaborateur. Selon une autre source, à qui Labo s'est confié, le ministre a officié au moins une fois comme « porteur de valises » entre des entrepreneurs du Nigeria et l'entourage d'Issoufou. Dans son récit, qui évoquait la signature d'un contrat pour une livraison d'engrais à l'État du Niger, Abdou Labo évoquait la somme de 1 mil-

pas n'importe qui : après une traversée du désert au début des années 2000 – qui lui a toutefois permis de se consacrer aux affaires –, il est revenu sur le devant de la scène et a été nommé en 2012 conseiller national pour la sécurité de Goodluck Jonathan.

L'ancien colonel, retraité de l'armée, est l'un des hommes clés du président nigérian, qui cherche à rééquiper ses troupes, confrontées aux rebelles de Boko Haram dans le nord du pays. Ses réseaux s'étendent

jusqu'en Europe de l'Est, où le Nigeria se fournit en hélicoptères et autres avions de combat. « Petit Boubé a profité des réseaux de Dasuki pour se faire un carnet d'adresses en Europe de l'Est, notamment en République tchèque, en Ukraine et en Russie, explique un proche du Nigérien. C'est comme cela qu'il s'est véritablement lancé dans le commerce des armes et des équipements militaires. » « Il est passé dans un autre monde. Les sommes sont devenues colossales, comme les commissions et les rétrocommissions », confie un ancien du gouvernement.

Abdou Labo est arrêté en 2014 dans une affaire de supposition d'enfants – dite du « trafic de bébés » –, mais n'entraîne pas Aboubacar Hima dans sa chute. « Il n'a pas d'amis, uni-

quement des intérêts », glisse l'une de ses connaissances. Hima devient le principal fournisseur d'armement du ministère de la Défense de Mahamadou Karidjo (2011-2016), puis de Kalla Moutari (2016-2019). « Le PNDS s'est retrouvé obligé de travailler avec lui en 2011. Mais le parti s'en est bien accommodé », sourit un cadre de la formation au pouvoir. L'ex-imprimeur « Petit Boubé » est l'interlocuteur et l'invité très régulier des patrons de l'armée – au sein



liard de F CFA (1,5 million d'euros) en argent liquide.

Contacté par *Jeune Afrique*, l'intéressé n'a ni démenti ni commenté cette information. C'est en tout cas par son intermédiaire qu'Aboubacar Hima fait son entrée au Nigeria, où Labo compte dans son carnet d'adresses un certain Sambo Dasuki, fils d'un sultan de Sokoto, ex-militaire du Nord et artisan de la victoire d'Olusegun Obasanjo à la présidentielle nigérienne de 1999. Dasuki n'est

de laquelle son frère est officier. Il se targue également de sa relation « directe » avec Mahamadou Issoufou, tandis que le fils de ce dernier, Sani, longtemps bras droit de son paternel et aujourd'hui ministre du Pétrole, a été son voisin à Niamey.

Appels d'offres truqués

« On le payait en fonction des réaménagements budgétaires. On ne peut faire ça qu'avec des opérateurs qui ont une surface financière suffisante », ajoute un autre ancien du gouvernement. « Avec les impayés et les arrangements de paiement, il ne peut plus disparaître. Si on avait voulu mettre fin au système, il aurait fallu tout lui payer », poursuit cette source. Or, selon l'un des proches d'Aboubacar Hima, l'État devrait au bas mot plusieurs dizaines de milliards de francs CFA à l'entrepreneur. Un baron du PNDS sourit : « C'est un système de fidélisation patriotique. » Dont l'intéressé profite à plein. Selon un audit réalisé par l'Inspection générale des armées en 2020, il aurait remporté au moins les trois quarts des contrats de fournitures d'armement signés par le ministre de la Défense à partir de 2011.

Plaque tournante du « système » Hima, selon les documents des inspecteurs dont *Jeune Afrique* a obtenu copie : le Nigeria. « Petit Boubé » y a créé plusieurs sociétés dans les années 2010, notamment une certaine TSI ou une autre baptisée Brid A Defcon. Cette dernière aurait signé à partir de 2014, d'après les comptes de l'Inspection des armées, des contrats à hauteur de plus de 130 millions d'euros avec le ministère nigérien de la Défense. Brid A Defcon a notamment remporté un marché de 3,9 millions d'euros pour la construction d'un hangar destiné à l'avion du président Mahamadou Issoufou, ce qui a énormément intrigué les enquêteurs. Selon ces derniers, l'appel d'offres le concernant aurait été truqué : les deux autres soumissionnaires (Motor Sich, domicilié en Algérie, et Aerodyne Technologies, enregistré dans une zone franche aux Émirats arabes unis) étaient eux aussi contrôlés par Aboubacar Hima.

Ce dernier a d'ailleurs remporté par la suite avec Motor Sich d'autres

« appels d'offres » proposés par le gouvernement, dont un contrat de fourniture d'armes de 10,4 millions d'euros. Autre tour de force de l'entrepreneur : il a réussi à faire de son autre entreprise nigérienne, TSI, la représentante officielle au Niger de Rosoboronexport, la société d'État russe d'exportation d'armement. « Cela lui donnait donc la possibilité d'intervenir des deux côtés du contrat, en tant que mandataire du client – le gouvernement – et en tant que représentant du fournisseur russe », détaille un expert du dossier. Dans le cadre d'un accord facilité par « Petit Boubé » en 2016, le ministère de la Défense a ainsi acquis deux hélicoptères de transport et d'assaut Mi-171Sh commandés à Rosoboronexport. « On avait des besoins, il avait les réseaux », résume Kalla Moutari aujourd'hui.

Le contrat d'achat et d'entretien de deux Mi-171Sh aurait coûté au Niger 55 millions d'euros et subi une surfacturation de 17,8 millions.

Est-ce si simple ? L'audit réalisé par l'Inspection générale des armées dévoile bien davantage. Ainsi, le contrat d'achat et d'entretien des deux Mi-171Sh aurait coûté au Niger 55 millions d'euros et aurait surtout subi une « surfacturation » de 17,8 millions. Plusieurs autres cas ont été signalés sur la série de contrats d'un montant total de plus de 130 millions d'euros signés par Aboubacar Hima via Brid A Defcon à partir de 2014, selon les chiffres les plus récents des investigateurs. Une enquête a été ouverte, bien que l'État, qui avait décidé de se porter partie civile, se soit finalement désisté. Le gouvernement affirme avoir obtenu le remboursement des sommes surfacturées et reçu la totalité du matériel payé mais qui n'avait pas été livré. L'avocat de « Petit Boubé », M^e Marc Le Bihan, souligne quant à lui que la surfacturation n'est pas un délit au

regard du droit nigérien et conteste les accusations d'enrichissement illicite.

« Nous sommes tout à fait décidés à ce que la vérité soit dite. L'État est résolu à faire la lumière sur ce qui s'est passé. Laissons le juge d'instruction poursuivre ses investigations », a déclaré à *Jeune Afrique* Tidjani Idrissa Abdoukadir, porte-parole du gouvernement. « Nous n'y croyons pas. Quand l'État décide de ne pas se porter partie civile, il fait passer un message d'impunité. L'instruction se poursuit officiellement, mais le pouvoir ne veut pas s'attaquer au système », déplore un leader de la société civile. « Même s'il a grandi avec le MNDS, le "système Hima" est intrinsèquement lié au PNDS, dont les barons se succèdent à la tête du ministère de la Défense depuis 2011. Même si le président Bazoum voulait faire toute la lumière, il n'aurait pas les mains libres, car le parti est au-dessus de lui. D'ailleurs, le ministre Issoufou Katambe, qui a mené l'audit à la Défense et a même été enquêté en Europe de l'Est et jusqu'en Russie, n'est plus au gouvernement », ajoute cette source.

Sous protection à Abidjan ?

Un enquêteur connaissant par cœur l'audit va plus loin : « Aller au bout des investigations voudrait dire mettre en lumière la "clé de répartition" en vigueur pour les contrats militaires, c'est-à-dire quelles sont les commissions accordées à chaque intervenant privé ou public. Tout le monde sait que cela existe, du plus bas au plus haut de l'échelle. » La même source livre un exemple parlant : « Quand "Petit Boubé" doit livrer cent voitures, on voit le parc automobile d'un ministre gonfler de dix véhicules... » Aboubacar Hima voit quant à lui sa fortune personnelle augmenter. Il posséderait plusieurs appartements de luxe à Prague, en République tchèque, dont un penthouse surplombant la rivière Vltava, acquis en 2015 pour 1,4 million d'euros. Il disposerait aussi d'au moins un pied-à-terre à Paris, où il a noué des relations avec un certain Alexandre Benalla, l'ancien chargé de mission du président français, Emmanuel Macron, ou encore avec la femme →

Fac-similé de
l'audit du ministère
nigérien de la
Défense réalisé en
2020

Depuis la révélation de l'audit du ministère de la Défense, Aboubacar Hima se fait toutefois discret. Il ne fréquente ainsi que rarement ses villas situées non loin de la présidence à Niamey et dont il a laissé la gestion à sa grande sœur, Fati, et à sa mère, pour qui il a fait construire une luxueuse maison dans le quartier du Plateau. Il évite également la France et le Nigeria, pays dans lequel il dispose d'une résidence et où il avait pourtant réussi à se rapprocher du nouveau président, Muhammadu Buhari, qui l'avait d'ailleurs reçu. À Abuja, il est visé par une enquête de la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC), qui le soupçonne de fraudes et de détournements de fonds publics pour près de 10 millions d'euros via une autre de ses entreprises nigérianes, la Société d'équipements internationaux. L'EFCC, qui a émis un mandat d'arrêt à son encontre, estime qu'il aurait participé à un montage frauduleux avec la complicité de celui qui lui a

En décembre 2015, quelques mois après l'accession au pouvoir de Muhammadu Buhari et le départ de Goodluck Jonathan, Sambo Dasuki avait ainsi été arrêté et accusé d'avoir détourné près de 2 milliards d'euros en faveur de faux contrats de livraisons d'hélicoptères, d'avions de combat et de munitions destinés à l'armée nigérienne. Remis en liberté à la fin de 2019, il pourrait faire face à un procès. « Aboubacar ne peut plus mettre les pieds au Nigeria. Il a très peur d'être arrêté », confie l'un de ses proches. Changeant très fréquemment de téléphone, « Petit Boubé » poursuit cependant ses affaires. « Il travaille dans toute la sous-région, au Ghana, au Togo, au Bénin, au Sénégal, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau... », assure encore cette source. Selon ses proches, il vivrait aujourd'hui entre Accra et Abidjan, tandis que son épouse passerait beaucoup de temps à Dakar et à Paris.

« Petit Boubé » avait alors mis l'une de ses villas – construite face à la présidence – à la disposition de l'Ivoirien. La résidence, très sécurisée et bien située, avait été conseillée à Alassane Ouattara par son épouse Dominique, laquelle y avait elle-même logé quelques mois plus tôt lors d'une rencontre des premières dames ouest-africaines organisée par Malika Issoufou. « L'épouse de Mahamadou Issoufou voulait loger ses homologues dans des résidences sécurisées plutôt qu'à l'hôtel. Évidemment, vu le parc immobilier de "Petit Boubé", son aide était la bienvenue », raconte un ministre de l'époque. « Il a tellement de villas que même l'Union européenne et sa mission de formation militaire Eucap Sahel logent parfois chez lui », sourit la même source.

« Il est intouchable », résume un expert du dossier. Aucun pays de la sous-région n'a ainsi répondu au mandat d'arrêt émis par le Nigeria. À Niamey même, où la mauvaise publicité née de l'audit du ministère de la Défense a contrarié sa légendaire discrétion, il a créé en 2021 une nouvelle société, baptisée Privinvest (du même nom que l'entreprise du Franco-Libanaïs Iskandar Safa).

« Petit Boubé » a également restructuré une partie de ses affaires, délocalisant Brid A Defcon d'Abuja à Prague, d'où ses contacts européens continuent de lui assurer une position confortable. Il y a quelques années, le secrétaire général du ministère de la Défense d'alors, le général Ibrahim Waly Karingama, avait tenté de le court-circuiter en se rendant lui-même en Russie afin de négocier des contrats d'armement pour le compte de l'État nigérien. Son interlocuteur russe lui avait alors poliment rétorqué qu'Aboubacar Hima, l'« Esprit féroce », était « incontournable ». ●

Ivor Ichikowitz trader « philanthrope » ?

Issu d'une famille juive d'Europe de l'Est, l'homme d'affaires sud-africain a fondé en 1994 le groupe Paramount. Proche de l'ANC, il a peu à peu étendu ses réseaux au reste du continent. Et se présente comme un défenseur des causes justes.

VINCENT DUHEM

Les trois hommes qui débarquent à Bangui ce 22 mars 2013 sont pleins d'espoir. Employés d'un grand groupe spécialisé dans le commerce des armes et de la sécurité, ils ont été approchés par l'entourage de François Bozizé, le président centrafricain. En ville, l'heure est à la suspicion, aux rumeurs les plus folles. Le 10 décembre 2012, une coalition hétéroclite de groupes rebelles issus du Nord avait lancé une offensive dans le but de renverser le régime de Bozizé, avant qu'un accord signé à Libreville, au Gabon, le 11 janvier, ne freine leur avancée. Depuis, les rebelles campent l'arme au pied dans la bourgade de Sibut, au nord de la capitale. Toujours menaçants. Le chef de l'État pense pouvoir profiter de cette trêve pour se renforcer. C'est précisément dans ce but que nos trois hommes sont à Bangui. La « *shopping list* » envisagée par l'entourage de Bozizé dit tout de ses intentions : hélicoptères de combat, véhicules blindés, munitions. « Il y avait trop de demandes, et le délai était trop court. Aucun accord n'a finalement été trouvé », raconte l'un des participants aux négociations.

Le trio s'appête à quitter la Centrafrique au lendemain de son arrivée quand il est interpellé

à l'aéroport de Bangui. Les trois hommes, qu'on accuse d'avoir voulu livrer des armes aux rebelles, sont conduits au camp de la gendarmerie. Le soir même, les rebelles fondent sur Bangui dans une offensive éclair, contraignant Bozizé à fuir le pays. Le camp de la gendarmerie est déserté, et le trio peut enfin quitter la RCA. La société qui les emploie n'est autre que Paramount, l'un des fleurons de la vente d'armes sur le continent, basée en Afrique du Sud et dirigée par le riche homme d'affaires Ivor Ichikowitz. À 56 ans, il est l'un des vendeurs d'armes les plus médiatiques d'Afrique.

« Industrie de la protection »

Né dans la province du Gauteng, en Afrique du Sud, il est issu d'une famille juive d'Europe de l'Est. Son grand-père, Charles, originaire de Lituanie, est arrivé en Afrique du Sud dans les années 1930 et s'y est établi comme négociant en bois. Son père, Louis, a fait fortune en important des voitures du Japon. Très soucieux de son image, Ivor Ichikowitz déteste être classé dans la catégorie des marchands d'armes. Il se considère comme un philanthrope dont l'activité de vente d'armes servirait avant tout la →



JEAN-MARC PAU POUR JA

→ paix. « Nous ne sommes pas dans l'industrie de la destruction, mais dans celle de la protection », aime-t-il à dire. Outre les quinze unités commerciales mondiales du groupe Paramount, la fondation de la famille Ichikowitz finance des projets tels que des programmes de lutte contre le braconnage ou de reconstruction en Afrique du Sud, au Gabon et ailleurs. Ichikowitz a des intérêts dans l'exploitation minière, les énergies renouvelables et les projets pétroliers intermédiaires dans divers pays d'Afrique.

Un des points d'appui : le Gabon

L'homme d'affaires n'a fait irruption sur la scène militaire et aéronautique en Afrique du Sud qu'après la fin de l'apartheid, en 1994, grâce à ses réseaux au sein de l'African National Congress (ANC), dont il fut l'un des financiers. Il est proche de Winnie Mandela et de Moeletshi Mbeki, frère de l'ancien président Thabo Mbeki. Son carnet d'adresses, il a commencé à l'étoffer dès les années 1980-1990, alors qu'il était l'un des représentants africains de Glencore, la multinationale anglo-suisse de négoce de matières premières et d'exploitation minière, dont le siège est à Baar, en Suisse. Parallèlement, Ichikowitz ouvre avec un de ses collègues le luxueux Molori Safari Lodge, dans la réserve de Madikwe, en Afrique du Sud. L'établissement y accueillera des invités prestigieux, comme les anciens présidents Robert Mugabe, du Zimbabwe, et Nelson Mandela, ainsi que l'ancien Premier ministre kényan Raila Odinga. C'est surtout pendant le mandat de Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud entre 2009 et 2018, dont Ichikowitz a admis qu'il avait contribué à hauteur de 405 600 dollars au financement de la campagne électorale, que Paramount s'est imposée comme une entreprise militaire et aéronautique de premier plan.

L'homme d'affaires est également proche de l'ancienne présidente du Malawi, Joyce Banda. En 2013, la filiale navale de Paramount, Nautic Africa, a conclu un contrat d'armement pour fournir notamment des patrouilleurs. D'un montant de 145 millions de dollars, la transaction

a finalement été annulée par le successeur de Banda, Peter Mutharika. Plus récemment, Ichikowitz est devenu l'un des principaux fournisseurs en matériel militaire, armes, véhicules blindés et avions du gouvernement mozambicain, confronté à une insurrection jihadiste dans sa province septentrionale de Cabo Delgado. Certains soldats du pays ont même été formés par des entrepreneurs de Paramount, en Afrique du Sud. L'homme d'affaires a également vendu au Mozambique de vieux hélicoptères Gazelle, qui avaient été démilitarisés et revendus par la Grande-Bretagne et la France après leur retrait des stocks.

Pour développer ses activités en Afrique francophone, il a pu s'appuyer sur les réseaux d'un vieil ami, Jean-Yves Ollivier...

Selon nos informations, Paramount fournit depuis l'année dernière l'armée de la RD Congo. Mais l'un des principaux points d'appui de Paramount en Afrique francophone est le Gabon. Ichikowitz connaît son président, Ali Bongo Ondimba, depuis près de vingt ans. Ce dernier était ministre de la Défense de son père, Omar, lorsque Paramount a livré ses deux premiers Mirage F1 à Libreville, en 2006. Devenu chef de l'État trois ans plus tard, il accentue sa collaboration avec Ichikowitz, au point de visiter les installations de son groupe à Johannesburg, en 2010. De nouveaux Mirage sont achetés à Paramount, qui fournit également dix véhicules blindés antitank en 2011.

Au Gabon, Ichikowitz s'est aussi rapproché de Maixent Accrombessi, l'ex-directeur de cabinet d'Ali Bongo Ondimba, et du communicant Richard Attias, fondateur de la société Richad Attias & Associates. Ichikowitz et Bongo sont tous les deux intervenus lors du New York Forum Africa organisé en août 2015

à Libreville. Un an plus tôt, le publicitaire et l'homme d'affaires avaient assisté au défilé militaire organisé à l'occasion de la fête nationale.

Pour développer ses activités en Afrique francophone, Ivor Ichikowitz a notamment pu s'appuyer sur les réseaux d'un vieil ami, le Français Jean-Yves Ollivier, trader en matière première et adepte de la diplomatie parallèle. Signe de leur proximité, *Plot for Peace*, le film retraçant l'itinéraire de Jean-Yves Ollivier, a été produit en 2013 par la fondation de l'homme d'affaires sud-africain. Les deux hommes se sont rencontrés pendant les années de lutte contre le régime de l'apartheid. Grâce à Jean-Yves Ollivier, Ichikowitz a fait la connaissance du président Denis Sassou Nguesso, à qui il a vendu en 2010 des Mirage français des années 1980 retirés des stocks de la South African Air Force. « Ils servent aujourd'hui surtout à agrémenter les parades militaires de la fête nationale. Les pilotes et l'essence sont payés par Paramount », précise un cadre du groupe.

Commandes en souffrance

Au Gabon comme au Congo-Brazzaville, Ichikowitz a eu du mal à faire respecter les paiements. C'est une constante dans le milieu de l'armement, où les relations entre acheteurs et fournisseurs peuvent être tendues. En novembre 2015, Paramount signe un gros contrat, d'un montant de 60 millions de dollars, avec le gouvernement du Mali. Une quarantaine de véhicules blindés doivent être livrés. Les autorités de Bamako décaissent une avance. Il est prévu que le reste du montant soit payé en plusieurs fois, à chaque livraison. Problème, les années passent et le Mali tarde à recevoir les blindés promis. Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) s'en ouvre auprès du président des Émirats arabes unis, Cheikh Khalifa Ben Zayed Al Nahyane, et de Cyril Ramaphosa. Une dizaine de véhicules seront finalement livrés en 2019. Mais, depuis, plus rien. Au total, le Mali a versé 30 millions de dollars, mais n'a reçu qu'un quart du matériel promis. L'instabilité à Bamako, où le président IBK est renversé en août 2020, n'a pas aidé.



La Fondation de la famille Ichikowitz remettant un hélicoptère Gazelle aux Parcs nationaux gabonais pour lutter contre le braconnage.

Problème relativement similaire au Togo. Introduit par Jean-Yves Ollivier, encore lui, Ichikowitz vend une première fois des véhicules blindés aux forces armées en 2016. Un nouveau contrat est signé en 2019 pour le même type d'engins, des Marauder, des Mbombe 4 et des Maverick. Là encore, les livraisons tardent à être effectuées. Officiellement, Paramount dit attendre que les autorités togolaises respectent l'échéancier négocié lors de la signature du contrat. Mais d'autres sources affirment que le groupe sud-africain a accepté une livraison qu'il n'était pas en mesure d'honorer financièrement.

Ces accrocs ont largement contribué à ternir la réputation de Paramount dans le milieu de l'armement. Mécontent de sa gestion, plusieurs de ses proches collaborateurs ont quitté le groupe avec fracas. Au début de 2018, Paramount Combat Systems, la seule entité sud-africaine de fabrication de véhicules blindés, a été placée en

faillite et mise en liquidation judiciaire. « C'est un trader dans l'âme. Il a ça dans le sang. Ivor essaie toujours de trouver un nouvel accord pour gagner de l'argent. Il n'est pas vraiment dérangé par la marchandise et les personnes impliquées,

**Ichikowitz se servirait
« de l'argent des
nouveaux contrats pour
couvrir les lacunes de
ceux sur lesquels il est
déjà en retard ».**

et il ne s'inquiète pas non plus des personnes sur lesquelles il pourrait marcher pour conclure le meilleur accord possible », raconte à JA un ancien employé. Un autre, très critique au sujet de la gestion financière du groupe, explique qu'« Ichikowitz se sert de l'argent des nouveaux

contrats pour couvrir les lacunes de ceux sur lesquels il est déjà en retard ». C'est, selon lui, la raison qui explique les retards de livraison régulièrement constatés.

En 2015, le nom de l'homme d'affaires est apparu dans les listings des Panama Papers, qui détaillaient les informations commerciales de plus de 200 000 entités offshore impliquant le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca. Deux ans plus tard, la banque Barclays, sur laquelle près de 430 millions de dollars liés à Ichikowitz ont transité, a averti le Financial Crimes Enforcement Network (FinCen) du département du Trésor américain de potentielles transactions « suspectes ». La banque britannique s'inquiétait notamment « de la source de richesse d'Ichikowitz et de ses entreprises, et de son implication possible dans le versement de pots-de-vin ». « Si Barclays croyait la transaction suspecte, ils étaient en droit de la bloquer, et leur équipe de conformité l'aurait fait », s'est défendue Paramount. ●

Rafi Dermardirossian la chute du faucon

Entre 2016 et 2022, ce Franco-Libanaï d'origine arménienne était le principal intermédiaire dans les achats des ministères burkinabè de l'Intérieur et de la Défense. Proche de l'ex-président Kaboré, il a pris la fuite sitôt celui-ci renversé.

NADOUN COULIBALY ET VINCENT DUHEM

Le sort de Roch Marc Christian Kaboré n'est pas encore scellé quand Rafi Dermardirossian embarque à bord d'un vol d'Air Burkina pour Niamey, au Niger. Depuis l'aube de ce dimanche 23 janvier, des éléments des unités Cobra (des forces spéciales de l'armée de terre) ont pris possession de plusieurs édifices militaires de Ouagadougou. Leur objectif : renverser le chef de l'État. À la nuit tombée, un convoi sortant de son domicile privé est pris pour cible par les mutins. Deux gendarmes de la sécurité présidentielle sont gravement blessés. L'un perd un doigt. Introuvable, Kaboré se cache dans l'enceinte de la base de l'Escadron de sécurité et d'intervention (ESI) de la gendarmerie, une unité spéciale chargée de la protection des personnalités située dans le quartier de Karpala. Il acceptera de démissionner le lendemain. À ce moment-là, Rafi Dermardirossian est déjà loin. De Niamey, le courtier en matériel de sécurité et de défense a pris un vol pour Beyrouth, au Liban, où il réside actuellement.

Ce Franco-Libanaï d'origine arménienne âgé de 45 ans était installé dans la capitale burkinabè depuis une dizaine d'années. Sa villa, dans le quartier de Ouaga 2000, était un lieu de rendez-vous apprécié

des hommes politiques et des hommes d'affaires du pays qui aimaient venir s'y détendre. En fin de semaine, il n'était pas rare d'y croiser Roch Marc Christian Kaboré en personne, une coupe de champagne à la main. Au fil des années, les deux hommes sont presque devenus des amis.

Le négociant fait ses premières affaires au Burkina sous le mandat de Blaise Compaoré. Il se rapproche de son épouse, Chantal, qui l'introduit dans les plus hautes sphères de l'État. Rafi n'est pas encore un vendeur d'armes. C'est un homme d'affaires

assez quelconque qui pratique notamment le commerce de tissus. « C'était le "bon petit" de Chantal, qui lui a permis d'avoir ses premiers marchés », raconte l'un de ses anciens amis.

Oiseau de nuit

Par le biais de la première dame, il fait la connaissance d'une autre « femme de » : Sika Bella Kaboré. Togolaise, elle est mariée depuis 1982 à Roch Kaboré, qu'elle a rencontré à Lomé. Employée de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) à Ouagadougou, elle assiste à l'ascension fulgurante de son époux au sein du régime de Blaise Compaoré – ministre, Premier ministre, président de l'Assemblée nationale et patron du Congrès pour le progrès et la démocratie (CDP, alors au pouvoir). Et elle fréquente régulièrement Chantal Compaoré. Entre Sika et Rafi, le courant passe bien. Le Franco-Libanaï est naturellement amené à rencontrer Roch, avec lequel il se liera d'amitié lorsque ce dernier deviendra chef de l'État, en 2015. Entre-temps, Rafi a commencé à se mêler des affaires sécuritaires. Il s'est d'abord spécialisé dans la fourniture d'équipements de maintenance de l'ordre, jouant le rôle d'apporteur d'affaires pour des sociétés turques au Sahel. Il a monté sa propre structure, Aranko Security, et a signé son premier



JEAN-MARC PAUPOURIA

contrat lors de la transition consécutive à la chute de Blaise Compaoré, à la fin de 2014 : des armes légères et du matériel de protection balistique pour le ministère de la Sécurité.

« Rafi a profité du développement de la menace jihadiste et du vide sécuritaire autour de Kaboré pour s'imposer. Sa montée en puissance est un symptôme assez criant de la faiblesse de l'entourage présidentiel burkinabè », estime une source sécuritaire française. L'homme d'affaires a notamment bénéficié de quelques soutiens de poids dans l'entourage du président, comme le ministre de la Défense Chérif Sy et le colonel-major Jean-Baptiste Parkouda, directeur central de l'intendance militaire.

Entre 2016 et 2022, il devient l'un des principaux acteurs des acquisitions d'équipements auxquelles procèdent les ministères de l'Intérieur et de la Défense, signant pour plusieurs dizaines de milliards de FCFA, au grand dam de ses concurrents, français notamment. Il facilitera, par exemple, l'achat pour les forces armées de fusils automatiques à une société serbe, Beatronic Supply Doo. L'une des transactions financières entre ce spécialiste en matériel militaire et Aranko Security, portant sur 60 millions de F CFA, sera épinglée par le Trésor américain en mars 2017 pour des soupçons de blanchiment.

Personnage haut en couleur, habileur et oiseau de nuit vivant entre Ouaga et Monaco, où se trouvent une partie de ses actifs, Rafi Dermardirossian devient un rouage important du système Kaboré. Il bénéficie d'un passeport diplomatique et participe à de nombreux voyages officiels, payant même parfois de sa poche les factures d'hôtel de la délégation burkinabè. Son manque de discrétion commence alors à agacer certains membres du gouvernement, qui tentent de le rappeler à l'ordre. En vain. L'homme au crâne dégarni et à la barbe poivre et sel semble alors intouchable.

Selon une source proche des services de renseignements français, Rafi aurait, à l'occasion de la signature de certains contrats, versé des commissions à plusieurs proches de Roch Kaboré. Sommes qui auraient également servi au financement

du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, le parti présidentiel). Pourtant, à Ouagadougou, Rafi Dermardirossian serait encore inconnu du grand public s'il n'avait été au cœur de l'un des gros scandales militaires de l'ère Kaboré. En octobre 2019, Vladimir Poutine convie une quarantaine de chefs d'État africains à Sotchi. Le négociant en matériel militaire accompagne le président Kaboré. Le sommet est l'occasion de conclure des contrats. La Russie doit notamment livrer des hélicoptères au Burkina, concrétisation de l'accord de défense signé entre les deux pays en 2018. Selon plusieurs sources, le chef de l'État décide d'imposer Rafi comme l'intermédiaire principal de ce contrat portant sur la livraison de cinq appareils.

Canons incompatibles

Il arrive régulièrement que des hélicoptères soient livrés sans leurs équipements, lesquels arrivent dans une autre cargaison et sont montés sur place. Dans ce cas précis, Rafi cherche à éviter les longues procédures qui accompagnent l'achat d'aéronefs militaires, notamment les autorisations de survol des territoires. Pour s'en dispenser, il choisit d'acquérir des hélicoptères de type civil, chargeant une société française basée au Burkina, Aérotechnologies, de les transformer en appareils de combat. C'est au Tchad que cette dernière est censée acheter les équipements nécessaires. Mais très vite ses techniciens comprennent que les canons indispensables à la transformation sont incompatibles avec les hélicoptères livrés au Burkina Faso qui, en l'état, ne peuvent être utilisés par l'armée.

Huit mois après qu'il eut été signé, Aranko décide de résilier le contrat et traîne Aérotechnologies devant les tribunaux. Son représentant au Burkina Faso écoperait, le 29 septembre 2021, de quarante mois de prison, dont vingt-quatre ferme. Le scandale a fait grand bruit au Burkina. Il n'a cependant pas eu de conséquences sur les affaires de Dermardirossian. Le coup d'État qui renversa Roch leur a en revanche donné un sérieux coup d'arrêt. Le négociant espère rebondir en

Afrique de l'Ouest. Selon nos sources, il a récemment approché le ministère ivoirien de la Défense, qui souhaite s'approvisionner en hélicoptères. Pour le moment sans succès. ●



Le contrat signé entre Aranko Security et Aérotechnologies.

Politique

CAMEROUN

SAMUEL ETO'O, PRÉSIDENT ?

Propulsé à la tête de la Fecafoot en décembre, l'ancien attaquant star du Barça prend soin de n'afficher aucune ambition autre que footballistique. Mais à Yaoundé, on le soupçonne de se rêver un destin à la George Weah et de lorgner la succession de Paul Biya.

GEORGES DOUGUELI

Minuit à Douala. À la sortie d'un restaurant de Bonapriso, un quartier pavillonnaire huppé de la capitale économique, on n'entend plus que des « Eto'o, président ! ». L'ancienne star du football est assaillie par plusieurs dizaines de personnes, smartphone à la main. En tenue de soirée ou en chemise bigarrée, gardien de nuit en uniforme ou ménagère sortie d'un pavillon attenant, chacun exige selfie et dédicace. Samuel Eto'o était pourtant arrivé discrètement, au volant d'une voiture ordinaire, avec masque anti-Covid et coiffé d'une casquette. Mais ses efforts pour passer inaperçu sont vains.

L'ancien attaquant du Barça se serait-il rendu dans un quartier populaire que la ferveur aurait été encore plus forte. Lors de l'élection à la tête de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot), le 11 décembre, les

autorités avaient même craint des troubles à l'ordre public en cas de défaite. Son succès a annihilé les risques d'émeutes et accru la popularité du « président ».

Popularité envahissante

Depuis, son agenda est intenable. Le 16 février, il était à Limbé (Sud-Ouest), où la Fecafoot avait délocalisé une session de son comité exécutif, et la royauté traditionnelle locale en a profité pour l'anoblir. Quelques jours plus tard, il s'envolait pour le Bénin. Partout, Eto'o est traité avec tous les égards. Il plaît aux femmes avec sa silhouette de quadra à peine plus arrondie qu'au temps où il prenait de vitesse les défenseurs adverses, avec son sourire à la fois innocent et espiègle, avec son style chic décontracté. Selon la sociographie des électeurs réalisée par l'agence de conseil en marketing Ascèse, basée →



RD Congo Félix Tshisekedi ou la solitude du pouvoir
Niger Mohamed Bazoum face au casse-tête sécuritaire
Côte d'Ivoire Adama Bictogo touché mais pas coulé
Ghana Kwame Nkrumah, prophète ou histrion ?

Djibouti Interview d'Ismail Omar Guelleh
Tribune L'État, ça se vole et ça se mange
Maroc-France Cinq années de turbulences
Tunisie Peur sur les ONG

À Milan (Italie),
lors d'un match
opposant l'Inter à
l'US Salernitana,
le 4 mars 2022.



NICO LU CAMPOS/ISA/AGIPA

→ à Douala, qui l'a accompagné lors de sa conquête de la Fecafoot, il fait la fierté de plusieurs générations d'hommes, séduits par le lustre de sa carrière de footballeur international. Ceux-ci lui savent gré d'avoir amélioré l'image du Cameroun à l'étranger.

Au lieu de couler des jours tranquilles de jeune retraité à Milan, où vivent sa femme, Georgette, et leurs enfants, l'ex-footballeur le mieux payé au monde a pris le risque de relever le pari de ressusciter la pratique du sport le plus populaire de son pays, qui se mourait des querelles de ses dirigeants et de la corruption endémique.

Retourner au Cameroun, pour celui qui a passé trente ans de sa vie hors du pays, était en soi un virage compliqué à négocier. Il lui a d'abord fallu s'imposer à la tête d'une fédération acquise au Grand-Nord depuis près de deux décennies, et dont Mohammed Iya, l'ancien président condamné pour détournement de fonds, continuait – depuis la prison – à tirer les ficelles. Il lui a fallu aussi composer avec l'animosité d'Issa Hayatou, baron de Garoua et ancien président de la Confédération africaine de football (CAF), auquel Eto'o avait eu l'impudence de préférer Ahmad Ahmad.

Samuel Eto'o a dû enfin surmonter l'hostilité de plusieurs barons du pouvoir, partisans affichés du président sortant. Parmi eux, l'impétueux ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, et son collègue chargé du Travail, Grégoire Owona, qui est également secrétaire général adjoint du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). Narcisse Mouelle Kombi, ministre des Sports, et Samuel Mvondo Ayolo, directeur du cabinet civil du chef de l'État, n'étaient pas mieux disposés à son égard et ne se sont pas privés de le faire savoir.

Désormais à la tête de cette Fecafoot que le soutien des clubs et du Syndicat national des footballeurs camerounais (Synafoc, emmené par Geremi Njitap) l'a aidé à conquérir, Eto'o a déménagé au début de mars de la suite qu'il occupait à l'année au 10^e étage de l'hôtel Hilton de Yaoundé pour s'installer derrière les hauts murs d'un complexe immobilier de Bastos, le quartier diplomatique de la capitale. Couche-tard et lève-tôt, pendu au téléphone ou courant toujours d'un rendez-vous à l'autre, Eto'o, selon ses proches, ne dort que quelques heures par nuit.

DERRIÈRE LES
DOUTES SUR SES
CAPACITÉS
MANAGÉRIALES
ET SON DÉFICIT
D'EXPÉRIENCE,
LE MÉPRIS DE
CLASSE.



Lors de la cérémonie d'investiture du président du Liberia, George Weah, le 22 janvier 2018.

Dans le quartier de Tsinga, où la Fecafoot a établi son QG, Samuel Eto'o partage provisoirement le bureau du secrétaire général, jugé plus accueillant que la pièce où travaillait son prédécesseur, Seidou Mbombo Njoya. Il n'a d'ailleurs pas renoncé à faire démanteler la fédération : l'immeuble – délabré – n'est pas à l'image de son projet. En fin de semaine, il prend un vol commercial pour Douala, « sa » ville, où il réserve ses dîners à sa mère, Christine, une femme réputée autoritaire qu'il surnomme « le Général ». Il parle longuement, aussi, avec son père, David, alité depuis plusieurs années et qu'il promène en fauteuil roulant pour lui faire profiter du soleil, avant de l'emmener déjeuner au restaurant.

Dimanche soir, retour à Yaoundé. Parfois, quand il n'y a pas d'avion ou quand l'envie lui prend, il saute au volant de l'un de ses bolides, avec une petite préférence pour son Range Rover ou son Land Cruiser. Amateur de vitesse mais ayant une phobie des accidents, il préfère prendre le volant lui-même pour avaler les 238 kilomètres qui séparent les deux villes. De retour à Yaoundé, il retrouve « Tonton Yoyo », ce père de substitution, en réalité un « grand frère » de bidonville qui



THIERRY GOUÉDOU/REUTERS

prit le gamin de New Bell par la main pour lui éviter les mauvaises fréquentations conduisant à la prison centrale voisine. Ce tuteur des jours sans pain n'a plus jamais quitté son pupille. Aujourd'hui encore, Eto'o écoute son mentor et lui témoigne sa reconnaissance dès que l'occasion se présente. « Il me soutient toujours et ne me juge jamais », reconnaît-il volontiers.

Grand voyageur, Eto'o l'est aussi à cause de ses nombreux engagements internationaux. En tant qu'ambassadeur de la Coupe du monde 2022 au Qatar, il doit séjourner à Doha au moins une fois par mois. À cet engagement avantageusement rémunéré, il faut ajouter plusieurs contrats avec divers annonceurs. Même à la retraite, l'ex-footballeur continue d'engranger de confortables revenus.

Eto'o aime le Cameroun, mais le connaît-il vraiment ? Le nouveau président de la Fecafoot va vite se rendre compte que les gens d'en haut ne le regardent pas tout à fait de la même façon que ceux d'en bas. Son élection a sonné comme une revanche face à une élite qui le prend volontiers de haut. Derrière les doutes sur ses capacités managériales et son déficit d'expérience, le mépris de classe.

À Yaoundé, la vieille garde organise la résistance, car si elle appréciait la star du FC Barcelone, elle se méfie de l'ovni qui vient de faire irruption sur le devant de la scène. Elle le sait proche du couple présidentiel et n'ignore pas qu'il bénéficie de la neutralité bienveillante du puissant secrétaire général à la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh. Elle sait qu'il dispose de relais de poids dans les milieux économiques : Samuel Eto'o est un familier de Célestin Tawamba, le chef du patronat camerounais, qu'il voit souvent, autant que de l'homme d'affaires Baba Danpullo, qui est aujourd'hui encore l'un des plus grands financiers du RDPC. Il est aussi l'une des rares personnalités qu'Emmanuel de Tailly, directeur général de la Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC), aime à recevoir chez lui à dîner.

Partage des richesses

Mais son arrivée dérange. Eto'o le sait et fait profil bas. Il a adopté les codes de la politique locale, qui veut que la discrétion soit une vertu, et réduit ses déplacements en avion privé. Il ne sort pratiquement plus le soir en ville. Certes, il a fait venir de Milan sa voiture préférée, une Aston Martin gris métal, mais il la bichonne plus qu'il ne la conduit.

Sa fortune, acquise loin des combines de la bourgeoisie politique, administrative et commerciale camerounaise, est l'un des ressorts de sa popularité. Alors que le petit peuple cultive le soupçon à l'égard de l'argent des riches, Eto'o a brisé un tabou et s'est affranchi des catégories. Et ceux qui scandent « Eto'o, président » ne sont pas très différents de ceux qui ont porté George Weah des terrains de football à la présidence du Liberia. « Parce qu'il est déjà riche, lui au moins ne volera pas l'argent de l'État », voulait-on croire à Monrovia.

Pour l'instant, Eto'o incarne encore une réussite « propre ». Mieux, il redistribue, à en croire l'une de ses conseillères. « Nous arrivions fin janvier à la Fecafoot pour une conférence de presse, raconte-t-elle. Des gens attendaient depuis des heures devant les bureaux, tenus à distance par la sécurité. Malgré tout, Eto'o est descendu du véhicule et est allé les écouter et leur parler. Puis il est revenu dans sa voiture prendre de l'argent, qu'il a distribué. Oubliant qu'en donnant en public il envoyait un signal en forme d'appel d'air. » Depuis, les sollicitations pleuvent de toutes parts.

Au bénéfice des joueurs, le nouveau patron de la Fecafoot vient d'engager des dépenses inédites. Alors que le championnat a repris en mars, après une année d'interruption, il a décidé que la fédération prendrait à sa

charge la restauration et l'hébergement des 25 équipes participantes. Déjà le 25 janvier, la fédération avait payé une avance de 12 millions de F CFA (sur les 20 prévus) à chaque président de club de la MTN Elite One. La somme, passée du simple au double, est destinée au paiement des salaires des joueurs, alors que, ces dernières années, ceux-ci étaient pratiquement tombés dans la pauvreté. Au Liberia, George Weah avait lui aussi fait campagne sur le partage des richesses...

Assiste-t-on au passage du dirigeant sportif à l'*Homo politicus*? L'intéressé s'en défend. « Mon seul objectif est de relever notre football. Je n'ai aucune ambition autre que celle-là », martèle-t-il. Ses détracteurs n'en croient rien. Quel serait le plan? Démontrer par sa réussite les bienfaits de la valeur travail et de la promotion par le mérite porte, en soi, les germes d'une révolution. La promotion de Rigobert Song à la tête des Lions indomptables rentre dans le droit fil du projet : Eto'o a choisi le recordman des sélections (147), un défenseur besogneux mais intelligent, ayant la rage de vaincre chevillée au corps.

Mais de là à accéder à Eto'udi, la marche paraît tout de même haute pour l'enfant des bidonvilles de Douala. Certes, sa grande

popularité lui ouvre le champ des possibles, mais elle ne fait pas une élection. Pelé, le plus grand footballeur de tous les temps, ministre brésilien des Sports entre 1995 et 1999, n'a jamais eu d'appétit pour le pouvoir suprême. Eto'o en a-t-il envie? Il n'en montre pas le moindre signe. Nous l'avons rencontré, mais il n'a pas souhaité s'exprimer officiellement. Comme cette classe politique qui a appris à se taire, à marcher au pas, à se persuader de la sagesse et de la perspicacité du président, et surtout à ne jamais évoquer l'après-Biya.

Une prudence que résume un épisode : le 7 janvier, dans les courives du stade d'Olembe, quelques minutes avant le match d'ouverture de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), son ami Fally Ipupa s'apprête à monter sur scène lorsqu'il comprend que le protocole d'État a fait disparaître le nom de Samuel Eto'o des articulations de la cérémonie. Même le président de la CAF, Patrice Motsepe, a eu soin de ne pas mentionner l'ancien attaquant dans son discours pour éviter un concours d'applaudimètres avec Paul Biya. Le Congolais lui annonce donc son intention de le citer sur la scène. « Non, lui répond le footballeur. Il n'y a qu'un seul président, et il est au stade en ce moment. » ●

UN HOMME DE RÉSEAU

Il n'y a pas de petites occasions. Du 24 au 26 mars, Samuel Eto'o était l'invité d'honneur des Journées nationales des diasporas (JNDA 2022). L'ex-footballeur devait s'exprimer en clôture de l'événement aux côtés d'autres invités de marque, dont l'ancien Premier ministre béninois Lionel Zinsou et le banquier ivoirien Tidjane Thiam. Depuis 2013, ces journées sont organisées à Bordeaux par l'ex-adjoint au maire, le juppéiste Pierre de Gaétan Njikam, par ailleurs président du Fonds Pierre Castel, fondé par le patron du groupe du même nom. Ce dernier est aussi l'actionnaire majoritaire de SABC, la filiale camerounaise du groupe, mais également sponsor le plus important dégotté par le nouveau président de la Fédération camerounaise de football. Samuel Eto'o a beau n'avoir jamais joué en France, il s'attache à y travailler ses réseaux.

À cause de sa relation compliquée avec le président de la Fifa, Gianni Infantino, et avec Patrice Motsepe, de la CAF, c'est depuis la loge de l'entreprise TotalEnergies, aux côtés de Christophe Guilhaud, l'ambassadeur de France au Cameroun, que Samuel Eto'o a regardé les matchs de la Coupe d'Afrique des nations. Ce compagnonnage a suscité des interrogations jusqu'au Palais d'Eto'udi.

À l'instar de l'Espagnol Xavi, du Brésilien Cafu, du Français Zinédine Zidane, de l'Anglais David Beckham et de l'Australien Tim Cahill, Samuel Eto'o a été désigné en avril 2019 ambassadeur de la Coupe du monde au Qatar, prévue du 21 novembre au 18 décembre 2022. Le quadruple Ballon d'or africain soigne ses relations avec le Sheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, et cet entretient lui vaut d'être sollicité, y compris par Kigali. Eto'o a facilité dans l'ombre le partenariat commercial qui lie

depuis, le 4 décembre, le Rwanda au club français Paris Saint-Germain, propriété de l'émir du Qatar.

En Turquie, où il a joué à l'Antalyaspor Kulübü en fin de carrière, l'ex-attaquant a portes ouvertes au Palais d'Ankara – il est souvent reçu par le président Recep Tayyip Erdogan. Le Turc ne fait pas mystère de son ambition de voir les entreprises de son pays gagner du terrain en Afrique subsaharienne, et les appuis bien placés du footballeur peuvent aider à conclure des contrats.

Enfin, de Dakar à Libreville, en passant par Cotonou et Kinshasa, Eto'o entretient des relations privilégiées avec plusieurs chefs d'État. En RDC, il est d'ailleurs aussi bien introduit auprès de Félix Tshisekedi que de Moïse Katumbi, allié hésitant du chef de l'État qui demeure à la tête du Tout Puissant Mazembe, club de foot emblématique de Lubumbashi. ● **G.D.**



FEMMES

Le Chef de l'État les veut au cœur de la transition tchadienne

Dès le 27 avril 2021, alors que le Maréchal Idriss Déby Itno venait de succomber à ses blessures et que l'État tchadien vacillait sur ses bases, le Président du Conseil militaire de transition (CMT) l'a assuré : « Les femmes et les jeunes auront toute la place qui leur revient de droit » dans la jeune nation tchadienne.

Plus de onze mois après sa nomination à la tête du Tchad, le Général Mahamat Idriss Déby Itno n'a pas changé de position. Lors de ses vœux aux Tchadiens pour l'année 2022, il a assuré que les femmes, « considérées comme le trésor de la Nation, continueront à bénéficier de toutes les attentions du gouvernement. »

Plusieurs mesures socio-économiques en 2022

Le PCMT a annoncé à cette occasion quatre projets et mesures majeures en direction des femmes :

- La création d'un fonds d'appui aux initiatives féminines
- L'adoption de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)
- Le programme national d'autonomisation des femmes
- Le projet d'appui à la microfinance des jeunes et des femmes

Un tiers de femmes au Conseil national de transition

Le Président Mahamat Idriss Déby Itno a réclamé qu'au moins un tiers des membres du Conseil national de transition (CNT) soient des femmes. Ce qui fut respecté dans la liste des 93 membres de cette instance politique majeure annoncée le 24 septembre dernier.

Elles sont par ailleurs six femmes à occuper un portefeuille ministériel dans le gouvernement remanié le 22 février dernier, dont celui dédié à l'agriculture, aux transports ou encore à la formation professionnelle. Ces dernières sont accompagnées d'une Secrétaire d'État aux Finances et au Budget et d'une Secrétaire générale adjointe du gouvernement.



Mahamat Idriss Déby Itno,
Président de la République Tchadienne

© LUDOVIC MARIN - AFP

« L'HISTOIRE DU TCHAD
NE VOUS SERA PLUS
RACONTÉE, VOUS ALLEZ
L'ÉCRIRE. »

Une femme nommée général de brigade

Toujours avec la volonté de porter haut la cause des femmes et leur participation aux plus hautes instances du pays, le Chef de l'État, le 8 mars dernier, Journée internationale des droits des femmes, a élevé le Colonel Halime Bouye Mahamoud au rang de général de brigade. La Semaine nationale de la femme tchadienne (Senafet), organisée chaque année avant le 8 mars, avait dédié sa conférence au « Rôle de la femme dans le Dialogue national inclusif et dans le processus de la transition en cours ».

À cette occasion, Mahamat Idriss Déby Itno a fait plusieurs annonces, dont la mise en œuvre d'un fonds de crédits pour appuyer les initiatives féminines, avec une enveloppe initiale de deux milliards de FCFA. La femme rurale, qui concentrait l'attention de feu le Maréchal Idriss Déby Itno, est plus que jamais au cœur de la politique d'autonomisation et d'inclusion des femmes du Président du CMT, qui a promis : « L'histoire du Tchad ne vous sera plus racontée, vous allez l'écrire. »



Le 8 mars 2022, en signe de reconnaissance pour la défense de la cause de la femme tchadienne, le Chef de l'État s'est vu décerner le Prix de la Femme Tchadienne, en présence de la Ministre de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance, Amina Priscille Longoh.

RD CONGO

FÉLIX TSHISEKEDI

OU LA SOLITUDE
DU POUVOIR

CARLO ALLEGRI/REUTERS

Lors de la 74^e session
de l'Assemblée
générale des Nations
unies, à New York,
le 26 septembre 2019.

Le chef de l'État s'est
défait de certaines
des personnalités les
plus influentes de son
entourage, à commencer
par celles qui jouaient
les intermédiaires entre
lui et son prédécesseur.
Seul aux commandes,
saura-t-il convaincre les
Congolais en 2023 ?

ROMAIN GRAS

La fête aura tourné court. Le 5 février, à Addis-Abeba, Félix Tshisekedi achève son mandat à la tête de l'Union africaine (UA). Une fois le flambeau transmis à Macky Sall, son homologue sénégalais, il doit se rendre au dîner offert par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed. Mais, ce jour-là, le chef de l'État congolais n'a pas la tête aux mondanités.

Depuis le début de l'après-midi, les téléphones de ses proches ne cessent de sonner. François Beya, son conseiller spécial en matière de sécurité, a été arrêté à son domicile par des agents des services de renseignements. L'intouchable « Fantômas », ex-patron de la Direction générale de migration (qui servait de principal intermédiaire entre le président et son prédécesseur, Joseph Kabila), est officiellement soupçonné d'atteinte à la sûreté de l'État. Mais nul, à part Félix Tshisekedi, ne semble connaître la véritable raison de cette interpellation inattendue.

Dans les salons de l'UA, le président se montre évasif et distant. À peine glisse-t-il aux émissaires de certains de ses pairs inquiets qu'il les tiendra informés. Denise Nyakeru Tshisekedi, qui se trouve au même moment en Europe, peine elle aussi à obtenir des réponses de la part des conseillers de son époux. Même Jean-Hervé Mbelu, le patron de l'Agence nationale de renseignements (ANR), dont les services ont pourtant conduit l'opération, ne semble pas connaître les tenants et les aboutissants de l'affaire. Et, alors que Félix Tshisekedi devait quitter la capitale éthiopienne le 6 février, après la cérémonie de clôture du sommet, l'appareil présidentiel, immatriculé DRC 001, décolle de l'aéroport Bole à la hâte, la veille à 23h39, pour se poser au milieu de la nuit à Kinshasa.

Près de deux mois plus tard, l'affaire piétine. Suspecté par certains d'avoir trop souvent défendu les intérêts de Joseph Kabila – voire d'avoir comploté avec certains de ses proches en vue de déstabiliser son successeur –, accusé par d'autres de protéger des hommes d'affaires sous sanctions ou encore d'avoir failli à sa mission, François Beya n'a pas recouvré sa liberté de mouvement.

Comment expliquer que ce « sécurocrate » chevronné, à qui Félix Tshisekedi avait confié tant de prérogatives depuis le début de son mandat, soit du jour au lendemain tombé en disgrâce ? N'avait-il pas eu son mot à dire sur des nominations clés comme sur des dossiers politico-judiciaires sensibles ? « Il ne faut pas confondre ce que le président a fait à une

époque par nécessité et ce qu'il fait aujourd'hui par stratégie », affirme l'un de ses proches.

Au-delà d'un dossier dont le fond apparaît chaque jour plus nébuleux, cet épisode confirme le désir d'émancipation de Félix Tshisekedi et de son cercle proche. François Beya était en effet l'un des derniers piliers du début du quinquennat, avec lequel le président continuait de composer. L'une des ultimes courroies de transmission qui le reliait à son prédécesseur, malgré les tensions que sa présence suscitait au sein d'un cabinet où plusieurs conseillers lui étaient hostiles.

Brutale disgrâce

Avant lui, d'autres caciques du régime ont fait les frais d'une brutale disgrâce. Condamné en appel à treize ans de prison pour détournement de fonds et corruption, Vital Kamerhe, premier allié de Tshisekedi au moment de sa course à la présidence, était un directeur de cabinet omniprésent, décrié par plusieurs proches du chef de l'État. Architecte de l'ombre de l'Union sacrée, personnage aussi utile qu'encombrant, Jean-Marc Kabund a payé, lui, ses ambitions supposées en même temps que ses relations délétières avec une partie de la famille du président. À certains de ses interlocuteurs, qui continuent d'échanger avec lui par téléphone, l'ancien patron de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) se présente désormais comme un « opposant farouche » au chef de l'État. « Avec la mise à l'écart de François Beya, laquelle succède à celle de Kabila, de Kamerhe et de Kabund, le président s'est affranchi de ceux qui l'ont fait roi », résume un diplomate en poste à Kinshasa.

Ces derniers mois, Tshisekedi a mis la touche finale à ce grand ménage. Exit Inzun Kakiak, ancien adjoint du redouté Kalev Mutond, dont la loyauté a toujours fait débat dans l'entourage du président : Jean-Hervé Mbelu a pris les rênes de l'ANR. L'insubmersible Albert Yuma, patron de la Gécamines et réputé proche de Kabila, a lui aussi laissé son fauteuil à l'un de ses principaux détracteurs au sein de l'entreprise minière : Alphonse Kaputo Kalubi.

Ces changements, destinés à casser l'image de président sous tutelle que Tshisekedi a longtemps incarnée après son élection contestée, ont permis au chef de l'État d'endosser les habits du (seul) décisionnaire. En lice pour un second mandat, accusé d'avoir imposé des proches au sein de la Commission électorale

nationale indépendante (Ceni) et de la Cour constitutionnelle, organes clés de l'organisation des scrutins de 2023, Tshisekedi a pour avantage d'être confronté à une opposition éparpillée : Moïse Katumbi tergiverse, le Front commun pour le Congo (FCC, de Joseph Kabila) se reconstruit péniblement, et Martin Fayulu conteste en dehors des institutions. Il n'en devra pas moins assumer son bilan, et le défendre.

Car Tshisekedi a parfois péché par précipitation, voire par impréparation. Le programme des cent jours, première mesure phare posée dans le domaine des infrastructures, s'est soldé, un an après son annonce, par un retentissant procès pour détournement de fonds. Le décret sur l'état de siège, dont plusieurs rapports ont critiqué le manque de planification, ou encore l'opération conjointe menée avec l'Ouganda dans l'Est ont eu des résultats mitigés. « Nous avons récupéré un pays à genoux, le président ne peut pas se voir reprocher d'avoir multiplié les initiatives, plaide un membre de son entourage. Il donne l'impulsion, mais il faut que la machine suive. »

Alors, à qui la faute ? Dans son traditionnel discours sur l'état de la nation, prononcé devant le Parlement le 13 décembre 2021, Félix Tshisekedi a donné quelques éléments de réponse. S'il a salué les succès diplomatiques obtenus durant son mandat à la tête de l'UA, la reprise de la coopération avec le FMI et le travail de l'Inspection générale des finances (IGF, qui dépend du Palais) dans la lutte contre la corruption, il n'a pas manqué de tancer ses ministres et les institutions responsables, selon lui, du retard pris par les réformes. « Le gouvernement a pris un train de mesures en faveur de la population, mais celles-ci restent insuffisantes. Je [lui] demande donc d'accélérer dans la mise en œuvre de projets à impact rapide et visible », a-t-il lancé, soulignant le « manque de coordination » qui entrave certains projets.

Que fallait-il attendre de cet exercice de distribution des bons et des mauvais points ? L'allocation présidentielle a surtout révélé la précarité de l'équipe de Sama Lukonde Kyenge, Premier ministre depuis avril 2021. L'idée d'un remaniement est d'ailleurs revenue avec insistance au cours des semaines qui ont suivi le discours du chef de l'État. Mais, aujourd'hui, ce chamboulement paraît moins imminent qu'on ne l'a cru. Selon l'un des proches du président, il ne serait même plus à l'ordre du jour, « du moins pas pour les six prochains mois ».

En revanche, les équipes de la présidence – « le vrai centre d'impulsion du pouvoir », insiste un diplomate – ne sont pas à l'abri.

**« IL NE FAUT PAS
CONFONDRE
CE QUE LE
PRÉSIDENT A FAIT
À UNE ÉPOQUE
PAR NÉCESSITÉ
AVEC CE
QU'IL FAIT
AUJOURD'HUI
PAR STRATÉGIE. »**

QUELLES RÈGLES DU JEU POUR 2023 ?

La session parlementaire qui s'est ouverte le 15 mars a pour principal ordre du jour le vote de la future loi électorale. Concrètement, celle-ci vise à établir les règles du jeu pour les prochains scrutins : utilisation des machines à voter, réinstauration d'un second tour ou modalités de l'annonce des résultats.

Le sujet est loin d'être anecdotique. Les partenaires de la RDC, qui craignent un glissement du calendrier électoral, et certains alliés de Félix Tshisekedi y prêtent une attention toute particulière. Le Mouvement de libération du Congo, de Jean-Pierre Bemba, a transmis des recommandations dans une note diffusée il y a plusieurs mois.

D'autres propositions sont sur la table, notamment celles du G13, ce groupe de députés qui a mené des consultations en vue d'obtenir un large consensus sur les réformes à entreprendre. La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), avec laquelle Félix Tshisekedi s'était trouvé en conflit durant le processus de nomination de Denis



Le siège de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), à Kinshasa.

Kadima à la tête de la Ceni, a elle aussi fait des recommandations écrites afin que le scrutin se tienne dans un climat apaisé.

Une autre question agite la sphère politique. Selon plusieurs sources à l'intérieur de la majorité, un groupe de députés réfléchit à un projet de réforme constitutionnelle. L'un des principaux alliés de Félix Tshisekedi

au sein de l'Union sacrée confirme l'existence d'un groupe de travail, mais assure « que le président n'a pas l'intention de modifier la Constitution ». « Nul n'empêche les députés de travailler, mais il est faux d'affirmer qu'il s'agirait d'un mot d'ordre du président », insiste un conseiller du chef de l'État. ●

R.G.

À plusieurs reprises, le gouvernement s'est heurté au cabinet, notamment dans la gestion de certains dossiers. En août 2021, c'est ainsi à Guylain Nyembo, le directeur dudit cabinet, que l'animation d'une commission chargée d'évaluer les retombées du projet de Tenke Fungurume Mining (TFM) a été confiée, sans que l'exécutif y ait été associé.

Un cabinet pléthorique

« Le cabinet tel qu'il existe aujourd'hui avait été conçu comme une structure capable de s'opposer au gouvernement pro-Kabila de Sylvestre Ilunga Ilunkamba, explique une source au Palais. Le problème, c'est qu'il est resté dans cette logique, même après la rupture entre Tshisekedi et Kabila et le changement de majorité. Et puis il est pléthorique [plus d'une centaine de conseillers au début du mandat, et ce chiffre ne cesse de gonfler], et il y a une compétition sur chaque dossier. »

Voici plusieurs mois qu'une réflexion est engagée pour « rationaliser » le fonctionnement du cabinet présidentiel. Selon l'une de

nos sources, son remaniement aurait dû être annoncé le 15 mars, mais il a été retardé par les affaires Kabund et Beya, ainsi que par les soins médicaux que Félix Tshisekedi a reçus en Belgique en mars. Difficile, pour l'heure, de savoir quels seront les contours de la future équipe et de deviner qui fera les frais d'un tel bouleversement. « L'important, pour le président, sera de disposer de personnalités qui lui doivent leur poste et dont il est assuré de la loyauté », explique un membre du cabinet.

La tâche s'annonce ardue. Au sein de cette présidence obèse se côtoient en effet différents cercles d'influence : les fidèles de la première heure, les camarades d'exil, des technocrates, des pasteurs et des proches de la famille. Même la première dame y a ses relais.

Félix Tshisekedi a beau avoir les pleins pouvoirs, il aborde la dernière ligne droite de son mandat avec précaution, sans doute conscient que les échéances électorales vont progressivement envahir les débats et qu'à cette occasion les ambitions se dévoileront. ●

NIGER

MOHAMED BAZOUUM

FACE AU CASSE-TÊTE SÉCURITAIRE

Redéploiement de Barkhane, arrivée de Wagner au Mali... Avec la nouvelle donne au Sahel, le président doit repenser sa stratégie. Et ménager une armée où la grogne couve.

MATHIEU OLIVIER, À NIAMEY

Lors d'une
visite de
l'entreprise
d'aviation
Tusas, en
Turquie, le
9 mars 2021.



Il n'a jamais été le plus taiseux des hommes politiques. Dans les couloirs d'un hôtel ou d'un centre de conférences, Mohamed Bazoum a toujours aimé convaincre. Il est même arrivé à Mahamadou Issoufou, alors chef de l'État, de lui rappeler l'intérêt du silence en politique. L'ancien professeur de philosophie n'a pas changé. Devenu président, il estime qu'aucun interlocuteur ne saurait résister à ses arguments. Le 25 février, au Centre de conférences Mahatma-Gandhi de Niamey, le Nigérien a invité les « cadres » de la nation. Sur les coups de 8 heures du matin, élus, leaders religieux ou officiers de l'armée se pressent à l'entrée. Certains ceignent leur écharpe tricolore, d'autres passent un dernier coup de téléphone, les portables étant interdits à l'intérieur. Des technophiles dissimulent l'objet sous l'amplitude d'un boubou.

Indispensables partenaires

Mohamed Bazoum souhaite s'expliquer. Depuis peu, la France a officialisé le retrait de l'opération Barkhane du Mali. Le président Emmanuel Macron a commencé à évoquer un redéploiement, et le leader nigérien a annoncé qu'il était prêt à accueillir une partie des troupes (ainsi que celles, européennes, de l'opération Takuba) au sein de bases le long de la frontière avec le Mali. Depuis, il fait face à la gronde d'une partie de l'opposition qui l'accuse d'être devenu « le vassal de Paris ». Pendant près de deux heures, Mohamed Bazoum fait donc preuve de pédagogie. « Notre adversaire, explique-t-il, a des gens qui viennent d'Irak, de Syrie et de Libye [...]. Il trouve des soutiens partout dans le monde. Nous ne pouvons pas nous priver de celui de nos partenaires. »

Évoquant les « résultats » de Barkhane, notamment l'élimination des chefs jihadistes Mokhtar Ben Mokhtar, Abou Walid al-Sahraoui ou Abdelmalek Droukdel, le chef de l'État plaide pour une aide aérienne et terrestre, qui devra être construite en concertation avec les états-majors européens et nigérien. « Si j'avais assez d'argent, j'achèterais plus d'hélicoptères [...], mais ce n'est pas la réalité. Donc, si à côté de mes 12 000 militaires je peux placer 400 à 700 Européens, je dois le faire. »

Dans combien de temps cette nouvelle donne sera-t-elle effective ? La mise en place devrait au bas mot prendre six mois, avant que le dispositif soit présenté par le gouvernement à l'Assemblée nationale pour un vote de confiance.

« Le retrait français du Mali prendra du temps, et les concertations devront déterminer les emplacements des futures bases, les modalités des forces conjointes, les méthodes de coopération... », explique une

source sécuritaire. Cette coopération et l'installation de bases dans la région de Tillabéri doivent également s'accompagner d'un renfort matériel d'importance. Mohamed Bazoum a officialisé le lancement d'un programme de 200 milliards de F CFA (plus de 300 millions d'euros) comprenant l'achat d'avions, de drones et de blindés aux entreprises turques Turkish Aerospace Industries (Tusas) et Baykar et Nurol, dont il a visité les installations le 11 mars.

Méfiance

« Vu la majorité dont Bazoum dispose à l'Assemblée, il n'a pas à s'inquiéter pour le vote de confiance », glisse un député du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir). « L'exercice n'est jamais anodin, tempère un conseiller du chef de l'État. Il peut y avoir des débats houleux. » Cependant, de l'avis de ses opposants comme de celui de ses soutiens, Mohamed Bazoum n'a pas à se soucier d'un risque de contagion de la classe politique par un sentiment anti-occidental. S'il surveille l'opinion et les réseaux sociaux, il sait qu'il n'y a « pas encore au Niger de leader tel que l'imam Dicko au Mali », selon les termes de l'un de ses proches.

Mohamed Bazoum prend soin de tenir ses troupes et de prévenir toute propension à succomber aux sirènes anti-occidentales. Mais le discours du président avait-il une autre ambition ? « La vraie cible, c'était les militaires, confie un conseiller. On ne peut pas donner l'impression que l'on s'appuie sur les Européens parce que l'armée n'est pas capable de s'en sortir. » Réaffirmant sa « confiance » envers des forces armées qui font « face à l'adversité », leur commandant suprême s'est donc livré le 25 février à une opération de séduction, semblable à celle qui l'avait déjà mené à Baroua, dans une région du lac Tchad confrontée à l'État islamique en Afrique de l'Ouest.

« Le président sait qu'il faut ménager l'armée, au sein de laquelle la grogne n'est jamais loin », glisse-t-on dans son entourage. Depuis un peu plus de deux ans, une colère sourde en a gagné certains au sein des forces nigériennes, à la suite de la publication d'un audit de l'inspection générale des armées sur les contrats du

ministère de la Défense. Le rapport a mis au jour des malversations à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros. « Les détournements ont privé l'armée d'un matériel indispensable et ont coûté des vies sur le terrain. Forcément, pour apaiser les choses, il faut que des têtes tombent », explique une source sécuritaire. Une instruction est en cours.

Mais l'État, qui s'est un temps porté partie civile, a choisi de se retirer, préférant négocier au cas par cas avec les opérateurs concernés. Quant à Issoufou Katambé, le ministre qui a enquêté jusqu'en Europe de l'Est pour obtenir des preuves – nombre de gradés comptaient sur lui pour nettoyer certains échelons politiques de la Défense –, il ne fait plus partie du gouvernement. « Katambé avait tapé du poing sur la table et promis des mesures. Les gradés voient bien que

IL N'A PAS À SE
SOUCIER D'UN RISQUE
DE CONTAGION DE LA
CLASSE POLITIQUE
PAR UN SENTIMENT
ANTI-OCIDENTAL.

cela n'a pas été suivi d'effet », regrette un proche de l'ancien ministre. Ce dernier a été remplacé par Alkassoum Indatou, baron du PNDS proche de Mahamadou Issoufou.

« Cela a renforcé la méfiance de certains officiers envers le PNDS », croit savoir une source au sein de la grande muette. Depuis l'arrivée à la présidence de Mahamadou Issoufou, en 2011, la relation entre l'armée et le parti est en effet difficile. « On a trouvé une armée politisée, connectée au Mouvement national pour la société de développement (MNSD, ex-parti unique), tranche un baron du PNDS. On la voyait comme une ennemie qui n'avait jamais permis une seule alternance pacifique. » Le nouveau président avait donc alors fait le choix d'envoyer certains officiers de haut rang à l'étranger, dans les ambassades d'Afrique du Nord ou d'Europe.

« Aurions-nous dû les laisser, sachant qu'ils étaient liés à nos adversaires politiques ? C'était une question de survie pour nous », assume un baron, qui cite le général Moumouni Bouréma. Nommé ambassadeur en Égypte à la suite du coup d'État qui a renversé Mamadou Tandja en 2010, cet ex-chef d'état-major a été interpellé en 2021 pour avoir appelé à la rébellion, et il est aujourd'hui emprisonné. « Il y avait une nomenclature à casser car trop politisée », assure encore un membre du cabinet Issoufou en 2011. Mais l'opération a laissé des traces, certains officiers accusant le PNDS d'avoir voulu décapiter l'armée pour y installer son propre système. « Le pouvoir et l'ancien régime s'accusent mutuellement d'avoir politisé les forces armées. La réalité, c'est sans doute que les deux l'ont fait », résume un politologue.

Les grandes manœuvres iront-elles plus loin ? Les effectifs de l'armée sont passés d'un peu moins de 10 000 en 2011 à plus de 30 000 aujourd'hui, et Mohamed Bazoum a annoncé le 25 février sa volonté de porter ce nombre à 50 000 d'ici à 2025. Une façon également d'élargir le recrutement ? « Dès son arrivée au pouvoir, le PNDS a voulu changer le système de recrutement et de formation des officiers, trop centré sur Niamey. En dehors de l'intégration de chefs touaregs après les rébellions des années 1990, l'armée favorisait une reproduction de l'élite de l'Ouest », expose un ex-membre du gouvernement.

Un des promoteurs de cette « armée de proximité », selon les termes de cette source ? Mohamed Bazoum, alors ministre de l'Intérieur et membre du Conseil national de sécurité (CNS), puis à la tête de l'État. Le président souhaite notamment prendre exemple sur la Garde nationale (GNN), une unité placée sous le commandement du ministère de l'Intérieur. « Elle a toujours été composée de combattants venus surtout des zones rurales. Elle offre plusieurs avantages, notamment la mixité sociale et régionale, et une plus grande proximité avec les populations », rappelle notre politologue. Depuis plusieurs années, sous l'impulsion de Mahamadou Issoufou et de Mohamed Bazoum, la GNN a ainsi

vu ses missions se multiplier dans le domaine de la lutte contre les groupes armés jihadistes.

« La proximité de terrain, il faut la reproduire au sein de l'armée traditionnelle. Et c'est un des chevaux de bataille de Bazoum », commente un ex-ministre de la Défense, qui plaide pour la multiplication de recrutements spéciaux dans certaines régions. Mais, une nouvelle fois, le président marche sur des œufs. La GNN, qui dépend du ministère de l'Intérieur, ne répond en effet pas aux ordres du chef d'état-major des armées, ce qui ne manque pas de provoquer une rivalité sous les drapeaux et quelques problèmes de coordination. « La Garde nationale et l'armée doivent travailler ensemble, mais c'est un peu comme le FBI et la CIA aux États-Unis avant le 11 septembre 2001 », résume un conseiller du président. Ce dernier créera-t-il un commandement unifié ? Certains de ses proches le lui conseillent.

Dialogue avec les jihadistes ?

Le président a en tout cas tendance à cultiver sa proximité avec ses anciens fidèles de l'Intérieur. En novembre 2021, quelques jours après qu'un convoi de l'armée française a été pris à partie à Téra (Ouest), il a confié le ministère à Hamadou Adamou Souley, un de ses proches. Surtout, un mois plus tard, il a placé un de ses ex-collaborateurs, le commissaire de police Rabiou Daddy Gaoh, à la tête de la puissante Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure (DGDSE). « Bazoum s'appuie sur le ministère de l'Intérieur et sur les policiers. C'est une question de confiance : il les connaît mieux que l'armée », juge un ancien du CNS.

Est-ce la seule raison ? Le ministère de la Défense est également plus stratégique pour le parti au pouvoir, qui y a toujours placé un de ses grands barons – aujourd'hui Alkassoum Indatou, comme évoqué plus haut. « Tout président qu'il soit, Bazoum doit composer avec les pontes du PNDS. Il a les coudees plus franches à l'Intérieur », explique notre ancien membre du cabinet de Mahamadou Issoufou. Le chef de l'État a aussi conservé le général Salifou Modi comme chef d'état-major, alors même



Un convoi de la Garde nationale patrouillant à l'extérieur de la ville d'Ouallam (Ouest), le 6 juillet 2021.

que les patrons des armées de terre et de l'air ont été remplacés en mai 2021 après une série d'attaques dans la région de Tillabéri. Ancien attaché de défense en Allemagne – il y avait été nommé en 2011 –, Modi avait été choisi en janvier 2020 après l'attaque de Chinagodar par Mahamadou Issoufou et il bénéficie toujours d'une excellente réputation au sein de la troupe comme auprès de la classe politique.

« Mohamed Bazoum a compris que conserver le général Modi lui permettait de gagner des points auprès des officiers de l'armée », confie une source sécuritaire. « Comme tout nouveau président, il bénéficie d'une sorte d'état de grâce », ajoute le même interlocuteur. Mais cette situation durera-t-elle ? Les ingrédients du ressentiment envers l'ancienne administration sont toujours présents. Selon plusieurs témoignages internes, les officiers naguère hostiles à la méthode de Mahamadou Issoufou réclament aujourd'hui une rupture. « Cela veut dire laisser l'armée aux militaires, ne pas faire de nominations "politiques" et se débarrasser des brebis galeuses », détaille l'un d'eux.

« L'armée veut disposer des moyens d'être respectée et efficace. Cela passe bien sûr par l'équipement et les armes, mais pas uniquement. Si l'on n'intègre pas la lutte contre la corruption et l'impunité, on pourra gagner des batailles mais pas la guerre », lâche un leader de la société civile.

« L'affaire de l'audit de la Défense est un symbole : des gens ont fait de l'argent alors que du matériel n'était pas livré aux soldats. L'armée peut-elle accepter que cela devienne la norme ? » s'interroge cette même source. « Bazoum doit prouver qu'il est différent », résume un habitué de la grande muette. « Il est différent, rétorque l'un de ses conseillers. Il partage le même objectif de sécurité que Mahamadou Issoufou, mais la méthode et le style ne sont pas du tout les mêmes. »

Le 25 février, alors qu'il s'attelait à son opération de pédagogie, l'ancien professeur a provoqué un nouveau début de polémique en évoquant un dialogue avec les jihadistes. Peu apprécié par les officiers, difficile à expliquer aux parents de victimes, celui-ci est déjà enclenché, et plusieurs conseillers planchent très discrètement sur la question, notamment le ministre de la Défense, Rhissa Ag Boula, ou, moins fréquemment, le conseiller Moustapha Ould Limam Chafi. Mohamed Bazoum a d'ores et déjà fait libérer des prisonniers afin de faciliter le processus. « Le résultat est là, et on ressent une légère accalmie », a-t-il assuré. Le même jour, plusieurs de ses conseillers confiaient leur inquiétude. « Cela n'avait pas vocation à être rendu public, regrettait l'un d'eux. Mais il ne peut pas s'empêcher de parler, c'est dans sa nature. Espérons que cela ne lui retombe pas dessus... » ●

CÔTE D'IVOIRE

ADAMA BICTOGO

TOUCHÉ MAIS PAS COULÉ

L'ancien ministre a brusquement dégringolé dans la hiérarchie du RHDP, le parti présidé par Alassane Ouattara. Le prix à payer pour s'être arrogé trop de pouvoir ?

VINCENT DUHEM, À ABIDJAN

C'est un conseil politique en forme de rentrée des classes. Les cadres du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) ont été convoqués lundi 28 février par Alassane Ouattara (ADO). Le chef de l'État doit annoncer une large restructuration, très attendue, qui doit permettre de redynamiser un parti à l'arrêt depuis les élections législatives de mars 2021.

Assis dans l'enceinte du Sofitel Ivoire, à Abidjan, le Premier ministre, les membres de son gouvernement et les présidents d'institution écoutent religieusement ADO justifier ses principales décisions. L'une d'entre elles est de supprimer la direction exécutive du parti, dirigée jusqu'alors par Adama Bictogo. L'ancien ministre, qui assure actuellement l'intérim de la présidence de l'Assemblée nationale, prend la tête d'un secrétariat exécutif qui regroupe quatre secrétaires exécutifs adjoints et vingt-deux secrétaires nationaux.

Costume sombre, cravate bordeaux et habituels boutons de manchette, Adama Bictogo ne fend pas l'armure. « Ma gratitude et ma pleine reconnaissance à son excellence M. le président de la République, président du RHDP, Alassane Ouattara, pour sa confiance renouvelée en ma modeste personne pour diriger le nouveau secrétariat exécutif de notre parti. » Sur la photo qui accompagne ce post sur Facebook, Bictogo pose au côté du président. Il arbore un sourire de circonstance.

En coulisses, personne n'est dupe. Tout le monde sait que cette restructuration est pour lui une forme de désaveu. Un déclassement qui ne dit pas son nom pour celui qui, ces derniers mois, s'était imposé, derrière Ouattara, comme le patron du RHDP. Nommé secrétaire exécutif, il dépend désormais d'un directoire de 40 membres, la présidence étant confiée à Gilbert Koné Kafana, dont il est chargé de mettre en œuvre les directives. Un exécutant, en quelque sorte. Son lien direct avec le président du parti est coupé.

Adama Bictogo intègre lui aussi le directoire. Mais, selon nos sources, alors que la structure devait initialement compter trente personnes, dont quinze ministres, et que Bictogo apparaissait au second rang de l'ordre protocolaire, l'organigramme a été revu. Après réflexion, le président Ouattara a décidé d'y intégrer quelques poids lourds du parti, comme la ministre des Affaires étrangères, Kandia Kamara. Conséquence : « Bict », comme le surnomment certains ministres, n'est plus que le sixième nom de la liste.

« Lors de la cérémonie du 28 février, Ouattara a ouvert le bal des prises de parole, suivi par Patrick Achi, Henriette Dagri Diabaté, Gilbert Koné Kafana et, enfin, Bictogo. L'ordre hiérarchique est désormais clair », analyse un haut cadre du RHDP. Homme de caractère, avec lequel Bictogo a, par le passé, eu quelques accrocs, Kafana a d'ailleurs tout de suite cherché à asseoir son autorité. →



POLITIQUE

L'homme d'affaires a été nommé secrétaire exécutif de la formation au pouvoir.



OMAR POUR JA

→ Pour comprendre la perte d'influence de ce flamboyant homme d'affaires, il faut revenir quelques mois en arrière. Nous sommes au début de septembre 2021. Les vacances gouvernementales sont à peine achevées qu'un encart publié dans le journal *Le Patriote*, proche du pouvoir, annonce la tenue d'une convention du RHDP le 21 septembre. Alassane Ouattara tombe des nues et demande des explications. Si Bictogo nie en être à l'origine, tous les regards convergent dans sa direction, d'autant qu'il avait convoqué l'ensemble des ministres pour une réunion du parti destinée à préparer ladite convention la semaine suivante.

Un régiment d'ennemis

Mécontent, ADO fait annuler la réunion. Une mise au point s'impose. Il fait passer le message suivant quelques jours plus tard en conseil des ministres : les membres du gouvernement ont le droit de participer à des actions ou à des activités politiques, mais ils doivent au préalable en référer au Premier ministre. Patrick Achi ne s'en est pas plaint directement au président, mais, comme lui, plusieurs ministres importants commençaient à s'énerver d'être convoqués pour un oui ou pour un non par Bictogo. Le 15 septembre, le chef de l'État recadre directement le directeur exécutif du parti lors d'une réunion de son cercle rapproché au palais présidentiel.

Selon nos informations, ADO a une autre raison d'en vouloir à son ancien ministre. Depuis plusieurs semaines, ce dernier ne cachait plus, dans certains milieux, ses ambitions présidentielles pour 2025, et ce, quel que soit le choix du chef de l'État. Des propos revenus aux oreilles du patron au plus mauvais moment. « Cas contact » au début du mois d'août, ADO a contracté le Covid-19. Affaibli par la maladie, il est contraint de chambouler son programme estival. Également touché, son frère cadet, Téné Birahima Ouattara, dit « Photocopie », est, lui, évacué en France par précaution. Comme c'est toujours le cas avec la santé des dirigeants, la machine à rumeurs se met en route dans le tout-Abidjan. « Quel est l'état de santé réel du président ? » se murmure-t-il dans les salons feutrés.

Dans ce contexte, les états d'âme de Bictogo passent mal. « Il a affiché ses ambitions trop tôt. Il entraînait le parti dans une bataille de succession avec Patrick Achi alors que nous sommes moins d'un an après l'élection présidentielle »,

raconte un ministre. Aux yeux d'Alassane Ouattara, cette situation ne fait que justifier la restructuration du RHDP, qu'il envisage depuis le début de son troisième mandat. S'il sera officialisé à la fin de février, le sort de Bictogo est déjà scellé à la fin de septembre 2021 : la direction exécutive qu'il dirige sera dissoute. Dans les cercles du pouvoir, ses adversaires se congratulent. On imagine déjà le tout-puissant homme d'affaires persona non grata, tout bonnement éjecté de la direction du parti.

Député d'Agboville, homme d'affaires à succès dont l'entreprise, Snedai Groupe, rafle contrat sur contrat depuis 2011, proche du chef de l'État avec qui il parle presque tous les jours... Autant de pouvoir accumulé en si peu de temps crée forcément un régiment d'ennemis. Bictogo, lui, fait le dos rond. Animal médiatique qui aime prendre la lumière, il décide de faire vœu de silence. Il n'a d'ailleurs pas répondu aux sollicitations de *Jeune Afrique*. En privé, il peste contre ces « jaloux » qui n'ont jamais accepté sa montée en puissance et ont attendu la première occasion pour le « liquider ». Nul doute qu'il n'oubliera pas leur nom.

« Alassane n'a jamais eu l'intention de s'en séparer complètement, tempère un collaborateur du chef de l'État. Les décès d'Amadou Gon Coulibaly (AGC) et d'Hamed Bakayoko, respectivement en juillet 2020 et en mars 2021, avaient laissé un vide dans lequel Bictogo s'est engouffré. Il fallait rééquilibrer les choses. Le président a montré qu'il avait encore une autorité totale sur le parti. »

D'ailleurs, ces derniers mois, lorsque Amadou Soumahoro, souffrant, refuse de confier l'intérim de la présidence de l'Assemblée nationale à Bictogo, lui préférant le doyen des députés, Mamadou Diawara, ADO tranche sans hésitation en faveur du chef d'entreprise. Soumahoro étant régulièrement absent pour raisons de santé, Bictogo est aujourd'hui le vrai patron de l'hémicycle.

À 59 ans, Adama Bictogo sait à quel point la vie d'un homme politique est une course de fond faite de hauts et de bas. Des « bas », ce fils de planteur en a déjà expérimenté quelques-uns. En juin 2011, il est nommé ministre de l'Intégration africaine. C'est une récompense pour celui qui s'est engagé en faveur du Rassemblement des républicains (RDR) d'Alassane Ouattara depuis les années 1990, un pied dans la politique, l'autre dans les affaires. Conseiller spécial du général Robert Gueï en 1999, puis du Premier ministre Charles Konan Banny en 2006, il fut présent un an plus tard lors des accords politiques de Ouagadougou. À la tête d'une société d'import-export, Côte d'Ivoire Fruits,

EN PRIVÉ, IL
PESTE CONTRE
CES « JALOUX »
QUI N'ONT
JAMAIS
ACCEPTÉ SA
MONTÉE EN
PUISSANCE.

ACHI EST UN
TECHNOCRATE
PAS TRÈS
POPULAIRE, AU
CONTRAIRE DU
GOUAILLEUR
BICTOGO,
QUI A CONTRE
LUI UN CÔTÉ
SULFUREUX.



OMAR FOUR JA

Le député d'Agboville assure actuellement l'intérim à la présidence de l'Assemblée nationale.

il était au même moment impliqué dans le négoce de cacao. Entre 2004 et 2007, il a aidé la société française Soeximex à exporter l'or brun ivoirien à partir du port togolais de Lomé via le Burkina Faso. Le nord de la Côte d'Ivoire est alors toujours sous le contrôle des rebelles des Forces nouvelles (FN).

Duel à distance

Mais, un an après sa nomination au gouvernement, le scandale du détournement des indemnités des victimes du Probo Koala, ce navire qui, en 2006, avait déversé des déchets toxiques à Abidjan, éclate. Bictogo, qui dirigeait au début de 2010 le cabinet MBLA, chargé de gérer la médiation entre les parties, est accusé d'avoir détourné une partie des 7 millions d'euros d'indemnités destinées aux victimes, et est contraint de démissionner. Il sera finalement blanchi par la justice mais aura la dent dure contre ceux qui ont tenté de profiter de sa chute, notamment un certain Hamed Bakayoko. À la mort d'Amadou Gon Coulibaly, dont il était un intime, Bictogo s'opposera d'ailleurs à ce que Bakayoko soit le candidat du parti pour la présidentielle de 2020.

Le décès du plus proche collaborateur du chef de l'État rebat les cartes du pouvoir. Bictogo tente de se trouver un nouveau protecteur à la mort de ce dernier en la personne de Téné Birahima Ouattara. Les deux hommes s'apprécient, se connaissent par cœur. Mais, lorsque les tensions avec Patrick Achi sont apparues, « Photocopie » n'a pas hésité, lui aussi, à recadrer Bictogo.

Dans les cercles politiques du bord de la lagune Ebrié, certains font le parallèle entre son duel à distance avec l'actuel chef du gouvernement et celui que s'étaient livré Hamed Bakayoko et Amadou Gon Coulibaly. Ils ont à leur manière les qualités et les défauts d'AGC et d'Hamed. Achi est un technocrate pas encore très populaire, au contraire du gouailleur Bictogo, qui a contre lui un côté sulfureux dont avait pâti Bakayoko.

Que peut-il désormais espérer? « Bictogo fait toujours partie du système. Il a perdu de sa superbe, il est affaibli mais il ne faut pas l'enterrer. Il n'est pas mort », analyse un visiteur du soir d'Alassane Ouattara. Fonceur, homme de terrain ayant noué des relations un peu partout sur l'échiquier politique, donc rassembleur, il représente un profil indispensable au rayonnement du RHDP.

A-t-il tiré un trait sur ses ambitions? Selon un homme qui le connaît depuis une dizaine d'années, Adama Bictogo veut le pouvoir et croit toujours être en mesure de l'obtenir. Mais il semble avoir retenu la leçon et n'ira pas contre la volonté du chef de l'État. Or ce dernier a toujours préféré les profils de technocrates et n'est pas friand du mélange entre business et politique.

« Bictogo a beau connaître Ouattara depuis 1994, il n'y a que deux personnes qui peuvent se prévaloir d'être proches d'Alassane : sa femme et son frère. Tous les autres ne sont que des outils. Ceux qui, comme Guillaume Soro, ont tenté de s'affranchir de sa tutelle l'ont payé cash », prévient un vieux routier de la politique ivoirienne. ●

IL Y A CINQUANTE ANS...

Kwame Nkrumah

prophète ou histrion ?



Un demi-siècle après sa disparition, le dirigeant ghanéen continue de fasciner. Dans JA, l'écrivain **Jean Lacouture** évoquait sa mémoire le 27 avril 1972, jour de son décès.

Entre le fait et le mythe, il arrive que l'histoire hésite, que le mythe soit plus fort et que Nietzsche ait raison contre Marx. L'homme qui vient de mourir à Bucarest, seul, presque oublié, six ans seulement après avoir été chassé du pouvoir, restera pour les historiens l'un des exemples les plus forts et des plus mystérieux de la puissance du mythe [...].

Nkrumah surgit dans l'histoire africaine au moment même où, selon le mot de Nasser à propos du monde arabe, elle « attendait son héros ». Et pour limité que fut son génie, contestables que furent ses visées et malhabiles ses comportements, il aura assumé, pendant près de dix ans, le rôle de héraut, héros que le destin et l'histoire lui offraient.

Qui n'a pas connu Kwame Nkrumah, arrivant en octobre 1960 aux Nations unies, s'avancant vers la tribune où il allait prendre la parole n'a pas su ce que peut être le rayonnement d'un homme public, et le génie oratoire. Il allait, drapé dans le « renté » jaune et violet, la démarche majestueuse, le front haut, une sorte de sourire flottant sur les lèvres. L'élève de W.E.B. Du Bois, le compagnon de George Padmore, allait dire au monde assemblée, dont vingt chefs d'État, ce que l'Afrique attendait de lui et saurait exiger.

Trois ans plus tard, à Addis-Abeba, nous étions réunis pour voir naître l'Afrique africaine, l'Afrique surgie de l'ère coloniale. Trente-deux chefs d'État, certains vrais, certains fictifs, confrontèrent leurs vues. Le deuxième jour, Nkrumah monta à la tribune, sous le regard méfiant des

tenants du passé, des agents mal camouflés des divers impérialismes. Il fit donner sa voix cuivrée comme un masque du Bénin, son chant de forêt et de nuit, son geste de grand prêtre rendant la justice. Sur les gradins, ses fidèles le soutenaient d'un halètement ponctué de rafales d'applaudissements. Prophète ou histrion ? Ce qu'il disait, en tout cas, était à la fois dérisoire et sublime. Cette Afrique d'un seul bloc qu'il traçait à grands élans de gorge et d'imagination, qui n'en voyait à la fois la nécessité et l'irréalité, les obstacles et la grandeur ?

Idole mutilée

Sa dernière apparition, ce fut chez lui, à Accra, à la fin d'octobre 1965, où il présidait la première séance de la conférence de l'OUA. Ce n'était plus le rayonnant apôtre de l'unité et de la dignité d'un continent qui aspirait à une véritable émancipation. C'était, vêtu de sombre, sanglé dans une vareuse strictement boutonnée, le dictateur contesté d'un pays à demi-isolé. Si grands étaient encore son talent, sa conviction, que nul ou presque ne voyait la menace qui se profilait au-dessus de Flagstaff House, sa résidence gardée par des commandos armés jusqu'aux dents.

Kwame Nkrumah avait essayé quatre attentats, sans compter celui, d'autant plus cruel que symbolique, qui avait détruit l'immense statue qui disait sa gloire, au centre d'Accra. Idole mutilée, il faisait encore chanter par les enfants des litanies à la dévotion de l'« Osagyefo », le donneur de la victoire.

À demi-divinisé, mais assiégé d'assassins, encore mythique mais déjà répudié par une grande partie du peuple fatigué de n'avoir chassé la colonisation que pour se donner un despote, il fascinait encore et servait toujours la cause de l'anti-impérialisme : mais les excès du pouvoir personnel pourrissaient à la base son combat pour une liberté trop bafouée autour de lui.

Quel leader aura été plus totalement abandonné des siens ? Quel oubli aura plus cruellement enseveli le maître d'un peuple ? [...] Il avait cherché asile à Conakry, auprès de son allié Sékou Touré, qui lui avait accordé une coprésidence très théorique. Mais, en dépit de la part prise à son renversement par le néocolonialisme, en dépit de la joie qu'éprouvèrent, à sa chute, les impérialistes de tout poil, qui fit le pèlerinage de Conakry ? Qui tenta, en sa faveur, un effort de restauration ? Il y a quelque chose d'atroce à cet ensevelissement, tout vivant, dans les catacombes de l'histoire.

Le destin de Kwame Nkrumah aura été exemplaire. Passé de l'exil à la révolte, et de la prison au pouvoir, élevé avec la soudaineté de la tempête, le voilà frappé comme la foudre et rejeté dans la mort politique.

Aussi, en dépit des légendes, l'Afrique rejetait la tyrannie, fût-elle celle du héros. « Les services rendus ne créent pas le droit au pouvoir », écrivait Léon Blum. Et moins encore le droit d'abuser du pouvoir absolu. Que cette leçon vienne d'un continent encore exploité et piétiné devrait donner à réfléchir ailleurs. ●



Le Premier ministre
(et futur président)
du Ghana se rendant
à Buckingham Palace,
à Londres,
le 6 août 1958.

FRED RAMAGE/KEystone/Hulton Archive/Getty Images



PRÉSIDENTIE DU BÉNIN

« ART DU BÉNIN D'HIER ET D'AUJOURD'HUI »

LES TRÉSORS ROYAUX RESTITUÉS
PAR LA FRANCE SONT PRÉSENTÉS AU PUBLIC

Une exposition présente au public les œuvres d'art restituées au Bénin par la France en novembre dernier. Organisée au **Palais de la Marina**, à Cotonou, elle fait dialoguer ces œuvres avec celles de 34 artistes contemporains béninois.



Ils étaient des milliers de Béninois à attendre à l'aéroport, puis à accompagner dans la fierté, jusqu'au Palais de la Marina, siège de la présidence de la République, les 26 trésors royaux restitués par la France et le Musée du Quai Branly au Bénin, le 10 novembre dernier, après 129 ans de confiscation. C'est là, au Palais de la Marina, que ces derniers sont présentés depuis le 19 février au public.

« Ce sont des œuvres culturelles uniques qui disent notre histoire, notre identité, notre âme », a commenté le président Patrice Talon. Intitulée « Art du Bénin d'hier et d'aujourd'hui, de la Restitution à la Révélation », l'exposition, qui donne à voir aussi bien les trésors royaux que des œuvres d'art contemporain du Bénin, prend fin le 22 mai 2022.

**« CE SONT DES ŒUVRES
CULTURELLES UNIQUES QUI
DISENT NOTRE HISTOIRE,
NOTRE IDENTITÉ,
NOTRE ÂME. »**

LES ROIS MÉCÈNES DU DANXOMÉ

Les 26 œuvres exposées attestent du fait que les artistes à l'époque du royaume du Danxomé étaient attachés à une recherche d'excellence dans leur production. Une production qui avait notamment pour but de célébrer la magnificence de la culture fon et de rois-mécènes. Ces derniers placèrent le génie artistique au-dessus de toute considération sociopolitique ou géographique, contrairement à leurs prédécesseurs, au point où des captifs de guerre ont pu contribuer au rayonnement artistique du royaume.

Ces artistes, ce sont Ekplékendo Akati, Yèmadjè ou encore Sossa Dede, dont le président Patrice Talon admire particulièrement le travail, notamment trois statues en bois présentées dans l'exposition et qui représentent trois grands souverains du royaume du Danxomé. « Sans Sossa Dede et les autres du temps passé, il n'y aurait sans doute pas d'Yves Apollinaire Pèdè, de Romuald Hazoumè, de Moufouli Bello, de

Julien Sinzogan », estime-t-il, citant des artistes contemporains béninois aujourd'hui reconnus de par le monde.

UN COUP DE PROJECTEUR SUR LES ARTISTES CONTEMPORAINS BÉNOIS

L'originalité de l'exposition est précisément d'avoir choisi de faire dialoguer les artistes classiques avec leurs héritiers contemporains. Car si elle met un coup de projecteur sur les trésors royaux du Danxomé, elle éclaire également la scène artistique contemporaine du Bénin et de sa diaspora, artistes majeurs et émergents, à travers un parcours de plus de 2 000 m².

34 artistes et plus d'une centaine d'œuvres, déployant la vitalité artistique de la scène béninoise à travers une diversité de médias, d'esthétiques et de techniques - peinture, sculpture, installation, art vidéo, dessin, art numérique, performance... - sont présentés.





COMMUNIQUÉ



RÉCURRENCE, VARIATIONS, TRANSITIONS, INTROSPECTION

Ils répondent, au milieu des 26 œuvres restituées, à trois thématiques autour desquelles l'exposition s'articule :

- Le chapitre « **Récurrences et variations** » aborde le sacré et le divin. L'histoire, le patrimoine immatériel, les déités et leur cosmogonie y constituent autant de champs d'exploration pour les artistes messagers.
- Le chapitre « **Transitions** » présente des œuvres qui explorent, dans un aller-retour entre passé et présent, les figures historiques, les mythes et légendes, les esprits et les ancêtres qui jalonnent les mémoires et nourrissent les imaginaires.
- L'introspection, enfin, est au cœur du chapitre « **Transgression- Hybridation** ». Les artistes s'y interrogent sur le devenir de l'homme, sur l'hybridation dont il est l'objet et sur sa quête identitaire, qui ne peut s'opérer sans transgression.

UN MOUVEMENT PROFOND, À LONG TERME

Entre les rois-mécènes et le travail effectué par le Bénin et son président pour rapatrier des œuvres confisquées pendant plus d'un siècle, il n'y a qu'un pas qui peut être franchi. L'exposition « Art du Bénin d'hier et d'aujourd'hui », les œuvres restituées et la valorisation de la création contemporaine, ne sont pas des actes isolés. Ils s'inscrivent dans une dynamique longue, privée et publique, notamment pour doter le pays de musées à rayonnement international.

C'est le cas du Musée de l'Épopée des Amazones et des Rois du Danxomè (MEARD), ainsi que du Musée d'Art Contemporain de Cotonou (MACC). Des équipements culturels qui répondent aux standards internationaux et dont l'inauguration est programmée à l'horizon 2024. Ces structures, de même que la Galerie Nationale du Bénin (LGN), apparaissent dans un moment où l'art béninois contemporain semble atteindre sa maturité.

LES DATES CLÉS DU PILLAGE À LA RESTITUTION

1892 : Les troupes françaises entrées dans Abomey, capitale du royaume du Danxomè, après deux ans de guerre, pillent les palais et la ville, rapportant des biens royaux en France.

1893-1895 : Le général Dodds fait don d'objets au musée d'ethnographie du Trocadéro, futur musée de l'Homme, à Paris, devenu musée du quai Branly en 2000.

1960 : À la décolonisation, de nombreux pays réclament le retour des biens emportés durant la période coloniale, sans résultats.

26 août 2016 : Demande officielle du président Patrice Talon à l'État français de restitution des biens culturels emportés pendant la colonisation.

24 décembre 2020 : Loi relative à la restitution de 26 biens culturels au Bénin (mais aussi au Sénégal), par dérogation au principe d'inaliénabilité des collections publiques françaises.

9 novembre 2021 : Signature à l'Élysée de l'acte de transfert de propriété de ces 26 biens au Bénin par la France, en présence des présidents Patrice Talon et Emmanuel Macron.

10 novembre 2021 : Les 26 œuvres arrivent à Cotonou dans un avion affrété par le gouvernement béninois et sont réceptionnées au Palais de la Marina.

19 février 2022 : Ouverture de l'exposition « Art du Bénin d'hier et d'aujourd'hui, de la Restitution à la Révélation : Trésors royaux et Art contemporain du Bénin ».





DJIBOUTI

ISMAÏL OMAR GUELLEH

« Je ne permettrai pas qu'on touche à la Constitution »

L'instabilité qui prévaut dans la Corne de l'Afrique, la situation en Éthiopie, sa prise de position contre la guerre en Ukraine, mais aussi ses propres ambitions et celles qu'il nourrit pour son pays... Réélu il y a tout juste un an pour un cinquième mandat, le président djiboutien s'est confié à *Jeune Afrique*.

PAR FRANÇOIS SOUDAN

Au Palais de Ras
Dika, à Djibouti,
en octobre 2020.

VINCENT FOURNIER POUR JA

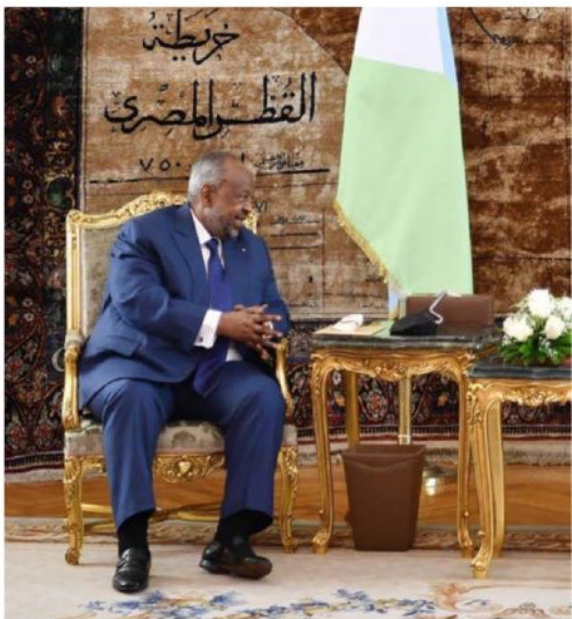
Saluée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour sa gestion au cordeau de la pandémie, plus que jamais courtisée pour avoir su faire de son emplacement géostratégique exceptionnel un hub logistique attractif pour les bases militaires et les investissements directs étrangers, portée par un taux de croissance à 6 % et un plan national de développement à 12 milliards d'euros, la République de Djibouti surfe sur l'émergence, à quelques semaines du 45^e anniversaire de son indépendance. Une réussite globale qui n'exclut pas de réels points de fragilité : la dépendance commerciale à l'égard d'une Éthiopie en crise, le risque de surendettement, l'environnement encore difficile des affaires, la pauvreté et le chômage endémiques, la restriction de certaines libertés formelles.

Autant de défis à résoudre pour un président de 74 ans, au pouvoir depuis 1999 et réélu pour un cinquième mandat il y a tout juste un an. À cet ancien fonctionnaire de la police coloniale française, écarté pour sympathies indépendantistes avant de devenir le bras droit puis le dauphin du premier chef de l'État, Hassan Gouled, à ce pieux partisan d'un « islam du juste milieu » dont la main de fer dans un gant de velours a résisté aux soubresauts du Printemps arabe et aux velléités des Frères musulmans, le million de Djiboutiens doit la stabilité, l'inscription de leur petit pays sur la grande carte de la mondialisation et le droit de rêver à un avenir prospère.

Au cours de cet entretien, recueilli à la fin de février au palais de Ras Dika, Ismaïl Omar Guelleh s'explique sur tous ces sujets – y compris les plus sensibles aux yeux de cet homme pudique et secret.

Jeune Afrique : Un an après une réélection placée sous les thèmes du « continuer ensemble » et de la réduction des inégalités, où en êtes-vous de vos promesses dans le domaine – crucial à Djibouti – de la lutte contre la grande pauvreté qui frappe près de 18 % des familles du pays ?

Ismaïl Omar Guelleh : Cela a toujours été un chantier prioritaire. Si, malgré la lourdeur de la tâche que j'exerce depuis près de vingt-trois ans, je me suis résolu à être de nouveau candidat en 2021, c'était avant tout pour répondre à l'appel de cette partie de la population, les pauvres, ceux qui ont faim, les handicapés, les jeunes chômeurs, ceux qui sont dépourvus de tout. Cette légion des défavorisés souhaitait que je poursuive et que j'accroisse mes efforts pour la sortie de la précarité. Et c'est précisément ce que je fais, avec des résultats que chacun peut mesurer.



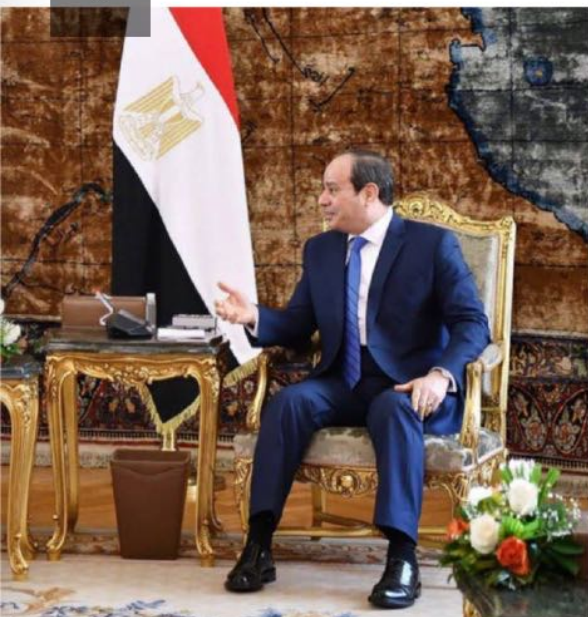
Avec le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, au Caire, le 7 février.

Aujourd'hui, 85 % des familles en situation d'extrême pauvreté bénéficient du Programme national de solidarité et de l'assistance sociale de santé. Un programme qui s'étend au droit au logement décent et aux aides accordées aux élèves et étudiants issus de familles pauvres. Plus généralement, l'Assurance maladie universelle concerne désormais 300 000 de nos compatriotes : c'est un premier constat dont je suis particulièrement fier.

Djibouti bénéficie d'un taux de croissance appréciable, de l'ordre de 6 % à 8 %, prévu pour 2022, et d'un PIB par habitant largement supérieur à celui de ses voisins. Pourtant, le taux de chômage des actifs, en particulier des moins de 35 ans, qui représentent trois quarts de la population, dépasse 12 %. C'est un problème...

Oui, et nous nous attelons à le résoudre. Notre jeunesse est inquiète, sensible, mais aussi créative et imaginative. J'ai été surpris de constater à quel point nos jeunes avaient la capacité de s'en sortir seuls au jour le jour, en recourant à l'informel et au système D, en lançant des petites start-up de proximité avec leurs motos et leurs échoppes de fortune.

L'État se devait de les assister, et nous avons créé un fonds de garantie qui leur est



EGYPTIAN PRESIDENCY MEDIA OFFICE/ANAP

spécifiquement destiné. Près de 4000 d'entre eux à ce jour ont en outre bénéficié du projet Initiative pour l'emploi, lancé en octobre 2020 sur la base des engagements de recrutement des entreprises. L'objectif initial de 5000 sera atteint cette année. Personne, encore moins les générations montantes, ne doit être en marge de la communauté nationale.

Faute d'eau, donc de terres arables, Djibouti est presque totalement tributaire des importations pour nourrir sa population. Comment atténuer cet état de stress hydrique permanent ?

Cette question est primordiale pour nous, surtout en cette période de grande sécheresse dans la Corne de l'Afrique. Du sud au nord, les forages se multiplient, tout comme la mise en place ou le prolongement de conduits d'adduction d'eau depuis les frontières érythréenne et éthiopienne. S'y ajoutent les programmes d'unités de dessalement d'eau de mer à Djibouti-Ville et au Goubet. Tout cela nécessite énormément de dépenses publiques mais aussi d'efforts de pédagogie, avec notamment l'obligation pour chaque école d'avoir son périmètre cultivé. Les Djiboutiens doivent apprendre à ne pas tout attendre de la pluie, de plus en plus aléatoire.

Tout comme ils doivent viser l'autosuffisance énergétique...

Tout à fait. Il n'y a ni pétrole ni gaz à Djibouti, mais nous ne sommes pas en panne d'idées dans le domaine des énergies alternatives. Le parc éolien du Goubet est fonctionnel, et ses premières injections d'électricité dans le réseau national auront lieu cette année. Idem pour la centrale photovoltaïque du Grand Bara, dont le projet a été repris par un groupe émirati après le retrait des Français d'Engie. L'interconnexion entre Assal, Tadjourah et Djibouti est pratiquement achevée.

Vous avez conclu en août 2021 une convention avec la Turquie pour la recherche et l'exploitation des minerais. Ce secteur est-il prometteur pour Djibouti ?

C'est plus que probable. Depuis 2019, nous exportons déjà du bromure de sodium vers la Chine en quantité non négligeable. Grâce aux forages géothermiques profonds, nous allons avoir accès à d'autres minerais, comme le lithium et le silicate de sodium. Nous disposons également d'un vaste gisement de sable noir, de la catégorie des terres rares, dont l'exploitation s'annonce très rentable.

Où en êtes-vous de votre projet de hub international pour les télécommunications ?

Il est en phase d'implémentation. Une dizaine de câbles sous-marins passent au large dans nos eaux territoriales, et Google vient d'acquiescer un terrain en association avec une société locale pour y établir un grand centre de données associé à un campus numérique.

Reste que l'économie djiboutienne est avant tout portuaire, pour l'instant. Vous avez récemment lancé le projet d'un nouvel aéroport commercial en connexion avec le développement de vos ports. La crise interne que connaît l'Éthiopie, dont vous êtes le principal débouché, ne risque-t-elle pas de freiner vos ambitions ?

Cela a eu un impact négatif, c'est évident. Mais pas autant que nous pouvions le craindre. La baisse du volume de trafics à l'import et à l'export a été maîtrisée. On ne s'en sort pas trop mal, et notre développement portuaire continue.

Autre problème : l'émergence d'une concurrence sérieuse, avec la modernisation des ports de Berbera, au Somaliland, et d'Assab, en Érythrée. Manifestement, l'Éthiopie cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis de Djibouti. Cela vous inquiète-t-il ?

Non. Il est normal que l'Éthiopie raisonne en ces termes. Mais l'avantage concurrentiel demeure et demeurera longtemps encore en notre faveur. Assab et Berbera sont distants de 1000 km d'Addis-Abeba, Djibouti de 760 km avec un chemin de fer fonctionnel. Les hommes d'affaires éthiopiens viennent ici sans visa, et la Commercial Bank of Ethiopia y a installé une importante agence. Nous sommes sereins.

Depuis quatre ans, un bras de fer vous oppose au méga-opérateur portuaire émirati DP World, à qui vous avez retiré la gestion du terminal à conteneurs de Doraleh. La cour d'arbitrage de Londres vient une nouvelle fois, en janvier, de vous donner tort, sans pour autant entamer votre détermination. Quand cette guérilla judiciaire s'arrêtera-t-elle ?

Je l'ignore. Il faudrait que DP World renonce à mettre Djibouti à genoux, à nous étouffer. C'est dans ce but qu'il investit tant d'argent dans les ports de Berbera, d'Assab ou de Lamu. Nous avons été patients, mais il n'a pas voulu admettre que nous défendions nos droits et nos intérêts. DP World cherche à nous coller dos au mur en exigeant que nous renoncions à une décision souveraine. C'est inacceptable, et nous ne l'accepterons pas.

Derrière DP World, il y a les Émirats arabes unis, puissance financière de plus en plus influente en Afrique de l'Est. C'est un peu le pot de terre contre le pot de fer !

Je fais un distinguo entre les deux. Certes, les Émirats sont solidaires de DP World, mais nous n'avons pas de contentieux avec Abou Dhabi. J'en ai parlé récemment au Caire avec le président Sissi : il est d'accord pour nous aider à renouer le dialogue en mettant le dossier DP World entre parenthèses.

Vous avez lancé en 2020 un ambitieux fonds souverain censé être doté de 1,5 milliard de dollars d'ici à 2030. Or son directeur sénégalais recommandé par le président Macky Sall, Mamadou Mbaye, a été limogé moins d'un an après sa prise de fonctions, à la suite d'un audit défavorable. Est-ce un mauvais signe pour la viabilité de ce fonds ?

Pas du tout. L'ambition reste intacte. Il y avait un problème de gouvernance, cela arrive. Un nouveau directeur a été nommé, l'ancien ministre tunisien Slim Feriani, spécialiste de la finance internationale. Je suis optimiste.

Si l'on en croit les résultats de l'enquête ouverte par la procureure de Djibouti à la suite des détournements constatés au

sein du ministère du Budget, le titulaire de ce portefeuille, Abdoukarim Aden Cher, serait « le principal instigateur de ce système frauduleux ». Tout comme son prédécesseur, ce ministre est donc dans le collimateur de la justice. Comment de telles malversations présumées ont-elles pu se répéter sans éveiller de soupçons ?

Chacun doit comprendre que nous sommes déterminés à livrer à la justice tous ceux qui trompent l'État et pillent le Trésor public. Maintenant, il est exact qu'il faut améliorer la transparence et le contrôle des recettes et des dépenses, mieux légiférer et encadrer les marchés de gré à gré, améliorer l'informatisation et l'automatisation des processus.

Nous allons pour cela établir des mécanismes de contrôle externes et indépendants des finances publiques et faire en sorte que l'Inspection générale de l'État multiplie les audits aléatoires, sans attendre d'éventuelles suspensions de malversations. La création d'un parquet financier et économique, ainsi que celle de juridictions spécialisées dans la lutte contre la corruption sont également à l'ordre du jour.

Votre gouvernement compte cinq femmes sur 26 ministres. Et l'Assemblée nationale, 10 % de députées. Le compte de la parité n'y est pas...

Pas encore. Mais quand on voit d'où l'on

« **DP World veut mettre Djibouti à genoux et nous coller au mur en exigeant que nous renoncions à une décision souveraine. C'est inacceptable, et nous ne l'accepterons pas.** »

vient et que l'on connaît nos pesanteurs culturelles, le progrès est notable : 46 % des enseignants sont des enseignantes et le congé payé de maternité a été porté à vingt-six semaines, soit dix de plus qu'en France. Ce qui prend beaucoup de temps, c'est de faire évoluer les mentalités. Chez nous, l'homme prétend toujours tout diriger alors que le rôle de la femme dans la vie économique et sociale est prépondérant.

Une femme Première ministre, une femme cheffe d'État, est-ce envisageable à Djibouti ?

Pourquoi pas ?

Vous insistez volontiers sur les vertus du vivre-ensemble djiboutien. Pourtant, des affrontements intercommunautaires,



Chargement d'un train à conteneurs destiné à Addis-Abeba par la Société de gestion du terminal portuaire de Doraleh, l'organisme public qui a remplacé DP World.

répliques de violences similaires survenues en Éthiopie, ont opposé en août 2021 Afars et Issas dans certains quartiers de Djibouti. Il y a eu des morts, des blessés, des pillages. Pourquoi ces clivages persistent-ils, quarante-cinq ans après l'indépendance ?

Parce que ce ne sont pas des choses que l'on règle avec des décrets ou des arrêtés. La cohésion nationale se construit dans la durée, avec la multiplication des mariages entre Afars, Issas, Somalis, avec le brassage urbain, la modernisation de l'économie et l'ancrage via l'éducation de l'idée de nation.

Je considère les événements dont vous parlez comme des soubresauts du passé. Les progrès qu'ont accomplis mes compatriotes dans l'appropriation de leur citoyenneté commune sont phénoménaux. Mais le diable est toujours là, car le plus facile, le plus rapide, quand un groupe d'individus veut mettre le feu, c'est toujours l'étincelle ethnique.

Il y a un an, le chef des jihadistes somaliens Shebab, Ahmad Omar, a appelé ses fidèles à commettre des attentats contre les bases américaine et française situées à Djibouti. Ce risque est-il à prendre au sérieux ?

La sécurité à 100 %, cela n'existe pas. À preuve : les terroristes qui se sont fait exploser au restaurant La Chaumière en mai 2014 venaient de Mogadiscio. Les bases des Shebab sont loin d'ici, en Somalie du Sud, et nous savons qu'ils ne peuvent opérer sans bénéficier de complicités internes. Nous sommes donc extrêmement vigilants, ce qui passe par

la surveillance, bien sûr, mais aussi par l'étude minutieuse du fonctionnement de ces organisations. Nous avons les hommes qu'il faut pour cela.

Quelle analyse faites-vous de la profonde crise interne que traverse votre voisin éthiopien depuis novembre 2020 ? Le fédéralisme peut-il résister à la guerre civile ?

Je crois que les Occidentaux et les médias internationaux n'ont pas eu la bonne approche. Mettre sur le même plan une rébellion et un gouvernement dirigé par un Premier ministre élu était une erreur. Pour que l'unité de l'Éthiopie soit préservée, il est indispensable que la Constitution soit respectée et que les revendications régionales passent par des voies légales, officielles, et non par une rébellion. D'autant que rien ne démontre que le TPLF [Front de libération du peuple du Tigré] est représentatif de l'ensemble du peuple tigréen. Quant au fédéralisme mis en place par l'ancien Premier ministre Meles Zenawi, sur la base de l'adhésion volontaire afin de permettre à chaque région et à chaque ethnie d'être actrice de son avenir, c'est la seule voie pour que l'Éthiopie existe. Je constate d'ailleurs que personne ne prône la sécession.

Le contentieux qui vous oppose à l'Érythrée est toujours intact. Votre rencontre en Arabie saoudite avec votre homologue Issayas Afeworki en septembre 2018, puis la médiation tentée par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, n'auraient donc servi à rien ?



Des combattants Shebab dans la zone de Lafofe, à quelque 18 km au sud de Mogadiscio, en Somalie.

FARAH ABDI WAKSAMA/PA PRESS

À rien, effectivement. Nous continuons à nous heurter au refus d'Issayas Afewerki de nous remettre les prisonniers de guerre djiboutiens, ainsi que nous l'avons fait en sens inverse avec les Érythréens. Quatre d'entre eux nous ont été rendus par l'entremise du Qatar. Il en reste une dizaine, dont nous avons fourni les identités. S'ils sont morts, qu'on nous livre au moins leurs restes, afin que les familles puissent faire leur deuil. Mais les autorités d'Asmara s'obstinent à dire qu'ils n'existent pas. Le règlement de ce préalable est incontournable si nous voulons passer au contentieux suivant : l'occupation par l'armée érythréenne du cap Doumeïra, en violation du traité de 1897 signé entre la France et l'Éthiopie de Menelik II.

Tous les observateurs relèvent un regain d'activité et de dangerosité des islamistes Shebab en Somalie depuis quelques mois. Djibouti est directement impliqué dans ce conflit, avec un contingent de près de 2 000 hommes au sein de l'Amisom, la force de l'Union africaine. Est-ce aussi votre diagnostic ?

Je suis inquiet, c'est évident. Les Shebab se renforcent et s'arment chaque jour un peu plus via le Yémen. Ils sont devenus une véritable mafia qui pratique le racket à grande échelle auprès des commerçants et de la population. Oui, il y a un vrai risque

d'effondrement du peu d'État qui existe en Somalie si cette situation se prolonge. D'autant que, côté gouvernemental, le processus électoral n'est pas encore achevé. Il y a donc une sorte de vide qui profite à l'anarchie. Et cela fait trente ans que ça dure, trente ans que la vie dans ce pays n'a plus de valeur.

Djibouti figure parmi les pays africains qui, à l'ONU, ont condamné l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Quelle explication donnez-vous à votre vote ?

La même que celle des 141 pays qui ont voté en faveur de cette résolution. Nous sommes contre l'usage de la force au détriment de l'intégrité et de l'indépendance d'un pays voisin, contre la violation du droit international et des dispositions de la charte des Nations unies et pour le règlement pacifique des conflits. Il faut protéger les civils et que les parties parviennent à un accord négocié dans les meilleurs délais.

L'opposition djiboutienne semble éclatée, affaiblie, particulièrement depuis la dernière élection présidentielle dont elle a boycotté le processus. Peut-on dire que vous avez réussi à la diviser pour mieux régner ?

Et pourquoi donc ? Pas du tout. Le pouvoir à Djibouti ne s'obtient pas par la force ou par la ruse, mais en démontrant ce dont

on est capable pour le bien de tous. Comme on dit en somali : « Voici le terrain et voici le cheval », à chacun de faire ses preuves et au peuple de trancher. Les Djiboutiens n'aiment pas les aventures et l'incertitude, ils vont vers celui qui leur assure la paix et la tranquillité, qui respecte la vie humaine, privilégie la tolérance et le vivre-ensemble et se défie de toute considération clanique ou tribale. Les Djiboutiens peuvent s'aimer ou se haïr, mais quand ils voient ce qui se passe dans les pays voisins, ils savent que leur survie et leur développement dépendent de leur unité.

Le comité des droits de l'homme de l'ONU vous a demandé d'autoriser à nouveau le parti d'opposition fondé par Daher Ahmed Farah et dissous en 2008, le Mouvement pour le renouveau démocratique et le développement (MRD). Pourquoi avez-vous refusé ?

La dissolution de ce parti a été prononcée par la justice à cause des prises de position pro-érythréennes de son chef, alors que nous étions en état de belligérance avec le régime d'Issayas Afewerki. N'importe quelle justice au monde en aurait fait autant. Cela dit, rien n'empêchait ses dirigeants de changer le nom de leur formation. Or ils s'obstinent, et leur entêtement se retrouve face à un entêtement équivalent. On se regarde en chiens de faïence, on se défie, et personne n'avance. Ce bras de fer ne m'intéresse pas. S'ils étaient intelligents et souhaitaient vraiment faire leur travail, ils changeraient d'étiquette.

Vos opposants dénoncent ce qu'ils appellent la « mamassanisation » du pouvoir, c'est-à-dire le traitement de faveur accordé aux membres de votre communauté mamassan dans des secteurs clés, comme ceux de la défense et de la sécurité. Qu'avez-vous à répondre ?

C'est de la pure mauvaise foi. On parle ici de deux personnes, mon conseiller en matière de sécurité, Hassan Saïd Khaireh, et le général Zakaria Cheikh Ibrahim. Ils occupaient déjà des postes importants avant l'indépendance. J'ai tout le peuple avec moi, quel intérêt aurais-je à favoriser un petit clan ? Ici, les nominations se font au mérite. Je n'ai jamais été un tribaliste, ce n'est pas dans mes gènes.

La prochaine présidentielle est prévue en 2026, dans quatre ans. Y pensez-vous déjà ?

Pas vraiment. Cela ne m'obsède pas.

Vous aurez dépassé l'âge limite fixé à 75 ans par la Constitution. Songez-vous à la modifier ?

Pour pouvoir me représenter ? Certainement pas. Je ne permettrai pas qu'on touche à la Constitution.

Préparez-vous votre succession ?

Écoutez : les élections de 2026 vont se dérouler normalement. Le parti politique que je préside tiendra son congrès en temps opportun, il choisira son candidat, et nous entrerons tous en campagne. La personnalité qui nous représentera sera choisie de façon consensuelle par le comité central et le comité exécutif, et ce ne sera pas un exercice difficile : nous sommes un petit pays, chacun sait ce dont l'autre est capable. Mais n'attendez pas de moi que je vous donne un nom à l'avance. Dieu me garde de connaître les mêmes problèmes que mon ami Alassane Ouattara, dont les deux dauphins désignés n'ont pas survécu.

Votre état de santé fait l'objet de spéculations sur les réseaux sociaux. Comment vous portez-vous ?

Ah, les réseaux sociaux ! On ne peut hélas que les subir... La réalité est que je suis en parfaite santé, si ce n'est un problème d'arthrose quasi inévitable à mon âge. Pour le



Dieu me garde de connaître les mêmes problèmes que mon ami Alassane Ouattara, dont les deux dauphins désignés n'ont pas survécu.



reste, je ne crains qu'une chose : une opération qui réduise ma capacité de travail. Mais elle n'est pas à l'ordre du jour, rassurez-vous !

Il y a un peu plus d'un siècle, votre grand-père signait, en tant que notable issa, un traité historique avec la France. Et il y a presque un siècle, au tout début des années 1930, votre père devenait l'un des tout premiers instituteurs de ce pays. Seraient-ils fiers de vous ?

Question difficile. Je pense que je n'ai pas porté atteinte à leur nom, que je ne l'ai pas sali et que l'évolution de Djibouti est conforme aux espoirs qu'ils plaçaient en l'avenir de cette terre. Nous sommes un petit pays avec de grandes ambitions, alors oui, je souhaite en toute modestie que mes ancêtres soient contents de moi. Alhamdulillah. ●



Tribune Francis Akindès

Sociologue, professeur à l'Université Alassane-Ouattara, à Bouaké (Côte d'Ivoire)

L'État, ça se vole et ça se mange

La question me taraude depuis longtemps : dans le contexte africain, la corruption est-elle si moralement méprisable ? Les gens la fustigent lorsqu'ils n'en profitent pas, mais jouir de toute portion, aussi infime soit-elle, d'un pouvoir d'État est un principe qui met presque tout le monde d'accord. En réalité, personne n'a intérêt à ce que la transparence prévale, ou ne souhaite que la puissance publique soit rigoureusement encadrée. On préfère conserver des marges de manœuvre exploitables pour « capter » des ressources.

La corruption est telle que les rapports sociaux sont « pipés », « monétarisés ». On peut acheter tout le monde. Le riche peut dominer le corps de la femme, comme cela a été révélé de manière spectaculaire en Côte d'Ivoire, où l'on a vu deux des maîtresses d'un même ministre sur un plateau de télévision. Un homme politique nanti peut acheter des voix. Même le vote relève de transactions fondées sur l'argent, en dehors de toute offre politique sérieuse. Finalement, le citoyen vote, mais ne choisit pas.

La racine du mal est profonde car elle réside dans l'imaginaire politique africain : un État, ça se vole et ça se mange. Ce postulat est accepté. L'État est considéré comme une caisse, un mât de

cocagne, une source de richesses à privatiser. D'où l'absence de toute notion d'intérêt général.

Les textes ont beau prévoir que les dirigeants doivent faire une déclaration de revenus, cela n'est jamais le cas. Le non-dit vise à ne pas contrarier l'objectif, qui est de faire grossir son patrimoine par des voies détournées. C'est d'ailleurs pourquoi les batailles pour la conquête et la conservation du pouvoir sont si féroces. Perdre le pouvoir, c'est perdre le monopole de la violence légitime, le monopole du contrôle de l'appareil d'État et des finances publiques, de la redistribution des voies d'accès aux marchés publics, des administrations,

Comme dans un cycle infernale, la quête du pouvoir se résume à la quête de la manne.

dans lesquelles on peut placer qui l'on veut pour faire « remonter la rente » et pour s'appuyer sur des personnes qui nous seront éternellement redevables. Aucun contre-pouvoir n'y résiste. Une fois parvenus à la tête de l'État, les opposants reproduisent le même schéma.

S'ils n'arrivent pas à trouver de discours alternatif, c'est parce que la quête du pouvoir se résume à la quête de la manne. D'où le cycle infernal dans lequel se trouve ce continent en matière de gouvernance. Avec de l'argent, des hommes d'affaires peuvent aussi conquérir l'État, en reprochant à la classe politique, comme c'est le cas au Bénin, la corruption d'une démocratie faite de transhumances et de « parlottes », sans réelle capacité de création de richesse.

La « méthode Rawlings »

Comment s'en sortir ? Nous allons, me semble-t-il, encore passer par des cycles de violence, parce que les dirigeants ne lâcheront pas. N'est-ce pas la voie que suivent aujourd'hui le Mali et la Guinée, où les juntas au pouvoir ne veulent pas donner de calendrier de sortie de crise ? Au Ghana, on parle moins de la corruption que des aspects positifs de l'alternance démocratique – même si la corruption a repris de plus belle après le départ de Jerry Rawlings. L'héritage de ce président a été salué à sa mort, mais sa méthode pour y parvenir, la violence, ne fait guère l'objet de débats. Et pour cause : il a semé la terreur en abattant des corrupteurs sur une page.

Aujourd'hui, la corruption prospère en Afrique, bien qu'elle

soit décriée et qu'elle passe pour l'anti-valeur absolue. Elle empêche en effet le mérite de prévaloir et fait de « l'argent à tout prix » le principe structurant des relations humaines. La politique est la voie la plus courte pour accumuler rapidement du capital et pour créer des situations de dépendance. Car la seule manière, pour les pouvoirs qui se sont constitués autour de l'argent, de se prouver leur puissance consiste à entretenir des personnes dépendantes dans tous les cercles concentriques : famille, clan, communautés religieuses, milieux politiques, etc.

Le phénomène sévit à tous les échelons de la société. Il ne concerne pas que le policier qui réclame un petit billet de 500 F CFA et le fait comme si c'était

parfaitement normal, sachant que son supérieur se livre aux mêmes pratiques. Les milieux universitaires n'y échappent guère : pour obtenir de bonnes notes, les jeunes filles paient de leur corps, et les jeunes hommes qui en ont les moyens, en espèces sonnantes et trébuchantes.

À l'écart, au placard

Le combat est-il vain ? Refuser la corruption, c'est être perçu comme « hors sol » et prendre le risque de se voir mettre à l'écart, au placard. C'est être un imbécile qui marche sur la tête, aussi, parce que notre prochain le plus immédiat, va, lui, l'accepter, en profiter, puis en faire profiter sa famille et son clan. Ne nous y trompons pas, beaucoup d'Africains refusent la corruption à titre individuel. Certains prennent

leurs responsabilités et font leur choix, mais cette attitude reste personnelle et ne s'inscrit pas dans un combat collectif.

En attendant, la corruption a un effet politique direct. Elle participe

Refuser la corruption, c'est passer pour un imbécile qui marche sur la tête.

au succès de l'extrémisme violent, dont les partisans proposent d'en revenir à des principes moraux et religieux, ce qui ne manque pas de séduire les exclus du système de redistribution. ●



Manifestation du syndicat Cosatu contre la corruption, au Cap, en Afrique du Sud, le 7 octobre 2020.

MAROC-FRANCE

CINQ ANNÉES DE TURBULENCES

Autrefois chaleureuses, les relations entre les deux pays semblent avoir quelque peu tiédi au cours du mandat d'Emmanuel Macron. Qu'en est-il réellement ? Retour sur un quinquennat de hauts et de bas.

NINA KOZLOWSKI, À CASABLANCA



Le roi du Maroc, Mohammed VI, accueillant le président Emmanuel Macron à Tanger pour l'inauguration de la LGV, le 15 novembre 2018.

CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/WAFP

Le 14 juin 2017, un mois et demi après son élection, Emmanuel Macron réserve au Maroc, et non à l'Algérie comme cela est la coutume, sa première visite au Maghreb en tant que président, sur invitation du roi Mohammed VI. Le royaume est alors secoué par un mouvement de protestation localisé dans le Nord – le Hirak du Rif – depuis plusieurs mois. Après un entretien entre le président et le souverain, puis un « *flour familial* » (rupture du jeûne pendant le ramadan) à la résidence royale, Emmanuel Macron prononce devant la presse une courte allocution essentiellement consacrée au Hirak et exprime sa confiance dans la capacité du roi à « apaiser la situation, en apportant une réponse complète, une considération à cette région, et des réponses très concrètes en termes de politiques publiques ».

Partenaires... et concurrents

« La discussion que nous avons eue ne donne pas lieu de craindre une volonté de répression quelle qu'elle soit [...]. J'ai trouvé le roi préoccupé par le sort de cette région qui lui est chère et où il a pour habitude de passer du temps, ce qui est d'ailleurs une pratique qu'il a inaugurée », poursuit le président français. Plusieurs médias estiment alors que celui-ci s'est fait « le porte-voix de Mohammed VI », tout en prenant garde à ne pas porter de jugement sur un sujet de politique intérieure. La prise de contact entre les deux chefs d'État est unanimement reconnue comme « réussie ».

Moins de dix-huit mois plus tard, le 15 novembre 2018, Emmanuel Macron effectue sa deuxième visite au royaume afin d'inaugurer la ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV) Tanger-Casablanca, en présence du souverain. Une inauguration à la fois symbolique et stratégique pour les deux pays, puisqu'il s'agit du premier TGV en Afrique. Un projet titanesque, financé à hauteur de 51 % par la France, lancé par Nicolas Sarkozy et Mohammed VI en 2007, et auquel les fleurons de l'industrie française ont participé (SNCF, Alstom, Vinci...). Du point de vue des acteurs politiques et économiques de part et d'autre de la Méditerranée, toutes les conditions sont réunies pour mettre sur pied un binôme de choc sur le continent prêt à partir à l'assaut des marchés d'Afrique de l'Ouest.

Seulement, dans ce domaine, « le Maroc est un partenaire de la France, mais c'est aussi un concurrent, estime Hakim El Karoui,

senior fellow à l'Institut Montaigne, patron du bureau parisien de Brunswick et réputé proche de l'exécutif français. Sur le continent, la Royal Air Maroc a la volonté de se substituer à Air France, et propose d'ailleurs des billets moins chers. Les banques marocaines dament le pion à leurs homologues françaises en proposant d'accompagner les PME ; les compagnies d'assurances se basent sur les anciens réseaux français, notamment celui d'Axa ». Une troisième visite d'Emmanuel Macron au Maroc était bien prévue en juin 2019, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle usine Peugeot (PSA), à Kenitra. Mais le président français ne reviendra plus. Les raisons invoquées – incompatibilité d'agenda, crise sanitaire – sont conjoncturelles, et il faudra attendre la fin de l'année 2020 pour que des ministres fassent à nouveau le déplacement au royaume.

« Le Maroc n'a pas été une question centrale du quinquennat Macron, car nous traversons une période exceptionnelle : une pandémie, deux années de fermeture des frontières, une crise économique, maintenant une guerre en Europe. Le Maroc et l'Algérie ont eu leur Hirak, la France ses « gilets jaunes ». Dans cet état de crises généralisées, la France a plutôt rétabli une relation normale avec le royaume, alors qu'elle s'était dégradée sous François Hollande », relativise Pierre Vermeren, historien et spécialiste du Maghreb. Allusion à la suspension de la coopération judiciaire

entre les deux pays en 2014, après la convocation par la justice française d'Abdellatif Hammouchi, « premier flic du royaume » et patron du contre-espionnage marocain, accusé de « torture » par une ONG.

La réconciliation intervient après les attentats de 2015 en France, qui impliquent plusieurs ressortissants binationaux (belgo- ou franco-marocains). La DGST marocaine met en place une cellule de crise afin d'aider les renseignements français à identifier et à traquer les membres du commando terroriste, une aide précieuse qui aboutira à la mise hors d'état de nuire d'Abdelhamid Abaaoud et de deux de ses complices. Hollande consent alors de grosses concessions à Rabat : l'immunité pour les sécuritaires marocains et la décoration de Hammouchi, dorénavant officier de la Légion d'honneur. Mais la séquence a laissé des traces entre les deux pays, un sentiment de méfiance réciproque qui peut se faire jour à l'occasion de n'importe quel événement. Côté

La séquence de la suspension de la coopération judiciaire entre les deux pays en 2014 a laissé des traces. Un sentiment de méfiance réciproque peut à tout moment se faire jour.



Les ministres des Affaires étrangères Nasser Bourita (à dr.) et Jean-Yves Le Drian, le 9 octobre 2017, à Rabat.

français, cela a été le cas, sans toutefois avoir de conséquences officielles, au moment du scandale Pegasus, à l'été 2021, quand le Maroc a été accusé d'espionner des personnalités politiques françaises de premier plan, dont Emmanuel Macron.

Une relation d'État à État

Hakim El Karoui estime que la relation France-Maroc est passée d'une relation « passionnelle, presque charnelle, paternaliste » à une relation « d'État à État, avec des intérêts communs et des intérêts divergents ». Selon lui, ce n'est pas la position de la France qui a changé, « mais la stratégie du Maroc. Le royaume a une boussole, le Sahara : c'est en fonction de ça qu'il construit ses relations africaines. Or elle n'indique pas la même direction que la boussole française ».

Le royaume se voit aujourd'hui comme une puissance continentale, il a donc la volonté de s'affirmer comme telle et de construire son système de relations en fonction de ce statut. D'où cette fameuse « diplomatie à 360 degrés » par laquelle la politique étrangère marocaine ne s'interdit rien : proximité avec les États-Unis, Israël et les pays du Golfe, coopération avec la Chine sur le volet sanitaire, cordialité

avec la Russie, et déploiement en Afrique. Les objectifs sont clairs : conforter la position marocaine sur le Sahara et faire du Maroc un hub panafricain économique, financier, industriel et touristique.

La France, de son côté, a perdu en attractivité et en influence sur le continent. Et puis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la tête de l'État a coïncidé avec un renouvellement de la classe politique. « Cela a même créé un no man's land au début », renchérit El Karoui. Les défenseurs traditionnels du royaume, les adeptes de la « diplomatie de la Mamounia », comme Jacques Chirac (décédé), Dominique de Villepin (né à Rabat), Nicolas Sarkozy, et même, à gauche, Elisabeth Guigou (née à Agadir), ne sont plus des acteurs politiques. « Mais au fond ce n'est pas grave. Ce sont des alliés d'une époque révolue. De façon générale, l'élite française comprend mal l'évolution de la stratégie marocaine et croit encore que le Maroc est l'arrière-cour de la France. Lorsqu'on a pris l'habitude d'être le seul partenaire, cette situation peut être agaçante, mais cela invite aussi à se remettre en question. Sous Macron, il y a eu moins d'affect, moins d'intensité dans les relations, mais la situation entre les deux pays s'est normalisée, →

LE GAL-BENCHAÂBOUN DEUX AMBASSADEURS ISOLÉS



Mohamed Benchaâboun, ambassadeur du Maroc à Paris, et son homologue française, Hélène Le Gal.

Depuis sa nomination il y a quelques mois, l'ambassadeur du Maroc à Paris, Mohammed Benchaâboun, peine à renouer un contact de haut niveau avec les Français. Récemment, l'ex-ministre des Finances a été reçu par des membres du Sénat français pour un « déjeuner de bienvenue ». Parmi les présents : Christian Cambon, le président du groupe d'amitié France-Maroc, jugé trop timide par Rabat dans son soutien à l'ouverture d'une représentation diplomatique française au Sahara. Benchaâboun a profité de l'invitation pour appeler de ses vœux « une impulsion et une dynamique nouvelles » au partenariat entre les deux pays. Une façon diplomatique de reconnaître que tout ne tourne pas rond entre Paris et Rabat. « C'est normal de vouloir commencer par le Sénat, sauf que "les amis du Maroc", ça ne fonctionne plus. Personne n'a envie d'une approche paternaliste », juge Hakim El Karoui. Quant à son homologue française, Hélène Le Gal, un poids lourd du Quai d'Orsay en poste depuis 2019, elle brille surtout par sa discrétion. Mais, là encore, le consultant relativise : « C'est une grande diplomate qui travaille dans le cadre nouveau de la normalisation de la relation. De fait, le travail change, on a créé moins de réseaux, on ne cherche plus à savoir tout ce qu'il se passe, et on fait le job de façon classique, très opérationnelle : on travaille sur la culture, l'économie, et on assure le suivi politique des dossiers de la région, le Sahara et le Sahel. » ●

N.K.

→ nous sommes entrés dans un partenariat, et non plus une relation dominant-dominé », poursuit El Karoui.

Pour autant, les relations France-Maroc n'en restent pas moins fortes et structurales. Sans être exclusives. L'État français, deuxième client et fournisseur du Maroc, est toujours très présent dans le royaume par l'intermédiaire de ses entreprises (près de 1000 groupes ou filiales), par l'aide au développement et le financement de chantiers structurants, le dernier en date étant celui de l'Agence française de développement (AFD), qui a accordé un prêt de 200 millions d'euros en appui à la généralisation de la couverture sociale.

Impossible équation

Sur le plan géopolitique, la stabilité du Maroc et du Maghreb est l'intérêt premier de la France. Or le triangle Paris-Rabat-Alger est nécessairement déséquilibré, vu la relation entre les deux voisins maghrébins. En particulier sur le dossier du Sahara. Après la reconnaissance américaine par Donald Trump de la souveraineté marocaine au Sahara en décembre 2020, Rabat attendait des Français une position plus explicite que son habituelle « neutralité bienveillante ». « La France est à la fois légaliste et soutien du Maroc sur le Sahara à l'ONU, mais elle ne veut pas se fâcher avec l'Algérie. L'équation est donc impossible », tranche Pierre Vermeren.

Le royaume attendait également une inflexion des Espagnols et des Allemands, au point d'en arriver à se fâcher avec ces deux pays en 2021. En coulisses, la diplomatie française, restée assez discrète à ce sujet, a été interloquée par cette agressivité. C'est que Paris ne veut pas avoir à choisir entre le royaume et l'Europe. Quant au supposé tropisme algérien de Macron, les avis sont partagés. La France est le deuxième partenaire commercial de l'Algérie et joue un rôle important au Sahel. Le président français a tenté d'améliorer les relations avec le pouvoir algérien, avec plus ou moins de succès. Il a placé la question mémorielle liée à la colonisation et à la guerre d'Algérie au cœur de sa stratégie, même si les considérations électorales ne sont peut-être pas tout à fait étrangères à cette dynamique.

En plus du Sahara, les relations entre la France et le royaume achoppent sur trois points. D'abord celui des mineurs marocains présents sur le sol français et des déboutés du droit d'asile. « Les Français s'agacent que les pays du Maghreb ne reprennent pas leurs ressortissants, ne reconnaissent pas leurs nationaux », explique Hakim El Karoui. En mars 2021, Mohammed VI a ordonné que

cette question soit réglée dans les plus brefs délais, en vain. En septembre 2021, la France a donc réduit de moitié le nombre de visas octroyés aux ressortissants marocains et algériens (et du tiers pour les Tunisiens), mais sans résultat. La mesure a prodigieusement agacé le Maroc, qui apprécie peu que ses ressortissants désireux de se rendre en France deviennent ainsi la variable d'ajustement d'une campagne présidentielle marquée par les débats sur l'immigration.

Autre dossier épineux : l'émergence d'un islam de France. Après l'indépendance de l'Algérie, l'État français a délégué la gestion de l'islam et des immigrés maghrébins aux Algériens, « ensuite le Maroc s'est immiscé dans cette gestion, et plus récemment la Turquie », détaille Pierre Vermeren. Désormais, la France veut reprendre la main. « Un tournant a été pris. La France a pris acte que l'islam était une religion française et qu'il fallait le gérer. Elle a aussi pris acte de l'échec du Conseil français du culte musulman [CFCM, dominé par des personnalités proches du Maroc]. Il ne s'agit pas d'être désagréable avec les pays d'origine, les imams étrangers vont rester, mais la France n'en prendra pas de nouveaux », estime Hakim El Karoui, qui préside justement l'Association musulmane pour l'islam de France. Cette perte d'influence est mal vécue par Alger et Rabat, d'autant que le royaume promet depuis plusieurs années un « islam du juste milieu ».

Mineurs, islam, cannabis

Enfin, si la coopération sécuritaire et judiciaire entre les deux pays se porte bien, le trafic de cannabis marocain à destination de l'Europe, dont la France est le premier consommateur, risque de devenir un véritable point de discord. « Chirac a accepté de fait cette situation, mais aujourd'hui cela a des conséquences sur la stabilité de la société française : délinquance, criminalité, trafics, corruption, qui posent problème à tous les services de l'État et concernent des millions de personnes », insiste Pierre Vermeren. C'est d'ailleurs pour discuter de ces trois dossiers que les visites de ministres français au royaume ont repris, à la fin de 2020, après deux ans d'interruption. Gérard Darmanin (Intérieur) – qui communique volontiers sur la fin du « laxisme » français vis-à-vis du cannabis –, en octobre, Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères), en novembre, et Éric Dupond-Moretti (Justice), en décembre, n'avaient que trois mots à la bouche : mineurs, islam et cannabis. Le tout dans un contexte particulier : la décapitation du professeur

français Samuel Paty, qui a relancé les questions du droit au blasphème et de la liberté d'expression. À l'époque, Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères, avait condamné « l'horrible assassinat » du professeur, tout en dénonçant « les provocations injurieuses des sacralités de la religion musulmane ». Le Drian avait donc fait le déplacement pour se lancer dans un exercice de contrition ambiguë, mais les échanges entre les deux hommes ont été tendus, et les points de vue sont restés inconciliables.

Désormais, « les Français doivent s'interroger sur leur stratégie face aux accords signés entre les Américains, les Israéliens et les Marocains. L'arrivée de l'État hébreu sur le continent, les relations d'entraide entre le royaume et les monarchies du Golfe sont autant d'éléments que la France doit intégrer dans sa grille de lecture. En bout de course, il faut un grand mouvement stratégique : la confrontation ou la coopération, mais il n'y a aucune raison qu'il y ait un clash », analyse Hakim El Karoui. Le consultant et « think-tanker » croit à la « carte Sahel » : alors que la France est en difficulté au Mali, elle pourrait s'appuyer sur le Maroc pour stabiliser la zone. « C'est une carte que le royaume peut jouer, dans son intérêt, notamment sur le Sahara. Les Marocains pourraient avoir des discussions politiques, que les Français s'interdisent, avec les groupes jihadistes ou avec les Touaregs du nord du Mali. La France demeure le seul pays européen impliqué au Sahel », estime Hakim El Karoui. Les bases d'une nouvelle coopération pourraient donc passer par ce dossier.

« Nous sommes condamnés à nous entendre », conclut Pierre Vermeren. Depuis la pandémie de Covid-19, l'Europe a compris l'urgence de se réindustrialiser. Et, de l'autre côté de la Méditerranée, le Maroc ambitionne de produire davantage à destination des marchés européens, notamment dans le secteur pharmaceutique. C'est presque vital : « Au Maghreb, le nombre d'emplois industriels n'a pas augmenté depuis quarante ans alors que la population a doublé. Le tourisme est en berne, le gazole est trop cher, il faut trouver des solutions. Le transfert d'industries en est une. L'Europe et le Maghreb vont devoir partager, coopérer, fabriquer ensemble des produits vitaux et stratégiques », plaide Pierre Vermeren. Un futur chantier pour le probable second mandat d'Emmanuel Macron ? ●

En difficulté au Mali, la France pourrait s'appuyer sur le Maroc pour stabiliser la zone. « C'est une carte que le royaume peut jouer, dans son intérêt, notamment sur le Sahara. »

Le président Kaïs Saïed (à dr.) recevant Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le 10 septembre 2021, au Palais de Carthage.

TUNISIAN PRESIDENCY/ANADOLU AGENCY VIA AFP

TUNISIE

PEUR SUR LES ONG

Grassement financé, notamment par l'Union européenne, mais sans aucun résultat tangible, le secteur associatif est dans le collimateur des autorités, qui veulent mettre fin aux abus. Au risque de jeter le bébé avec l'eau du bain...

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Quand Josep Borrell, le peu prolix chef de la politique étrangère du premier partenaire de la Tunisie, suggère, à la veille du sommet Union européenne-Union africaine de février 2022, de suspendre, en attendant « un retour à la normalité démocratique », l'aide macrofinancière attribuée à la Tunisie, il provoque aussitôt l'émoi des autorités du pays, mais aussi celui de sa société civile. Car il menace ainsi de mettre fin à une phase de mansuétude de l'Union européenne (UE) à l'égard du seul pays du Printemps arabe à avoir entamé une transition démocratique, mais dont les acquis, estime Bruxelles, ont été remis en question par le « coup de force institutionnel » du président de la République, Kais Saïed, et qui, autre sujet préoccupant, demeure un point de passage de l'immigration irrégulière.

Les propos de Borrell inquiètent beaucoup de Tunisiens qui n'imaginaient pas que cette manne financière pût se tarir. Ils avaient pourtant été mis en garde dès 2018. L'ancien ambassadeur de l'UE en Tunisie, Patrice Bergamini, avait signalé que « la fenêtre pour aboutir à des réformes et adopter des programmes était de deux ans ». Mais certains estimaient que ces financements relevaient d'un dû. Une façon pour les partenaires étrangers de se racheter de leur complaisance passée à l'égard du régime de Ben Ali. D'autres en ont tout simplement profité. Une ancienne présidente d'association œuvrant à « l'apprentissage de la citoyenneté » en 2012 assurait à ses amis avoir engrangé plus de 1 million de dinars (308 000 euros au taux d'aujourd'hui) de subventions européennes avant de cesser en 2015 une activité qu'elle présentait pourtant comme un devoir patriotique.

Explosion du nombre d'associations

L'UE a été un moteur central de l'explosion du nombre d'associations de la société civile après la révolution. Le pays compte aujourd'hui 24 255 associations, contre seulement 8 000 en 2011. À Tunis, elles sont 256 à se consacrer à la citoyenneté, 530 au développement, 964 à la culture et 822 aux sciences, sur un total de 4 915 organisations. « En 2011, il était de bon ton pour les associations de faire dans la démocratie participative ou l'économie sociale et solidaire avec la certitude de pouvoir influencer sur les politiques publiques », rappelle un ancien du réseau Doustourna.

De fait, outre les autorités et les institutions gouvernementales, l'UE, promoteur principal de la démocratisation du pays, est aussi, depuis 2011, un interlocuteur de choix des organisations de la société civile, actives

mais ne disposant pas des ressources financières nécessaires à leur autonomie. Pour pallier ces insuffisances, le décret-loi 88 de septembre 2011 laisse un vaste champ d'action au tissu associatif et encadre les financements, notamment étrangers. La Banque centrale de Tunisie (BCT) a toute latitude pour jouer son rôle de gendarme, comme le confirme Lotfi Hachicha, secrétaire général de la Commission tunisienne des analyses financières (CTAF), dont le département vient de transmettre 25 dossiers d'associations contrevenantes.

Mais dans l'entrelacs des aides et des bénéficiaires directs et indirects des financements européens, identifier clairement les contrevenants relève du casse-tête, d'autant que certaines de ces aides sont transmises aux associations par l'intermédiaire de l'État. Entre 2012 et 2016, par exemple, l'UE a financé un programme d'appui à la société civile (PASC) dont la finalité demeure obscure, à hauteur de 7 millions d'euros. En 2014, 2,4 millions d'euros ont été octroyés au programme thématique pour la société civile et les autorités locales. Sans compter la mise en œuvre de sept autres programmes d'appui pour la relance économique (100 millions d'euros), la réforme de la justice (15 millions d'euros), le renforcement du secteur des médias audiovisuels (10 millions d'euros), la promotion de l'égalité hommes-femmes (7 millions d'euros), le développement des quartiers populaires (28 millions d'euros), la gestion des frontières et la protection internationale des migrants (3 millions d'euros). Des programmes qui tardent à se traduire en actes sur le terrain. En 2015, 9 associations environnementales se sont ainsi partagé une subvention de 177 000 euros de l'UE dans le cadre du programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). L'objectif était de leur permettre de devenir des acteurs à part entière du développement durable en matière de politique de l'environnement et de gestion des ressources naturelles. Sept ans plus tard, leur action ne semble pas avoir eu d'impact, comme en atteste l'actuelle catastrophe environnementale, notamment en matière de gestion des déchets.

Identifier
clairement les
contrevenants est
d'autant plus compliqué
que certaines des aides
sont transmises via
l'État.

Des sommes qui donnent le tournis, mais dont il est bien difficile d'identifier le destinataire final et le projet visé. « Nous avons mis en œuvre un programme de 60 millions d'euros d'aide aux associations. Vu la multiplicité de nos instruments (subventions directes, bénéficiaires en cascades, bénéficiaires finaux...), il est impossible de chiffrer la somme réelle qui va à la société civile. Il y a beaucoup de contrats dont l'ONG n'est pas directement signataire, mais elle est bénéficiaire de subventions en cascade », commente Sophie Vanhaeverbeke, cheffe de coopération à la délégation de l'UE en Tunisie. « Ces engagements sont des appuis pour le développement de programmes autour de thèmes comme la citoyenneté ou les questions de genre. Mais la part la plus importante est destinée à des organisations qui effectuent, pour le compte de l'État, des services liés à la santé, l'éducation, la migration, et qui accompagnent les réformes. Ces montants ne tiennent pas compte de l'aide transitant par l'État », indique Piergiorgio Calistri, attaché auprès de la délégation de l'UE en Tunisie.

Un prétexte pour fermer l'espace civique ?

« Les modes d'emploi pour obtenir des subventions sont consultables en ligne », assure une jeune militante, mais certains, comme l'organisation I Watch, comptent sur leur expérience et leur notoriété pour s'y retrouver dans les méandres des procédures européennes. L'association engagée contre la corruption, qui a dénoncé publiquement les pratiques frauduleuses de l'homme politique Nabil Karoui, bénéficie de fonds européens depuis 2018. Selon le rapport financier mis en ligne par I Watch, les financements sont substantiels et proviennent de bailleurs américains ou européens, comme le National Democratic Institute (NDI), le Middle East Partnership Initiative (Mepi), Avocat sans frontières, Transparency International, Open Society Foundations et l'UE. I Watch a reçu près de 200 000 euros en 2018, 300 000 euros en 2019 et un total de 743 698 euros en 2020. « Ce n'est pas pour financer leur activité d'investigation, mais pour leur contribution à un programme de décentralisation et de participation citoyenne, dont une aide au plaidoyer », précise Piergiorgio Calistri. Sans plus de détails.

Un flou artistique à l'origine de tous les fantasmes sur le secteur associatif tunisien, sur lequel pèsent d'invariables soupçons de détournements de fonds, voire celui d'être une cinquième colonne au service d'un agenda politique étranger, dans le cas du

financement occulte de partis. Au risque de jeter le bébé avec l'eau du bain. Le projet de loi de Kaïs Saïed prévoyant de soumettre à autorisation, voire de criminaliser les financements étrangers des associations tunisiennes, promet ainsi de mettre fin à cette corne d'abondance. Mais rappelle d'inquiétants souvenirs, comme le blocage par les autorités, en 2002, des subventions européennes destinées à la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) pour entraver le renforcement de l'institution. Une vieille pratique qui pourrait devenir le lot quotidien des organisations de la société civile.

« En l'absence des financements de l'État, les seuls revenus des associations pour l'exécution des projets proviennent des financements de nos partenaires étrangers. S'il n'y a plus ce financement, il n'y aura plus qu'une poignée d'associations. La société civile sera à l'agonie », prévient Bassem Trifi, président de la LTDH. Une mesure dangereuse et contre-productive selon le militant. Après avoir été mise au ban par le Gafi et l'UE en 2018 pour ses carences en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la Tunisie est sortie de la liste noire de la Commission européenne. « Le financement est déjà contrôlé puisque tout passe depuis longtemps par la Banque centrale. Le plus important dans le nouveau texte est le pouvoir discrétionnaire donné à l'administration, qui installe l'arbitraire », fustige Sana Ben Achour, présidente de l'association Bayti.

Tous les acteurs de la société civile sont sur le qui-vive, et plus encore les petites associations locales qui soutiennent les franges les plus fragiles de la société. « L'État ne prévoit rien pour les associations qui ne dépendent pas de lui. Comment endiguer la violence faite aux femmes sans moyens ? » s'interroge Zeineb, qui milite dans la région de Kasserine. « L'argument du financement étranger est un prétexte pour fermer l'espace civique, alors que le tissu associatif a un rôle économique puisque ses flux financiers représentent 30 % du PIB par temps de crise », souligne Alaa Talbi, directeur exécutif du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), convaincu que les partenaires étrangers, dont l'UE, continueront de soutenir la société civile. ●

Le projet de loi de Kaïs Saïed prévoit de soumettre à autorisation, voire de criminaliser les financements étrangers.



RÉPUBLIQUE DU NIGER

L'ÉDUCATION L'AUTRE URGENCE DU NIGER

Le président **Mohamed Bazoum** fait de l'amélioration de l'éducation l'un des objectifs majeurs de son quinquennat. Un an après son élection, les recrutements se sont multipliés et les infrastructures commencent à sortir de terre, alors que les partenaires du Niger sont encouragés à investir ce secteur.

Dans le programme du président Mohamed Bazoum, qui a prêté serment le 2 avril 2021, trois enjeux affleurent au-dessus des autres : la sécurité, qui s'impose au sommet de l'agenda, l'agriculture et l'éducation. Il faudra plusieurs années avant de pouvoir mesurer les efforts et les investissements consentis du préscolaire à l'enseignement supérieur, en passant par la formation professionnelle. Mais plusieurs actions, depuis un an, tendent à montrer le volontarisme des autorités.

DES OFFRES DE FORMATION EN ADÉQUATION AVEC LES BESOINS DU MARCHÉ

D'une manière générale, celles-ci cherchent à améliorer la qualité de l'enseignement à tra-

vers le relèvement du niveau de recrutement des enseignants du primaire et la réforme de la formation dans les écoles normales d'instituteurs. C'est ce qu'a rappelé le Premier Ministre, Ouhoumoudou Mahamadou, président une session du comité de pilotage du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation, la boussole du gouvernement dans ce domaine, le 2 décembre dernier.

Au niveau du secondaire et de l'enseignement supérieur, « le gouvernement entend améliorer les capacités d'accueil, les conditions de vie et de travail et relever le défi de l'adéquation de l'offre de formation aux besoins du marché du travail », a-t-il rappelé. Ce dernier défi sera notamment relevé grâce à l'opérationnalisation des collèges d'enseignement technique et des centres de formation aux métiers.

3000 BACHELIERS INTÉGRÉS AUX ÉCOLES NORMALES

Le président de la République, à l'occasion du 63^e anniversaire de la fête de la République, le 17 décembre dernier, a dressé un premier bilan. S'agissant du personnel enseignant, notamment en primaire, il a été organisé un test pour intégrer 3 000 bacheliers dans les écoles normales du Niger. Ces derniers reçoivent une formation de deux ans, alors que les critères permettant de recruter des enseignants contractuels sont à l'étude.

« Nous avons recruté directement à la fonction publique 344 enseignants scientifiques issus des établissements d'enseignement supérieur et fait passer 2150 contractuels du secondaire, toujours à la fonction publique », a-t-il ajouté. Quant à l'enseignement supérieur, le chef de l'État a réclamé le recrutement des enseignants chercheurs et enseignants technologues dont les universités ont besoin. Leur nombre est estimé à 175.

DES AMPHITHÉÂTRES POUR LES UNIVERSITÉS DU PAYS

Dans le même temps, le gouvernement met au point un plan de construction d'infrastructures universitaires pour régler les problèmes de places dans les amphithéâtres, les laboratoires et autres résidences universitaires. C'est dans cette perspective que les travaux de construction d'un nouvel amphithéâtre de mille places ont été lancés en octobre dernier à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH) Abdou Moumouni Dioffo de Niamey.

Le programme présidentiel prévoit 5000 places additionnelles dans la capitale

▼ Le Président, Mohamed Bazoum (à droite) lors de sa visite à l'internat des jeunes filles de Kellé.



« CE QUE VEULENT
LES PARENTS,
C'EST QUE LES FILLES
RÉUSSISSENT. »

et des amphithéâtres de 1 000 places à Maradi, Zinder et Tahoua. Pour faire face à l'urgence, plusieurs « tentes marocaines » de 300 à 1 000 places ont été installées dès cette année dans ces quatre villes. Les autorités rappellent que le plus important reste la planification des actions, en particulier avec les partenaires techniques et financiers (PTF) du pays, dont l'apport est indispensable.

LA FIN DES ÉCOLES SOUS-PAILLOTES DANS LE PRÉSCOLAIRE

Outre celle des PTF, les bonnes volontés sont nombreuses à travers le pays. C'est une entreprise, une ONG et un chef local qui ont financé en janvier dernier la construction de sept salles de classes à l'école AFN de Maradi. Celles-ci remplacent les salles sous-paillette qui ont pris feu en novembre dernier, emportant la vie de 25 enfants. Intervenu quelques mois après un accident tragique similaire dans la banlieue de Niamey, cet incendie a poussé les autorités à interdire les classes sous paillette dans le préscolaire.

C'est aussi pour remplacer ces écoles, ainsi que pour soutenir l'éducation des filles, que la Fondation Bank of Africa (BOA) a livré en février plusieurs infrastructures scolaires, neuves (six classes) et réhabilitées (quatre classes), à Tahoua.

*Nouvelle infrastructure scolaire de Tahoua,
financée par la Fondation Bank of Africa*

DÉMOGRAPHIE

DONNER LE CONTRÔLE DE LEUR CORPS AUX FEMMES

La baisse de la natalité est un autre objectif du président Bazoum. Et la création des internats de filles vise également à agir sur la transition démographique en réduisant les mariages précoces. Si les analystes sont partagés entre les avantages et inconvénients d'une forte démographie, « quels que soient les efforts réalisés (sur le plan économique et social), malheureusement, la croissance (économique) est obérée par la forte croissance démographique », analysait Mohamed Bazoum à la fin de l'année 2020. C'est pourquoi il s'engage à donner aux filles « le niveau d'instruction qui leur permet de contrôler leur corps (...) Ne croyez pas qu'il y ait une position doctrinaire des communautés sur ces questions, assurait-il. Ce que veulent les parents, c'est que les filles réussissent. » L'indice synthétique de fécondité (ISF), qui mesure le nombre moyen d'enfants qu'une femme a au cours de sa vie, est passé de 7,4 en 1992 à 6,2 en 2021.

DES INTERNATS DÉDIÉS AUX JEUNES FILLES

C'est sur cet enjeu de la scolarisation des filles que le gouvernement concentre ses actions. Projet phare du programme « Renaissance III », une école à internat pour jeunes filles a été inaugurée l'été dernier à Kellé, dans la région de Zinder. C'est la première d'un grand nombre qui doit à terme couvrir l'ensemble du territoire. Dans cette perspective, les actions se focalisent sur les villages dont

les établissements scolaires et les centres de formation présentent un faible effectif de filles et de femmes.

Le projet vise aussi à lutter contre les violences basées sur le genre (VGB) en milieu scolaire, à favoriser l'inclusion des filles et des femmes handicapées, à renforcer la participation des filles dans les filières scientifiques, techniques et professionnelles et, au final, à améliorer leur employabilité.

UN PAYS, SES DÉFIS

OBJECTIF ALGÉRIE



Abdelmadjid Tebboune lors de son investiture, à Alger, le 19 décembre 2019.

RYAD KRANDJ/AFP

POLITIQUE

TEBBOUNE, SAISON 3

Élu en décembre 2019 après que le Hirak eut balayé Abdelaziz Bouteflika, le président avait promis une « Algérie nouvelle ». En cette année du 60^e anniversaire de l'indépendance, le pays a-t-il vraiment changé ?

FARID ALILAT

Alger, début février 2019. Le président Abdelaziz Bouteflika, installé au palais d'El-Mouradia depuis 1999, brigue un cinquième mandat en dépit d'une santé chancelante. Fratrie, ministres, oligarques, généraux : tous se mettent alors en ordre de bataille pour assurer à ce président valétudinaire son maintien au pouvoir, et permettre aux membres de la *issaba* (« bande ») au pouvoir de continuer à faire main basse sur les richesses du pays.

Tout, au début de février 2019, devait donc rester en l'état... et sous la coupe réglée du clan Bouteflika. Seulement voilà, tous ces plans, prévisions et scénarios ont été balayés par la révolution du 22-Février, qui a mis un terme à un régime vieillissant et changé le cours de l'histoire de l'Algérie, sans doute pour deux ou trois décennies.

L'homme fort du pays

Trois ans après le Hirak révolutionnaire qui a ouvert la voie à l'arrivée au pouvoir d'Abdelmadjid Tebboune, comment va le pays ? Si les citoyens ont encore du mal à cerner les contours de cette « Algérie nouvelle » – concept inventé par le président pour définir son projet de société en opposition à celui

du régime précédent –, la situation politique n'est plus ce qu'elle était à la chute de Bouteflika.

La dynamique du Hirak – qui a drainé des centaines de milliers de personnes dans les rues – est étouffée. Éteinte. À cela deux raisons : la pandémie de Covid-19 bien sûr, mais aussi la répression qui s'est abattue sur les manifestants, ainsi que sur les principaux animateurs du mouvement. La fin du Hirak – du moins dans sa forme originelle – était d'autant plus inévitable que les autorités ont décrété qu'il n'avait plus lieu d'être dès lors que ses principales revendications étaient satisfaites ou en voie de l'être.

L'extinction du Hirak – dont l'un des principaux leitmotivs était de remettre en question la légitimité du chef de l'État – a permis à ce dernier d'éliminer ce contre-pouvoir qui parasitait sa présidence.

Contesté au début de son mandat, Tebboune est aujourd'hui l'homme fort du pays. Son autorité n'est plus contestée, et les bonnes relations

Après des années d'effacement, la diplomatie algérienne a fait son grand retour sur la scène internationale.

qu'il entretient avec l'institution militaire – véritable colonne vertébrale du système – assoient encore davantage son pouvoir.

Sur le plan international, la rupture avec l'ancien régime est manifeste. Après des années d'effacement, la diplomatie algérienne se redéploie en force, comme en témoigne son activisme en Afrique et au Moyen-Orient, qui tranche avec l'apathie qui caractérisait les dernières années de l'ère Bouteflika.

Autre signe de ce renouveau diplomatique, la tenue à Alger, les 1^{er} et

2 novembre 2022, du sommet de la Ligue arabe. L'occasion pour l'exécutif de marquer clairement ce changement. Et de contrer l'influence du rival marocain, avec lequel les relations sont rompues depuis août 2021.

Le 60^e anniversaire de l'indépendance pourrait aussi permettre de lancer une véritable et sincère refondation des relations avec la France, en poursuivant et en renforçant le travail sur la mémoire et l'histoire communes des deux nations. Mais en matière de réconciliation, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Opposition laminée

Toute-puissance sur le plan de la politique intérieure, retour en force sur la scène internationale... La mainmise du locataire d'El-Mouradia est d'autant plus frappante que presque plus personne ne peut lui tenir tête. Les traditionnels partis d'opposition sont tous laminés. Quant aux figures du Hirak qui portaient la contestation, elles ont été réduites au silence ou se sont retirées de l'espace public, alors que la presse indépendante, hier critique et hostile, est aujourd'hui anesthésiée et en proie à de graves difficultés financières. C'est peu dire que la scène politique nationale est atone et insipide.

Et c'est là que réside justement l'un des grands ratés des deux premières années du mandat de Tebboune, qui a brisé net l'élan amorcé par le mouvement populaire jusqu'à faire de la scène politique un désert. Ce que le Hirak a apporté – libération de la parole, ouverture de débats dans l'espace public, éclosion de nouveaux acteurs de la société civile susceptibles d'apporter le changement – a été progressivement balayé. Résultat : l'émergence d'une nouvelle élite politique devra encore attendre quelques années.

On dit souvent que lorsque le pouvoir est en butte aux difficultés économiques et au marasme social, l'embellie des cours du pétrole arrive comme une bouée de sauvetage. Mais au début de la pandémie, →



TOUFIK DOUDOU/SPA

Manifestants du Hirak battant le pavé dans les rues d'Alger, le 12 mars 2021.

→ c'est l'inverse qui s'est produit. Les hydrocarbures constituant la principale ressource en devises du pays, la chute des cours du baril a mis à mal ses finances, faisant même planer le spectre du recours à des fonds extérieurs. Pour faire face à cette crise, les autorités ont dû se serrer la ceinture, et faire des arbitrages budgétaires.

Bouffée d'oxygène

Dégradation du pouvoir d'achat des ménages, montée en flèche du chômage, détérioration du climat des affaires : les effets conjugués du virus et de la dégringolade du baril auraient pu mettre en péril la paix sociale. Mais la poigne de fer du pouvoir, la fermeture des espaces publics destinés à l'expression libre, ainsi que la répression qui sévit depuis deux ans ont découragé toute contestation sur le terrain.

Puis est survenue la guerre en Ukraine, qui a entraîné la remontée

spectaculaire des cours du pétrole et créé de nouvelles opportunités de débouchés pour le gaz algérien : deux paramètres qui constituent une formidable bouffée d'oxygène pour le pays, rappelant à quelques égards les années d'opulence de l'ère Bouteflika, quand le cours du baril frôlait les 120 dollars. Cette hausse a permis de renflouer les caisses de l'État et d'éloigner le spectre des déficits récurrents. Avant, peut-être, d'amorcer la relance économique tant attendue.

Car il y a vraiment urgence, comme le souligne Mohamed Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC). « Nous avons subi de plein fouet les conséquences de la pandémie, comme tous les pays de la planète, mais nous avons également subi celles de la chute des cours du pétrole, explique-t-il. Tout cela a eu un impact sur la situation économique de l'Algérie et sur ses entreprises. »

Les fondements de la relance que tout le monde appelle de ses vœux commenceront-ils à être posés en 2022, comme le soutient le gouvernement et comme le souhaitent les acteurs et les opéra-

La hausse des cours du pétrole a permis de renflouer les caisses de l'État et d'éloigner le spectre des déficits récurrents.

teurs économiques tant nationaux qu'étrangers ? L'avenir proche le dira. Mais beaucoup d'Algériens ne croient plus à ces professions de foi mille fois formulées par les pouvoirs successifs et jamais concrétisées... ●



MESSAGE



Employés
600



Services

1- Transport

Transport des personnes
Livraison de colis
Ambulance à la demande

2- Livraison du dernier kilomètre

Livraison de courses, livraison de repas, pressing

3- BUSINESS

Transport du personnel, livraison de colis et de repas

Utilisateurs
+ de 5 millions



Villes
30



Partenaires
+ de 50 000



Nous sommes présents
en Algérie, en Allemagne, au Canada, en France, au Maroc, au Sénégal et en Tunisie.

Après le Maghreb, La start-up Yassir s'implante en Afrique de l'Ouest

YASSIR signifie «facile». Sa mission est de faciliter le quotidien de tous les Africains en offrant des services à la demande et de paiement.

Après cinq ans d'existence, la start-up Yassir ouvre son premier bureau à Dakar (Sénégal).

L'entreprise compte exporter son modèle de réussite sur la majorité du continent africain.

Fort de sa relation de confiance avec plus de 5 millions d'utilisateurs et plus de 50 000 partenaires au Maghreb, Yassir compte développer sur ces nouveaux marchés d'Afrique de l'Ouest sa large gamme de solutions telles que le transport des personnes, les services de livraison au dernier kilomètre ainsi que les solutions de paiement et de e-commerce.

L'expansion internationale de Yassir fait suite à la récente levée de fonds d'un montant de 30 M de dollars, réalisée auprès d'un large éventail d'investisseurs, aux États-Unis et en Europe principalement, ce qui fait de Yassir la start-up la plus financée du Maghreb.

Miser sur les talents locaux pour dynamiser les économies

Yassir compte dynamiser l'économie dans chaque nouvelle ville en créant des emplois, en supportant les PME et en facilitant les déplacements de personnes, de produits et de monnaies. Yassir est un champion 100 % africain qui recrute des ingénieurs en informatique dans chaque pays où l'entreprise opère. En formant ces talents, Yassir veut démontrer qu'ils peuvent non seulement contribuer localement mais aussi à l'échelle mondiale. En plus d'une formation solide, les collaborateurs ont l'occasion de se déplacer dans la région et à l'étranger afin de se développer au contact de professionnels aguerris. Yassir soutient également ses partenaires (chauffeurs, livreurs et commerçants) en leur offrant une opportunité d'augmenter leurs revenus et en proposant des créneaux de travail flexibles et des services dédiés,

ainsi que des formations et une couverture assurance. Un plan de recrutement en continu et 100 % local est lancé sur les plateformes digitales de la marque.

"Cette expansion sur d'autres pays d'Afrique était dans notre plan dès le début de l'aventure Yassir. Nous sommes avant tout une start-up, avec un modèle de croissance exponentiel. Nous comptons sur ces nouveaux marchés pour nous développer encore plus et pour consolider notre position dans les pays où nous sommes déjà présents", a déclaré le PDG et cofondateur de Yassir, Nourredine Tayebi. "Nous sommes convaincus que l'alliance de la technologie et des talents locaux peut offrir des solutions durables aux populations des pays africains", a-t-il conclu.

YASSIR

Alger, Berlin, Casablanca,
Dakar, Paris, Tunis.
<https://www.yassir.com>

Les hommes du président

Après s'être entouré de fidèles de la première heure, le chef de l'État continue d'étoffer son premier cercle. Plongée dans les arcanes du Palais d'El-Mouradia.



FAROUK BATACHE / AFP / MAXPPP

ABDELMADJID TEBBOUNE

Moins d'une année après son retour aux affaires après une longue convalescence en Allemagne, où il s'est fait soigner pour des complications liées au Covid-19, Abdelmadjid Tebboune remanie sa garde rapprochée par petites touches. Celui qui avouait en privé qu'il avait trouvé au palais présidentiel une coquille vide au lendemain de son élection, en décembre 2019, continue de s'entourer des fidèles collaborateurs qui le suivent depuis son accession au pouvoir. D'autres cadres sont venus renforcer son équipe, notamment sur les questions liées à la communication et aux affaires de défense et de sécurité.

ABDELAZIZ KHELLAF



DR

Le curriculum vitae de celui qui occupe depuis avril 2020 le poste de directeur de cabinet à la présidence en dit long sur sa longévité dans les arcanes du pouvoir et sur sa connaissance du sérail politique. Ministre du Commerce et des Finances dans les années 1980, ambassadeur en Tunisie, ce natif d'El-Oued, dans le sud-est du pays, connaît très bien les rouages de la présidence pour y avoir été secrétaire général entre 1991 et 1992.

Une période particulièrement délicate durant laquelle le pays a connu l'ouverture démocratique, la montée des islamistes et la démission du président Chadli Bendjedid. Retiré de la politique, Abdelaziz Khellaf dirigea de 1994 à 2006 la Banque islamique de développement (BID), ce qui lui permit de se constituer un solide carnet d'adresses parmi les dirigeants politiques et économiques en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

BOUALEM BOUALEM



DR

Il est l'un des hommes clés de l'entourage du chef de l'État. D'une grande discrétion, cet ancien magistrat occupe les fonctions de conseiller aux affaires juridiques et judiciaires. Mais son influence va au-delà tant il est consulté sur toutes les nominations décidées à la présidence.

Avant d'accéder au palais d'El-Mouradia, Boualem Boualem a longtemps piloté l'Organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication, le service chargé des écoutes téléphoniques rattaché au ministère de la Défense. À son actuel poste, cet ancien sénateur du Rassemblement national pour la démocratie (RND) a été chargé du suivi des dossiers de corruption pour lesquels de nombreux anciens ministres et oligarques ont écopé de lourdes peines de prison.

ABDELHAFID ALLAHOUM

S'il existe une personne dont la fidélité à Abdelmadjid Tebboune est sans failles, c'est bien lui. À ses côtés durant sa disgrâce et pendant la campagne électorale pour la présidentielle de 2019, il est encore présent à la présidence comme conseiller pour les questions sociétales et associatives.

Député entre 1982 et 1987, ancien receveur des contributions, Abdelhafid Allahoum a été notamment chargé du règlement du délicat dossier des retraités de l'armée qui réclamaient une prime d'invalidité pour leurs états de service liés à la lutte contre le terrorisme. Il avait aussi la mission de porter la parole du président auprès de la société civile. En août 2021, il a rendu visite à la famille de Djamel Bensmail, dont la mort par lynchage en 2021 lors des feux de forêts qui ont sévi en Kabylie avait provoqué une vague d'indignation en Algérie.

SAMIR AGGOUNE

Cet homme des médias a pris la place d'un ancien ministre de la Communication. Samir Aggoune est arrivé à la présidence en septembre 2021 comme porte-parole, après que ce poste avait été laissé vacant par Mohand Saïd Oubelaïd, victime d'un grave AVC dont il se remet très lentement.

Ancien enseignant de la faculté des sciences de l'information

et de communication de Paris, Aggoune a travaillé pour différents médias algériens avant d'intégrer en juin 2020 la présidence comme chargé de mission. Directeur de l'information de Dzaïr News, la chaîne qui appartenait à l'ex-homme d'affaires Ali Haddad, ou encore journaliste-animateur à Echourouk TV, l'homme a la réputation d'être affable, compétent et proche des journalistes. Ces derniers ont particulièrement apprécié son professionnalisme lorsque Dzaïr News a connu une descente aux enfers à la suite de l'incarcération de son patron.

KAMEL SIDI SAÏD

Cet autre homme de la « com » pilote la direction de la communication. Très proche du chef de l'État, dont il était resté fidèle après sa « traversée du désert » au lendemain de son limogeage du poste de Premier ministre en août 2017, Kamel Sidi Saïd a les coudées franches depuis le départ de Belaïd Mohand Oussaid, avec lequel le courant passait mal.

Longtemps conseiller du groupe privé Cevital (industrie agroalimentaire), membre du think tank Care, il compte de nombreux amis dans la presse écrite et l'audiovisuel.

BOUMEDIENE BENATTOU

Il est tellement discret qu'il n'existe pratiquement aucune photo de lui. C'est en mars 2021 que cet ancien

contrôleur général de l'armée arrive à la présidence comme conseiller chargé des affaires en lien avec la défense et la sécurité. Il remplace le général-major Abdelaziz Medjahed, qui prend alors la tête de l'Institut national des études de stratégie globale (Inesg).

Bon connaisseur de l'Allemagne, où il a étudié, il a fait porter sa thèse de doctorat en sciences politiques, à Alger, sur les contrats d'armements et le transfert des technologies vers les pays du Sud. Après un bref passage entre 2004 et 2005 à la Direction de la communication, de l'information et de l'orientation (DCIO) du ministère de la Défense, il devient contrôleur général de l'armée. À l'été 2018, il a fait, comme de nombreux hauts gradés, les frais d'une vaste opération de limogeages ordonnée par Ahmed Gaïd Salah, alors chef d'état-major et vice-ministre de la Défense.

MOHAMED CHAFIK MESBAH

C'est un autre cadre dont l'essentiel de la carrière a pris place dans les services des renseignements qui est arrivé à la présidence en avril 2021 comme « chargé des affaires réservées ». Il conseille ainsi le chef de l'État dans les affaires de défense et de diplomatie, deux secteurs que cet ancien colonel connaît très bien.

Doté d'un excellent réseau dans les milieux militaires, civils et politiques, Mohamed Chafik Mesbah est sorti de sa retraite en avril 2020 pour diriger l'Agence algérienne pour la coopération internationale, avec rang de ministre conseiller auprès du chef de l'État. Sorte de superministère, elle est censée pallier la perte d'influence du pays au sein de son espace vital africain, et au-delà. ●



Séance d'installation, à Alger, le 29 décembre 2021.

ONSC

Vox populi, vox Algérie

Le tout récent Observatoire national de la société civile, qui a vocation à faire dialoguer pouvoirs publics et milieux associatifs, peine à convaincre de son utilité. Sa capacité à peser sur les décisions du chef de l'État sera scrutée de très près.

RANIA HAMDI

Les associations ignorent encore tout de son fonctionnement. « On n'a pas été contactés, on a aucune information. On ne sait pas quelles seront les missions exactes de cet observatoire, je ne peux donc pas encore donner mon avis », regrette Mustapha Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem).

Au fil des mois, il a seulement été expliqué, dans des communiqués officiels successifs, que l'Observatoire national de la société civile (ONSC), créé en application de l'article 213

du dernier amendement constitutionnel, en novembre 2020, était un organisme consultatif, placé auprès de la présidence de la République. Sa mission principale ? Donner des avis sur les activités et sur les sujets de préoccupation de la société civile, et faire des recommandations.

Journées d'études

En septembre 2021, Abderrahmane Hamzaoui, le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), a été choisi pour prendre la tête de l'ONSC. Il a aussitôt annoncé que, durant l'année 2022, de nombreuses conférences et journées d'études

seraient consacrées à la promotion, à la formation et à l'encadrement des associations, avec lesquelles un dialogue sera engagé. « L'Observatoire national de la société civile établira une base de données sur les associations et contribuera à élaborer des lois et des politiques », promet Hamzaoui.

À la lueur des missions confiées à l'ONSC, l'avocate Nadia Aït Zaï, directrice du Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfance et de la femme (Ciddef), espère pour sa part que cet observatoire deviendra « un espace de concertation et de dialogue entre les associations et les pouvoirs publics ».



Sika El Djazair
1947 - 2022

75 ans de confiance

BUILDING TRUST



« Il lui sera aussi demandé son avis sur les projets de textes législatifs et réglementaires, ainsi que sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques par le biais d'une approche démocratique participative », poursuit-elle.

« L'ONSC aura en outre pour rôle de contribuer au renforcement des capacités des associations en les formant au moyen d'actions de communication. L'une de ses premières missions sera d'évaluer sur le terrain les activités de la société civile et d'identifier les obstacles qui entravent sa participation à la vie publique », détaille la juriste.

Toutes ces missions, juge-t-elle, ne font pas doublon avec celles du médiateur de la République, qui, lui, « transmet aux autorités les préoccupations des citoyens afin de trouver une solution », et qui est à la fois « le réceptacle et le porte-parole des

« L'une de ses premières missions sera d'identifier les obstacles qui entravent la participation de la société civile à la vie publique. »

Algériens affectés par des injustices administratives ».

L'Observatoire national de la société civile s'ajoute tout de même à une pléiade d'organes consultatifs placés auprès de la présidence, tels que le Haut conseil islamique, le Conseil économique et social, le Conseil supérieur de la jeunesse, le Haut Conseil de sécurité et le Conseil supérieur de la recherche scientifique et des technologies... Aucune

concertation médiatisée n'a eu lieu entre le chef de l'État et ces différents organes, à l'exception du Haut Conseil de sécurité.

Plan d'action

L'Observatoire aura-t-il davantage de chances de peser sur les choix du chef de l'État ? « Je ne le pense pas, mais il pourrait être un soutien pour un candidat à la présidentielle », estime Nadia Aït Zaï. Aux yeux de l'avocate, sa crédibilité dépendra néanmoins « du respect des missions qui lui sont attribuées ». « L'ONSC est censé être le porte-parole des associations, qui rencontrent beaucoup de problèmes [agrément, gestion, financement, etc.]. Il doit mettre en œuvre un plan d'action et, surtout, susciter un dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics. C'est une tâche ardue », résume l'avocate.

Abderrahmane Arar, président du Forum civil pour le changement (FCC), redoute lui aussi l'accaparement de l'Observatoire national de la société civile par des associations sans réel ancrage. « Parmi les 100 000 associations recensées, seules 300 font de réels efforts pour porter la voix des personnes en difficulté ou s'investissent dans des causes qui touchent directement certaines catégories sociales », affirme-t-il.

Mustapha Khiati, lui, doute de l'utilité même d'un tel organisme : « Dans les pays développés, la société civile joue un rôle primordial. Pourtant, ces pays n'ont pas eu besoin d'un observatoire de la société civile », conclut le président de la Forem. ●

EN BREF ONSC, MODE D'EMPLOI

Officiellement installé par le président Tebboune le 29 décembre 2021, l'Observatoire national de la société civile compte 50 membres (25 femmes et 25 hommes), issus du monde associatif ou de la société civile. Quatre d'entre eux représentent les citoyens résidant à l'étranger. Tous les membres sont désignés par un comité de six responsables (présidents de l'ONSC, du Haut Conseil islamique, du Conseil national des droits de l'homme, etc.) pour un mandat de quatre ans, avec renouvellement par moitié tous les deux ans. La mission de l'ONSC consiste à porter la voix de la société civile, à formuler des avis et des recommandations, à diffuser les « valeurs et principes nationaux », à émettre un avis sur les textes législatifs et réglementaires se rapportant à son champ de compétence et à coopérer avec les « instances étrangères similaires ». Il est rattaché au président de la République. ● O.M.



VOTRE PARTENAIRE PACKAGING
BEVERAGE-AGRICULTURE-
AGROALIMENTAIRE

MeriPlast
PACKAGING





**PLUS QU'UN PRODUIT,
UNE SOLUTION**

+213 (0)561 61 05 12
E-mail: contact@meriplast.dz
Site : www.meriplast.dz

ISO 22000
ISO 9001



30 ANS
d'expérience

LEADER
en ophtalmologie

EXPERTISE
dans différents segments
thérapeutiques

Genericlaboratory est une large gamme de produits dans plusieurs aires thérapeutiques, alliant innovation, éthique et œuvrant toujours dans l'intérêt du patient.

C'est aussi la première unité stérile pour la production de collyres en Algérie.



Adresse Zone Industrielle de Rouiba, Voie « C » BP 73. Rouiba, Alger - Algérie
Téléphone +213(0) 23 85 00 23/ 24/ 28 Fax +123(0) 23 85 00 21
email Info@genericlab.com

 /genericlabdz

 /genericlaboratoire

 /company/genericlab/

Lamia Chergui

La pneumologue militante qui a l'oreille de Tebboune

Présidente de l'Association franco-algérienne de pneumologie, cette figure des réseaux de solidarité médicaux entre les deux rives de la Méditerranée a été nommée en septembre 2021, par décret présidentiel, membre de l'Observatoire national de la société civile.



CONGRÈS

Avec quatre amis pneumologues rencontrés à Paris, elle décide de fonder l'Association franco-algérienne de pneumologie pour promouvoir les échanges scientifiques et les missions de solidarité entre les deux rives de la Méditerranée. Chaque année, l'association qu'elle préside organise des congrès en Algérie au cours desquels des spécialistes de renom partagent leurs expériences avec leurs confrères algériens.

COVID-19

Afin de venir en aide aux malades atteints du coronavirus, elle prépare pour mars 2022 une nouvelle collecte de dons de matériel médical en faveur des hôpitaux d'Algérie, et compte sur le soutien des autorités algériennes pour mener à bien les prochaines missions de solidarité.

DE PÈRE EN FILLE

Née en 1960 dans une famille de révolutionnaires, elle a réalisé tout son cursus scolaire à Alger, puis a opté pour des études de médecine, avec comme spécialité la pneumologie. La santé est une affaire de famille chez les Chergui. Le père de Lamia fut employé dans un hôpital à Alger, et son frère aîné, Mohamed Lamine, était un haut cadre du ministère de la Santé.

DONS

En juillet 2021, en pleine pandémie, elle collecte 20 tonnes de matériel médical

qu'elle fait acheminer en Algérie à bord d'un cargo d'Air Algérie. Sur place, elle veille à ce que les dons collectés par son association soient équitablement distribués dans 15 hôpitaux répartis dans différentes régions d'Algérie. Son frère aîné décède du Covid durant la même période.

GARDES

Mère d'une petite Sarah, elle assure chaque jour de la semaine ainsi que les week-ends des gardes de 18 heures à minuit. Elle obtient son diplôme en pneumologie à l'université de médecine Paris V en 1995 et exercera sa spécialité au CHU de Bichat, puis à l'hôpital Tenon.

NON RÉMUNÉRÉE

En septembre 2021, elle est sollicitée pour faire partie de l'Observatoire national de la société civile. Après trois mois d'une enquête

pour habilitation, Abdelmadjid Tebboune la nomme par décret présidentiel, et pour une durée de quatre ans, à ce poste non rémunéré. Tous les trois mois, elle se rend à Alger pour prendre part aux travaux de cet organisme.

ONCLE MOUDJAHID

Son oncle, Brahim Chergui, était le chef politique de la Zone autonome d'Alger durant la guerre d'Algérie (1954-1962). Compagnon de Larbi Ben M'hidi, un des chefs historiques du FLN, il a été arrêté en même temps que lui en février 1957, lors de la bataille d'Alger. Torturé et emprisonné, Brahim Chergui sera libéré à l'indépendance, en 1962.

RÉVOLTE DE 1988

Installée à Paris au milieu des années 1980 pour préparer sa spécialité en pneumologie à

l'hôpital Bichat, elle décide de rentrer précipitamment dans son pays en octobre 1988 pour prendre part à la révolte populaire qui éclate en Algérie, en dépit de l'objection ferme de son époux. Bloquée à Alger-Centre, ne pouvant regagner le domicile de ses parents, elle est hébergée pendant cinq jours par une famille d'inconnus, qui lui offre l'hospitalité et le couscous.

SOUFISME

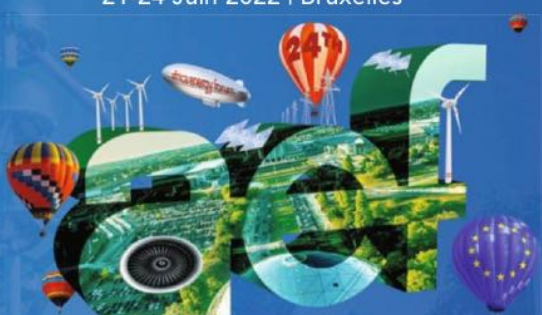
Originaire de Biskra, sa famille possède des palmeraies et compte parmi ses ancêtres un saint homme du nom de Sidi Ahmed Ben Belkacem, à qui fut érigé un mausolée dans le village de Aïn Khadra (wilaya de M'sila). Aujourd'hui encore, le lieu est visité par ceux recherchant la bénédiction du saint. ●

Farid Alliat




L'événement de tous les acteurs de votre filière
21-24 Juin 2022 | Bruxelles

FORUM SPONSOR
aggreko



#aef22

africa energy forum

TARIFS EXCLUSIFS DISPONIBLES POUR LES IPPS ET ENTREPRISES MINIÈRES
Contactez-nous : aef@energynet.co.uk | Visitez le site web : www.africa-energy-forum.com/JA



CA. Ravera



JOURNAL DE L'AFRIQUE

MERIEAM AMELLAL

DU LUNDI AU VENDREDI À 20H40 ET À 21H40 TU

1^{re} chaîne d'information internationale en Afrique francophone*

*Abidjan, Bamako, Dakar, Douala, Kinshasa, Libreville, Ouagadougou, Yaoundé
Source : Kantar TNS - Africascope septembre 2020 - juin 2021



STRATÉGIE

Mohamed Sami Agli

Président de la Confédération algérienne du patronat citoyen

« Nos entreprises doivent pouvoir exporter et s'exporter »

PROPOS RECUEILLIS PAR AREZKI SAÏD

Ce samedi 5 mars, la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a présenté son livre blanc sur l'entreprise et le développement économique. Un état des lieux de la situation économique du pays, qui met en perspective des domaines structurants. L'étude contient aussi une série de propositions, de mesures et d'engagements visant à améliorer le climat des affaires et à relancer l'investissement productif, l'objectif ultime étant la relance économique pour assurer la sécurité alimentaire et énergétique en Algérie.

Le président de la Confédération, Mohamed Sami Agli, revient sur le diagnostic fait par son organisation avant de livrer sa propre vision de l'avenir économique du pays. Il faut, estime-t-il, sortir au plus vite de la crise sanitaire, mener à bien les réformes, changer de modèle économique, assurer la transition énergétique et dynamiser la croissance. Sami Agli évoque également l'ambition des entreprises algériennes de partir à la conquête de nouveaux horizons. Le temps presse, et les défis à relever sont nombreux. Les espoirs et les attentes sont à la mesure des potentialités immenses du pays.

Jeune Afrique : La CAPC vient de présenter un livre blanc sur l'entreprise et le développement économique en Algérie. Quel est l'objectif de cette démarche ?

Mohamed Sami Agli : Notre organisation a toujours été active et utile dans les débats sur l'entreprise



NACIMA MOHAMMEDI

et le développement économique en général. Notre objectif est la promotion de l'entreprise car nous avons la forte conviction qu'elle est le moteur de tout développement économique et social. Le livre blanc de la CAPC est une nouvelle contribution de notre organisation, à travers laquelle nous donnons notre avis sur la situation économique et proposons également des solutions qui permettront une relance rapide de notre économie grâce à plusieurs leviers.

Nous sommes partenaires des pouvoirs publics et nous nous considérons comme une vraie force de proposition depuis des années, particulièrement aujourd'hui alors que les hautes autorités du pays ont donné le cap en désignant 2022 comme l'année de la relance. Il nous a semblé pertinent de proposer ce livre

blanc après la grande réunion tenue en août dernier avec le président de la République au cours de laquelle de nombreux chantiers ont été lancés. Nous voulons démarrer l'année en faisant le tour de plusieurs secteurs et en essayant d'apporter des solutions réalistes.

Quel diagnostic faites-vous de la situation économique actuelle ?

Le diagnostic est évidemment difficile à faire. Notre première mission, en tant que CAPC, est d'accompagner les acteurs économiques en situation de post-Covid et de les préparer au mieux à rebondir. Nous avons subi de plein fouet, comme tous les pays de la planète, les conséquences de la pandémie, mais nous avons également subi celles de la chute des cours du pétrole.

Tout cela a eu un impact sur la situation économique du pays et sur les entreprises. La situation a été très compliquée, mais nous avons su, pour l'essentiel, nous maintenir, préserver l'emploi et les activités, et nous nous donnons aujourd'hui toutes les chances pour rebondir. Nous voulons être acteurs et non pas spectateurs de cette relance.

Alors que de plus en plus d'entreprises algériennes se tournent vers les marchés subsahariens, quels sont les atouts et les faiblesses de ces groupes algériens pour pénétrer ces marchés ?

L'entreprise algérienne a une grande capacité d'adaptation. Il y a un ou deux ans, il n'y avait aucune industrie de masques, mais, aujourd'hui, on en trouve, en qualité et en quantité, et à des prix très bas. Cela veut dire qu'il y a de l'agilité. Les entreprises ont réellement su résister à tous les chocs subis ces vingt dernières années.

À titre d'exemple, beaucoup d'entreprises dans les services et le tourisme se sont battues pour trouver des solutions et se maintenir. Les atouts, c'est cette agilité, cette force d'adaptation, cette résilience. Aujourd'hui, cette capacité des entreprises et des produits algériens à s'exporter et à partir à la conquête d'autres marchés malgré toutes les lourdeurs administratives va porter la relance.

Pour que l'entreprise algérienne puisse exporter et s'exporter, il faut créer des filiales à l'étranger, et tout cela doit être autorisé par la loi. C'est la grande faiblesse, non pas de l'entreprise algérienne, mais du climat des affaires et de l'arsenal réglementaire et juridique.

Aujourd'hui, très peu d'entreprises algériennes possèdent des bureaux à l'étranger de manière pérenne. La loi qui ne permet pas de racheter d'entreprises à l'étranger est en cours d'évolution. Beaucoup d'autres chantiers, comme le Code de l'investissement et la réforme bancaire, ont été ouverts ces derniers mois, et il y aura bientôt des changements profonds. Une chose est sûre : il y a une prise de conscience des pouvoirs

publics, des décisions ont été prises et des chantiers ont été ouverts.

Vous affichez un bel optimisme quant à la levée prochaine de tous ces écueils qui freinent la relance économique. On pense au retard pris dans le digital, à la réforme du secteur bancaire ou à la dévaluation du dinar...

Oui, je suis optimiste pour plusieurs raisons. La première est que le marché algérien possède un immense potentiel, avec des secteurs qui peuvent garantir des taux de croissance à deux chiffres pour les dix ou quinze prochaines années : le renouvelable, l'industrie des transformations, l'agriculture, l'agro-industrie, les services, etc.

L'autre grande raison de cet optimisme est qu'il y a une grosse volonté de la part des pouvoirs publics d'opérer des changements, comme sur la fameuse loi 51 49. Faire machine arrière et l'abroger est un message très clair à toute la communauté économique, et notamment à nos partenaires étrangers.

L'autre message est le nouveau classement de ce qu'on appelle les secteurs stratégiques, qui n'est plus laissé à l'entière discrétion de l'administration mais qui revient à la force de la loi. Cela ouvre la voie aux investissements et même aux partenariats étrangers. Les déclarations du président de la République, qui s'est positionné comme « un vrai ami des entreprises », sont également un autre message fort. Tout cela me pousse à être aussi optimiste que réaliste.

Maintenez-vous toujours l'idée qu'il faut un véritable « plan Marshall » pour assainir le secteur de l'informel ?

Oui, l'informel, que beaucoup de chiffres officiels évaluent entre 60 et 80 milliards de dollars, est une réalité que l'on ne peut pas nier. C'est un chiffre effrayant, certes, mais qui peut être une opportunité de diversification et de source de financement pour booster l'économie. Il faut beaucoup d'engagement et de volonté pour capter cette manne, qui pourrait, sinon, être utilisée à

mauvais escient ou contre l'intérêt du pays et de la région tout entière.

Dans quels délais voyez-vous cette relance économique du pays ?

Cela a déjà démarré. Nous l'avons déjà senti au dernier trimestre, et beaucoup de chefs d'entreprise membres de l'instance que je préside ont déjà lancé un processus de relance et de développement de projets dormants ou nouveaux. Nous travaillons aujourd'hui sur le Code de l'investissement, qui va certainement libérer des centaines de projets en étude. Le président de la République s'est, de son côté, engagé à débloquer le millier de projets qui souffraient jusque-là de bureaucratie.

« **L'entreprise algérienne a une grande capacité d'adaptation. Elle a su résister à tous les chocs subis ces vingt dernières années.** »

Après le livre blanc, nous allons rendre publique une série de réflexions. Nous sommes une vraie force de proposition, et nous travaillons main dans la main avec les pouvoirs publics. Nous allons nous atteler à l'organisation d'événements économiques, à recevoir des délégations étrangères, et à partir en tournée à l'étranger pour expliquer toutes ces réformes et mettre les entreprises algériennes et étrangères en relation.

Encore une fois, l'Algérie offre l'un des marchés les plus prometteurs et les plus rentables de la région, et même du monde, avec notamment les secteurs des mines, de la transition énergétique, de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme, etc. Je lance un appel à l'ensemble des investisseurs à s'intéresser à l'Algérie. L'Algérie est un marché en train de vivre de profonds changements qui le positionnent comme un marché d'avenir. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



King & Spalding International LLP

48 bis rue de Monceau,
75008 Paris - France
Tel : +33 1 73 00 39 00
E-mail : ndjeraba@kslaw.com
mharoun@kslaw.com
www.kslaw.com

Relance de l'investissement en Algérie : des mesures récentes encourageantes

Malgré un contexte politique, économique et social difficile, l'Algérie a récemment amorcé la mise en œuvre de réformes structurelles pour relancer l'investissement et la croissance, dont nous citerons quelques exemples.

Une nouvelle loi régissant les hydrocarbures

Une nouvelle loi régissant les hydrocarbures a été publiée fin 2019, offrant notamment plus de flexibilité aux investisseurs dans la négociation contractuelle. La publication des derniers textes d'application est toujours attendue. Le lancement d'un appel d'offres destiné aux compagnies pétrolières pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, annoncé pour 2022, sera vraisemblablement tributaire du marché. Néanmoins, la possibilité offerte par la nouvelle loi à des discussions en gré à gré, laisse entrevoir des perspectives encourageantes, même si une plus grande flexibilité aurait pu être donnée.

Le projet solaire « SOLAR 1000 MW »

Après avoir adapté le cadre juridique régissant la production d'énergies renouvelables, l'Algérie a lancé, fin décembre 2021, un appel d'offres aux investisseurs nationaux et étrangers pour un projet solaire visant à la construction de centrales solaires photovoltaïques d'une capacité totale de 1000 MW, réparties sur le territoire national algérien en lots de 50 à 300 MW chacun. Les cahiers des charges désormais disponibles, la date limite de dépôt des offres techniques et financières a été fixée au 30 avril 2022.

Les textes laissent cependant un certain nombre de questions en suspens susceptibles d'affecter la bancabilité des projets. Des commentaires des opérateurs sont attendus par SHAEMS, la société ad hoc créée à cet effet. Il est envisageable que des améliorations soient apportées.



Nora Djeraba

Avocat Counsel
King & Spalding



Mehdi Haroun

Avocat Associé
King & Spalding

L'annonce d'une nouvelle loi de promotion de l'investissement

Face à une instabilité juridique chronique qui a miné son climat des affaires depuis les 20 dernières années, l'Algérie a récemment entrepris des mesures d'adaptation du cadre juridique des investissements.

Une première étape a été franchie à l'été 2020. Après près de dix ans de restrictions aux investissements étrangers avec la règle dite des « 49 %-51 % » (le plafonnement à 49 % de la participation étrangère), l'Algérie y a mis fin dans les secteurs non-stratégiques (hors énergie et mines, industrie pharmaceutique, transport, industries militaires) et a réouvert les financements extérieurs.

L'annonce récente d'une réforme imminente de la loi sur l'investissement qui offrira un cadre légal plus incitatif pour les investisseurs étrangers, témoigne d'une volonté d'aller encore plus en avant. Il restera cependant nécessaire de naviguer entre différentes strates de législations. Le défi sera aussi pour l'Algérie de rétablir la confiance et d'assurer l'efficacité du processus décisionnel des administrations et entreprises publiques.

King & Spalding est un cabinet d'avocats d'affaires internationales de premier plan, avec une équipe dédiée aux projets en Afrique du Nord, et notamment une expertise reconnue en droit algérien.

Condor veut rayonner dans le solaire

Dans un pays où le renouvelable reste très peu développé, la première ferme photovoltaïque privée, située dans la wilaya de Biskra, devrait être opérationnelle d'ici à la fin de l'année prochaine.

AREZKI SAÏD

L'Algérie produira prochainement davantage d'électricité propre. Le groupe Condor, leader national de l'électroménager, s'est allié, pour la réalisation de la première ferme solaire privée du pays, à la filiale de l'électricien égyptien Elsewedy Electric Algérie.

Laquelle, installée en Algérie depuis 2012, est le plus grand producteur et exportateur de câbles électriques vers l'Europe. Le joint-venture – créé selon la règle du 51/49 – devrait commencer à vendre son énergie électrique dès 2023. « Tout est ficelé. Le contrat de commercialisation est signé avec Sonelgaz, et nous sommes dans la phase de réalisation de la ferme », a confié à *Jeune Afrique* Mohamed Salah Daas, directeur général adjoint de Condor Electronics.

Implantée dans la wilaya de Biskra, cette ferme solaire de 10 mégawatts (MW) sera la première des cinq fermes solaires prévues et qui permettront

d'arriver à un total de 50 MW tel que le stipule le contrat avec Sonelgaz. « Le coût de production est le plus bas du marché et sera de ce fait extrêmement compétitif comparé à celui des centrales thermiques à gaz. Le coût du mégawatt est divisé par trois, voire par quatre, comparativement aux centrales publiques de SKTM et autres investisseurs publics », s'enthousiasme Mohamed Salah Daas.

Conjoncture favorable

Dans le domaine des énergies renouvelables, Condor dispose déjà d'une bonne longueur d'avance. D'une puissance installée globale de 150 MW, son unité de fabrication de panneaux photovoltaïques de la wilaya de Bordj Bou Arreridj est opérationnelle depuis 2014. « Il y a un avantage évident à être pionnier, à connaître le marché, le terrain, les coûts et à avoir fait les études qu'il faut », s'enorgueillit Mohamed Salah Daas. « Nous attendons avec impatience le lancement du projet de

1000 MW dont nous avons déjà retiré le cahier de charges. »

C'est qu'en Algérie la conjoncture politique est très favorable au solaire. Les dernières orientations politiques du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, plaident pour une conversion énergétique urgente, d'autant plus que l'énergie renouvelable ne représente que 3 % du mix énergétique du pays.

En décembre 2021, le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables a lancé un appel d'offres pour la réalisation du projet de production « Solar 1000 MW ». Il s'agit de la constitution de sociétés de projet (SPV) chargées de réaliser des centrales solaires photovoltaïques, en lots de 50 à 300 MW chacune, pour une capacité globale de 1000 MW, réparties sur onze sites disséminés sur tout le territoire national. Le traitement de l'appel d'offres a été confié à la Société algérienne des énergies renouvelables (Shaems SPA).

Magpharm Group

PRODUCTION - LOGISTIQUE
DISTRIBUTION - PROMOTION



EN PARAPHARMACIE

- Compléments alimentaires
- Dermo-cosmétiques
- Dispositifs médicaux
- Nutrition et laits infantiles

Impasse Mouloud Feraoun, Dar El Belda, Alger. 16033. Tél. : + 213 (0) 23 67 56 17 / 23 67 56 13. contact@magpharm.com



Mohamed Salah Daas, directeur général adjoint de Condor Electronics.

« Le coût de production est le plus bas du marché et sera, de ce fait, extrêmement compétitif comparé à celui des centrales thermiques à gaz. »

Condor est également très avancé en matière d'éclairage au solaire, précise son directeur général adjoint. Dans les localités d'El-Yachir, El-Hamadia et Khenchela, l'entreprise planche sur plusieurs projets d'éclairage public à base de panneaux photovoltaïques. « Nous avons également réalisé des projets d'éclairage à l'électricité solaire dans les régions dites des "zones d'ombre", avec des kits solaires installés gracieusement dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, et conçu une chaise roulante électrique pour handicapés dotée d'un dispositif de kit solaire et offrant autonomie et non-dépendance aux utilisateurs », énumère Mohamed Salah Daas.

« Aujourd'hui, nous produisons déjà la carte mère de la lampe à LED en Algérie et nous sommes prêts à sous-traiter ce produit à tous les fabricants locaux. Le taux d'intégration de la lampe a atteint 70 % et sera de 95 % après la finalisation de l'injection plastique pour les sphères et les connecteurs. Avec les deux lignes de production de notre usine à Bordj, nous en sommes déjà à près de 10 millions de lampes LED par an. » ●

La commercialisation de l'électricité produite se fera à travers un contrat de vente et d'achat d'électricité (Power Purchase Agreement ou PPA), conclu pour une durée d'exploitation de vingt-cinq ans pour chacune des centrales, entre la SPV et l'acheteur désigné.

Éclairage public

Confirmant que le solaire est « un secteur très porteur », Mohamed Salah Daas révèle que Condor, à travers sa filiale Unicable, dont il possède 70 %

de parts en partenariat avec le groupe public Elec, va effectuer sa première opération d'export de câbles électriques vers la France et l'Europe. Condor Énergie vient aussi d'installer sa première pompe immergée à énergie solaire, à El-Oued, région connue pour sa production de pommes de terre, entre autres produits maraîchers. Il compte ainsi investir le marché très prometteur des pylônes arrosoirs à énergie solaire dans les wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud à vocation agricole.

Go Beyond : Aller Plus Loin Ensemble

"Chez Grant Thornton nous regroupons plusieurs métiers et spécialités différentes, de l'audit à l'accompagnement de nos clients dans leurs projets selon leurs besoins pour soutenir leurs ambitions stratégiques."

+ 62,000 collaborateurs	+700 Bureaux	Plus de 130 pays
----------------------------	-----------------	---------------------

+213 (0)23 375 231
contact@dz.gt.com
www.grantthornton.global
Grant Thornton Algeria

SANTÉ

GPS universelle

Spécialisée dans l'accompagnement local des multinationales étrangères, la Générale Pharmaceutique Services propose depuis peu son savoir-faire aux acteurs algériens du secteur. Et les représente sur de nouveaux marchés africains.

AREZKI SAÏD

Après avoir aidé pendant plus de vingt ans les entreprises internationales à s'installer en Algérie, l'heure est à la réorientation. La Générale Pharmaceutique Services (GPS) souhaite à présent faire bénéficier les sociétés algériennes de ses services. Démarrant le projet dans huit pays africains, l'entreprise vient de conclure un partenariat d'assistance technique au Mali pour couvrir la zone de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Fondée en 1996 par Bakhti Brahimi, pharmacien de son état, la GPS a commencé par accompagner les multinationales du médicament sur tous les aspects réglementaires en assurant l'enregistrement, la promotion et le marketing de leurs produits, le temps qu'elles puissent créer leur propre filiale. Au fil des années, des sociétés d'ampleur (Aventis, GSK, Roche ou encore Johnson & Johnson) sont passées par ses services.

« Bâtir une stratégie, réaliser des études de marché et faire la promotion médicale, nous avons fait cela pendant des années, mais les besoins du marché sont en constante évolution et la GPS doit s'adapter pour pouvoir garder sa place de leader », constate Malika Benmouffok, directrice générale de la GPS. L'année 2020 a ainsi été consacrée à « se réinventer stratégiquement pour se maintenir en leader et répondre aux besoins de nos clients ». Avec pour ambition la conquête « de tous les marchés », la dirigeante se dit convaincue que l'Algérie dispose « de produits aux

normes internationales et avec un rapport qualité-prix inégalé ». « Nous avons étudié les marchés africains et ceux du Moyen-Orient, nous avons donc proposé nos services aux producteurs locaux », ajoute-t-elle.

En Afrique subsaharienne, les marchés et les pathologies sont différents, et il convient de s'adapter aux systèmes de santé, aux lois comme aux problèmes locaux. À la fin de 2020, les pays, les produits et la stratégie sont définis, les premiers contrats enfin signés. Reste le grand défi de la distribution, habituellement le talon d'Achille des entreprises algériennes qui rêvent de l'export.

Approche gagnant-gagnant

« Globalement, nous avons fait toutes les études possibles. On ne peut cependant que conseiller et c'est aux producteurs de choisir leur circuit de distribution », précise Malika Benmouffok. Pour exporter tout en restant compétitif, le mieux est encore de passer par les plus grandes plateformes de distribution.

En 2021, la GPS se fixe un nouveau cap, s'orienter vers de nouvelles sociétés multinationales en leur proposant les produits locaux. Pour Malika Benmouffok, les relations

« À l'export, enregistrer les produits ne suffit pas, il faut arriver à les marketer dans un marché très concurrentiel. »



Malika Benmouffok, directrice générale de la GPS.

doivent être bâties sur une approche gagnant-gagnant. À l'export, enregistrer les produits ne suffit pas, il faut arriver à les marketer dans un marché très concurrentiel. La GPS s'appuie sur « des stratégies de promotion efficaces pour gagner des parts de marché et rendre pérenne l'exportation ».

Le marché africain est un marché d'importation, la majorité des produits en sont issus. Les clients algériens de la Générale sont donc orientés vers les produits existants à forte potentialité, ou bien encore, pour ceux – et ils sont nombreux – qui investissent dans la recherche et développement, vers la création de produits innovants et à fort potentiel.

« L'Algérie est véritablement un portail vers l'Afrique et la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord), notre objectif est d'être référencé comme étant la société qui accompagne les multinationales et les producteurs locaux dans ces zones », confirme la directrice générale qui a bâti toute sa carrière au sein de sociétés étrangères. Le prochain défi pour la GPS ? Ouvrir sa propre filiale. ●



TAILOR ENERGY

OIL - ENERGY - PETROL

COMMUNIQUÉ



**UN LEADER DOTÉ D'UNE
SOLIDE EXPÉRIENCE**

Né en janvier 1980, à Brazzaville, Eudes Maloyi est ingénieur en BTP. Il détient également un titre professionnel de conducteur de travaux TCE, un master 2 en management, une maîtrise en audit contrôle et gestion, et une licence en sciences économiques et gestion.

Après un brillant parcours chez Eurovia Group Vinci puis chez Eiffage en France, il a été directeur général de la Société Hyrame Construction (SHC) au Canada. Nommé directeur général de Tailor Energy en avril 2021, il en est devenu le PDG en février 2022. Eudes Maloyi est également le fondateur et l'actuel vice-président coordinateur des projets de l'ONG AITO, une association internationale qui s'occupe des enfants démunis, des enfants vivants avec un handicap, des orphelins et des veuves dans le monde.

TAILOR ENERGY Inc.

2200-1250 René Lévesque
Boulevard West,
Montreal, QC, H3B 4W8, Canada

www.tailor-energy.com

« L'objectif premier de mon mandat, c'est la conquête du marché africain »

Arrivé aux commandes du groupe Tailor Energy en avril 2021, **Eudes Maloyi** vient de signer plusieurs contrats significatifs dans les mines et les hydrocarbures en Afrique. Le quadragénaire patron congolais affiche désormais de grandes ambitions dans le Continent.

Le groupe Tailor Energy, spécialisé dans le négoce de produits pétroliers, pétrochimiques et miniers, détient plusieurs carrés miniers et permis d'exploitation dans le monde et le continent africain est une priorité stratégique. Plusieurs contrats significatifs ont été signés au cours de la période récente.

RDC : l'amont et l'aval

En février 2022, à l'issue d'une mission en République démocratique du Congo (RDC), Eudes Maloyi a signé un protocole d'accord avec la Compagnie Minière Congolaise (CoMiCo), pour un transfert de licence de trois blocs pétroliers. La CoMiCo est un acteur de poids puisqu'elle détient les plus grandes concessions pétrolières et gazières frontalières d'Afrique (146 000 km²). L'accord permettra à Tailor Energy de devenir l'une des entreprises les plus importantes de l'amont pétrolier en RDC, alors que le groupe canadien prévoit également un déploiement dans l'aval pétrolier avec un projet de construction de plus de 150 stations-services.

L'Algérie, marché prometteur

Peu auparavant, à la mi-janvier 2022, le PDG de Tailor Energy a séjourné en Algérie, où il a été reçu par le directeur général des Hydrocarbures, Amine

Remini, puis par le PDG de la Sonatrach, Toufik Hakkar.

Ces discussions témoignent de l'intérêt de Tailor Energy pour les secteurs des hydrocarbures et des mines en Algérie, dans le cadre d'un partenariat portant notamment sur l'acquisition de contrats d'exploitation dans l'amont pétrolier sur un gisement d'une capacité de production de plus 30 000 de barils/jour.

D'importants contrats miniers en RDC

Au cours de sa mission en RDC, le PDG de Tailor Energy a signé plusieurs protocoles d'accord avec les membres du gouvernement congolais. Le groupe pétrolier entend investir plus de 4 milliards de dollars canadiens dans le cadre d'acquisition et de l'exploration de mines (cobalt, cuivre, lithium, or et diamant). Une convention a même été approuvée pour matérialiser la volonté des parties d'établir un partenariat entre le ministère des Mines et Tailor Energy. Eudes Maloyi a signé un protocole d'accord en vue de l'exploitation d'une mine de cobalt et de cuivre dans la concession de Kakonge. Il s'agit d'un permis de six carrés cadastraux, soit une superficie de 509,73 hectares, qui se situe à environ 37 km au nord de la ville de Likasi et à environ 150 km au nord-ouest de Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga. ■

DIECOM / PHOTOS DR

Site de travail de Tantara Cu



Entretien entre Maloyi Eudes et Son Excellence Monsieur Guy Loando Mboyo ministre d'État en charge de l'aménagement du territoire en République Démocratique du Congo.



Alerte à la pénurie d'eau

À peine le pays a-t-il pansé les plaies du tragique été 2021 qu'il affiche déjà un nouveau déficit pluviométrique record. Auquel s'ajoutent le gaspillage et le mauvais état des réseaux d'acheminement.

Le spectre de l'inférieur été 2021, avec ses mégafeux, ses canicules et sa crise de l'eau, plane de nouveau sur le pays. La saison des pluies tire à sa fin et, de mémoire de vieux paysan kabyle, elle aura rarement été aussi décevante. Pour la deuxième année consécutive, l'Algérie fait face à un déficit pluviométrique record. « Nous avons eu un mois de novembre exceptionnellement pluvieux mais une saison pluvieuse sèche, et les prévisions météorologiques sont très pessimistes. Il ne faut pas s'attendre à beaucoup de pluie à cause d'une mer Méditerranée froide, non pourvoyeuse d'humidité, et d'un flux du sud chaud qui repousse les masses humides et les empêche de rentrer au-delà des côtes du pays. Les prévisions sont donc très sombres. Il faut se préparer à une situation très difficile », déplore Malek Abdesselam, docteur en hydrogéologie et directeur du Laboratoire des eaux de l'université de Tizi-Ouzou.

« Certes, il y a la sécheresse de ces deux dernières années mais nous avons jusque-là très mal géré nos ressources hydriques », estime encore ce scientifique qui décore les cartes météorologiques et consigne scrupuleusement chaque jour la moindre averse sur le pays. « À la fin de l'année 2019, par la grâce d'une pluviométrie exceptionnelle, tous les barrages étaient pleins à ras bord, mais nous avons dilapidé ces précieuses ressources hydriques en tirant, de manière



inconsidérée, des quantités d'eau famineuses des barrages, en distribuant de l'eau 24 heures sur 24 à travers des réseaux vétustes et fuyards, avec des taux de perte supérieurs à 50 % », déplore encore Malek Abdesselam.

Erreurs de gestion

Selon lui, il ne convient donc pas de tout mettre sur le dos de la nature, l'être humain ayant une large part de responsabilité dans cette crise devenue cyclique. « On tirait sur les

ressources qui existaient comme si elles n'allaient jamais s'épuiser », poursuit le scientifique qui soutient que les barrages ont joué leur rôle. Celui de suppléer aux défaillances techniques ou de gestion des autres systèmes d'alimentation, comme les forages et les usines de dessalement dont certaines ont plus de quinze ans d'âge. Ils ne peuvent cependant compenser les erreurs de gestion dans un secteur qui n'a guère été épargné par la corruption qui gangrène le pays.

Sur instructions du président de la République lui-même, un nouveau plan d'urgence de dessalement d'eau de mer a été lancé cet été. Il ambitionne de doter de stations de dessalement la vingtaine de wilayas qui concentrent l'essentiel de la population du pays. Pour notre interlocuteur, cela reste, cependant, un simple effet d'annonce : « C'est une fuite en avant. Beaucoup de projets ne vont pas au-delà de la déclaration d'intention. Les politiques annoncent mais les gestionnaires hésitent à prendre des décisions, car l'acte de gestion a été criminalisé ces deux dernières années. Tout le monde a peur. C'est bien simple, de tout ce qui a été annoncé, rien ne sera prêt pour cet été », tranche cet homme de terrain

selon qui il convient de revoir de fond en comble la politique de la gestion de l'eau. Il en veut pour exemple ces chiffres fournis très récemment encore sur les besoins réels en eau de la ville d'Alger. « Ils ont été évalués autour de 700 000 mètres cubes par jour mais, dans la réalité, on distribue entre 1,2 à 1,3 million de mètres cubes par jour, soit presque le double des besoins réels », dit-il. Une différence qui s'explique par le taux de déperdition



Alger consomme presque le double de ses besoins réels.

lié à la vétusté des réseaux.

La solution miracle n'existe pas, mais plusieurs petites solutions qui peuvent grandement améliorer les choses : « Il est encore possible de capter l'eau des cours d'eau pour les refouler vers les barrages. Nos oueds s'écoulent trop rapidement vers la mer. Il faut mettre des digues pour ralentir l'écoulement des eaux. Cela permet à l'eau de s'infiltrer dans les nappes et donne la possibilité de refouler vers les barrages les plus proches », dit Malek Abdesselam, à l'origine de cette idée expérimentée avec succès sur le cours du Sebaou, à Tizi-Ouzou. Comme quoi, si les petits cours d'eau font les grandes rivières, les petites solutions peuvent aider à résoudre les grandes crises. ●

Arezki Said

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



I.M.C.
Industries Médico-Chirurgicales
16012, Zone Industrielle de Rouiba,
Voie A, BP26, Rouiba, Algiers, ALGERIA
Tél : (+213) 23 85 01 61/51
Mail : dc@imc-dz.com
www.imc.dz

Un savoir-faire profitable à l'Afrique

L'industrie pharmaceutique algérienne, forte de plus de 230 fabricants de produits pharmaceutiques (60 % de la demande en unités) a une croissance annuelle (20/21) de 7,37 % (1),* est en nette évolution par rapport à l'importation avec une CAGR (2017-2021) de +7,32 % versus 1,76 % pour l'importation (2)*.

Tournée vers l'exportation, elle offre à l'Afrique un partenariat de développement de choix. Néanmoins, le succès de ce partenariat dépend de l'instauration d'un marché commun pharmaceutique, libérant la circulation des produits africains entre les États, et mettant fin aux pratiques illicites telle la contrefaçon. Il faut travailler sur l'harmonisation des réglementations des États de l'UA en droit pharmaceutique, laquelle doit être précédée par la nécessaire reconnaissance

mutuelle des AMM, procédure inter-États permettant de raccourcir les délais d'accès des produits africains aux marchés Africains.

Première de son secteur, la société des Industries Médico-Chirurgicales (IMC) met son expérience trentenaire en produits injectables hospitaliers et de dispositifs médicaux au service d'un partenariat reposant sur un transfert de technologie pour le développement de la santé en Afrique. Elle exporte régulièrement ses produits et services vers l'Afrique de l'Ouest, les pays arabes, la Mauritanie, le Mali, le Sénégal, la Libye et Djibouti.

IMC dédie sa production (50 % de la demande) aux hôpitaux algériens en solutés massifs et en dispositifs médicaux seringues, lignes de perfusion et de transfusion, kit pour



Mohammed NIBOUCHE,
Expert en affaires pharmaceutiques
Ancien Directeur
de la Pharmacie au
Ministère de la Santé
(Algérie)

hémodialyse et autres abords vasculaires. IMC est également spécialisée dans la commercialisation des équipements médicaux, pour lesquels elle assure un service après-vente, la formation, l'installation et la maintenance chez ses clients. IMC est certifiée ISO 9001-2008, ISO 13485 et marquage CE.

⁽¹⁾(1), ⁽²⁾ UNOP Siphil 2022

INTERNATIONAL

BELGIQUE-AFRIQUE

Examen de



REUTERS/FRANÇOIS LENOIR



confiance

Le président congolais, Félix Tshisekedi, et son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi, signant le livre d'or du roi Philippe et de la reine Mathilde, au Palais royal de Bruxelles, le 17 septembre 2019.

Depuis son arrivée à la tête du gouvernement fédéral du royaume, à la fin de 2020, Alexander De Croo multiplie les gages de bonne volonté à l'égard des anciennes colonies.

OLIVIER CASLIN

L

Las! Leurs majestés le roi Philippe de Belgique et son épouse, la reine Mathilde, ont une nouvelle fois dû annuler leur voyage officiel en RD Congo. Le couple royal, accompagné pour l'occasion d'Alexander De Croo, le Premier ministre, de Sophie Wilmès, la ministre des Affaires étrangères, et de sa collègue à la Coopération au développement, Meryame Kitir, avait prévu de longue date de séjourner à Kinshasa du 6 au 10 mars pour répondre à l'invitation du président Félix Tshisekedi. « Suite à l'invasion de l'Ukraine et la crise qu'elle génère, il a été décidé de reporter cette visite à une date ultérieure », confirme le 28 février un bref communiqué du Palais. À la grande déception du monarque, qui n'a toujours pas pu se rendre dans l'ancienne colonie belge.

Dépasser les symboles

Déjà, en 2020, la pandémie du Covid-19 l'avait contraint à renoncer à venir sur place présenter « ses plus profonds regrets pour les blessures du passé », au moment où la RD Congo célébrait le sixième anniversaire de son indépendance. Une déclaration forte autant qu'inédite de la part de la couronne belge, que le roi a donc dû

faire depuis Bruxelles, dans une lettre datée du 30 juin 2020 qu'il a adressée au chef de l'État congolais. « Il tenait beaucoup à montrer qu'il aurait eu le même discours à Kinshasa, cette fois », assure un proche du Château. Il devra patienter encore un peu avant de pouvoir marcher dans les pas de son père, Albert II, dernier roi des Belges à s'être rendu à Kinshasa, en 2010, à l'occasion du cinquantième du pays.

Ce léger contretemps ne devrait pas ralentir le rythme auquel la Belgique s'interroge ces derniers mois sur son passé. Allant dans le sens de la vague soulevée par Black Lives Matter, Bruxelles a bien sûr aspergé de peinture rouge sang les statues du roi Léopold II, mais, contrairement à d'autres pays, la Belgique a décidé de dépasser les symboles. Notamment depuis l'arrivée à la tête de l'exécutif du libéral Alexander De Croo, Premier ministre, depuis la fin de 2020, d'un premier gouvernement de plein exercice, après plus de 490 jours d'intérim. Trop jeune pour avoir connu la colonisation, comme la plupart des membres de son gouvernement, le fils de Herman – vieux briscard de la politique belge, ancien ministre, toujours député et ami personnel de Mobutu – est prêt à ouvrir la boîte de Pandore, en même temps que les musées et les archives du royaume, au nom d'un apaisement des rapports avec les anciennes possessions belges en Afrique, à commencer par la RD Congo.

Décolonisation des consciences

Le Premier ministre bénéficie pour cela d'une certaine concordance des temps. « Les relations avec Kinshasa sont bien meilleures aujourd'hui qu'avec la présidence précédente », confirme Colette Braeckman, journaliste au *Soir* de Bruxelles. Après avoir craint la rupture du temps de Joseph Kabila, Bruxelles peut dorénavant s'appuyer sur les relations tissées de longue date entre les Tshisekedi et les De Croo, hier les pères, aujourd'hui les fils. « Le président Tshisekedi a vécu plusieurs décennies en Belgique, comme plus de la moitié de son cabinet », rappelle la journaliste, qui n'hésite pas à parler de « relations familiales ».

Dans la foulée, Bruxelles a renoué sa collaboration économique et parle même de relancer, dans les semaines qui viennent, ses accords de coopération militaire avec la RD Congo. En se gardant bien néanmoins d'émettre la moindre critique, « alors que la gouvernance du pays reste toujours aussi problématique », estime un représentant du secteur privé belge depuis Kinshasa. « Les Belges sont tellement contents de cette normalisation avec les Congolais qu'ils en sont presque aveuglés », observe un diplomate européen depuis Bruxelles. Et c'est pour officialiser ce retour au beau fixe « que la visite royale était si attendue des deux côtés », reprend Colette Braeckman.

Les experts belges résumant la période coloniale à « une cruelle histoire d'extraction des ressources ».

En attendant un tel événement, la Belgique entend poursuivre la décolonisation des consciences entamée de manière spectaculaire ces douze derniers mois. La commission spéciale, mise en place à la fin de 2020 pour enquêter sur le passé colonial belge au Congo, a rendu son rapport le 27 octobre dernier. Et les conclusions de ce document de près de 700 pages sont accablantes pour les autorités belges qui se sont succédé, les experts résumant la période coloniale à « une cruelle histoire d'extraction des ressources ». Le rapport est aujourd'hui entre les mains des parlementaires, qui vont maintenant devoir statuer sur les réparations recommandées par les auteurs, ainsi que sur les possibles excuses à formuler. L'une des actions proposées par les experts, et que le gouvernement s'est empressé de démarrer, porte sur la restitution des œuvres d'art spoliées. Le processus a officiellement été présenté en novembre 2021, lors de la visite à Kinshasa du secrétaire d'État Thomas Dermine, chargé de ce dossier très suivi en Belgique comme au Congo, et

les premiers retours pourraient avoir lieu avant la fin de cette année.

Autre restitution très attendue à Kinshasa, celle des reliques de Patrice Lumumba : une dent, prélevée à l'époque par un commissaire belge. Bruxelles devait la remettre aux autorités congolaises le 21 juin 2021, à l'occasion du soixantième anniversaire de la mort du premier chef de gouvernement du Congo indépendant, avant que la pandémie vienne perturber le calendrier. Prévue ensuite pour le 17 janvier, date exacte du décès, cette reconstitution a été reportée à la fin de juin, « le temps que le mausolée destiné à recueillir la dépouille soit prêt », explique Roland, l'un des fils de Lumumba. Ce qui ne devrait pas empêcher le héros national congolais de continuer à faire l'actualité des prochaines semaines.

Justice pour Lumumba?

Le parquet fédéral belge a en effet mené le 18 janvier une perquisition au Parlement qui a fait du bruit dans le royaume. Les documents utilisés à l'époque par la commission d'enquête qui, en 2001 et 2002, avait conclu « à la responsabilité morale » de certains représentants belges, ont été placés sous scellés. Ils pourraient être reversés au dossier pour aboutir à plus long terme à un procès devant les assises qui permettrait de répondre enfin à la plainte déposée par la famille en 2011 et qui a qualifié de « crime de guerre » l'exécution de Patrice Lumumba.

Autant d'éléments qui devraient contribuer à réchauffer d'avantage encore les relations belgo-congolaises, à moins d'un an du prochain scrutin présidentiel en RD Congo. Mais le calcul n'est pas seulement diplomatique pour Alexander De Croo, qui, avec les élections fédérales de 2024 dans sa ligne de mire, cherche également à séduire la diaspora africaine de Belgique. Particulièrement active sur ces différents dossiers, celle-ci est en première ligne « dans le réexamen de conscience actuel du pays », constate Colette Braeckman. Alors qu'elle représente aujourd'hui près de 14 % du corps électoral belge, la diaspora pourrait décider de monnayer ses voix, après avoir réussi à imposer sa parole dans l'espace public. ●



A STAR ALLIANCE MEMBER 

Notre gastronomie aussi se rapproche des étoiles.

Découvrez tous les avantages de notre Business Class.



You're in good company

brusselsairlines.com

brussels 
AIRLINES

QUESTIONS À...

Eric De Clercq

« L'intérêt des entreprises est poussé par la diaspora »

Le directeur Afrique, Proche-Orient et Moyen-Orient de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers rentre tout juste d'une mission économique sur le continent, la première depuis deux ans.

C'était un rendez-vous d'importance pour le secteur privé belge, sa première mission économique sur le continent depuis le début de la pandémie. Malgré l'annulation de la visite à Kinshasa, prévue au début de mars, du roi Philippe et de la reine Mathilde – guerre en Ukraine oblige –, les chefs d'entreprise ont pu se rendre dans la capitale congolaise le 19 mars.

Plus de 80 sociétés ont vite répondu à l'invitation lancée par les trois organismes de promotion régionaux – l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements (Awex), le Flanders Investment & Trade (FIT) et hub.brussels pour la capitale fédérale. L'occasion de retrouver le chemin de l'Afrique et de « participer à son redémarrage économique en cette période post-Covid », explique Eric De Clercq, responsable du continent pour l'Awex, laquelle, après Kinshasa (orchestrée par hub.brussels), s'est occupée de l'organisation de la mission envoyée à Kigali du 25 au 31 mars.

Jeune Afrique : Comment le secteur privé belge en général, wallon en particulier, a-t-il répondu à cette mission – la première depuis longtemps – en Afrique ?

Eric De Clercq : Il a répondu présent et a même fait preuve d'une certaine impatience. Comme un symbole de cette attente, la grande majorité des entreprises ayant participé à ce déplacement s'était inscrite à la mission prévue en 2020 et annulée pour raisons sanitaires. Les échanges avec la RD Congo restent importants pour nos sociétés, qui, dans le même temps, bénéficient d'un accès facile à son marché sur un grand nombre de secteurs, comme l'a encore prouvé cette mission, organisée en parallèle de la semaine belge à Kinshasa.

Quels sont les secteurs dans lesquels se démarquent les entreprises ?

Les sciences de la vie en général, formation et santé, constituent, avec les infrastructures de

transports, le cœur des priorités affichées lors du dernier sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA), organisé à Bruxelles en février, dans le cadre de l'initiative européenne Global Gateway (« Portail mondial »).

La Belgique est présente dans ce projet à travers Team Europe [le regroupement de plusieurs institutions de l'UE, dont la Banque européenne d'investissement] pour répondre au mieux aux besoins exprimés par l'Afrique. Certaines de nos entreprises participent par exemple au projet de construction d'un site de production de vaccins anti-Covid à Dakar.

Quels sont le poids et le rôle de la diaspora africaine dans le secteur privé ?

La diaspora était très représentée dans cette mission. Beaucoup de ses membres sont aujourd'hui entrepreneurs, pendant que d'autres occupent des postes à hautes responsabilités dans les grands



AWEX

groupes du pays. Ils participent activement à l'intérêt de nos entreprises pour le continent. Nos étudiants africains constituent également un maillon fort avec leur pays d'origine.

Quelles sont les particularités de l'offre du secteur privé par rapport à celles des autres pays partenaires de l'Afrique ?

La Belgique est un petit pays, modeste et sans prétention, capable de s'adapter à la demande de ses partenaires africains. Que nous soyons un pays multiculturel et multilingue est également très bien perçu par les Africains. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin



Afrique et Wallonie sous le signe du partenariat...

À l'image de la Belgique, la Wallonie, partie francophone du pays, s'investit en Afrique pour la paix et la stabilité, le respect de la démocratie et des droits de l'homme, la bonne gouvernance, la coopération au développement et l'émergence économique.

Responsable à la fois de la promotion des échanges commerciaux de la Wallonie à l'étranger et de l'attraction d'investisseurs étrangers sur son territoire, l'AWEX - Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers - soutient tout naturellement, au travers de son action internationale, les efforts en matière d'émergence économique. Une action de l'AWEX qui est notamment soutenue par un important réseau de neuf Conseillers économiques et commerciaux (CEC) établis sur le continent africain. Des CEC localisés dans des pays particulièrement importants pour leur rôle stratégique dans le développement économique du continent africain, comme l'explique Dominique Delattre, inspecteur général à l'AWEX en charge notamment de l'Afrique, « des pays qui constituent aujourd'hui les véritables portes d'entrée et/ou d'importants hubs sur le continent africain : le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Kenya et l'Afrique du Sud. Et aussi dans des pays avec lesquels la Wallonie entretient des relations privilégiées comme la Tunisie, l'Égypte, la République démocratique du Congo et le Rwanda ». Grâce à ce positionnement stratégique, l'AWEX est active sur l'ensemble du continent africain.

L'AWEX organise chaque année une quinzaine d'actions en Afrique. Depuis 2015, elle a choisi deux pays africains, l'Afrique du Sud en 2015 et le Maroc en 2018, en qualité de marchés cibles, c'est-à-dire des marchés sur lesquels son action a été largement intensifiée. Preuve supplémentaire de l'intérêt démontré par les entreprises wallonnes pour cette partie du monde, trois missions économiques principales y ont d'ailleurs été organisées ces dernières années... « En 2013, le déplacement en Angola et en Afrique du Sud était la première mission de SAR la Princesse Astrid de Belgique, se souvient Dominique Delattre. Tout un symbole... La mission en Côte d'Ivoire



Dominique Delattre

Inspecteur
général

de 2017 était également un beau succès dont on récolte encore les fruits aujourd'hui puisqu'un contact initié lors de cette mission vient de permettre la signature par une société wallonne d'un très important contrat avec le Ministère ivoirien de l'Hydraulique pour la potabilisation de l'eau dans différentes régions du pays. Mais ce n'était rien à côté de celle de 2018 au Maroc, avec quelque 470 participants belges, dont une majorité de Wallons. Un record à l'époque... » Et une nouvelle mission économique principale est annoncée au Sénégal, probablement en 2023 si la situation sanitaire le permet.

Mais l'action économique de l'AWEX ne se limite pas aux missions et aux relations commerciales... De multiples coopérations entre institutions publiques ont ainsi été mises en place ces dernières années, à l'instar de la coopération mise en œuvre entre l'AWEX et son pendant tunisien, le CEPEX. *« Plus largement, détaille Dominique Delattre, l'objectif principal de ces collaborations est de faire émerger sur le continent africain un secteur privé dynamique porteur de belles coopérations à venir avec nos entreprises. C'est pourquoi, notre démarche et notre action visent à permettre une appropriation des projets par les populations locales. En l'occurrence, nous créons des projets plutôt que de vendre des produits. Des projets qui produiront demain des effets multiplicateurs et dont le maître-mot reste le partenariat. »* Un partenariat qui se doit de s'inscrire dans une dynamique toujours mutuellement bénéfique.

PATRIMOINE

Restitution dans les règles de l'art

Bruxelles a décidé de rendre à la RD Congo les objets dérobés pendant la colonisation. Les autorités des deux pays travaillent ensemble pour que ce long processus soit le moins douloureux possible. Les premiers retours sont attendus à Kinshasa avant la fin de l'année.

OLIVIER CASLIN

« Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est arrivée », déclamait Thomas Dermine le 24 novembre 2021, à Kinshasa, devant les autorités congolaises. Si le secrétaire d'État belge cite alors Victor Hugo, c'est que selon lui, « l'heure de la restitution des objets spoliés au Congo est venue ».

Détenteur du portefeuille de la Relance et des Investissements stratégiques, ce jeune socialiste d'à peine 36 ans s'occupe également depuis dix-huit mois de la Politique fédérale en matière scientifique, et par conséquent du dossier, ô combien sensible, du retour en RD Congo des dizaines de milliers d'objets – pillés pour certains – ramenés en Belgique lors des années de colonisation.

Une « restitution » dans l'air du temps, après le mouvement mondial Black Lives Matter, et à laquelle travaillent également les gouvernements français ou allemand. Elle est appelée « reconstitution » en Belgique, terme emprunté aux Congolais eux-mêmes pour être bien compris des Flamands.

Depuis cette visite très symbolique, surtout à une époque où les voyages d'officiels belges en RD Congo restent denrée rare, le royaume a poursuivi sa marche en avant entamée début 2021 sur ce dossier. En février dernier, le conseil d'État a validé un avant-projet de loi prévu pour être soumis au vote du Parlement fédéral avant le mois de juin, pour rendre

« aliénables » les biens hérités du passé colonial.

Une fois approuvée, la loi permettra la mise en place d'une commission mixte, composée de huit membres belges et congolais, laquelle sera chargée, normalement avant la fin de l'année, de déterminer si les

œuvres faisant l'objet d'une demande de restitution de la part de Kinshasa, ont été mal acquises ou non.

Selon Thomas Dermine, « seule une petite fraction des œuvres a été obtenue dans des conditions illégales, par des transactions commerciales inéquitables issues de pillages



JASPER JACOBS/BELGA/AFP

et autres actions violentes ». Mais consciente « du déséquilibre provoqué par essence dans une relation coloniale, la Belgique a accepté que tout le patrimoine congolais détenu sur son territoire soit soumis à un examen historique », explique Guido Gryseels, l'emblématique directeur du non moins célèbre Africa Museum de Tervuren, ouvert dès 1898 par le roi Léopold II, et qui renferme depuis cette date l'une des plus grandes collections au monde d'objets africains.

L'inventaire complet remis, également en février, par les autorités belges à leurs homologues congolaises porte sur 84 000 objets ethnographiques et organologiques (masques, sculptures, instruments de musique...), « soit 70 % du fonds détenu par le musée », précise encore Guido Gryseels. La quasi-totalité de la collection provient exclusivement de RD Congo, « ce qui rend le projet de restitution beaucoup moins complexe qu'en France, par exemple », observe Didier Claes, gérant de la galerie du même nom spécialisée à

Le musée de Tervuren, voulu par le roi Léopold II, renferme l'une des plus grandes collections au monde d'objets africains.

Bruxelles dans l'art africain ancien. Un cinquième de ces objets ont une valeur artistique, « le reste est avant tout usuel et ne fera l'objet d'aucune demande de la part des Congolais », assure Guido Gryseels.

Chefs-d'œuvre absolus

Alors que près des deux tiers du fonds ont été légitimement acquis, les cas contraires aujourd'hui avérés représenteraient moins de 2 % des pièces conservées à Tervuren, « dont la plupart sont des chefs-d'œuvre absolus de la RD Congo », constate le négociant d'art. Autant d'objets qui « ne nous appartiennent

pas et qui devront donc être rendus aux Congolais », comme l'avait déjà affirmé Thomas Dermine, lors de son passage à Kinshasa en novembre.

Les 35 à 40 % restants, et sur lesquels un doute subsiste, « feront l'objet d'une recherche de provenance quand cela sera possible », reprend Guido Gryseels. Ce sera ensuite à la commission mixte de statuer et, en cas d'illégitimité confirmée, à l'État congolais de savoir ce qu'il entend faire des pièces qui lui reviennent. « Elles pourront rester en Belgique, être prêtées ou redonnées, en fonction des choix des Congolais eux-mêmes et de leur capacité de conservation », détaille le directeur de Tervuren.

L'objectif n'est pas d'encombrer les musées locaux, « mais de se concentrer sur le retour des pièces les plus symboliques », assure Didier Claes, qui rappelle par exemple que le Musée national de la RD Congo (MNRDC), bien que flamboyant neuf, ne peut montrer qu'une infime partie des 40 000 objets de son fonds. « L'idée est davantage d'établir une collaboration scientifique qui permettrait au Congo de constituer une collection représentative de la richesse et de la variété de ses 300 ethnies », complète Guido Gryseels.

Au-delà de la reconstitution elle-même, les autorités belges entendent également renforcer les capacités des musées congolais en formant leurs personnels et en les aidant à recevoir et à stocker les objets récupérés. Dans l'autre sens, les experts africains apporteront une connaissance plus précise des objets. « Cela va renforcer les liens entre Tervuren et les musées congolais », veut croire le responsable de l'Africa Museum.

Aucune pièce n'a encore été précisément identifiée par les Congolais, qui veulent d'abord « mettre la maison en ordre », selon l'expression de Placide Mumbengele, directeur de l'Institut des musées nationaux du Congo (IMNC). Les premières restitutions ne devraient pourtant pas trop tarder, « avant la fin de cette année ou début 2023 au plus tard », assure Guido Gryseels, pour qui il convient de rassurer les Congolais avant les élections présidentielles, attendues pour l'an prochain dans leur pays. ●



Le Premier ministre de la RD Congo, Jean-Michel Sama Lukonde (à g.), au côté de son homologue belge, Alexander De Croo, à l'Africa Museum de Tervuren, dans la banlieue de Bruxelles, le 17 février.

ENTRETIEN

Thomas Dermine

« Notre regard sur l'Afrique a changé »

Le secrétaire d'État pour la Relance et l'Investissement stratégique est également chargé de la Politique scientifique et gère le processus de restitution des objets d'art à la RD Congo, lancé il y a un an.

OLIVIER CASLIN

Issu de la sphère économique et de l'innovation technologique, Thomas Dermine a été nommé secrétaire d'État le 1er octobre 2020. Chargé de la Politique scientifique fédérale, c'est lui qui gère le dossier de la restitution des objets d'art au Congo, sur lequel travaille le gouvernement De Croo depuis le début de 2021. Parfait exemple de la nouvelle génération qui a pris les manettes en Belgique ces dix-huit derniers mois, ce trentenaire entend mener le processus tambour battant. Il revient sur les particularités de cette restitution.

Jeune Afrique : En quoi le projet de restitution belge se distingue-t-il de ceux lancés dans le même temps par d'autres pays ?

Thomas Dermine : Les États européens sont en effet traversés par un questionnement concernant leur héritage colonial. C'est un sujet qui génère beaucoup de passion en Belgique. Là où d'autres se concentrent sur une collection ou une pièce particulière, nous avons pris le parti d'avoir une approche globale sur l'ensemble du fonds, quel que soit l'objet concerné. Cette approche n'a pas pour but d'être spectaculaire, mais de provoquer un dialogue avec les Congolais. Ce processus de restitution doit contribuer



JEAN-LUC FLEMAIL/REUTERS/ANAPPP

à la réconciliation autour d'un passé commun aux deux peuples.

Comment les Congolais ont-ils réagi ?

L'accueil a évidemment été chaleureux. Maintenant, les Congolais doivent penser à mettre en place le cadre juridique et législatif nécessaire à un tel processus. Le président Tshisekedi en a fait l'une de

ses priorités, et l'adoption des textes pourrait être « imminente », selon les termes du Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde. Les textes suivent également leur cours en Belgique. J'espère une validation en juin de notre côté, pour qu'un accord bilatéral puisse être rapidement signé entre les deux pays et que les premières restitutions soient envisagées avant la fin de cette année. →



AFRICA
CEO
FORUM
ANNUAL SUMMIT

ABIDJAN

13 & 14 JUIN 2022

RE | CONNECT BOOT SHAPE



INSCRIPTION

www.theafricaceoforum.com

CO HOST



JELINE AFRIQUE
MEDIA GROUP

MAIN SPONSOR



DIAMOND

GOLD



PARTNER



INSTITUTIONAL PARTNERS

AWARDS

GALA DINNER

INTERNATIONAL OFFICIAL CARRIER

REGISTRATION PARTNER



→ **Quels critères ont été retenus ?**

Ils sont premièrement géographiques, puisque le projet ne concerne que la RD Congo. Au Rwanda et au Burundi, nous ne sommes encore que dans des phases expérimentales sur des collections bien moins importantes. Le deuxième critère est la période qui s'étend de 1885 à 1960, de l'État indépendant du Congo, possession du roi Léopold II, à la fin de l'époque coloniale. Le troisième concerne le périmètre, puisque ne sont concernées que les pièces appartenant aux grandes institutions fédérales comme l'Africa Museum de Tervuren ou l'Institut royal des sciences de Belgique.

Que deviendra le musée de Tervuren après cette restitution ?

Il faut tordre le cou à un mythe. L'Africa Museum montre au public moins de 2 % de son fonds, et la grande majorité de ces objets, bien plus que 50 %, a été acquise de manière tout à fait légitime. Tout n'a pas été volé. L'Africa Museum dispose donc d'un fonds suffisamment important. Ses équipes sont également engagées dans le travail d'études mené conjointement avec les Congolais afin de déterminer la provenance et le mode d'acquisition des objets pour lesquels

ces questions se posent encore aujourd'hui. Le gouvernement vient d'ailleurs de débloquer 2 millions d'euros pour intensifier cette collaboration scientifique.

Pourquoi engagez-vous ce processus maintenant ?

Parce que la question de la légitimité à posséder et à montrer des objets sur lesquels plane un doute

«

Le gouvernement vient de débloquer 2 millions d'euros pour intensifier cette collaboration scientifique.

»

quant à leur acquisition se pose. Le passé existe, qu'on le regrette ou non, et il doit être clarifié et contextualisé pour pouvoir être utilisé comme un outil pédagogique. Il y a aussi certainement un aspect générationnel, avec l'arrivée de responsables qui n'ont pas connu la période coloniale et en ont donc une perception différente de leurs aînés. Je crois que

le gouvernement actuel ne compte qu'un seul ministre qui a vécu cette époque. La Belgique ne porte plus le même regard sur l'Afrique.

Quel rôle la diaspora africaine a-t-elle joué sur ce dossier ?

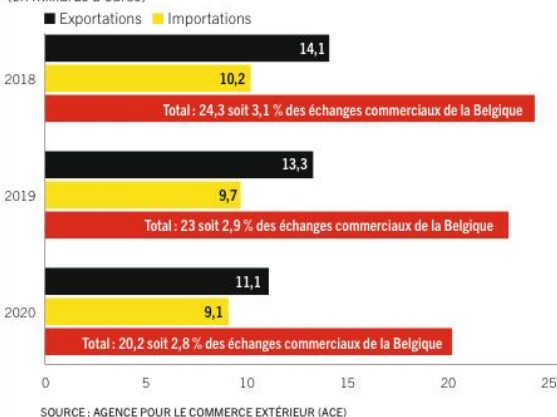
Elle a participé au dialogue et se mobiliser pour que les différents enjeux soient pris en compte et mis à l'agenda. Mais son influence s'arrête là. Pour les aspects techniques du dossier, la vitesse et l'étendue de cette restitution, nous travaillons exclusivement avec les autorités de Kinshasa.

Parlez-vous également ensemble des aspects de conservation ?

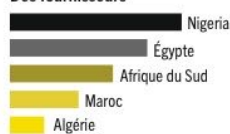
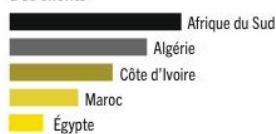
Au-delà des simples discussions, de nombreux programmes scientifiques existent déjà pour accompagner les Congolais et aider les musées africains à renforcer leurs capacités. L'heure n'est plus à se réfugier derrière des arguments techniques. Désormais, il faut veiller à protéger. Ce retour intervient aussi sur demande des Congolais, qui veulent récupérer les objets liés à certaines ethnies du pays, et ainsi combler les « trous » manquant encore dans leur patrimoine culturel. Plus que d'une restitution, c'est bien d'une reconstitution qu'il s'agit. ●

Des échanges commerciaux avec l'Afrique qui marquent le pas depuis la pandémie...

(en milliards d'euros)

**... autour de partenariats tissés aux deux extrémités du continent**

Top cinq pour 2020

Des fournisseurs**Des clients**

SOURCE : ACE



CLASSEMENT
jeuneafrique

23^e ÉDITION PALMARÈS EXCLUSIF 2022

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Covid-19, un virus économique

La 23^e édition du Top 500 porte les stigmates de la pandémie. Ce classement exclusif fondé sur les performances de 2020 – on était alors au plus fort de la tourmente – le reflète. Les grandes entreprises ont subi un choc inédit. Si l'activité des champions africains du transport aérien, du tourisme et de l'automobile a été laminée par la crise, l'industrie des télécoms a, elle, montré sa résilience. Il en va de même pour certains géants des métaux comme la Snim, en Mauritanie. **Retrouvez, pages 152-156, l'analyse du classement.**



TRANSPORT AÉRIEN

Les compagnies parées au redécollage

Malgré les dégâts considérables causés par la crise sanitaire et un contexte international troublé, le ciel africain semble enfin s'éclaircir.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Relevez la tablette de votre siège, attachez vos ceintures... le (re)décollage est proche... En cette période encore agitée, où le Covid-19 joue les prolongations, l'agression russe en Ukraine exacerbe les tensions, les nuages se dissipent toutefois peu à peu dans le ciel africain. « Le pire est passé. L'Association des compagnies aériennes africaines (Afraa) estime que le trafic a atteint en février 64 % de son niveau de 2019. L'heure est à la reprise. Tout en restant modérée, car toutes les mesures sanitaires ne sont pas levées, elle apparaît plus rapide pour les compagnies qui avaient un réseau important avant la

pandémie », analyse depuis Nairobi auprès de *Jeune Afrique* le Malien Abderrahmane Berthé, secrétaire général de l'Afraa.

En témoigne, au cours de ce premier trimestre, la relance à toute vitesse des programmes de vols d'Ethiopian Airlines, d'Egyptair et de Royal Air Maroc. Ce trio de tête, mais aussi nombre de compagnies de taille moyenne ou plus modeste parient sur une reprise du marché cette année. Pour y parvenir, les compagnies époussettent leurs appareils et ressortent des hangars ceux qu'elles avaient mis sous cocon. Certaines ne renouvellent pas les contrats de sous-location à d'autres opérateurs,

« un marché paradoxalement assez actif depuis près d'un an », pointe un consultant. Air Côte d'Ivoire, Royal Air Maroc, Air Algérie, Egyptair ou Rwandair rouvrent des lignes internationales à un rythme qui devrait s'accélérer jusqu'au second semestre. Certaines l'avaient même anticipé, comme Air Sénégal, qui a ouvert une liaison Dakar-New York dès septembre 2021 en A330-900. Pour sa part, Royal Air Maroc devrait rétablir l'ensemble de ses grandes lignes intercontinentales d'ici à la fin du trimestre et peut compter sur la reprise du tourisme avec l'allègement des mesures sanitaires. Sans compter sa toute nouvelle liaison, historique,



Un Boeing 787-9 de Royal Air Maroc atterrit à l'aéroport international David-Ben-Gourion, de Tel-Aviv, en Israël, le 13 mars 2022, après avoir effectué le premier vol direct vers l'État hébreu depuis la normalisation des relations entre les deux pays, en 2020.

JACK GUÉZ AFP

avec Israël en partage de code avec EL AL Israel Airlines. De son côté, Egyptair vient de lancer ses premiers vols directs vers Dublin et Kinshasa.

Quant à Ethiopian Airlines, Tewolde GebreMariam, l'emblématique patron du leader continental, a annoncé une année en fanfare. Après la remise en service de ses Boeing 737 Max, le 1^{er} février, trois ans après le drame du vol 302, la compagnie affiche aujourd'hui moins d'une dizaine d'appareils encore parqués, sur une flotte de 123 avions. Point notable, « les compagnies (comme Ethiopian) qui avaient su développer une logique de hub avant la crise sont mieux à même de tirer rapidement parti de la

reprise », estime Didier Bréchemier, senior partner de Roland Berger.

Pas de retour à la normale avant la fin de 2023

Reste que la crise a fait des dégâts. En Afrique, en 2020, le trafic a fait, selon l'Association du transport aérien international (Iata), une chute vertigineuse de 65,7 %, à 34,3 millions de passagers. Le chiffre est estimé à 55 millions sur 2021, encore en repli de plus de 40 % sur la situation d'avant-crise. « Nous espérons retrouver un niveau comparable à celui 2019 en rythme annuel d'ici à la fin de 2023 ou au début de 2024, précise Abderrahmane Berthé. Mais le recul d'activité a été massif

et inédit en 2020, avec une perte de chiffre d'affaires de 10,2 milliards de dollars. En 2021, cette perte d'activité s'est réduite à 8,6 milliards. Mais nos compagnies devraient encore enregistrer cette année une baisse de chiffre d'affaires de 4,9 milliards de dollars ».

Cette tornade sans égale a touché tous les acteurs africains, dont certains jouent encore leur survie.

Le soutien clair, rapide et massif de Dakar constitue un élément déterminant pour l'avenir d'Air Sénégal.

South African Airways (SAA), déjà en situation de quasi-faillite avant la crise (sous procédure de sauvegarde depuis décembre 2019), a été clouée au sol en mars 2020 avant de pouvoir reprendre timidement ses vols en septembre 2021. En dépit de l'injection de 7,8 milliards de rands (472 millions d'euros) par le gouvernement, l'entreprise publique, autrefois première compagnie du continent, demeure mal en point. Mais doit être relancée avec un nouvel actionnaire. Annoncée en juin 2021 par Pravin Gordhan, le ministre des Entreprises publiques, la cession de 51 % du capital au consortium Takatso (fonds Harith General Partners et Global Airways) a été confirmée, sans mention du prix, le 28 février, par la présidence du pays sous réserve des autorisations réglementaires. Takatso doit injecter 3 milliards de rands sur plusieurs années pour relancer la compagnie. Pas sûr que cela suffise avec une flotte réduite à une demi-douzaine d'appareils actifs seulement. SAA et ses futurs actionnaires travaillent, par ailleurs, à une alliance avec Kenya Airways, elle aussi financièrement asphyxiée en dépit d'une aide d'État récente de 176 millions de dollars. Avec la bénédiction, à la fin de 2021, des présidents Uhuru Kenyatta et Cyril Ramaphosa, les deux opérateurs devraient se rapprocher sous une forme encore à déterminer. Le sort de Mango, importante filiale de SAA, reste en suspens, mais une autre

filiale – South African Express – a, elle, été liquidée en 2020.

Non loin de là, à Madagascar, après plusieurs années d'errance stratégique et d'alliances ratées (Lufthansa, Air austral), et la quasi-fermeture pendant dix-huit mois du ciel national, la compagnie publique malgache a failli vivre ses derniers instants, sans parler des salariés souvent non payés et poussés à démissionner. Après un redressement judiciaire à la fin de 2021, Air Madagascar doit renaître sous le nom de Madagascar Airlines – après fusion avec sa filiale régionale Tsaradia, créée en 2019. Mais « Air Mad » reste désespérément à court de trésorerie et d'appareils, et doit toujours près de 40 millions d'euros à Air France. Si Air Madagascar, pas plus que Tunisair par exemple, n'a pu encore compter sur de l'argent public frais, d'autres gouvernements ont tenu à soutenir leur transporteur national. Royal Air Maroc peut ainsi bénéficier d'un plan de soutien de 6 milliards de dirhams (554 millions d'euros), dont une augmentation du capital de 3,4 milliards.

Concrétiser le projet de société de leasing d'avions panafricaine

Au Pays de la teranga, à la pointe en matière d'aérien, le président Macky Sall a, dès mai 2020, décidé un programme pluriannuel d'aide de 45 milliards de F CFA (près de 69 millions d'euros) à Air Sénégal (398 000 passagers en 2019). Une source proche de la compagnie sénégalaise dirigée par Ibrahima Kane glisse : « Ce soutien clair et extrêmement rapide constitue un élément déterminant pour l'avenir de la société et sa relance. Cela a permis de consolider le plan stratégique de développement à moyen terme et de rassurer nos partenaires, y compris financiers. » La compagnie, basée à Dakar, a notamment poursuivi un important programme d'intégration de huit court et moyen courriers Airbus A200 (ex-CSeries Bombardier). D'abord prévu pour la fin de 2021 sous forme d'acquisition, le programme s'est mué depuis en contrat de leasing auprès de différents loueurs (Macquarie AirFinance, Carlyle Aviation...). « Les conditions de ce marché du leasing sont actuellement favorables, c'est un choix pragmatique

car les modalités d'acquisition jouent un rôle clé dans les équilibres économiques », souligne notre source.

À noter qu'en la matière plusieurs grandes institutions africaines, dont Afreximbank et la Banque africaine de développement (BAD), continuent de plancher sur la création d'une société de leasing d'avions. « Ce projet avance peu à peu. Nous le soutenons fortement. L'accès aux appareils les plus modernes reste un facteur limitant, surtout pour les petites compagnies »,

Au vu de la demande réelle et des moyens qu'exige le secteur, le nombre de petites compagnies demeure trop important.

pointe Abderrahmane Berthé. De fait, en matière de compétitivité, « la modernisation des flottes est un impératif pour les compagnies, surtout en période de prix élevé des carburants. Les dernières générations d'appareils et de moteurs permettent une réduction de consommation de 15 % à 25 % », rappelle Didier Bréchemier.

À l'image d'Air Sénégal, les compagnies les plus audacieuses se remettent à intégrer des appareils dernier cri. En Afrique centrale, la gabonaise Afrijet (250 000 passagers par an avant la crise) a officialisé en novembre 2021, au salon de Dubaï, l'arrivée en leasing de trois nouveaux « turboprop » ATR 72-600. « D'un rayon d'action de 1 400 km, très efficaces, et qui plus est certifiés pour opérer avec jusqu'à 50 % de carburants non fossiles, ces appareils sont un élément fort de notre relance », indique une source de l'entreprise. Pour sa part, Ethiopian Airlines vient de passer commande de cinq Boeing 777-8F cargos pour continuer d'asseoir sa forte position sur le fret. « Sur le continent, le volume de cargo n'a pratiquement pas baissé durant la crise. Cela a été l'un des rares facteurs de résilience pour les opérateurs », rappelle Abderrahmane Berthé. De son côté, Egyptair pourrait acquérir

neuf gros-porteurs passagers d'ici à la fin de 2023, selon le ministre égyptien du Plan. Un projet qui s'inscrit dans le cadre du renouvellement de sa flotte long-courrier. Même Tunisair, pourtant en grande difficulté, poursuit son programme d'équipement. Le 10 février, Khaled Chelly, PDG depuis mars 2021, a réceptionné un deuxième A320Neo (sur une série de cinq) pris en leasing auprès du loueur irlandais-japonais SMBC. Un élément clé de son plan de redressement.

Les alliances et la connectivité, facteurs clés de la croissance

Reste que si pour les compagnies aériennes un certain optimisme prévaut désormais, beaucoup reste à faire pour éclaircir durablement le ciel africain, notamment du côté du nombre d'opérateurs. « Il est compréhensible que les États tiennent à maintenir un pavillon national. Mais, au vu de la demande réelle et des moyens qu'exige ce secteur, le nombre de petites compagnies demeure trop important. Les alliances peuvent être une voie intéressante. Mais même à l'occasion de cette crise historique, on constate peu d'initiatives en ce sens », relève Didier Bréchemier.

Abderrahmane Berthé juge ces politiques d'alliance « inévitables » et en appelle aussi aux gouvernements. « Nous demandons aux États de continuer de soutenir le développement du secteur. La connectivité est un facteur essentiel à la croissance de l'Afrique. » Pour lui, les pouvoirs publics doivent harmoniser les processus sanitaires et surtout ne pas alourdir les ailes des compagnies : « Une fiscalité trop forte de même que le niveau des redevances aériennes ou des coûts d'utilisation des aéroports handicapent nos compagnies, confrontées aux géants mondiaux, plus solides. » Il convient aussi, selon le secrétaire général de l'Afraa, de poursuivre le processus d'intégration du ciel africain sous l'égide de la décision de Yamoussoukro, applicable depuis 2002. « Aujourd'hui, 35 pays, soit 800 millions d'habitants, ont adopté la décision, c'est une réalisation considérable. Mais il faut maintenant que tous ces signataires l'appliquent réellement. Ce qui n'est hélas pas le cas », conclut-il. Un autre gros chantier après la relance? ●



PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE

Depuis 1970, MSC investit en Afrique : équipes locales dans plus de 40 pays, solutions de transport et de stockage, infrastructures de pointe. Nos 50 services maritimes hebdomadaires connectent les entreprises africaines aux marchés du commerce international.



msc.com/africa

MOVING THE WORLD, TOGETHER.

INVESTISSEMENTS

Capitalisme africain, es-tu là ?

Si les fonds étrangers affluent toujours plus massivement sur le continent, notamment dans les start-up, ils ne profitent guère aux pouvoirs publics. Une seule solution : favoriser l'émergence de sociétés détenues par des capitaux africains.

STÉPHANE BALLONG



PATRICK MENHART/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

Présente dans 15 pays, la fintech Flutterwave, devenue il y a un an la troisième licorne africaine, compte parmi ses clients des mastodontes comme Facebook, Booking et Uber.

Dans l'effervescent microcosme de la tech africaine, ce fut l'un des faits marquants de la fin de 2021. L'entreprise nigériane MainOne, créée en 2010 et devenue l'un des principaux gestionnaires de centre de stockage de données et fournisseurs de services de communication en Afrique de l'Ouest, annonçait en décembre 2021 avoir été rachetée par l'américain Equinix (6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2020). L'opération, d'un montant de 320 millions de dollars, était saluée par l'ensemble de la communauté

car elle permet à un grand nom de la Silicon Valley de prendre pied sur le continent. Coté à Wall Street, Equinix possède quelque 220 centres de stockage de données dans le monde.

Le rachat de MainOne ne constitue pas un cas isolé. Ces dernières années, le continent a vu émerger une multitude de start-up, nombre d'entre elles connaissant un succès fulgurant. « Des jeunes férus de technologie ont créé des types d'entreprises que nous n'avions jamais vus auparavant », s'enthousiasmait récemment dans nos colonnes Ngozi Okonjo-Iweala, la patronne de l'Organisation mondiale

du commerce (OMC). Flutterwave, InstaDeep, Copia Global... La valorisation de ces jeunes pousses monte en flèche tout comme l'appétit des investisseurs étrangers, notamment des fonds de capital-risque venus des États-Unis, d'Europe et même d'Asie. Au cours de l'année écoulée, elles ont attiré un montant 5 milliards de dollars. Un record. Et 2022 a démarré très fort pour ces entreprises en matière de levées de fonds puisque, entre janvier et février, le seuil symbolique du milliard de dollars avait déjà été franchi.

Pourtant, cette révolution en cours soulève déjà de sérieuses →



CORIS BANK INTERNATIONAL INSTALA-SE NA GUINÉ-BISSAU *



(*) CORIS BANK INTERNATIONAL S'INSTALLE EN GUINEE-BISSAU

La Banque Autrement
<https://coris.bank>



→ **questions** : l'Afrique tire-t-elle vraiment parti de l'engouement des capitaux étrangers pour sa tech ? Ou se fait-elle tout simplement déposséder de ses pépites ? Il est vrai que grâce à ces fonds qui investissent pour lancer ou financer la croissance des start-up africaines, « c'est toute une énergie qui se libère dans un secteur à très forte valeur ajoutée », concède Cyrille Nkontchou, le cofondateur du gestionnaire d'actifs Enko Capital. Reste que « tout se passe comme si l'essentiel de la valeur ainsi créée est ensuite exporté, ce qui est un peu dommage », note cependant le financier. Il est de notoriété publique que créer une entreprise est une bonne chose, mais en être propriétaire (ou copropriétaire), et donc principal bénéficiaire des profits générés, c'est encore mieux !

Savoir protéger ses fleurons

Certains pays l'ont bien compris et mettent en place des dispositifs réglementaires pour mieux encadrer les investissements étrangers. Ainsi, récemment, alors que le spécialiste américain de la défense Teledyne a tenté de racheter Photonis, start-up française axée sur la vision nocturne, l'opération a finalement tourné court. L'État français tenant absolument à ce que Bpifrance, sa banque publique d'investissement dont la vocation est de financer le développement des entreprises nationales, prenne part à l'opération à travers une prise de participation minoritaire. Ce qui lui aurait donné un droit de veto sur certaines opérations et sur la gestion de l'entreprise. De manière plus générale, l'Hexagone a développé ces dernières années un arsenal législatif et réglementaire qui lui permet de protéger ses fleurons tout en maintenant un certain équilibre entre attractivité et contrôle des investissements étrangers, notamment dans des secteurs jugés stratégiques tels que : la défense, l'énergie, l'eau, les transports ou encore l'hébergement des données.

« Il ne s'agit pas de développer des réflexes protectionnistes, explique Alex Bebe Epale, avocat aux barreaux de Paris et du Cameroun. Mais d'avoir, dans le cadre de ce type de deal, des exigences fortes en matière,

par exemple, d'utilisation du contenu local, de partenariats obligatoires avec des PME locales ou encore de transfert de technologies. L'on doit toujours avoir cette question à l'esprit : qu'est-ce que l'économie de mon pays ou celle de ma région gagne sur le long terme ? » Cette démarche est d'autant plus cruciale que les flux des capitaux étrangers à destination du continent vont être de plus en plus importants, et ce dans tous les domaines, si l'on en croit les spécialistes. L'entrée en vigueur en janvier 2021 de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), et la possibilité d'accéder ainsi à un marché commun (certes encore en construction) de 1,4 milliard de personnes, va inévitablement inciter les groupes étrangers à mener l'offensive sur le continent.

Les États semblent assister impuissants à la cession de l'empire logistique du français Bolloré au suisse MSC.

Au-delà de l'encadrement des capitaux étrangers, une question de fond se pose aux dirigeants du continent, a fortiori dans le contexte de mise en place de la Zlecaf : comment favoriser également l'émergence d'entreprises africaines détenues par des capitaux africains ? Le modèle de développement sur le continent doit « davantage s'appuyer sur l'épargne locale que sur les capitaux internationaux dans le financement des fonds propres », insiste Cyrille Nkontchou. Mais, pour cela, il faut créer des structures permettant de sécuriser cette épargne et de rassurer les particuliers africains qui préfèrent envoyer leurs économies sur d'autres continents. Les fonds de pension africains peuvent constituer un précieux levier : « C'est de l'argent de long terme avec lequel on peut prendre un peu plus de risques en investissant dans les meilleures idées », suggère-t-il. L'avocat Alex Bebe Epale ne pense pas autre chose. Pour lui, il est tout aussi

indispensable d'envisager un nouveau modèle de banque, adapté à la spécificité des économies africaines, et dont « la mission serait par exemple d'accompagner et de financer le secteur informel pour faire émerger de véritables PME ».

Faire émerger des champions

Bernard Ayitee, diplômé de la London School of Economics et fondateur, en 2018, d'Obara Capital, le premier *hedge fund* africain, complète : « Au départ, il faut une vision. Puis on doit mettre en place des structures financières suffisamment puissantes, à l'instar de Lazard ou de Rothschild, en France, pour accompagner l'émergence d'un noyau dur d'entreprises performantes dans des secteurs identifiés comme revêtant un intérêt souverain pour les États africains. »

Des propos qui trouvent un écho particulier dans le cadre de ce qui s'annonce comme l'un des plus gros deals de l'année sur le continent : la vente des activités africaines de Bolloré Transports & Logistics (BTL) à MSC pour 5,7 milliards d'euros (non conclue au moment où nous mettions sous presse). Un tycoon français qui cède une partie de l'empire logistique qu'il a bâti sur le continent à un autre magnat, suisse celui-là, le tout devant des pouvoirs publics africains qui semblent assister, impuissants, à cette opération qui touche à un secteur hautement stratégique de leurs économies. MSC s'est semble-t-il trouvé en concurrence avec d'autres potentiels repreneurs de BTL. Parmi les compagnies citées, des noms français, moyen-orientaux ou encore asiatiques. Mais aucun nom africain !

Ainsi, des exportateurs de matières premières – pour lesquels le transport des ressources naturelles depuis leur lieu de production jusqu'aux côtes d'où elles sont expédiées vers le reste du monde est vital – se retrouvent ainsi complètement hors jeu dans une opération qui se déroule sur leur propre terrain. Pourquoi, plus de soixante ans après leur indépendance, les États côtiers d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ne sont-ils pas parvenus à favoriser l'émergence d'acteurs locaux ou de champions dans cette activité essentielle pour leurs économies ? À méditer ! ●



Nous puisons dans
nos racines...

MOSAÏK



... pour conquérir l'avenir

Depuis plus d'un demi-siècle, Holmarcom n'a cessé d'évoluer et de se renouveler. Fort de ses racines et porté par une stratégie de croissance entreprenante, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'essor durable du Maroc et s'ouvre à de nouveaux défis dans le continent africain.

Maroc - Sénégal - Bénin - Côte d'Ivoire - Burkina Faso - Kenya

www.holmarcom.ma



HOLMARCOM
GROUP

TÉLÉCOMS

Sékou Dramé – Sonatel

« Nous voulons lancer Orange Bank au Sénégal »

Résultats du groupe, pression fiscale, concurrence de la start-up Wave, nouveaux services financiers... Le directeur général du groupe sénégalais dévoile sa feuille de route pour 2022 et répond aux questions de JA.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIEN CLÉMENT



Pour Sonatel, 2021 aurait pu être marquée du sceau des crises à répétition et de leurs conséquences économiques : deuxième et troisième vagues de la pandémie de Covid, coup d'État au Mali, puis en Guinée, guerre des prix sur le secteur du *mobile money*. Mais, les résultats financiers publiés à la fin de février révèlent la résilience de la première filiale africaine d'Orange, présente au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau.

Dirigé depuis bientôt quatre ans par le Sénégalais Sékou Dramé, l'opérateur de télécoms aux 38 millions de clients affiche cette année encore un chiffre d'affaires record, en hausse de 10 %, à 1335 milliards de F CFA (2,04 milliards d'euros), et surtout un résultat net de 252 milliards de F FCFA qui représente, pour la première fois depuis 2016, quasiment 19 % de ses recettes.

En exclusivité pour *Jeune Afrique*, son directeur général revient sur cet exercice si particulier et dresse la feuille de route 2022 de son groupe, qui attend notamment l'accord de la commission bancaire pour lancer les services d'Orange Bank au Sénégal, prévoit de nouveaux tests de la 5G auprès d'un échantillon de clients et se prépare à exploiter une ferme solaire au Mali.

Jeune Afrique : Dans un environnement que vous qualifiez de plus en plus difficile, Sonatel a vu l'an dernier son chiffre d'affaires augmenter de 10 %, et son résultat net, de 25 %. N'y a-t-il pas là un paradoxe ?

Sékou Dramé : Pas vraiment. Ces résultats sont sous-tendus par des investissements échelonnés sur plusieurs années qui nous ont permis de poursuivre l'extension de la couverture de nos réseaux et de nos services, notamment dans le domaine du haut débit. En 2021, nous avons pu, en premier lieu, bénéficier du

rebound post-Covid des économies. Derrière ces résultats, notamment concernant le résultat net, on trouve aussi le fruit des actions de transformation engagées dans l'ensemble de nos pays pour gagner en efficacité et mieux maîtriser nos charges, y compris financières. Nous profitons des effets de la restructuration de notre dette réalisée en 2020 grâce à un emprunt obligataire (100 milliards de F CFA), de nos investissements dans la technologie 4G (licences et réseaux) et de la digitalisation de nos processus, qui permettent une amélioration de l'expérience clients et des gains de productivité.

Ces bons résultats profiteront-ils à vos clients au travers d'une baisse des prix ?

Selon une étude récente basée sur l'indice de la consommation réalisée au Sénégal, les services de télécommunication sont les seuls dont le prix baisse régulièrement – la même dynamique est à l'œuvre dans tous les pays où nous opérons.

À titre d'exemple, Sonatel avait pris en 2016 l'engagement de diviser les tarifs de l'internet au Sénégal par deux d'ici à trois ans. Lorsque nous avions fait le bilan, nous nous étions rendu compte que la baisse avait été de 83 %. Et ce mouvement se poursuivra en 2022. C'est à la fois le fruit



CLÉMENT TARDIF/SONATEL

de nos gains de productivité, mais également de la concurrence très dynamique qui caractérise le secteur des télécoms.

En 2021, sous la pression de la start-up Wave, vous avez dû revoir à la baisse le prix de vos services de mobile money. Ne vous étiez-vous pas endormis sur vos lauriers ?

Non, la concurrence a toujours été là. Ce qui est nouveau, c'est la disruption tarifaire introduite par cette fintech américaine. Nous avons objectivement pris le temps avant de nous ajuster, parce que ce n'est pas sans impact sur l'ensemble de l'écosystème, au point que certains distributeurs n'arrivent plus à se rémunérer suffisamment. En moyenne 50 % à 60 % des revenus étaient reversés aux réseaux de distribution. Les prix ont été divisés par trois, et notre revenu est aujourd'hui inférieur aux commissions que nous avions l'habitude de reverser.

Wave représente-t-elle un nouveau modèle appelé à se développer ?

Cela peut sans doute inspirer d'autres acteurs, car le besoin en services financiers est bien là. Sur nos marchés, Orange Money compte plus de 21 millions de clients. Dans ce contexte concurrentiel, tout l'enjeu sera de pouvoir proposer la meilleure expérience client, mais surtout d'enrichir notre portefeuille de nouveaux services dès 2022.

Justement, quand allez-vous lancer les services d'Orange Bank Africa sur les marchés de Sonatel ?

Lancé en juillet 2020, Orange Bank Africa comptait plus de 700 000 clients en Côte d'Ivoire à la fin de l'année dernière. Nous voulons maintenant développer ses services au Sénégal. Nous avons déposé un dossier en ce sens auprès de la commission bancaire en mettant en avant, au-delà du respect des obligations réglementaires, notre capacité à contribuer à l'inclusion financière.

Depuis quelques années, votre groupe a fait de la production

d'énergie l'un de ses axes de diversification. Vous produisez 7 % de l'énergie que vous consommez. Ambitionnez-vous un jour d'être autosuffisants ?

Oui, mais nous avons besoin d'un peu de temps. Le groupe Orange vise la neutralité carbone à l'horizon 2040. Nous déclinons cette ambition avec des rythmes plus ou moins rapides selon les pays. Au Mali, nous avons obtenu une autorisation pour un projet de ferme solaire. Laquelle permettra rapidement à Orange Mali de faire passer sa consommation d'énergie renouvelable de 6 % à 50 %.

Au Sénégal et en Guinée, nous équipons une partie de nos réseaux avec des panneaux solaires, ce qui permet, sur les sites concernés, de diviser notre consommation de

« En 2021, nous avons investi 214 milliards de F CFA pour moderniser nos réseaux dans nos cinq pays. »

fioul par deux. Nous sommes aussi présents dans le domaine des kits solaires, que nous distribuons via un dispositif de location-vente (200 F CFA par jour) grâce à Orange Money dans les zones rurales au Mali, au Sénégal, en Guinée, en Sierra Leone et bientôt en Guinée-Bissau. À la fin de 2021, nous en avions vendu 31 000.

Vous entamez aussi avec le Sénégal des discussions concernant les licences et les fréquences 5G. À quelle échéance vos clients pourront-ils profiter de cette technologie ?

Notre ambition est de mener un pilote commercial dès cette année. Les premiers tests étaient techniques afin de préparer le réseau. Maintenant il s'agit de travailler sur des cas d'usage pour identifier les services qui ont du sens pour nos clients. L'ambition est de pouvoir ensuite proposer des offres commerciales en 2023 ou en 2024.

Directement et indirectement, Sonatel permet aux États des pays dans lesquels le groupe est présent de collecter 640 milliards de F CFA. Cela facilite-t-il vos relations avec les gouvernements ?

Tout à fait : 45 % de nos revenus sont reversés aux États, notamment au travers de taxes indirectes et directes. Force est de constater que cette contribution fiscale s'intensifie, avec malheureusement parfois une multiplication de taxes spécifiques au secteur des télécoms. On observe une augmentation toujours plus importante des redevances pour les fréquences et les licences.

À terme, cela pourrait diminuer d'autant notre capacité d'investissement, car nous évoluons dans un secteur très capitalistique. En 2021, nous avons investi 214 milliards de F CFA dans nos cinq pays pour moderniser nos réseaux, les densifier, étendre leur couverture. Cela représente 16 % de nos revenus et n'inclut pas les coûts d'acquisition des licences et des fréquences.

L'arrivée au pouvoir de juntes militaires au Mali et en Guinée a-t-elle changé la manière dont vous travaillez avec les autorités de ces pays ?

Non, en tant qu'entreprise, nous ne notons pas de changement particulier. Nous travaillons à avoir les meilleures relations possibles avec ces gouvernements. Lorsqu'il y a de l'instabilité, cela entraîne bien évidemment des difficultés, mais en bonne intelligence avec l'ensemble de l'écosystème, nous nous efforçons de maintenir nos réseaux opérationnels, tout en garantissant la sécurité de nos salariés.

Au Mali, vous, ainsi que les autres opérateurs, êtes par ailleurs victimes de destructions de vos équipements...

Malheureusement oui. Nous avons noté une accélération des actes de vandalisme et de sabotage qui affectent nos capacités à fournir nos services aux populations. En 2021, une trentaine de sites ont été détériorés, dont certains n'ont pas encore pu être remis en œuvre. ●

HYDROCARBURES

Veni, vidi, Lekki : Dangote futur roi du pétrole ?

Dix ans après le début du chantier, la méga-raffinerie du magnat nigérian est enfin achevée. Retour sur ce projet colossal dont la réalisation s'est heurtée à de nombreux obstacles financiers, techniques et politiques.

NICHOLAS NORBROOK

Le 22 janvier, Aliko Dangote invitait le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, à faire à Lekki le tour de sa méga-raffinerie et de son complexe pétrochimique. En chemise, casque sur la tête, les deux hommes parcourent l'immense chantier où les ouvriers mettent la dernière main aux installations. L'ensemble devrait être opérationnel à la fin de 2022, après six mois de tests et de mise en service.

Le milliardaire nigérian peut enfin savourer l'aboutissement d'un projet dont le planning et le budget n'ont cessé de glisser depuis son lancement, il y a dix ans. Estimée à 9 milliards de dollars au départ, l'addition a plus que doublé, atteignant finalement 19 milliards. Mais aucun effort n'est trop important pour cette initiative qui peut changer la donne, booster le développement de l'Afrique et approfondir son intégration régionale, estime la BAD, qui a participé à son financement.

« Je suis estomaqué par l'ampleur de ce que je vois ici. C'est un complexe de classe mondiale qui peut rendre fiers le Nigeria et l'Afrique », a réagi Akinwumi Adesina, avant d'ajouter avec emphase à l'adresse du promoteur, dont il est proche : « Tous nos pays ont besoin d'avoir un Aliko Dangote pour aider le continent à s'industrialiser. » La raffinerie va en effet répondre à de multiples défis, à

commencer par briser la malédiction des ressources naturelles, qui fait que l'exportation de pétrole brut ne profite guère aux économies africaines. Selon le gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, ce site permettra en outre au Nigeria d'économiser « environ 3 milliards de dollars » par an sur ses importations de produits raffinés.

Plaidoyer pour le continent

La raffinerie aura une capacité de production de 650 000 barils de brut par jour. Aliko Dangote voit son projet industriel comme un plaidoyer pour le continent. « On pense souvent que l'Afrique n'est pas un lieu où l'on peut faire des affaires, a-t-il confié à *Jeune Afrique*. Nous sommes l'entreprise qui peut convaincre les gens de croire en l'Afrique et d'y investir. D'autres verront notre réussite et suivront l'exemple. »

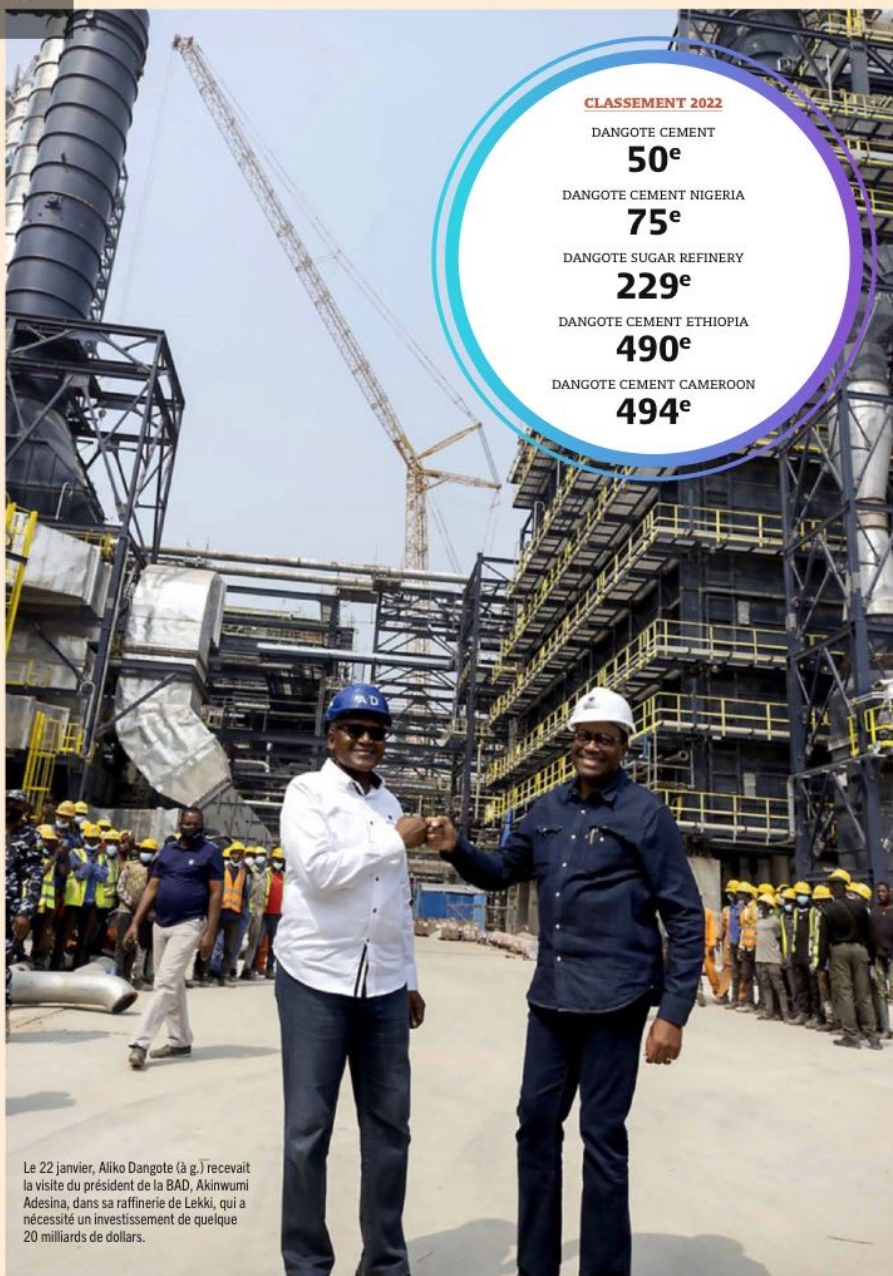
Compte tenu de l'ampleur des réalisations, l'escalade des coûts et les retards successifs n'ont rien de surprenant. Le site comprend 130 kilomètres de routes, et l'ensemble représente sept fois la taille de Victoria Island, le prospère quartier d'affaires de Lagos.

Situé dans la zone franche de Lekki, c'est une véritable cité industrielle, qui connecte 19 unités (tours de craquage, centrale électrique, complexe d'éthylène, installations de raffinage et station d'épuration). Sans compter l'usine d'engrais, en service depuis quelques mois. Trente cylindres bleu foncé d'une contenance de

60 millions de litres se trouvent sur le rivage, formant un parc de stockage de pétrole, d'essence, d'éthanol et autres dérivés. Les tuyaux de cet ensemble plongent sous la surface du sol et ressortent à 5 km au large, soutenus par trois bouées afin d'être raccordés à des pétroliers géants de 120 tonnes.

Cette gigantesque usine a été dressée sur une zone humide à l'aide des plus grandes dragues existant au monde. Le remblayage a pris quinze mois. « Environ 80 % du terrain étaient constitués de marais, se souvient Aliko Dangote. Nous l'avons surélevé de 1,5 m. » Dangote Industries a engagé une entreprise chinoise pour tasser le terrain. Ensuite, des fondations constituées de quelque 150 000 pilotis ont été installées à 25 m de profondeur et remplies de pierres – là encore, la plus grande quantité jamais utilisée pour un projet. La raffinerie d'abord prévue dans l'État d'Ogun a failli ne pas voir le jour en raison de désaccords avec le gouverneur. Dangote avait déjà levé plus de 3 milliards de dollars, et malgré ses défauts le site de Lekki s'est imposé.

« Tout d'abord, être à Lagos avait du sens car cette ville concentre 60 % du marché, justifie Aliko Dangote. Par ailleurs, si nous avions encore changé de site, nous n'aurions pas pu réaliser le projet car les banques auraient demandé qu'on leur rende leur argent ! » Après les retards liés à la taille du projet et à son emplacement, un nouvel obstacle inattendu est →



CLASSEMENT 2022

DANGOTE CEMENT

50^e

DANGOTE CEMENT NIGERIA

75^e

DANGOTE SUGAR REFINERY

229^e

DANGOTE CEMENT ETHIOPIA

490^e

DANGOTE CEMENT CAMEROON

494^e

Le 22 janvier, Aliko Dangote (à g.) recevait la visite du président de la BAD, Akinwumi Adesina, dans sa raffinerie de Lekki, qui a nécessité un investissement de quelque 20 milliards de dollars.

AFDB

→ **survenu** au début de l'année 2020 : la pandémie de Covid-19. De nombreux employés chinois du groupe, retournés dans leur pays d'origine pour célébrer le Nouvel An, n'ont pas voulu retourner au Nigeria.

Faire bouger les lignes

Les dimensions monumentales de certaines pièces – plus de 3000 t pour l'une d'entre elles – ont par ailleurs obligé le groupe Dangote à construire son propre quai. Encore une dépense imprévue. Mais la plus sérieuse de toutes les difficultés reste à surmonter et est autant d'ordre politique que d'ordre économique. La raffinerie Dangote vient perturber un système qui génère en toute opacité plusieurs milliards de dollars par an de revenus pour une multitude d'intermédiaires.

L'homme d'affaires défend l'impact de son projet et la nécessité de faire bouger les lignes. « Soutenir les entreprises qui créent de la richesse localement, c'est la seule voie possible pour générer durablement de

Le chiffre d'affaires pourrait être multiplié par huit quand la raffinerie et l'usine fonctionneront à plein régime.

la croissance et sortir les gens de la pauvreté », insiste Aliko Dangote. Comment s'y prendre ? « En produisant au moins autant que ce que l'on consomme avant de songer à exporter. » Pour illustrer son propos, il puise dans l'histoire de son propre groupe. « Au moment où nous avons commencé à intervenir dans le secteur du ciment, le Nigeria en produisait moins de 2,4 millions de t, et, avec toute la demande excédentaire, nous en importions 8 à 9 millions de t, ce qui n'était pas tenable. » Aujourd'hui, le Nigeria n'est plus dépendant des importations.

Ses détracteurs lui opposent que cette nouvelle donne ne profite pas totalement aux locaux. La concurrence sur ce marché est faible, et le prix du ciment est deux fois plus cher au Nigeria que dans les pays voisins.



Certaines pièces sont monumentales : la plus impressionnante pèse plus de 3 000 tonnes.

Pour les partisans de Dangote, ce sont avant tout les problèmes logistiques et les coûts élevés de l'énergie qui expliquent cette situation. Et ils voient dans l'arrivée d'Abdul Samad Rabiu dans les secteurs du sucre, du ciment et à présent des raffineries la preuve qu'il n'existe pas de monopole au Nigeria. Le groupe cimentier suisse LafargeHolcim y est également présent. Pour le gouvernement fédéral, ce débat a été tranché, et il entend soutenir la première entreprise du pays dans son entrée sur le marché mondial de l'énergie, où elle va se retrouver en concurrence directe avec des sociétés de négoce comme Vitol, Glencore ou Gunvor. Le chiffre d'affaires du conglomérat, qui avoisine 4 milliards de dollars par an, pourrait, d'après des experts du secteur, être multiplié par huit quand la raffinerie et l'usine d'engrais fonctionneront à plein régime.

Mais le groupe Dangote pourra-t-il changer un système gangrené par la corruption ? Les groupes de courtage gagnent des milliards de dollars en vendant des produits pétroliers au Nigeria et en achetant son pétrole brut à prix très réduit par le biais d'intermédiaires ayant des relations politiques. Ils ne renonceront pas à cette manne financière sans se battre. Et selon Antony Goldman, de ProMedia Consulting, « ils ne sont que la partie visible de l'iceberg ». Derrière les conglomérats, ce sont des légions de bureaucrates et d'agents

gouvernementaux qui contribuent aux opérations qui structurent le secteur de l'énergie dans le pays.

Pots-de-vin et sabotages

Le récent témoignage d'Anthony Stimler, qui a travaillé pour la société de courtage suisse Glencore jusqu'en 2019, devant un tribunal new-yorkais, apporte un éclairage sur la façon dont ce système fonctionne. Plusieurs millions de dollars de pots-de-vin ont été versés, y compris à de hauts responsables de la compagnie pétrolière nationale, la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC). Un homme d'affaires nigérian ayant souhaité garder l'anonymat affirme que le sabotage systématique des raffineries d'État au Nigeria depuis les années 1970 est la preuve des intérêts personnels en jeu.

Pour les plus pessimistes, la réussite du milliardaire ne permettra pas forcément au pays de sortir du cercle vicieux dans lequel il s'est installé. Il y a aussi un risque que le groupe Dangote ne fasse que se substituer aux importateurs, sans permettre une baisse du coût de l'énergie. Mais il existe aussi des voix convaincues que le milliardaire peut briser la malédiction des matières premières. Les tenants de ce scénario imaginent même déjà qu'il pourrait utiliser ces nouveaux profits pour s'attaquer à des secteurs encore plus ardues produisant de vrais bénéfices industriels secondaires, comme la sidérurgie. ●



SE CONNECTER, NUMÉRISER ET TRANSFORMER AVEC **ELSEWEDY DIGITAL**

Elsewedy Digital, filiale d'Elsewedy Electric, offre des solutions complètes à ses clients par l'intermédiaire d'un ensemble de sociétés et d'unités commerciales ayant fait leurs preuves dans la réalisation de projets clés en main dans une multitude de secteurs incluant le pétrole et gaz, les télécommunications, les services au gouvernement, les services publics, les institutions financières et les entreprises. Nous offrons des solutions entièrement intégrées qui permettent la transformation numérique et garantissent une performance commerciale optimisée. Le portefeuille d'Elsewedy Digital englobe un large éventail de solutions intégrées qui comprend : les infrastructures de télécommunications, les infrastructures TIC, les centres de données, les solutions intelligentes et IOT, les systèmes de courant faible, le développement de logiciels pour les gouvernements et les entreprises, l'automatisation industrielle et des services publics.

CENTRES DE DONNÉES

Nous proposons la mise en œuvre complète d'un centre de données sur site qui comprend la construction, les infrastructures physiques, le câblage, le stockage, les serveurs, les armoires, les systèmes de refroidissement, l'alimentation de secours, la sécurité physique, la sécurité du réseau et des données, les systèmes de sauvegarde et de surveillance du réseau. Nous proposons également des centres de données préfabriqués. Nous pouvons construire et exploiter votre centre de données selon différents arrangements financiers et opérationnels tels que BOT, BOOT ou EPC +F. Notre modèle d'affaire, notre conception brillante et nos superbes services de mise en œuvre garantissent le meilleur retour sur votre investissement informatique.

SUIVEZ NOUS @ELSEWEDYELECTRIC



+202 275 99 700 - 709

INFO@ELSEWEDY.COM

WWW.ELSEWEDYELECTRIC.COM



LA GALAXIE DE

Vincent Bolloré

En vraie-fausse retraite depuis la mi-février, le milliardaire breton, qui doit céder son empire portuaire et logistique africain à MSC, n'en conserve pas moins des intérêts. Et un premier cercle influent.

Olivier Caslin, Baudelaire Mieu,
Estelle Maussion avec Nadoun Coulibay
et Omer Mbadi

CLASSEMENT
2022

Bolloré
Côte d'Ivoire
485^e

LES HOMMES DE CONFIANCE

Philippe Labonne



Dans les couloirs du siège du groupe à Puteaux, en région parisienne, il est surnommé le « cœur du réacteur Bolloré » en Afrique. Envoyé discret de Vincent Bolloré sur le continent depuis plusieurs années, le patron de Bolloré Ports et directeur adjoint de Bolloré Transport & Logistics (BTL) a aussi joué le rôle de bras droit de Cyrille Bolloré dans les discussions avec MSC. Ancien auditeur passé par Sitarail et Saga en Côte d'Ivoire, Philippe Labonne dispose d'un précieux savoir-faire portuaire. Bientôt mis au service de MSC ?

Patrick Lawson



Ancien consultant et ex-directeur des projets stratégiques de Necotrans, en partie racheté par BTL en 2017, Patrick Lawson est l'autre homme clé dans le domaine portuaire. Directeur adjoint des concessions et des partenariats public-privé (PPP) au sein de Bolloré Ports, il a aussi accompagné Cyrille Bolloré dans les négociations avec MSC.

LES FILS

Cyrille Bolloré



PDG du groupe familial depuis mai 2019, le troisième fils de Vincent Bolloré fait figure d'héritier. Si le père (qui a officiellement pris sa retraite le 17 février) demeure largement impliqué dans les affaires, c'est Cyrille, 36 ans, qui a conduit les négociations avec MSC et en particulier avec Diego Aponte, le fils de Gianluigi, fondateur de l'armateur reprenant des activités de Bolloré. Diplômé de Manchester University et de Paris-Dauphine, Cyrille, qui a commencé sa carrière en 2007 au sein de Bolloré Énergie, n'est pas un habitué des palais présidentiels africains. Ce qui ne l'a pas empêché de mener une mission de déminage en janvier à Abidjan auprès d'Alassane Ouattara, agacé d'avoir appris la cession des activités logistiques de Bolloré en Afrique à MSC par voie de presse.



Yannick Bolloré

Le fils cadet de Vincent – après Sébastien, jugé éloigné du business familial mais rappelé en mars au sein de Compagnie de l'Odé, holding de tête de l'empire Bolloré – est le PDG d'Havas et le président du comité de surveillance du groupe Canal+, très présent en Afrique (6,85 millions d'abonnés à la fin de 2021). Vivendi est également actionnaire de Multichoice, acteur majeur de la télévision payante en Afrique anglophone. Enfin, Group Vivendi Africa (GVA), spécialiste de la fibre optique à domicile, compte huit implantations sur le continent. GVA est vu comme l'un des futurs relais de croissance de Bolloré en Afrique.

Michel Calzaroni



Le fondateur et patron de DGM Conseil, l'une des principales sociétés de relations publiques des entreprises du CAC 40, s'occupe de la communication de Vincent Bolloré depuis toujours. Ce dernier a été l'un des premiers clients de DGM à sa création, en 1986. Tout juste séparé de son ancien associé Olivier Labesse, Michel Calzaroni – ex-patron de la communication du CNPF, l'ancêtre du Medef – s'apprête toutefois à tourner une page : DGM est en passe d'être racheté par le groupe d'intelligence économique Avis Partners.

LES RELAIS SUR LE TERRAIN

Martine Coffi-Studer



Si on dit l'Ivoirienne proche de Martin

Bouygues, rival historique de Vincent Bolloré, l'ancienne ministre déléguée à la Communication (2006-2007) et fondatrice de l'agence de conseil Océan Ogilvy préside le conseil d'administration de BTL Côte d'Ivoire depuis 2014. Son carnet d'adresses à Abidjan et dans la sous-région est un atout précieux pour le patron breton.

Lassiné Diawara



Actif dans la banque, l'industrie et l'immobilier, l'entrepreneur

burkinabè a longtemps été surnommé « l'homme de Bolloré », promoteur du projet phare – aujourd'hui dans l'impasse – de boucle ferroviaire ouest-africaine. Diawara a fait la connaissance de Bolloré à la fin des années 1980. « Je suis un ami des bons et mauvais jours », dit-il, paraphrasant le milliardaire français. Ancien président du Conseil national du patronat burkinabè, il a été déterminant pour Bolloré durant les années Compaoré comme Kaboré.

Aoudou Dandjoma

Si Hamadou Sali, député du RDPC (parti au pouvoir) et président du conseil d'administration (PCA) de Douala International Terminal, est cité comme relais de Vincent Bolloré au Cameroun, c'est le très discret Aoudou Dandjoma, PCA de BTL dans le pays, qui est son véritable homme clé. Comme pour Diawara, leur rencontre remonte à la fin des années 1980.

Mamadou Racine Sy et Venance Gnigla

Respectivement à la tête de BT&L Sénégal et Bénin, le premier est le patron du King Fahd Palace, et le second, l'ancien ministre délégué chargé de la Communication et des Nouvelles Technologies de Thomas Boni Yayi. À Dakar comme à Cotonou, Bolloré a implanté des salles de spectacles CanalOlympia, marque de Vivendi. Lancé en 2016 au Cameroun, le concept a été étendu à une dizaine de pays.

La « catholic connection » Don Bosco

Sur le continent, l'influence de Vincent Bolloré, fervent catholique, passe aussi par le réseau de la congrégation Don Bosco, sur lequel son groupe s'appuie pour les actions de philanthropie. Détectés par les salésiens de Don Bosco (Société de saint François de Sales), nombre de jeunes talents africains bénéficient de bourses d'études via la Fondation de la deuxième chance de Bolloré, certains intégrant ensuite le groupe.

LES VIP

Nicolas Sarkozy



Proche de longue date de Vincent Bolloré et ami d'Allassane Ouattara, l'ancien chef de l'État français a accompagné Cyrille Bolloré, fin janvier, à Abidjan. Dans le cadre de la procédure judiciaire visant Vincent Bolloré pour corruption au Togo et en Guinée – son groupe est soupçonné d'avoir favorisé la réélection de Faure

Gnassingbé et l'accession au pouvoir d'Alpha Condé en sous-facturant des services de communication d'Havas en échange des concessions portuaires de Lomé et de Conakry –, des témoins accusent l'ancien président français, alors à l'Élysée, d'avoir aidé son ami. Ce que les intéressés démentent. Si la justice française a accepté le paiement d'une amende de 12 millions d'euros pour clore les poursuites contre le groupe Bolloré, elle a, selon la presse, rejeté la procédure de plaider coupable de Vincent Bolloré, qui risquerait donc un procès.



Les chefs d'État africains

Vincent Bolloré connaît bien plusieurs présidents sur le continent, dont **Faure Gnassingbé**, **Denis Sassou-Nguesso** et **Allassane Ouattara**. C'est également le cas de **Paul Biya**, qui a facilité son implantation au Cameroun en 1992, via la création de la société Coralma, filiale dévolue au tabac et détenue à 60 % par Bolloré et à 40 % par la Seita (Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes).

LE CLUB DES « EX »



Plusieurs anciens chefs d'État font aussi partie du réseau du patron breton, même si les liens avec certains se sont distendus. **Alpha Condé**, qui a rencontré Vincent Bolloré durant les années Lansana Conté alors qu'il était un opposant rentré d'exil et vivant entre Conakry et Paris, a maintenu une proximité une fois au pouvoir à partir de 2010. Cela semble moins le cas depuis son renversement en septembre 2021. Même chose avec l'ancien président ivoirien **Laurent Gbagbo**, allié de Vincent Bolloré, auquel il a octroyé de gré à gré – au grand dam de la Banque mondiale – la concession du premier terminal à conteneurs du port d'Abidjan en 2004.

CONSTRUCTION

Mohamed Bouzoubaâ et TGCC : les secrets d'une ascension

En trois décennies, cet ingénieur de formation a fait d'une PME familiale un groupe coté en Bourse, considéré dans le royaume comme l'un des leaders du secteur

NINA KOZLOWSKI, À CASABLANCA



En 1991, Mohamed Bouzoubaâ décidait de se lancer seul à l'assaut du BTP en créant la société Travaux généraux de construction de Casablanca (TGCC) dans le garage de sa maison. Trente ans plus tard, à la fin de 2021, « son bébé » faisait une entrée fracassante à la Bourse de la capitale économique du Maroc, signant ainsi l'unique IPO de l'année, appuyée par Hicham Naciri, avocat attitré du royaume. But de la manœuvre ? Lever 600 millions de DH (environ 55 millions d'euros) – soit 13,94 % du capital social post-IPO –, pour deux raisons.

D'abord, permettre à Meditterrania Capital Partners (MCP) – un consortium d'investisseurs basé à Malte – de céder une partie de ses participations dans l'entreprise (300 millions de DH). Pour rappel, MCP s'est engagé auprès de TGCC en 2018 afin de soutenir ses plans d'expansion et de l'amener à un niveau supérieur de croissance : une mission accomplie. Ensuite, augmenter les capacités financières de TGCC (300 millions de DH) pour renforcer sa présence sur le continent africain, étendre son processus de verticalisation et diversifier ses activités (augmenter les ouvrages d'art, se lancer dans la construction de barrages et d'ouvrages maritimes).

Après une année 2020 compliquée, crise sanitaire oblige, TGCC a donc repris des couleurs et consolidé sa structure financière : en 2021, le groupe affiche un produit d'exploitation à 3,684 milliards de DH – une hausse de 61,7 % par rapport à l'année précédente –, un chiffre d'affaires de 1,384 milliard de DH pour le dernier trimestre de 2021,

Ultrarigoureux, prompt à s'entourer des meilleurs et loué pour son intégrité, le natif de Fès est décrit comme un « type clean ».

en hausse de 66,1 % par rapport à la même période de 2020, et un endettement ramené à 352 millions de DH, contre 818 millions à la fin de 2020, ce qui représente une diminution de 56,9 %.

Dans les milieux financiers, on évoque « une très belle boîte, qui n'en finit pas de monter ». C'est simple, « il n'y a plus seulement la SGTm, dirigée par Ahmed Kabbaj, numéro un du BTP au Maroc, qui a eu le monopole des grands chantiers sous Hassan II et jusqu'au

début des années 2000, il faut maintenant compter avec TGCC, le numéro deux », constate un analyste. En public, les deux patrons évitent soigneusement de se croiser, mais, en coulisses, chacun scrute avec attention les projets de l'autre. Pour parfaire la dramaturgie, Mohamed Bouzoubaâ a « appris le métier » au sein même de la SGTm, qu'il a intégrée en tant que cadre en 1985, avant de prendre son destin en main à l'âge de 31 ans.

Bâtisseur « nouvelle génération »

À l'époque, ce natif de Fès (1960), Casablancais d'adoption, est fraîchement diplômé de Ponts et Chaussées (Paris), une tradition dans l'élite économique marocaine. Sur les bancs de l'école, il côtoie d'autres futures personnalités du monde des affaires et du microcosme politique : Omar Abbarou, directeur général délégué de Ciments du Maroc ; Saâd Berrada, PDG de Michoc, membre du Rassemblement national des indépendants (RNI) et du conseil d'administration du groupe Afrikaia, détenu par Aziz Akhannouch (actuel chef du gouvernement) ; Mohamed Boussaïd, lui aussi membre du RNI et ex-ministre de l'Économie et des Finances ; Adil Douiri, PDG de Mutandis ; ou encore Omar Bounjou, directeur



NAOUIFA SBAOUI POUR J.A.

À la fin de 2021, trente ans après sa création, TGCC a fait une entrée fracassante à la Bourse de Casablanca avec l'ambition de lever 600 millions de dirhams.

général du groupe Attijariwafa Bank. Lorsqu'il décide de lancer sa « petite PME » à l'orée des années 1990, c'est son ami Saad Berrada qui lui confie ses premiers chantiers. Puis tout s'accélère : le stade de Fès en 1999, les trois aéroports de Marrakech, Fès et Tanger en 2006... Un millier de projets depuis sa création, et 8 000 employés.

« Le grand public et les journalistes ont réellement découvert TGCC à partir de 2016-2017, lorsqu'elle a récupéré des chantiers spectaculaires lancés par le roi Mohammed VI : les grands théâtres de Rabat et de Casablanca, et la fameuse tour Mohammed-VI, de Salé, qui aurait dû être le fruit d'une collaboration sino-marocaine. C'est finalement TGCC qui s'est occupé de tout. Les Chinois ont été impressionnés par le niveau d'expertise de la société. Celle-ci a aussi une branche dans l'immobilier, avec du logement social ou des villas, et, là encore, elle a très bonne presse auprès des consommateurs, contrairement à un autre concurrent, Addoha », explique un journaliste économique.

Ultrarigoureux, prompt à s'entourer des meilleurs, Mohamed Bouzoubaâ est loué pour son intégrité. « Son IPO le prouve. Entrer à la Bourse, c'est faire preuve de transparence de façon régulière. Il y avait déjà des cimentiers, des promoteurs, mais un bâtisseur, c'est une grande première », précise un financier. Sur le ton de la confiance, nombreux sont ceux qui le décrivent comme un « type clean, un bâtisseur "nouvelle génération", très différent des personnalités qu'on a l'habitude de rencontrer dans ce milieu ». Amateur de peintres marocains, il est aussi proche des milieux artistiques, au point d'y avoir consacré une fondation, l'Artorium, inaugurée en 2017.

Croître au sud du Sahara

Le « boss » de TGCC, dont la direction financière est assurée par son épouse, Fatima Zohra, s'appuie également sur un réseau de grands décideurs extrêmement puissants : Othman Benjelloun, président de BMCE Bank of Africa, « qui lui a confié l'œuvre de sa vie »,

Moulay Hafid Elalamy, fondateur du groupe Saham, membre du RNI et ex-ministre de l'Industrie, ainsi que ses anciens camarades d'études, particulièrement bien implantés sur le continent (Attijariwafa, Mutandis...), qui l'ont introduit au Gabon et en Côte d'Ivoire – où TGCC a ouvert deux filiales dès 2014 –, puis au Sénégal, dans le sillage des grandes tournées africaines du roïmarocain. En Côte d'Ivoire, TGCC gère notamment le chantier de la Grande mosquée Mohammed-VI, et a récemment décroché la construction de quatre hôpitaux militaires alors qu'elle était en concurrence avec un groupe local.

Face à la baisse de la commande publique, Mohamed Bouzoubaâ avait prédit dès 2018 que le levier de croissance de TGCC se trouverait « au sud du Sahara ». Dans un futur proche, il compte d'ailleurs faire d'Abidjan le « hub » de ses activités subsahariennes, et vise un nouveau pays, le Cameroun, dont le ministère de l'Habitat a déjà sollicité son expertise en matière de logements sociaux. ●

ALGÉRIE

Sonatrach, des ambitions retrouvées ?

Après ses bons résultats de 2021, le numéro un africain prévoit d'investir 40 milliards de dollars sur cinq ans. Mais les défis qui l'attendent nécessiteront sans doute davantage.

LANIA HAMDI



Après une année 2020 difficile, Sonatrach a terminé 2021 sur une embellie. Le géant des hydrocarbures a exporté pour 34,5 milliards de dollars, contre 20 milliards un an auparavant. Fort de cette réussite, le PDG du groupe, Toufik Hakkar, a adopté depuis le début de l'année une communication plus offensive.

En janvier, les principaux cadres de l'entreprise nationale s'étaient succédé dans les médias pour en évoquer les performances. Puis, à la fin de février, le patron a affirmé que son groupe était prêt à fournir davantage de gaz aux Européens si les exportations russes venaient à baisser en raison de la guerre en Ukraine. Ce surplus d'approvisionnement pourrait être acheminé via le gazoduc Transmed, qui relie le gisement de Hassi R'Mel à l'Italie en passant par la Tunisie. Il permet actuellement d'exporter 22 milliards de m³ par an. Sa capacité peut, selon le PDG de la compagnie Toufik Hakkar, être augmentée de 10 milliards de m³.

Pour l'expert en énergie Abderrahmane Mebtoul, la marge de manœuvre de Sonatrach ne serait en fait que de 3 à 4 milliards de m³ par an. L'Algérie est certes connue pour produire du gaz moins cher que le gaz russe et plus facile à transporter, mais cela « nécessite un investissement important, avec des firmes étrangères, afin de développer les infrastructures nécessaires pour le transporter à 75 dollars le baril ». Ce regain de confiance, boosté par de bons résultats, Sonatrach le doit à la hausse des

quotas au sein de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et à l'augmentation du prix du baril, qui a grimpé en moyenne de 40 % par rapport à 2020, atteste l'ancien ministre de l'Énergie et ex-dirigeant de l'entreprise Abdelmadjid Attar. Ses exportations ont aussi augmenté de 19 % en volume, grâce au gaz surtout. Ce chiffre aurait pu être plus important, mais la demande intérieure croît de plus en plus. De 5 % en moyenne chaque année.

Impérieux saut qualitatif

Dans les 34,5 milliards de dollars des exportations, Mourad Preure, expert pétrolier international, estime qu'il faut « distinguer la part due à l'augmentation de la production et celle due à une embellie pétrolière qui reste aléatoire ». Qualifiant d'optimistes les déclarations des officiels algériens sur les performances de la compagnie, il enchaîne : « Une compagnie pétrolière ne doit pas être jugée sur le niveau de ses exportations, mais plutôt sur sa faculté à vendre une production qu'elle a réalisée à moindre coût, à découvrir des réserves, à réaliser des profits. » Car malgré des résultats globalement positifs, Mourad Preure défend « un saut qualitatif, aujourd'hui impérieux » pour l'entreprise. L'objet de ce virage stratégique : participer aux reconfigurations en cours de la scène énergétique internationale et non plus se positionner comme une source d'approvisionnement, un exportateur d'hydrocarbures. « Sonatrach doit être en capacité d'être un grand donneur

d'ordres, d'orchestrer toute la chaîne de sous-traitants parapétroliers pour réaliser ces objectifs, d'abaisser ses coûts de découverte et de production, d'augmenter sans cesse ses réserves, d'opérer dans l'amont pétrolier dans des zones frontalières. »

Les défis sont donc multiples si Sonatrach veut devenir un acteur de poids dans le secteur. Le mastodonte algérien a pris un retard important dans ses investissements pour renouveler ses réserves, mais aussi développer d'autres activités, comme la pétrochimie. Pour rebondir, la compagnie compte investir 40 milliards de dollars entre 2022 et 2026, dont 8 milliards de dollars en 2022. Présenté par les officiels algériens comme relevant d'un effort exceptionnel, cet investissement « n'est pas colossal », assène Abdelmadjid Attar, qui le place au niveau des montants engagés depuis 2016, avec une moyenne de 8,2 milliards de dollars par an. « Compte tenu des défis que représentent le renouvellement des réserves, le maintien du niveau de production, surtout celui du gaz naturel, et enfin le retard affiché dans le domaine de la pétrochimie, l'engagement devrait être supérieur. » Afin de limiter l'effort à produire, l'ancien PDG estime nécessaire de privilégier les partenariats.

En 2011, la compagnie algérienne avait annoncé un plan stratégique doté de 60 milliards de dollars sur cinq ans pour renforcer ses capacités de production. Mais l'effondrement des cours du brut à partir de 2014 avait forcé le groupe à réduire ses

engagements, encore revus à la baisse après la survenue de la pandémie de Covid-19 et une nouvelle chute des cours de l'or noir. En 2020, l'investissement de la compagnie nationale était de l'ordre de 5,7 milliards de dollars.

Dans ce contexte, comment Sonatrach pourra-t-il assurer la disponibilité des 40 milliards de dollars d'investissement promis ? Tout d'abord, le prix du baril du pétrole devra se maintenir dans la durée au-dessus de 70 dollars. La guerre en Ukraine a eu ces dernières semaines sur ce point un effet notable : le baril de Brent est passé de 88 dollars à la fin de janvier à plus de 110 dollars au début de mars. Cela ne se fera pas non plus sans le développement de ses partenariats, à l'image de l'accord sur la production pétrolière et de coopération dans la transition éner-

Son come-back en Libye, où ses activités étaient suspendues depuis 2014, lui offre d'excellentes opportunités.

gétique signé à la mi-décembre 2021 avec l'italien ENI. Au début de février, Sonatrach a aussi annoncé avoir passé une étape importante dans le développement des champs gazéifères de Rhourde Sayeh. Un gisement qui sera exploité avec le russe Gazprom (49 %) à l'horizon 2025. La guerre en Ukraine ne devrait par ailleurs avoir aucune incidence sur ce projet, l'Algérie respectant un principe de neutralité vis-à-vis de toutes les parties.

Depuis presque dix ans, Sonatrach assure pratiquement 80 % des investissements en amont (exploration-production). Ses activités ont souffert de la faible attractivité technique et réglementaire du pays depuis la chute des prix du baril, en 2014, et dans l'attente d'une nouvelle loi pétrolière qui tarde à se mettre en place, explique Abdelmajid Attar. Et l'ancien ministre d'insister : « Les activités en aval nécessitent aussi de gros investissements, car il y a très peu de projets nouveaux. »

L'annonce en début d'année du retour de Sonatrach en Libye, où il avait suspendu la plupart de ses activités en 2014, constitue une autre perspective positive. Ce come-back lui offre d'excellentes opportunités, du fait notamment de la proximité géographique, et également en raison des structures géologiques libyennes très proches de celles du sous-sol algérien.

Accélérer dans le renouvelable

Mais les hydrocarbures seuls permettront-ils la pérennité du géant du secteur ? Mourad Preure en doute. Dans une industrie de plus en plus concurrentielle, où le progrès technique jouera un rôle clé, l'expert met en avant la nécessité pour Sonatrach d'accélérer dans le domaine des énergies renouvelables. « Elle doit, à l'instar de ses concurrents, se déployer dans toute la chaîne énergétique qui part des énergies primaires [fossiles et nucléaire] jusqu'à l'électricité. »

« L'ensoleillement naturel de notre pays, les importantes ressources en gaz, énergie carbonée la plus propre, et l'évolution exponentielle de la demande nationale permettent à Sonatrach d'être un leader mondial de la transition énergétique. La recherche de la neutralité carbone sera un moteur des reconfigurations futures de l'économie mondiale », développe l'expert. Si ENI peut être un partenaire majeur dans la mutation de Sonatrach vers une compagnie énergétique, leader dans les énergies

vertes, la société doit aussi s'ouvrir à des compagnies énergétiques spécialisées dans les énergies renouvelables. Avec la crise vécue par les spécialistes européens des renouvelables du fait de la concurrence asiatique, la compagnie algérienne dispose d'une fenêtre d'opportunité. « Mais l'entreprise ne doit pas pour autant se fermer aux compagnies asiatiques, chinoises en particulier », insiste Mourad Preure.

Dans un groupe encore soumis à une ingérence chronique du pouvoir politique, nombre de ces défis semblent difficiles à relever. Les fréquents changements au niveau de sa direction créent à la tête du groupe pétrolier une instabilité, à l'impact non négligeable sur son rendement et sa gestion. « Il y a une déperdition d'expérience et un sentiment général de précarité et d'instabilité qui ne s'accordent pas avec une entreprise intervenant dans une industrie où l'échéance la plus courte s'exprime en dizaine d'années, déplore Mourad Preure. Le défilé incessant de PDG ces dernières années a eu sans aucun doute un effet néfaste. » L'actuelle direction restera-t-elle longtemps en place ? « Personne ne peut le savoir, commente l'expert. Il reste que l'État doit évaluer les compétences et les résultats du management de Sonatrach sur une base strictement objective et choisir les meilleurs, car c'est une industrie qui ne pardonne pas l'échec et qui le pardonnera encore moins à l'avenir. » ●



L'unité de Touat, près d'Alger, a une capacité de traitement du gaz de 4,5 milliards de m³ par an.

LE DEAL DE L'ANNÉE

Heineken en ordre de bataille sur les marchés anglophones

Annoncées en novembre 2021 et en cours de finalisation, les acquisitions de **Distell** et de Namibia Breweries traduisent l'affermissement des ambitions africaines du géant néerlandais face à la concurrence.

CLASSEMENT
2022

90^e

Deuxième plus gros brasseur du monde, Heineken a longtemps laissé l'Afrique, jugée peu attractive, à ses concurrents. Puis, l'analyse de ses dirigeants s'est affinée, et les investissements se sont multipliés : en 2011, en Éthiopie ; en 2015, en Afrique du Sud ; en 2017, en Côte d'Ivoire et, en 2018, au Mozambique. En novembre dernier, le géant néerlandais a franchi un nouveau cap en annonçant la prise de contrôle du groupe de vins et spiritueux sud-africain Distell. L'opération est évaluée à 2,2 milliards d'euros, dont 1,3 milliard seront directement déboursés par l'acheteur. Le reste sera compensé par un apport d'actions de la filiale de Heineken en Afrique du Sud. Nommé en juin 2020 à la tête du brasseur géant néerlandais, Dolf van den Brink réalise avec ce deal sa première opération de croissance, après avoir d'abord cherché à retrouver des marges de manœuvre financières en supprimant 8 000 emplois.

Heineken muscle ainsi sa présence sur les marchés d'Afrique australe et sur certains marchés d'Afrique de l'Est, où il affronte le groupe britannique de vins et spiritueux Diageo et le leader mondial de la bière belgo-brésilien AB InBev, qui, en 2015, a acquis le sud-africain SAB Miller. Les discussions exclusives entre les parties ont débuté en mai 2021.

Heineken est conseillé par les cabinets d'avocats néerlandais De Brauw Blackstone Westbroek et sud-africain Webber Wentzel, ainsi que par la banque d'affaires japonaise Nomura. Distell s'est, lui, appuyé sur les juristes sud-africains d'ENSafrica et sur la banque locale RMB. Ce deal permet au groupe implanté à Amsterdam de mettre la main sur des marques populaires comme la liqueur Amarula, les vins Nederburg et Two Oceans et le cidre Savanna. Distell, deuxième producteur mondial de cidre, réalise 75 % de ses revenus en Afrique du Sud.

Créer des synergies entre marques

En février, la majorité des actionnaires du groupe sud-africain ont validé le projet du brasseur. Lequel prévoit en outre la cession d'une partie du portefeuille de Distell, composé notamment des whiskys écossais Bunnahabhain, Deanston et Tobermory. Ces marques seront réunies dans un holding contrôlé

par la société sud-africaine d'investissement Remgro, dont Heineken restera l'un des coactionnaires minoritaires. Trois mois auparavant, en novembre 2021, le groupe néerlandais avait aussi indiqué son intention de prendre le contrôle de Namibia Breweries, dont il détient déjà 49 % des parts. Le montant de cette transaction est évalué à 400 millions d'euros. À l'issue de ces deux opérations de rachat qui sont sujettes à l'approbation de l'ensemble des actionnaires et des régulateurs et devraient aboutir au troisième trimestre de 2022, l'objectif de Heineken est de créer un champion régional du secteur des boissons. Les actifs de Distell, de Namibia Breweries et les filiales de Heineken seront contrôlés par le numéro deux mondial de la bière à travers un holding nommé Newco qui pèsera quelque 4 milliards d'euros.

Pour Dolf van den Brink, cette nouvelle organisation permettra de créer des synergies commerciales et logistiques entre les marques en Afrique du Sud et en Namibie, et offrira de nouvelles perspectives de croissance sur d'autres marchés, comme le Kenya ou la Tanzanie. « Ne vous attendez pas à ce que nous achetions des entreprises de vins et spiritueux partout dans le monde », a-t-il par ailleurs déclaré à cette occasion pour marquer la singularité de ces acquisitions. ●

Julien Cléménçon

« Ne vous attendez pas à ce que nous achetions d'autres entreprises de vins et spiritueux. »

Dolf van den Brink, DG

AMÉLIORER ET DÉVELOPPER LES RESSOURCES LOCALES

COMMUNIQUÉ

Producteur indépendant d'hydrocarbures à l'international depuis 1992, le groupe Perenco est engagé sur l'ensemble du cycle, de l'exploration au démantèlement. Sa force réside dans la polyvalence et l'ingéniosité de ses 6 000 collaborateurs qui lui permettent d'opérer un modèle intégré, durable et optimisé. En valorisant et développant les ressources locales, il accompagne l'essor économique et humain des 14 pays partenaires dans lesquels il est implanté, dont cinq sont sur le continent africain (Cameroun, Congo, Gabon, RDC et Tunisie).

L'histoire de Perenco en Tunisie

Depuis son entrée en Tunisie en 2002, Perenco a constamment investi dans le pays et aujourd'hui détient des participations dans sept concessions, dont trois avec la SEREPT (Société de Recherche et d'Exploitation des Pétroles de Tunisie). En vingt ans, Perenco a démontré sa capacité à redévelopper des sites onshore et offshore matures et consolidé son partenariat avec l'ETAP (Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières). Ceci a permis de multiples campagnes de forage et la découverte de deux nouveaux gisements. Perenco s'est engagé à aider la Tunisie à développer son potentiel énergétique et, pour ce faire, a prévu un plan d'investissement actif, qui comprend la finalisation de la campagne de forage sur la concession de Tarfa-Baguel et le permis d'exploration à Jebil. De nouvelles campagnes de forage sont également attendues à Chergui sur l'île de Kerkennah, avec de nouveaux plans d'investissement pour les concessions offshore de l'Ashtart et de Cosmos. Perenco accompagne également la Tunisie dans sa démarche de transition énergétique avec la construction d'un parc solaire sur la concession d'El Franig dans la région d'El Faouar.

PERenniser, s'ENGager, COnstruire

La Raison d'être de Perenco réside dans le fait d'apporter les énergies nécessaires au développement durable des pays dans lesquels le Groupe est implanté. Cela implique d'intégrer le contexte social et environnemental de ses activités opérationnelles notamment. L'objectif est avant tout de répondre à une demande locale, à des besoins spécifiques selon les pays et les zones dans une démarche tripartite et d'autonomie. Certains supports seront nécessaires dans le domaine de la santé, (comme en Tunisie avec la récente mise en place de centres médicaux mobiles, offrant aux communautés locales un large éventail de services de santé, y compris ceux liés à la pandémie), de la construction de structures, de la formation ou de la protection de l'environnement. Dans tous les cas, Perenco a choisi de se concentrer sur l'accompagnement des communautés locales au travers d'actions spécifiques qui bénéficient aux personnes dans la zone d'influence de la filiale.



www.perenco.com

PERENCO



BILAN

Une année à nulle autre pareille

La crise sanitaire a produit des effets délétères sur l'activité des entreprises du continent en 2020, année de référence de notre Top 500. Si peu de secteurs ont été épargnés, la reprise semble désormais bien engagée.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

L'année 2021 s'affichera sans nul doute comme une période de net rebond pour la plupart des entreprises africaines. En témoigne le chiffre d'affaires du géant algérien Sonatrach, qui s'est envolé de 70 % ! En attendant, notre nouvelle édition du Top 500, la vingt-troisième, qui porte sur les performances des entreprises lors de leur exercice 2020, est marquée du sceau de la dépression. Une situation due à la crise du Covid-19, au terme d'une

année à nulle autre pareille.

Le chiffre d'affaires cumulé – 591,7 milliards de dollars – de ce classement exclusif de *Jeune Afrique* affiche une baisse de 3,6 %. En valeur absolue, il faut remonter à 2016 pour trouver un chiffre plus modeste, soit 568 milliards de dollars. On était alors en pleine crise monétaire en Égypte, au Nigeria et en Afrique du Sud. Quant au pic d'activité de 2012 – les 500 entreprises du classement cumulaient alors 757 milliards de

dollars de facturations –, il faudra bien des années avant de pouvoir l'égaliser. A fortiori dans une période de tensions internationales créées notamment par le conflit en Ukraine.

La chute d'activité que reflète ce classement illustre pour l'Afrique l'impact de la tourmente dans laquelle le Covid-19 a plongé toutes les grandes

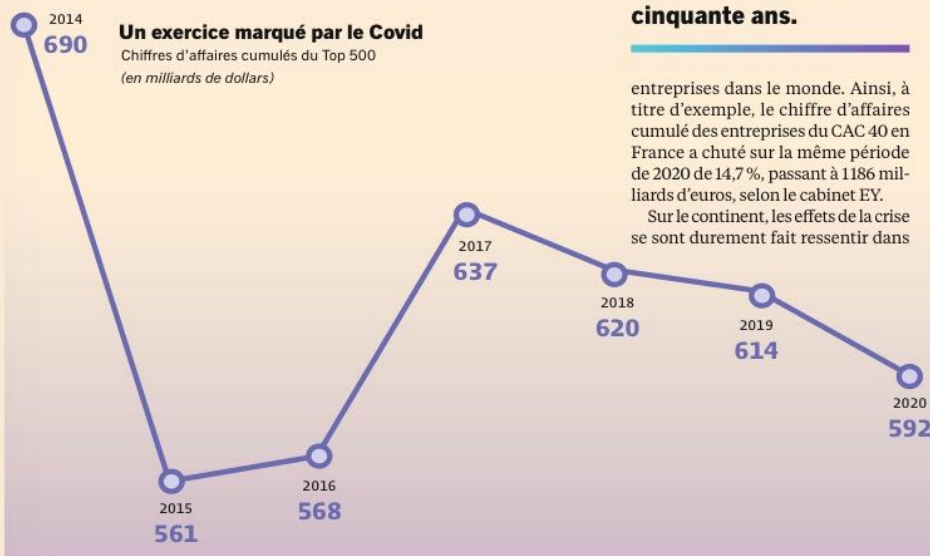
L'économie africaine a connu sa pire récession depuis cinquante ans.

entreprises dans le monde. Ainsi, à titre d'exemple, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises du CAC 40 en France a chuté sur la même période de 2020 de 14,7 %, passant à 1186 milliards d'euros, selon le cabinet EY.

Sur le continent, les effets de la crise se sont durement fait ressentir dans

Un exercice marqué par le Covid

Chiffres d'affaires cumulés du Top 500
(en milliards de dollars)



la quasi-totalité des économies. Le Covid-19 a, on le sait, peu touché les populations sur le plan strictement sanitaire. Mais les mesures de prévention et de confinement ont eu, surtout sur la première moitié de 2020, un effet dépressif sur la consommation et sur l'investissement. Sans compter le blocage, un temps, des circuits logistiques. « À partir de mars 2020, d'un coup tout s'est retrouvé à l'arrêt dans le monde des affaires. La reprise à partir de l'été a été lente, même si les entreprises ont su s'adapter assez rapidement », témoigne le patron d'un fonds d'investissement actif en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord.

Pour rappel, selon le dernier rapport « Perspectives économiques » de la Banque africaine de développement (BAD), le PIB continental s'est inscrit en repli de 2,1 % en 2020. La banque voit là « la pire récession depuis cinquante ans ». Une récession qui avait été précédée d'une croissance de 3,3 % en 2019, mais qui précède le rebond bienvenu de 2021, estimé à 3,4 %.

Sur le plan géographique, toutes les régions du continent ont souffert des effets de la pandémie, mais à des degrés divers. En 2020, c'est l'Afrique de l'Est qui s'en est le mieux sortie, avec 0,7 % de croissance, alors que le PIB de l'Afrique australe a plongé de 7 %. Les autres régions ont affiché des niveaux de croissance en repli, mais moindres : - 1,1 % pour l'Afrique du Nord, - 1,5 % pour l'Afrique de l'Ouest et - 2,7 % pour l'Afrique centrale.

Plongée des pétroliers, recul de 111 places de Total au Gabon

La crise a été particulièrement virulente pour le transport aérien, le tourisme, l'automobile, mais,

surtout, pour les matières premières énergétiques, puisque la plupart des groupes ont fortement dévissé en 2020. En 2021, sous l'effet de la relance économique mondiale, le secteur a repris des couleurs, ainsi qu'en ce début d'année, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

À 42,30 dollars le baril, le prix moyen annuel du Brent a cédé 33,9 % en 2020, selon les données de la Banque mondiale (« Pink Sheet »). C'est ce dont témoigne, par exemple, la chute dans notre classement de l'angolais Sonangol (20^e rang), qui perd 13 places. Ses ventes de

au yo-yo tout au long de 2020, mais sans connaître de véritable dépression. Si l'aluminium a reculé de 5 % en moyenne en 2020, selon les données de la Banque mondiale, le cuivre (+ 2,7 %) et le minerai de fer (+ 16 %) se sont appréciés du fait de la rupture des chaînes d'approvisionnement en Australie et au Brésil.

Indétrônable valeur refuge, l'or donne bonne mine aux profits

Ce contexte a profité au poids lourd du minerai de fer en Mauritanie, la Société nationale industrielle et minière (SNIM), qui gagne 42 places et atteint le 109^e rang. En pleine pandémie, le chiffre d'affaires de ce groupe public a bondi de près de 40 %, et ses profits ont doublé. La Gécamines congolaise, qui, fait notable, s'est remise à publier ses comptes après des années de silence, retrouve notre classement (341^e rang). Le groupe public centré sur le cuivre et le cobalt a vu ses ventes bondir de 31,7 % en dollars en 2020, mais a subi une très lourde perte de 160 millions de dollars. Pour sa part, l'or, indétrônable, a joué à plein son rôle de valeur refuge. Son prix moyen a bondi de plus de 27 % en 2020, bénéficiant à des groupes comme le sud-africain Sibanye-Stillwater, qui entre dans notre top 10 au terme d'une année record.

Dans une période de vives tensions logistiques et de fortes craintes sur les approvisionnements, les prix des produits agricoles ont quasiment tous progressé, et les achats de produits de base ont été soutenus. C'est ce dont témoigne par exemple la résilience du sucrier marocain Cosumar (138^e rang), →

Dans cette période de fortes tensions, les prix des produits agricoles ont presque tous augmenté.

pétrole ont reculé de 25 % sur la période. Et le groupe public conduit par Sebastião Gaspar Martins a dû reporter son projet de privatisation partielle et d'entrée en Bourse, qui reste cependant d'actualité.

La plongée est encore plus brutale pour TotalEnergies Gabon (278^e rang), qui perd 111 places ! Une chute qui sera toutefois temporaire puisque la compagnie a doublé son chiffre d'affaires en 2021, à la faveur notamment du rebond spectaculaire (+ 66 % sur l'année) du cours du Brent.

Les cours des métaux non précieux, essentiels pour les entreprises de pays comme la Guinée, la Mauritanie ou la RD Congo, ont joué



L'AFRIQUE A BESOIN DE LEADERS ACTEURS DE CHANGEMENT

Climat, digitalisation, finance, migration, genre et inclusivité. Les défis déterminants de l'Afrique appellent des solutions à plusieurs niveaux, du local à l'international.

Formation de trois mois entièrement financée

→ POSTULEZ JUSQU'AU 7 AVRIL 2022

Financé par l'Union européenne



LES PLUS FORTES HAUSSES

Bulyanhulu Gold Mine (#397)	Tanzanie	240 000	+ 353 %
Qalaa Holdings (#58)	Égypte	2 281 791	+ 153 %
Marikana (#77)	Afr. du Sud	1 832 985	+ 130 %
ENSP (#468)	Algérie	164 364	+ 120 %
Driefontein Mine (#260)	Afr. du Sud	463 521	+ 97 %

SOCIÉTÉS	PAYS	CA 2019 (MILLIERS DE \$)	ÉVOLUTION DU CA
----------	------	-----------------------------	--------------------

Kenya Airways (#254)	Kenya	480 526	- 62 %
Global Telecom Holding (#183)	Égypte	709 000	- 66 %
Soc. tunisienne de l'air (#453)	Tunisie	178 280	- 69 %
Airports Co. of South Af. (#492)	Afr. du Sud	146 826	- 71 %
Eterna Oil & Gas (#482)	Nigeria	153 248	- 76 %

LES PLUS FORTES CHUTES

→ qui gagne 20 places après avoir vu ses ventes progresser de 5,1 % en dirhams. Le nigérian Dangote Sugar (229^e) progresse, lui, de 59 places.

L'aérien se crashe, le champion régional NNPC fait son retour

Qu'elles aient ou non été en difficulté antérieurement, les compagnies aériennes ont, quant à elles, payé un très lourd tribut au Covid-19 et au quasi-arrêt, durant un temps, des liaisons aériennes. Le chiffre d'affaires de Royal Air Maroc a dévissé de moitié en 2020 et atterrit au 181^e rang, avec une chute de 97 places ! Quant à Tunisair (458^e), elle cède 227 places. Ethiopian Airlines, pour sa part, limite le trou d'air à un recul de 12 places, en partie du fait de sa comptabilité en exercice décalé.

À l'inverse, par effet mécanique, les entreprises des secteurs traditionnellement les plus résilients, comme les télécoms, gagnent des places. C'est ce que marquent les progrès dans le classement du sénégalais Sonatel (+ 11 places), de la plupart des autres filiales d'Orange ou encore de MTN. Vodacom s'affiche quant à lui à la 12^e place, exactement comme l'an dernier. L'opérateur Telecom Egypt (68^e) gagne, lui, 13 places.

À noter que le Top 15 continue de peser lourd sur l'ensemble du

classement (27 % du total des facturations, contre 28,4 % pour la précédente édition) avec, comme toujours, une forte représentation des entreprises sud-africaines (11 contre 12 l'an dernier). Quelques ajustements sont notables dans ce Top 15. Ainsi, le géant marocain des

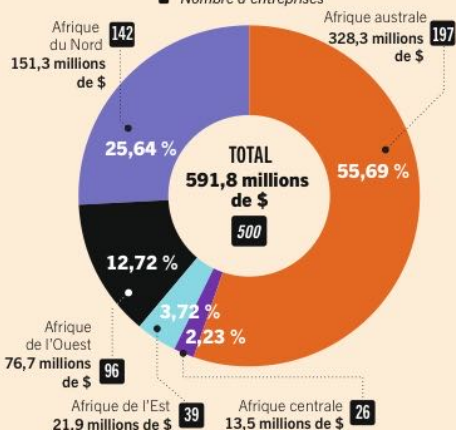
L'Afrique du Sud, qui compte 153 entreprises sur 500, pèse plus de la moitié du chiffre d'affaires total du classement.

phosphates et des engrais OCP fait son retour dans l'élite (+ 3 places), à la faveur d'une année somme toute acceptable, avec un chiffre d'affaires en hausse de 4 % en dirhams.

À l'inverse, le distributeur sud-africain de carburateurs Engen (28^e rang), filiale du malaisien Petronas, perd 14 places et sort de ce Top 15, illustrant le choc subi par l'économie de son pays. On relève aussi le grand retour dans ce palmarès de Nigerian National Petroleum Corporation (6^e rang). La compagnie pétrolière nigérienne a déploré une

L'AFRIQUE AUSTRALE TOUJOURS DOMINANTE

■ Nombre d'entreprises



baisse de ses revenus de 19,76 %, en nairas, en 2020. Mais, fait notable, le groupe public s'est remis à publier des comptes consolidés après plusieurs années de totale obscurité financière qui l'avaient sorti de nos pointages. NNPC réaffirme ainsi son rang de champion régional, tous domaines confondus, pour l'Afrique de l'Ouest. Oando, un autre groupe pétrolier nigérian, privé celui-là, ne figure plus dans ce Top 500. Il est incapable depuis plusieurs années de publier des comptes consolidés, notamment pour des questions de gouvernance.

Les groupes marocains passent devant leurs homologues DZ

Par grandes zones, dans cette édition, une seule région voit son poids relatif reculer en termes de cumul du chiffre d'affaires. Il s'agit de l'Afrique du Nord (qui passe de 28,4 % à 25,6 % du total), cela essentiellement en raison de la faiblesse de l'Algérie. Le cumul d'activité de ce pays passe de 10,1 % à 6,9 % du fait de la baisse des prix des hydrocarbures. Le poids des groupes d'Afrique de l'Ouest progresse en sens inverse de 2,5 points, à 12,9 %, en raison notamment du retour de NNPC. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est restent à des niveaux quasi inchangés, respectivement →



Sanlam

Le leader panafricain des services financiers

Un réseau continental unique

Sanlam est un groupe panafricain de services financiers diversifiés, coté à Johannesburg, en Namibie et au A2X. De même, les filiales du Groupe au Maroc et au Kenya sont respectivement cotées à la Bourse de Casablanca et à la Bourse de Nairobi (NSE).

Le Groupe Sanlam opère dans 40 pays à travers plus de 200 filiales. Il est présent dans **31 pays** d'Afrique ainsi que dans d'autres marchés émergents tels que le Liban, l'Inde, la Malaisie. Il déploie également ses activités à travers des marchés développés à l'instar de l'Irlande, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie.

Fondé en 1918 en tant que compagnie d'Assurance-Vie, Sanlam est aujourd'hui le plus grand groupe de services financiers non bancaires en Afrique, grâce à sa stratégie de diversification produits.

A travers ses différents pôles d'activités, le Groupe propose des solutions financières globales et adaptées aux besoins des clients particuliers, professionnels et entreprises, sur tous les segments de marché.

Sanlam Emerging Markets est le pôle d'activités chargé du développement des services financiers du Groupe, hors Afrique du Sud. Son réseau continental unique lui permet d'offrir son expertise ainsi qu'une large gamme de produits financiers qui inclue l'Assurance-Vie & Non-Vie, le crédit aux particuliers, la santé, la Bancassurance, la gestion d'actifs et les produits spécialisés.

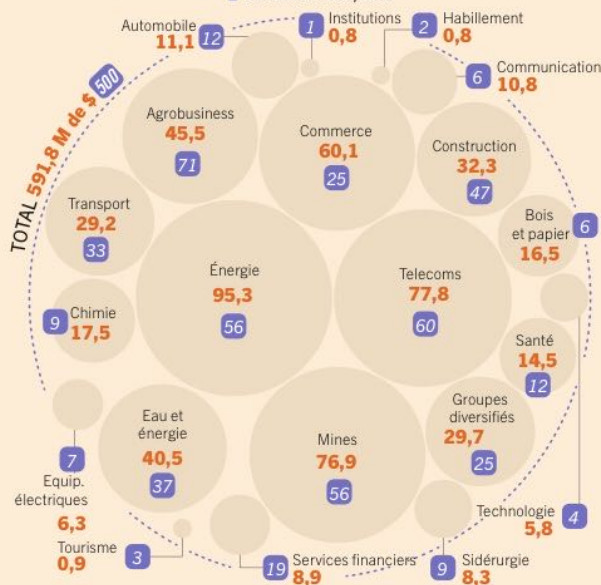


[sanlampanafrica](#)

Une énergie bouillonnante

Répartition du TOP 500 par secteurs (en M de \$)

■ Nombre d'entreprises



→ à 2,3 % et 3,7 %. Concernant la répartition par pays, l'Afrique du Sud pèse toujours d'un poids écrasant dans ce classement, représentant 51,6 % du chiffre d'affaires total, un niveau presque stable, et comptant 153 entreprises sur 500. Le pays présidé par Cyril Ramaphosa est suivi, de très loin, par l'Égypte (8,8 % du chiffre d'affaires et 50 entreprises) et le Maroc (7,7 % et 56 entreprises). Le royaume chérifien passe pour la première fois devant l'Algérie (6,9 % avec 14 entreprises) complète ce top 5 des nations. Comme les années précédentes, les pays suivants sont largement décrochés. La Côte d'Ivoire (2,2 % du chiffre d'affaires total et 28 entreprises) s'affirme pour la première fois au 6^e rang du Top 500 en termes de chiffre d'affaires.

Des milliards de dollars de pertes pour Sasol et Sonangol

Enfin, côté rentabilité, nous disposons pour ce palmarès des résultats à jour de 367 entreprises, représentant un chiffre d'affaires de 477 milliards de dollars. L'ensemble de ces sociétés (y compris les 97 en situation de pertes) affichent un solde de profits et pertes de seulement 13,8 milliards de dollars et ont dégagé une marge nette moyenne de 2,9 %. Cette rentabilité moyenne s'affichait pour rappel à 5,1 % dans l'édition précédente et à 7,3 % dans l'avant-dernière édition. Sans surprise, la crise d'activité de 2020 a aussi été celle des profits ! La palme de la plus grosse perte

revient au sud-africain Sasol, avec plus de 6,2 milliards de dollars de déficit, suivi de l'angolais Sonangol (3,5 milliards de dollars). Les 97 sociétés dans le rouge ont déploré au total 25,2 milliards de dollars de pertes.

Quant aux 270 entreprises ayant pu rester dans le vert, elles ont, pour un chiffre d'affaires de 315 milliards de dollars, dégagé 39,1 milliards

de profits, soit une marge nette de 12,5 %. Hormis le sud-africain Naspers, dont le bénéfice est lié à des transferts d'actifs, le trophée du plus gros profit en valeur absolue revient cette année à un autre sud-africain, Sibanye Gold, avec 2,09 milliards de dollars. Dans un monde bien incertain, le métal jaune demeure la valeur sûre à nulle autre pareille. ●

MÉTHODOLOGIE DANS LE SECRET DES 500

Pour réaliser ce classement, la rédaction de *Jeune Afrique* a adressé un questionnaire à plus de 17 000 entreprises et reçu les éléments d'environ 1 100 sociétés, chiffre inférieur aux années précédentes en raison de la crise sanitaire qui a conduit beaucoup de

groupes à retarder la publication de leurs comptes. Seules les entreprises juridiquement présentes sur le continent, les holdings et leurs filiales sont prises en compte. Tous les chiffres ont une source identifiable ou certifiée. Certains groupes familiaux comme Dangote n'établissent pas

de comptes consolidés et sont donc absents. Les groupes qui ne publient pas de comptes, comme Afrika, sont, ipso facto, omis. Les chiffres portent sur l'exercice clos à la fin de 2020 ou de mars 2021. Ils sont convertis, à partir des devises nationales, en dollars américains au taux

du 31 décembre 2019. Faute de données, nous publions pour certains groupes les chiffres du précédent classement (en italique). Oando, après deux ans d'absence de publication de comptes, disparaît de notre Top 500. ●

P-O-R



BTP IMMOBILIER

• ÉNERGIE

• TRANSPORT

• NOUVELLES TECHNOLOGIES



L'engagement sociétal est au cœur de la stratégie du Groupe Snedai

Le Groupe SNEDAI, qui fête en 2022 ses 15 années d'existence, veut devenir un Champion panafricain. La stratégie d'entreprise, concrétisée dans le plan stratégique 2022-2025, concilie les performances économiques et un engagement sociétal fort vis-à-vis des clients, des collaborateurs, des partenaires et de l'ensemble de la Société.

L'année 2021 a été pleine de défis que le Groupe SNEDAI a su relever. « Avec la crise sanitaire, nous avons impulsé une transformation au sein de l'entreprise, qui a permis d'orienter notre management en fonction de nos priorités stratégiques, afin d'être plus agile, plus flexible et plus moderne » affirme Jeanne Chantal Affian, Présidente du conseil d'administration du Groupe SNEDAI. « Les résultats de nos engagements collectifs, nous ont permis d'atteindre

des niveaux de performances très encourageants ».

Une entreprise citoyenne

L'année 2022 marque un tournant majeur pour le Groupe SNEDAI car il s'agit de l'exercice de démarrage du plan stratégique 2022-2025. Le Groupe ambitionne de figurer à l'horizon 2025 dans le Top 10 des plus grandes entreprises ivoiriennes mais aussi de devenir un Champion panafricain.

« Notre ambition est d'être reconnus comme une entreprise citoyenne et modèle dans la création d'emplois, la création de richesse et la responsabilité sociétale d'entreprise. Pour y parvenir, notre crédo, c'est le respect de nos engagements vis-à-vis de nos clients et partenaires, la transparence et la compétence pour un impact direct sur l'amélioration de l'expérience client » affirme Lisa Bictogo, directrice générale du Groupe SNEDAI.

Innover en permanence

« Nous allons poursuivre nos innovations entamées depuis quelques années maintenant, en ligne avec notre positionnement d'opérateur majeur en Côte d'Ivoire » affirme de son côté Marie Odile Kassi, secrétaire générale en charge l'administration et du juridique.

● **NOUVELLES TECHNOLOGIES.** L'objectif est de consolider la position de leader dans un domaine hautement stratégique et pour lequel la crise sanitaire mondiale a amplifié le besoin pour les solutions dématérialisées et digitales. « Nous avons à titre d'exemple produit et délivré plus de 10 millions de documents administratifs sécurisés. Nous innoverons sans relâche dans ce secteur porteur de développement sur le continent et catalyseur du dynamisme de la jeunesse africaine » souligne la DG.

● **IMMOBILIER ET BTP.** Les besoins de l'Afrique en infrastruc-

tures (routes, ouvrages d'art, écoles, hôpitaux, etc.) sont immenses. « Nous marquons déjà une présence certaine dans des secteurs spécifiques et nous allons consolider nos acquis grâce à une politique d'investissements ciblés » explique Guy Roger N'Zi, secrétaire général en charge du suivi des projets.

● **ÉNERGIE.** Le Groupe poursuit le projet qui consiste à doter la Côte d'Ivoire de ressources énergétiques en phase avec ses objectifs de développement économique et social.

● **TRANSPORT.** Les 20 bateaux de la flotte STL sillonnent chaque jour la lagune et transportent en moyenne 17 000 passagers. La mobilité urbaine est au cœur des enjeux d'une grande métropole comme Abidjan. « STL entend étendre son réseau de gares et accroître ses capacités opérationnelles afin de devenir une des solutions de déplacement de premier choix des Abidjanais » conclut Guy Roger N'Zi.



UNE EXPERTISE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Cocody • Il Plateaux Vallon • Abidjan, Côte d'Ivoire • Tél. : (+225) 22 25 51 08 00 • www.snedai.com

CLASSEMENT jeuneafrique

CHIFFRES 2020 - EN ITALIQUE. CHIFFRES 2019 - ND : NON DÉTERMINÉ

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
1	1	SONATRACH	Énergie	Algérie	30 012,6	- 381,8
2	3	ESKOM	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	13 941,2	- 1 291,9
3	2	SASOL	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	12 988,7	- 6 271,5
4	5	MTN GROUP	Télécommunications	Afrique du Sud	12 237,8	1 340,5
5	6	SHOPRITE HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	10 801,5	230,3
6	-	NIGERIAN NATIONAL PETROLEUM CORP.	Énergie	Nigeria	9 706,4	1 876,9
7	4	STEINHOFF INTERNATIONAL HOLDINGS	Bois, papier	Afrique du Sud	9 703,8	- 2 906,6
8	10	ANGLO AMERICAN PLATINUM CORP.	Mines	Afrique du Sud	9 402,4	2 074,4
9	22	SIBANYE GOLD	Mines	Afrique du Sud	8 692	2 089,3
10	9	SPAR GROUP	Commerce	Afrique du Sud	8 479,4	133,5
11	8	BID CORP. LTD	Agro-industrie	Afrique du Sud	8 226,8	77,6
12	12	VODACOM GROUP	Télécommunications	Afrique du Sud	6 707,1	1 164,8
13	13	PICK'N PAY STORES GROUP	Commerce	Afrique du Sud	6 350,8	66
14	-	NIGERIA LIQUEFIED NATURAL GAS CO.	Énergie	Nigeria	6 314,9	ND
15	18	OCF	Mines	Maroc	6 237,3	376,5
16	31	NASPERS	Communication	Afrique du Sud	5 934	3 404
17	11	MASSMART HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	5 919,9	- 119,6
18	15	SUEZ CANAL AUTHORITY	Transports	Égypte	5 600	ND
19	26	KUMBA IRON ORE	Mines	Afrique du Sud	5 465,5	2 036,1
20	7	SOCIEDADE NACIONAL DE COMBUSTÍVEIS DE ANGOLA	Énergie	Angola	5 332,2	- 3 599,8
21	24	VODACOM SOUTH AFRICA	Télécommunications	Afrique du Sud	5 235,8	ND
22	19	THE BIDVEST GROUP	Groupe diversifié	Afrique du Sud	5 222,5	- 12,8
23	17	MOTUS	Industrie automobile	Afrique du Sud	5 009,2	12,6
24	23	WOOLWORTHS HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	4 926,8	38,1
25	40	IMPALA PLATINUM HOLDINGS	Mines	Afrique du Sud	4 765,9	1 124,7
26	16	SAPPI	Bois, papier	Afrique du Sud	4 609	- 135
27	21	TRANSNET	Transports	Afrique du Sud	4 590	- 572,2
28	14	ENGEN PETROLEUM	Énergie	Afrique du Sud	4 554,5	- 256,7
29	39	ANGLOGLD ASHANTI	Mines	Afrique du Sud	4 427	971
30	25	PEPKOR	Commerce	Afrique du Sud	4 299,7	ND
31	27	DATATEC	Informatique & nouvelles technologies	Afrique du Sud	4 109,5	5,7
32	34	OFFICE NATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'EAU POTABLE	Eau, électricité & gaz	Maroc	4 093,3	250
33	35	GROUPE MAROC TÉLÉCOM	Télécommunications	Maroc	4 082,1	602,1
34	29	MEDICLINIC CORP.	Santé	Afrique du Sud	4 066,4	283,8
35	47	GOLD FIELDS	Mines	Afrique du Sud	3 892,1	745,4
36	28	REMGRO	Groupe diversifié	Afrique du Sud	3 734,4	449,2
37	36	MULTICHOICE AFRICA	Communication	Afrique du Sud	3 639,3	278,2
38	43	MTN NIGERIA	Télécommunications	Nigeria	3 514,1	535,6
39	30	BARLOWORLD	Groupe diversifié	Afrique du Sud	3 389,9	- 170,5
40	44	ORASCOM CONSTRUCTION	BTP, bâtiment, construction	Égypte	3 371,1	97,1
41	33	ERD/NAFTAL	Énergie	Algérie	3 283,3	ND
42	64	MASSMART WHOLESALE (EX-MASSWAREHOUSE)	Services aux collectivités	Afrique du Sud	3 245,8	ND
43	38	IMPERIAL LOGISTICS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	3 164,5	- 15,4
44	32	ETHIOPIAN AIRLINES	Transports	Éthiopie	3 118,2	ND
45	42	MTN SOUTH AFRICA	Télécommunications	Afrique du Sud	3 102,6	ND
46	46	TELKOM	Télécommunications	Afrique du Sud	2 949	178,9
47	50	ELSEWEDY ELECTRIC CO.	Équipement électrique	Égypte	2 943,3	209,7
48	51	WILSON BAYLY HOLMES-OVCON	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	2 939,4	- 34,7
49	49	AFRIQUIA SMD	Énergie	Maroc	2 832,8	88,8
50	58	DANGOTE CEMENT	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	2 699,3	720,5

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CLASSEMENT jeuneafrique

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
51	45	TRANSET FREIGHT RAIL	Transports	Afrique du Sud	2 691,5	ND
52	—	NIGERIAN PETROLEUM DEVELOPMENT CO.	Énergie	Nigeria	2 686,5	218,7
53	63	MASSMARTS RETAIL (EX-MASSCASH)	Commerce	Afrique du Sud	2 654,1	ND
54	53	ASPEN PHARMACARE HOLDINGS	Santé	Afrique du Sud	2 636,9	314,6
55	60	CLICKS GROUP	Commerce	Afrique du Sud	2 463,3	128,3
56	52	EZZ STEEL CO.	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	2 450	— 197,8
57	59	MIDDLE EAST OIL REFINERIES	Énergie	Égypte	2 429	57
58	54	FOSCHINI	Commerce	Afrique du Sud	2 428	— 127
59	57	SAFARICOM	Télécommunications	Kenya	2 402,6	625
60	55	SUPER GROUP	Transports	Afrique du Sud	2 359,3	— 11
61	144	QALAA HOLDINGS	Activité financière	Égypte	2 281,8	— 607,2
62	73	GROUPE SONATEL	Télécommunications	Sénégal	2 255,4	376,4
63	62	MAROC TELECOM	Télécommunications	Maroc	2 252,5	693,7
64	69	RCL FOODS	Agro-industrie	Afrique du Sud	2 162,1	67,9
65	61	AL EZZ DEKHEILA STEEL CO.	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	2 153,4	ND
66	—	ETISALAT MOROCCO	Télécommunications	Maroc	2 125,6	ND
67	65	TIGER BRANDS	Agro-industrie	Afrique du Sud	2 033	71
68	87	TELECOM EGYPT	Télécommunications	Égypte	2 024,2	308,1
69	56	EGYPTAIR HOLDINGS	Groupe diversifié	Égypte	2 014,7	— 164,4
70	92	FLOUR MILLS OF NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	2 013,9	67,1
71	71	HARMONY GOLD MINING CO.	Mines	Afrique du Sud	1 995,4	— 58
72	74	EXXARO RESOURCES	Mines	Afrique du Sud	1 973,5	716,1
73	70	SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ	Eau, électricité & gaz	Tunisie	1 948,8	— 22,2
74	68	VODAFONE EGYPT TELECOMMUNICATIONS	Télécommunications	Égypte	1 887,9	332,9
75	83	DANGOTE CEMENT NIGERIA	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	1 878,9	ND
76	96	PETROLEUM PROJECTS AND TECHNICAL CONSULTATIONS CO.	Énergie	Égypte	1 840,3	ND
77	102	MARIKANA	Mines	Afrique du Sud	1 833	947
78	81	DIS-CHEM	Santé	Afrique du Sud	1 793	46,9
79	76	LIFE HEALTHCARE GROUP	Santé	Afrique du Sud	1 732,1	2,6
80	82	SOCIÉTÉ TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE RAFFINAGE	Énergie	Tunisie	1 683,3	ND
81	48	ARCELORMITTAL SOUTH AFRICA	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	1 681,4	— 332,6
82	100	HASSAN ALLAM HOLDING	BTP, bâtiment, construction	Égypte	1 666,6	75,7
83	78	AECI	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	1 645,1	10,9
84	93	THE ARAB CONTRACTORS (OSMAN AHMED OSMAN & CO.)	BTP, bâtiment, construction	Égypte	1 619,1	ND
85	67	EGYPTAIR AIRLINES	Transports	Égypte	1 602,3	— 153,8
86	—	SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE RAFFINAGE	Énergie	Côte d'Ivoire	1 585,8	ND
87	89	PIONEER FOODS GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	1 584	65,1
88	86	MR PRICE GROUP	Commerce	Afrique du Sud	1 557,5	180,7
89	90	KANSANSHI MINING	Mines	Zambie	1 539	ND
90	88	DISTELL GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	1 526,3	26,9
91	117	GOLD FIELDS GHANA	Mines	Ghana	1 516,7	278,1
92	79	CEVITAL	Agro-industrie	Algérie	1 508	ND
93	105	AIRTEL NIGERIA	Télécommunications	Nigeria	1 503,1	342,9
94	91	GHABBOUR AUTO	Industrie automobile	Égypte	1 478,6	70,8
95	77	KAP INDUSTRIAL HOLDINGS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1 473,2	— 146,4
96	85	BLUE LABEL TELECOMS	Télécommunications	Afrique du Sud	1 442,1	14,9
97	123	KIBALI GOLD MINE	Mines	RD Congo	1 440	194
98	75	AVENG	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1 424,5	— 76,1
99	98	MURRAY & ROBERTS HOLDINGS	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	1 421,8	— 25,3
100	—	RUSTENBURG	Mines	Afrique du Sud	1 393,9	35,3

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

JEUNE AFRIQUE – N° 3111 – AVRIL 2022 **159**

CHIFFRES 2020 - EN TALQUE. CHIFFRES 2019 - ND: NON DÉTERMINÉ

CLASSEMENT jeuneafrique

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
101	101	KATANGA MINING LTD	Mines	RD Congo	1 386,3	- 923,3
102	120	COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ÉLECTRICITÉ	Eau, électricité & gaz	Côte d'Ivoire	1 351,3	30,2
103	103	MOHAMMED ENTERPRISES TANZANIA	Commerce	Tanzanie	1 334	ND
104	80	COSIDER	BTP, bâtiment, construction	Algérie	1 288,7	ND
105	94	NETWORK HEALTHCARE HOLDINGS	Santé	Afrique du Sud	1 285,7	30
106	107	SOCIÉTÉ NATIONALE DES HYDROCARBURES	Énergie	Cameroun	1 275,4	754,3
107	113	AFINITAS	Activité financière	Botswana	1 224	- 741
108	127	LABEL VIE	Commerce	Maroc	1 222,6	32,8
109	151	SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE	Mines	Mauritanie	1 220	579
110	95	ETHIO TELECOM	Télécommunications	Éthiopie	1 217,8	ND
111	104	OMNIA HOLDINGS	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	1 213,8	44,9
112	124	KENYA POWER AND LIGHTING	Eau, électricité & gaz	Kenya	1 212,7	- 8,5
113	133	SOCIÉTÉ DES MINES DE LOULO-GOUNKOTO	Mines	Mali	1 208	ND
114	108	TOTALENERGIES MAROC	Énergie	Maroc	1 196,6	48,7
115	116	SOCIÉTÉ NATIONALE BURKINABÈ D'HYDROCARBURES	Énergie	Burkina Faso	1 186,7	71,6
116	110	VIVO ENERGY KENYA	Énergie	Kenya	1 181	ND
117	134	MTN GHANA (SCANCOM GHANA LTD)	Télécommunications	Ghana	1 176,6	ND
118	118	AXIAN GROUP	Groupe diversifié	Madagascar	1 145	70
119	99	MASSDISCOUNTERS	Commerce	Afrique du Sud	1 140,9	ND
120	145	ETISALAT MISR	Télécommunications	Égypte	1 135,2	ND
121	126	RAND WATER	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	1 120,6	261,8
122	164	ORANGE CÔTE D'IVOIRE	Télécommunications	Côte d'Ivoire	1 118,3	ND
123	106	TRUWORTHS INTERNATIONAL	Commerce	Afrique du Sud	1 117,5	- 46,1
124	148	ORANGE EGYPT	Télécommunications	Égypte	1 094,4	ND
125	97	VIVO ENERGY MAROC	Énergie	Maroc	1 075	ND
126	115	ALTRON	Équipement électrique	Afrique du Sud	1 054,4	66,1
127	223	IHS TOWERS GROUP	Télécommunications	Maurice	1 037,6	- 166,8
128	129	IBL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	1 037,2	34,6
129	131	MARJANE HOLDING	Commerce	Maroc	1 036,4	44,1
130	119	COMPAGNIE MINIERE DE L'OGOOUÉ	Mines	Gabon	1 030,4	22,3
131	201	TONGAAT HULETT GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	1 017,9	ND
132	121	ALVIVA HOLDINGS	Équipement électrique	Afrique du Sud	1 010,1	9,3
133	139	HOLDING MAROCAINE COMMERCIALE ET FINANCIERE	Groupe diversifié	Maroc	1 002,1	ND
134	137	THE PETROLEUM OIL & GAS CORP. OF SOUTH AFRICA	Énergie	Afrique du Sud	973,7	- 396,8
135	109	TULLOW GHANA	Énergie	Ghana	963,5	ND
136	141	ASTRAL FOODS	Agro-industrie	Afrique du Sud	962,3	38,3
137	140	PSG GROUP	Activité financière	Afrique du Sud	960,3	182,3
138	157	COMPAGNIE SUCRIERE MAROCAINE DE RAFFINAGE	Agro-industrie	Maroc	958,1	95,2
139	132	MASSBUILD	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	950,2	ND
140	122	MOTA-ENGIL AFRICA	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	934,9	ND
141	153	ORANGE SÉNÉGAL	Télécommunications	Sénégal	930,1	ND
142	191	TARKWA MINE	Mines	Ghana	927,7	173,5
143	156	EASTERN CO.	Agro-industrie	Égypte	917,5	240,7
144	245	ROYAL BAFOKENG PLATINUM	Mines	Afrique du Sud	912,9	240,8
145	146	RENAULT COMMERCE MAROC	Industrie automobile	Maroc	910,9	ND
146	138	ANGLOVAAL INDUSTRIES	Agro-industrie	Afrique du Sud	901,3	132,9
147	187	TALAAT MOUSTAFA GROUP	BTP, bâtiment, construction	Égypte	894,2	104,7
148	135	TRANSNET PORT TERMINALS	Transports	Afrique du Sud	893,4	ND
149	150	PÉTROLE DU MAGHREB	Énergie	Maroc	884,7	ND
150	149	NIGERIAN BREWERIES	Agro-industrie	Nigeria	879,7	19,2

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020 - EN TAILLÉE. CHIFFRES 2019 - ND : NON DÉTERMINÉ



BGFIBank,
C'est surtout vous.

merci



À vos côtés depuis 50 ans



BGFIBank

Votre partenaire pour l'avenir

CLASSEMENT jeuneafrique

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
151	152	PGI HOLDING-AMEN GROUP	Groupe diversifié	Tunisie	879,4	87,3
152	—	MAJID AL FUTTAIM EGYPT	Commerce	Égypte	877,9	ND
153	208	ZIMPLATS HOLDINGS	Mines	Zimbabwe	868,9	261,8
154	161	JOHANNESBURG WATER CO.	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	868,3	70,8
155	142	TAQA MOROCCO	Eau, électricité & gaz	Maroc	864,7	97,7
156	154	THE INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORP.	Institutions	Afrique du Sud	853,1	- 2,3
157	163	POULINA GROUP HOLDING	Groupe diversifié	Tunisie	850,4	2,8
158	197	AFRICAN RAINBOW MINERALS	Mines	Afrique du Sud	845,1	343,5
159	159	ALGÉRIE TÉLÉCOM	Télécommunications	Algérie	841	106,8
160	112	JUMIA GROUP	Commerce	Nigeria	836,5	ND
161	—	RCI FINANCE MAROC	Activité financière	Maroc	830,5	- 5
162	204	CENTAMIN	Mines	Égypte	828,7	314,9
163	169	SIFCA (GROUPE)	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	828	- 29,5
164	162	VOLTA RIVER AUTHORITY	Eau, électricité & gaz	Ghana	826,2	ND
165	114	GHANA OIL CO.	Énergie	Ghana	824,5	15,7
166	165	GROWTHPOINT PROPERTIES	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	819,3	- 470,4
167	143	ADCORP HOLDINGS	Services aux collectivités	Afrique du Sud	799,4	0,4
168	200	LIQUID INTELLIGENT TECHNOLOGIES (EX-LIQUID TELECOM)	Télécommunications	Maurice	795,7	ND
169	155	TRANSNET NATIONAL PORTS AUTHORITY	Transports	Afrique du Sud	788,6	ND
170	179	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	Eau, électricité & gaz	Maroc	781,8	- 4,8
171	177	TOTAL CÔTE D'IVOIRE	Énergie	Côte d'Ivoire	781,6	14,3
172	166	LAFARGEHOLCIM MAROC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	774,9	165,7
173	196	ORANGE MALI	Télécommunications	Mali	773,8	ND
174	178	DJEZZY	Télécommunications	Algérie	773,3	ND
175	130	NAMPAK	Bois, papier	Afrique du Sud	769,5	- 271,6
176	181	ALEXANDRIA MINERALS OILS CO.	Énergie	Égypte	765,7	17,4
177	184	NORTHAM PLATINUM	Mines	Afrique du Sud	757,4	4,3
178	174	MPACT	Bois, papier	Afrique du Sud	757,2	24,8
179	199	ORANGE MAROC	Télécommunications	Maroc	750,5	ND
180	176	NESTLÉ NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	749,3	102,3
181	84	ROYAL AIR MAROC	Transports	Maroc	746,9	- 421,9
182	180	TOTAL SÉNÉGAL	Énergie	Sénégal	719	11,3
183	246	TASIAST MAURITANIE	Mines	Mauritanie	718	ND
184	224	ESSAKANE	Mines	Burkina Faso	715	ND
185	66	GLOBAL TELECOM HOLDING	Télécommunications	Égypte	709	235
186	172	METAIR INVESTMENTS	Industrie automobile	Afrique du Sud	698,3	12,6
187	192	CASHBUILD	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	688,5	18,6
188	195	ALGÉRIE TÉLÉCOM MOBILIS	Télécommunications	Algérie	688	112,3
189	239	RAYA HOLDING FOR TECHNOLOGY AND TELECOMMUNICATIONS	Équipement électrique	Égypte	682,3	- 2,9
190	168	EAST AFRICAN BREWERIES GROUP	Agro-industrie	Kenya	681,7	63,9
191	170	SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION DES PÉTROLES AGIL	Énergie	Tunisie	680,8	ND
192	198	KRYSTAL DIGITAL NETWORK SOLUTIONS LTD	Informatique & nouvelles technologies	Nigeria	678,2	21,3
193	227	ZALAR HOLDING	Agro-industrie	Maroc	675,9	0,1
194	212	TANZANIA ELECTRIC SUPPLY CO.	Eau, électricité & gaz	Tanzanie	672,7	19,5
195	263	KLOOF GOLD MINING CO.	Mines	Afrique du Sud	668,3	80,9
196	202	SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ DU SÉNÉGAL	Eau, électricité & gaz	Sénégal	657,9	ND
197	237	ENEO CAMEROUN	Eau, électricité & gaz	Cameroun	638,3	10,4
198	207	ELECTRICIDADE DE MOÇAMBIQUE	Eau, électricité & gaz	Mozambique	637,1	- 34,4
199	319	SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CACAO	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	632,1	ND
200	188	JULIUS BERGER NIGERIA	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	631	3,2

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CLASSEMENT jeuneafrique

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
201	193	INVICTA HOLDINGS	Industrie automobile	Afrique du Sud	627	ND
202	228	NIGERIAN BOTTLING CO.	Agro-industrie	Nigeria	626,6	ND
203	203	AFRIQUIA GAZ	Énergie	Maroc	612,7	60
204	189	PRETORIA PORTLAND CEMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	609,8	ND
205	215	EGYPTIAN SUGAR AND INTEGRATED INDUSTRIES CO.	Agro-industrie	Égypte	609,6	21,6
206	211	RAUBEX	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	603,6	13,9
207	221	LAFARGE AFRICA	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	601,8	97,1
208	209	ORIENTAL WEAVERS CO.	Textile	Égypte	601,6	70,5
209	262	MTN CÔTE D'IVOIRE	Télécommunications	Côte d'Ivoire	598,8	ND
210	213	REDEFINE PROPERTIES	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	594,6	- 1 133,5
211	160	EOH HOLDINGS	Télécommunications	Afrique du Sud	592,9	- 111
212	190	OOREDOO ALGERIA	Télécommunications	Algérie	591,1	ND
213	219	SA DES BRASSERIES DU CAMEROUN	Agro-industrie	Cameroun	587,2	23,6
214	173	CMH GROUP	Industrie automobile	Afrique du Sud	585,4	11,5
215	218	KAAP AGRI LTD	Agro-industrie	Afrique du Sud	585	19
216	183	HULAMIN	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	583,3	- 15,7
217	225	ASSORE	Mines	Afrique du Sud	579	424,2
218	216	VIVO ENERGY CÔTE D'IVOIRE	Énergie	Côte d'Ivoire	578,8	- 9,1
219	125	TOTALENERGIES MARKETING KENYA	Énergie	Kenya	577,2	30
220	230	AIR MAURITIUS	Transports	Maurice	576,9	ND
221	241	SEFALANA HOLDING CO.	Agro-industrie	Botswana	576,2	19,9
222	229	VIVO ENERGY GHANA	Énergie	Ghana	571	ND
223	275	NORTH MARA GOLD MINE	Mines	Tanzanie	571	ND
224	269	MTN UGANDA	Télécommunications	Ouganda	567,7	ND
225	240	OCEANA GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	566,9	55,7
226	259	TRADEX	Énergie	Cameroun	562,7	16,5
227	233	ENTREPRISE TUNISIENNE D'ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES	Énergie	Tunisie	560,2	53,5
228	234	EGYPTIAN PHARMACEUTICALS TRADING	Santé	Égypte	559,7	6,4
229	288	DANGOTE SUGAR REFINERY	Agro-industrie	Nigeria	559,3	77,7
230	128	HOSKEN CONSOLIDATED INVESTMENTS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	558,9	- 67
231	158	TRANSNET RAIL ENGINEERING	Transports	Afrique du Sud	558,9	ND
232	249	EGYPT KUWAIT HOLDING CO.	Groupe diversifié	Égypte	557,9	153,9
233	182	REUNERT	Informatique & nouvelles technologies	Afrique du Sud	549	0,5
234	265	BUA CEMENT	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	546,7	184,1
235	283	LE GROUPE PROSUMA	Commerce	Côte d'Ivoire	544,2	ND
236	206	CIEL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	540,8	- 53,4
237	232	BIOPHARM	Santé	Algérie	538,9	42
238	171	TOTALENERGIES NIGERIA	Énergie	Nigeria	534,3	5,4
239	244	ZEDER INVESTMENTS	Agro-industrie	Afrique du Sud	532,8	42,6
240	248	PHARMACIE CENTRALE DE TUNISIE	Santé	Tunisie	524,7	ND
241	273	GROUPE MANAGEM	Mines	Maroc	524,7	25
242	250	KENYA PORTS AUTHORITY	Transports	Kenya	520,9	67,2
243	251	HYPROC SHIPPING CO.	Énergie	Algérie	518,6	ND
244	254	VODACOM RDC	Télécommunications	RD Congo	509,2	ND
245	318	SOCIÉTÉ DES MINES DE TONGON	Mines	Côte d'Ivoire	507	83
246	257	COMAIR	Transports	Afrique du Sud	506,8	63,8
247	205	EAST AFRICAN BREWERIES KENYA	Agro-industrie	Kenya	504,9	ND
248	217	MONDI GROUP SOUTH AFRICA	Bois, papier	Afrique du Sud	502,4	ND
249	255	ADCOCK INGRAM HOLDINGS	Santé	Afrique du Sud	501,3	46,5
250	243	ABU QIR FERTILIZERS & CHEMICAL INDUSTRIES	Chimie, caoutchouc, plastique	Égypte	499,9	170,9

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CLASSEMENT jeuneafrique

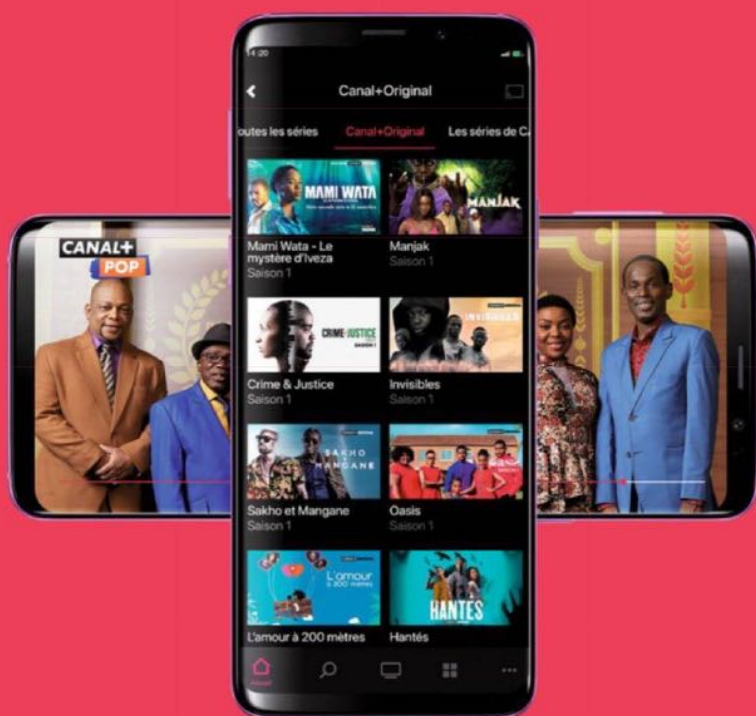
Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
251	220	SEPLAT PETROLEUM DEVELOPMENT CO.	Énergie	Nigeria	498,3	- 80,2
252	147	CHOPPIES ENTERPRISES	Commerce	Botswana	496,4	- 43
253	302	ORANGE GUINÉE	Télécommunications	Guinée	495	ND
254	358	HOUNDÉ GOLD CORP.	Mines	Burkina Faso	494	ND
255	272	CENTRALE DANONE	Agro-industrie	Maroc	485	8
256	270	JUHAYNA FOOD INDUSTRIES	Agro-industrie	Égypte	484,7	27,2
257	266	TAQA ARABIA	Énergie	Égypte	480,7	24,4
258	111	KENYA AIRWAYS	Transports	Kenya	480,5	- 328,8
259	261	ASCENDIS HEALTH	Santé	Afrique du Sud	475,1	- 73,2
260	264	ARDOVA	Énergie	Nigeria	474,1	5,4
261	274	NAMIBIAN POWER CORP.	Eau, électricité & gaz	Namibie	470,3	69,7
262	286	SOCIÉTÉ NATIONALE D'OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES	Énergie	Côte d'Ivoire	468	9,2
263	253	CDG DÉVELOPPEMENT	Services aux collectivités	Maroc	463,8	10,7
264	428	DRIEFONTEIN MINE	Mines	Afrique du Sud	463,5	34
265	278	LEWIS GROUP	Commerce	Afrique du Sud	458,9	29,5
266	235	BELL EQUIPMENT	Industrie automobile	Afrique du Sud	456,5	- 3,9
267	260	ITALTILE	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	456,5	65,8
268	319	MTN CAMEROUN	Télécommunications	Cameroun	456,2	ND
269	337	PERSEUS MINING GHANA	Mines	Ghana	453	72,3
270	291	OOREDOO TUNISIA	Télécommunications	Tunisie	452,4	ND
271	282	INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL	Mines	Sénégal	450	ND
272	267	UMEME	Eau, électricité & gaz	Ouganda	448,4	11,6
273	222	PIONEERS HOLDING	Activité financière	Égypte	445,5	68,9
274	295	SOCIÉTÉ DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE	Agro-industrie	Tunisie	443,8	80,5
275	334	ORANGE BURKINA FASO	Télécommunications	Burkina Faso	442,9	ND
276	418	LE GROUPE INTELCA	Services aux collectivités	Maroc	442,2	ND
277	298	MUSTEK	Informatique & nouvelles technologies	Afrique du Sud	436,5	6
278	167	TOTALENERGIES GABON	Énergie	Gabon	434,9	- 87,5
279	294	AFRICAN OXYGEN	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	432,8	45,1
280	316	SOCIÉTÉ DE LIMONADERIES ET BRASSERIES D'AFRIQUE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	428,9	32,8
281	247	11 (EX MOBIL OIL NIGERIA)	Énergie	Nigeria	427,8	16,3
282	268	HUDACO INDUSTRIES	Industrie automobile	Afrique du Sud	426,7	0,6
283	309	LESIEUR CRISTAL	Agro-industrie	Maroc	422,2	17,8
284	305	TUNISIE TÉLÉCOM	Télécommunications	Tunisie	419,9	ND
285	287	VODACOM TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	419	- 12,9
286	313	AIRTEL UGANDA	Télécommunications	Ouganda	418,9	109,6
287	372	ZAIN SUDAN	Télécommunications	Soudan	417	61
288	289	TANZANIA BREWERIES	Agro-industrie	Tanzanie	413,6	38,3
289	299	CIMENTES DU MAROC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	410,9	81,4
290	277	TOTAL PETROLEUM GHANA	Énergie	Ghana	407	19,1
291	340	ORANGE CAMEROUN	Télécommunications	Cameroun	404,8	ND
292	303	SUEZ CEMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	402,1	- 73,3
293	339	BISSA-BOULY GOLD	Mines	Burkina Faso	401,8	ND
294	354	MTN BÉNIN	Télécommunications	Bénin	401,7	ND
295	284	KENYA ELECTRICITY GENERATING CO.	Eau, électricité & gaz	Kenya	401,4	167,2
296	383	ABOSSO GOLDFIELDS - DAMANG MINES	Mines	Ghana	400,8	45,2
297	315	RHODES FOOD GROUP HOLDINGS	Agro-industrie	Afrique du Sud	400,1	14,7
298	360	SOUTH DEEP GOLD MINE	Mines	Afrique du Sud	400,1	35,3
299	306	ARISE GABON	Transports	Gabon	398,9	99,4
300	310	WACO INTERNATIONAL	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	397,9	ND

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020 - EN ITALIQUE, CHIFFRES 2019 - ND : NON DÉTERMINÉ

CANAL+

LA TV A ENFIN SON APPLICATION



**L'APPLICATION EST INCLUSE
DANS VOTRE ABONNEMENT,
DECOUVREZ-LA VITE !**



CLASSEMENT jeuneafrique

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
301	347	SOCIÉTÉ NATIONALE BURKINABÈ D'ÉLECTRICITÉ	Eau, électricité & gaz	Burkina Faso	397,6	1
302	369	FONDS SPÉCIAL D'ÉQUIPEMENT ET D'INTERVENTION I.	Services aux collectivités	Cameroun	394,4	ND
303	332	CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE SOCIALE - CAMEROUN	Services aux collectivités	Cameroun	392,6	135,4
304	312	AVENG STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	390	ND
305	327	MAGRÉBAIL	Activité financière	Maroc	388,9	7,1
306	342	DÉLICE HOLDING	Agro-industrie	Tunisie	386,2	21,5
307	285	CAXTON & CTP. PUBLISHERS & PRINTERS	Communication	Afrique du Sud	380,2	- 4,4
308	330	ADVTECH GROUP	Services aux collectivités	Afrique du Sud	375,2	62,1
309	326	NSIA PARTICIPATIONS	Groupe diversifié	Côte d'Ivoire	374,5	ND
310	185	RMB HOLDINGS	Activité financière	Afrique du Sud	374,1	356,8
311	300	COPPERBELT ENERGY CORP.	Eau, électricité & gaz	Zambie	370,9	5,6
312	271	HOLDING AL OMRANE	BTP, bâtiment, construction	Maroc	368,5	26,9
313	343	SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON	Eau, électricité & gaz	Gabon	367,1	ND
314	311	SALAM GAZ	Énergie	Maroc	366,4	ND
315	322	TIGO TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	366	ND
316	405	ITY GOLD MINE	Mines	Côte d'Ivoire	363,9	ND
317	341	SIXTH OF OCTOBER DEVELOPMENT & INVESTMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	360,3	52
318	331	INTERNATIONAL BREWERIES	Agro-industrie	Nigeria	357	- 32,3
319	296	ESPITALIER NOËL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	354,1	- 23,6
320	346	SANIA CIE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	353,4	ND
321	280	AUTO HALL	Industrie automobile	Maroc	352,3	14,5
322	361	QUANTUM FOODS HOLDINGS	Agro-industrie	Afrique du Sud	347,6	10,6
323	325	SOCIÉTÉ GABONAISE DE RAFFINAGE	Énergie	Gabon	347,3	ND
324	323	SOCIÉTÉ MAGASIN GÉNÉRAL	Commerce	Tunisie	345,2	- 4,8
325	328	SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE	Métallurgie, sidérurgie	Maroc	345,1	2,2
326	469	DRDGOLD	Mines	Afrique du Sud	344,6	88,8
327	214	STEFANUTTI STOCKS HOLDINGS	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	343,9	- 21,2
328	344	INDUSTRIAL PROMOTION SERVICES WEST AFRICA	Groupe diversifié	Côte d'Ivoire	343,8	24,3
329	236	FAMOUS BRANDS	Tourisme & Loisirs	Afrique du Sud	342,6	- 83
330	338	ORANGE RD CONGO	Télécommunications	RD Congo	341,5	ND
331	317	HIDROELECTRICA DE CAHORA BASSA	Eau, électricité & gaz	Mozambique	340,7	129,9
332	242	COMPAGNIE MALIENNE DE DÉVELOPPEMENT DES TEXTILES	Agro-industrie	Mali	339,3	5
333	304	SOUTH AFRICAN BROADCASTING CORP.	Communication	Afrique du Sud	338	- 36,2
334	307	VODACOM MOZAMBIQUE	Télécommunications	Mozambique	336,6	ND
335	252	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	Transports	Maroc	334,4	- 123,8
336	301	TRANSNET PIPELINES	Énergie	Afrique du Sud	333,8	ND
337	348	TRINITY ENERGY LTD	Énergie	Sud-Soudan	332,6	2,1
338	314	PALM HILLS DEVELOPMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	330,3	47,9
339	321	MERAFA RESOURCES	Mines	Afrique du Sud	326,2	- 68,4
340	370	CECA-GADIS	Commerce	Gabon	325,4	- 8,8
341	-	GÉNÉRALE DES CARRIÈRES ET DES MINES	Mines	RD Congo	324,4	ND
342	398	NESTLÉ CÔTE D'IVOIRE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	323,9	39,1
343	359	BRIMSTONE INVESTMENT CORP.	Activité financière	Afrique du Sud	321,7	- 3
344	396	BEATRIX MINE	Mines	Afrique du Sud	318,2	8,2
345	335	BAMBURI CEMENT	BTP, bâtiment, construction	Kenya	317,4	10,3
346	381	ORASCOM FOR HOTELS AND DEVELOPMENT	Tourisme & Loisirs	Égypte	316,3	36,2
347	403	SOCIÉTÉ MINIÈRE DE DINGUIRAYE	Mines	Guinée	312,5	ND
348	380	AIRTEL RD CONGO	Télécommunications	RD Congo	311,1	- 84
349	366	MAGHREB STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Maroc	310,7	- 19,7
350	374	CIMENTS DE L'ATLAS	BTP, bâtiment, construction	Maroc	309,2	ND

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2020 - EN ITALIQUE. CHIFFRES 2019 - ND : NON DÉTERMINÉ

CLASSEMENT jeuneafrique

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
351	464	RÖSSING URANIUM MINE	Mines	Namibie	308,2	30,2
352	320	CONOIL	Énergie	Nigeria	306,6	ND
353	375	MARSA MAROC (SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES PORTS)	Transports	Maroc	306,1	32,4
354	364	SANTOVA LOGISTICS	Transports	Afrique du Sud	304,5	4,4
355	194	CEC AFRICA INVESTMENTS LTD	Activité financière	Zambie	300,8	- 53,3
356	420	GUEL B MOGHREIN COPPER-GOLD MINE	Mines	Mauritanie	300	ND
357	386	SEA HARVEST CORP.	Agro-industrie	Afrique du Sud	298,5	27,1
358	416	SOCIÉTÉ AFRICAINE DE PLANTATIONS D'HÉVÉAS	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	296,9	14
359	387	CHIRANO GOLD MINE	Mines	Ghana	295,1	ND
360	404	OFFICE NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS - BURKINA FASO	Télécommunications	Burkina Faso	294,3	58,1
361	408	SUDATEL TELECOM GROUP	Télécommunications	Soudan	293,9	- 15,5
362	324	SOUTH AFRICAN POST OFFICE	Services aux collectivités	Afrique du Sud	291,8	- 125,8
363	384	BGI ETHIOPIA	Agro-industrie	Éthiopie	286,5	ND
364	440	HONEYWELL FLOUR MILLS	Agro-industrie	Nigeria	286	2,9
365	410	UMGENI WATER-AMANZI	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	283,5	86,3
366	377	PRESS CORPORATION	Groupe diversifié	Malawi	281	25,5
367	276	ECLOSIA GROUP	Agro-industrie	Maurice	280,4	5,9
368	371	DELTA HOLDING	Groupe diversifié	Maroc	278,2	17,5
369	397	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COTON DU CAMEROUN	Agro-industrie	Cameroon	276,8	ND
370	385	ALEXANDER FORBES	Activité financière	Afrique du Sud	275,3	13,9
371	363	TULLOW GABON	Énergie	Gabon	274,5	ND
372	401	GOLDEN STAR RESOURCES	Mines	Ghana	272,5	- 18,3
373	333	GUINNESS NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	272,4	- 32,8
374	378	MOOLMANS	Mines	Afrique du Sud	269,8	ND
375	345	AUTOROUTES DU MAROC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	268,8	- 37,1
376	414	TANGER MED PORT AUTHORITY	Transports	Maroc	268,5	67,5
377	394	WESCOAL	Mines	Afrique du Sud	266,3	- 2,4
378	353	ONE TECH HOLDING	Équipement électrique	Tunisie	266	7,3
379	389	GROUPE DES BOISSONS DU MAROC	Agro-industrie	Maroc	265,5	26,6
380	400	PRINCES TUNA	Agro-industrie	Maurice	265,1	ND
381	390	CAIRO POULTRY	Agro-industrie	Égypte	265	6,6
382	402	GROUPE SIPROMAD	Groupe diversifié	Madagascar	264,4	ND
383	352	CIEL TEXTILE	Textile	Maurice	261,5	- 16,2
384	421	ROYAL SWAZILAND SUGAR CORP.	Agro-industrie	Eswatini	257,7	34,5
385	388	MAURITIUS TELECOM	Télécommunications	Maurice	256,9	13,6
386	392	GRINDROD	Transports	Afrique du Sud	255,9	- 28
387	486	E MEDIA HOLDINGS (SEARDEL INVESTMENT CORP)	Communication	Afrique du Sud	255,4	7,4
388	-	JACOBS ENGINEERING SA	BTP, bâtiment, construction	Maroc	255,1	ND
389	412	EDITA FOOD INDUSTRIES	Agro-industrie	Égypte	255,1	19,2
390	430	EGYPT GAS CO.	Eau, électricité & gaz	Égypte	253,9	ND
391	427	AFRIMAT	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	252	41,2
392	-	WILMAR AFRICA	Agro-industrie	Ghana	250,8	5
393	429	CORONATION FUND MANAGERS	Conseil & Audit	Afrique du Sud	248,5	95,1
394	415	RÉGIE A. DE D. D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ DE MARRAKECH	Eau, électricité & gaz	Maroc	246,2	21,1
395	350	ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE	Énergie	Algérie	245,4	ND
396	424	ORANGE TUNISIE	Télécommunications	Tunisie	242,1	ND
397	281	MAUREL & PROM GABON	Énergie	Gabon	242	ND
398	411	TRIDENT STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	240,9	ND
399	446	AIRTEL KENYA	Télécommunications	Kenya	240,4	- 54,6
400	-	BULYANHULU GOLD MINE	Mines	Tanzanie	240	ND

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CLASSEMENT jeuneafrique

CHIFFRES 2020 - EN ITALIQUE, CHIFFRES 2019 - ND : NON DÉTERMINÉ

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
401	409	ZAMBEEF	Agro-industrie	Zambie	239,6	2,1
402	423	SOCIÉTÉ DES BRASSERIES DU GABON	Agro-industrie	Gabon	238,4	ND
403	—	SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA CÔTE D'IVOIRE	Eau, électricité & gaz	Côte d'Ivoire	238,4	8,1
404	368	KENYA PIPELINE CO.	Énergie	Kenya	237,3	36,3
405	413	TGCC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	234,4	4,7
406	351	ENTREPRISE NATIONALE DE GRANDS TRAVAUX PÉTROLIERS	Énergie	Algérie	234,3	24,6
407	463	MTN CONGO	Télécommunications	Congo	233,3	ND
408	—	MANA GOLD MINE	Mines	Burkina Faso	233	ND
409	435	SNMVT - MONOPRIX	Commerce	Tunisie	233	– 3,2
410	466	SOCIÉTÉ D'ARTICLES HYGIÉNIQUES	Chimie, caoutchouc, plastique	Tunisie	231,8	12,3
411	449	EMPRESA NACIONAL DOS PORTOS E C. DE F. DE MOÇAMBIQUE	Transports	Mozambique	231,1	69,1
412	488	MAJID AL FUTAIM KENYA	Commerce	Kenya	230,8	ND
413	426	BRITISH AMERICAN TOBACCO KENYA	Agro-industrie	Kenya	230,6	50,2
414	432	EGYPTIAN INTERNATIONAL TOURISM CO.	Tourisme & Loisirs	Égypte	229,9	1,8
415	459	CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS GESTION	Activité financière	Tunisie	229,2	29,8
416	425	AUTO NEJMA	Industrie automobile	Maroc	226,7	12,5
417	391	ROGERS & CO	Groupe diversifié	Maurice	226,2	– 10,3
418	—	MTN SOUDAN	Télécommunications	Soudan	225,6	ND
419	436	CONSOLIDATED INFRASTRUCTURE GROUP	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	225,3	– 95,5
420	485	PALMCI	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	224	0,5
421	406	CERVEJAS DE MOÇAMBIQUE	Agro-industrie	Mozambique	222,4	3,2
422	373	PUMA ENERGY ZAMBIA	Énergie	Zambie	221	7,6
423	419	EQDOM	Activité financière	Maroc	220,5	3,8
424	365	SIDI KERIR PETROCHEMICALS CO.	Énergie	Égypte	219,9	1,6
425	—	SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DES TABACS	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	216,3	16
426	482	PZ CUSSONS NIGERIA	Chimie, caoutchouc, plastique	Nigeria	215,5	4,4
427	474	AGENCE NATIONALE DES PORTS	Transports	Maroc	215,4	7,4
428	393	ENGEN BOTSWANA	Énergie	Botswana	214,6	9
429	443	UAC OF NIGERIA	Groupe diversifié	Nigeria	213	11,3
430	444	ENTREPRISE NATIONALE DE TRAVAUX AUX PUITS	Énergie	Algérie	212,3	ND
431	434	HYPROP INVESTMENTS	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	211,7	– 240,4
432	431	AIRTEL TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	211,3	49,4
433	450	CURRO	Services aux collectivités	Afrique du Sud	211,1	– 2,9
434	362	VIVO ENERGY MAURITIUS	Énergie	Maurice	207,8	4,3
435	—	DELTA SUGAR	Agro-industrie	Égypte	205,9	– 16,1
436	422	ALTEO	Agro-industrie	Maurice	204,4	5,5
437	492	SOTHEMA	Santé	Maroc	200,9	
438	456	VALUE GROUP	Transports	Afrique du Sud	200,6	9,5
439	475	NEXANS MAROC	Équipement électrique	Maroc	199,7	5,2
440	468	COMPAGNIE SAHÉLIENNE D'ENTREPRISES	BTP, bâtiment, construction	Sénégal	197,4	4,8
441	451	TRANSNATIONAL CORP. OF NIGERIA	Groupe diversifié	Nigeria	196,5	9,9
442	379	NOVUS HOLDINGS	Bois, papier	Afrique du Sud	193,6	– 1,6
443	395	RESILIENT PROPERTY INCOME FUND	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	193,5	ND
444	467	SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE BITUMES	BTP, bâtiment, construction	Côte d'Ivoire	192	17,6
445	—	DISWAY	Équipement électrique	Maroc	191,4	9,4
446	442	BRITAM KENYA	Activité financière	Kenya	190,7	ND
447	—	ARABIAN FOOD INDUSTRIES CO.	Agro-industrie	Égypte	190	10
448	433	WORKFORCE HOLDINGS	Services aux collectivités	Afrique du Sud	189,5	2,4
449	329	AGENCE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION A. E. A. E. À M.	Transports	Sénégal	188,4	ND
450	—	ASANKO MINES	Mines	Ghana	188,2	59,4

*chiffres 2020 (en millions de dollars)

CLASSEMENT jeuneafrique

Rang 2022	Rang 2021	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
451	496	ILLOVO SUGAR MALAWI	Agro-industrie	Malawi	188,1	3,5
452	452	PHOENIX BEVERAGES	Agro-industrie	Maurice	186,2	11
453	489	CFAO AUTOMOTIVE CI	Industrie automobile	Côte d'Ivoire	185,4	7,1
454	473	AGBAOU GOLD OPERATIONS	Mines	Côte d'Ivoire	184,5	ND
455	460	MARIDIVE	Énergie	Égypte	181	ND
456	441	NAMIBIA BREWERIES	Agro-industrie	Namibie	180,5	17,8
457	445	NU WORLD HOLDINGS	Transports	Afrique du Sud	179,3	8,6
458	465	EGYPTIAN INTERNATIONAL PHARMACEUTICAL INDUSTRIES CO.	Santé	Égypte	178,5	26,8
459	231	TUNISAIR-SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'AIR	Transports	Tunisie	178,3	ND
460	–	MTN RWANDA	Télécommunications	Rwanda	178	ND
461	457	DENER INVESTMENTS	Activité financière	Afrique du Sud	177,6	8,8
462	461	MTN ZAMBIA	Télécommunications	Zambie	175,8	ND
463	290	OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS	Transports	Maroc	175,4	– 212
464	493	TRANSACTION CAPITAL	Activité financière	Afrique du Sud	174,3	13,9
465	497	ASEC HOLDING	BTP, bâtiment, construction	Égypte	170	ND
466	–	TANZANIA PORTLAND CEMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Tanzanie	169,3	32,1
467	500	IVOIRE COTON	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	169	5,5
468	477	SOCIÉTÉ IVOIRIENNE D'ABATTAGE ET DE CHARCUTERIE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	168,9	23,3
469	479	ONELOGIX GROUP	Services aux collectivités	Afrique du Sud	168	2,9
470	–	SOCIÉTÉ DES MINES DE TAPARKO	Mines	Burkina Faso	167,1	ND
471	498	WATER UTILITIES CORP.	Eau, électricité & gaz	Botswana	165,8	– 15,2
472	–	ENNAKL AUTOMOBILES	Industrie automobile	Tunisie	165,6	5,2
473	–	ENTREPRISE NATIONAL DE SERVICES AUX PUIITS	Énergie	Algérie	164,4	ND
474	470	ABC GROUP	Groupe diversifié	Maurice	164,2	4,1
475	–	ALEXANDRIA CONTAINER & CARGO HANDLING CO.	Transports	Égypte	163,9	94,7
476	–	UNILEVER NIGERIA	Chimie, caoutchouc, plastique	Nigeria	161,7	– 10,4
477	–	QUICK MART	Commerce	Kenya	161,3	ND
478	458	EGYPTAIR MAINTENANCE & ENGINEERING	Transports	Égypte	161	– 6,7
479	491	LES EAUX MINÉRALES D'OLMÈS	Agro-industrie	Maroc	160,8	– 4,6
480	–	PATISEN	Agro-industrie	Sénégal	160,3	– 1
481	–	ASKY AIRLINES	Transports	Togo	160	8
482	495	UNGA GROUP	Agro-industrie	Kenya	159,9	0,6
483	453	MISR NATIONAL STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	157,7	– 0,1
484	448	ZAMBIA SUGAR	Agro-industrie	Zambie	157,6	– 10,1
485	–	BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS CÔTE D'IVOIRE	Transports	Côte d'Ivoire	157,5	25,2
486	–	MUTANDIS	Activité financière	Maroc	155	8,9
487	210	ETERNA OIL & GAS	Chimie, caoutchouc, plastique	Nigeria	153,2	2,5
488	480	ARABIAN CEMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	152,9	– 7,4
489	–	LES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS	BTP, bâtiment, construction	Maroc	152,3	– 2,6
490	–	DANGOTE CEMENT ETHIOPIA	BTP, bâtiment, construction	Éthiopie	151,6	ND
491	–	PORT AUTONOME D'ABIDJAN	Transports	Côte d'Ivoire	150,5	26,9
492	–	AIRTEL GABON	Télécommunications	Gabon	150,4	19,3
493	–	ATTACQ	Activité financière	Afrique du Sud	149,6	– 257,1
494	–	DANGOTE CEMENT CAMEROON	BTP, bâtiment, construction	Cameroun	149,6	ND
495	–	SHANTA GOLD	Mines	Tanzanie	147,4	17,2
496	–	COMPAGNIE GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE	BTP, bâtiment, construction	Maroc	147	3,4
497	258	AIRPORTS CO. OF SOUTH AFRICA	Transports	Afrique du Sud	146,8	– 174,7
498	–	KARMA GOLD MINE	Mines	Burkina Faso	145,2	ND
499	–	CONDUIT CAPITAL	Activité financière	Afrique du Sud	144	– 1,6
500	–	FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL	Activité financière	Maroc	142,5	30,1

*chiffres 2020 (en millions de dollars)



LE FONDS DE SOLIDARITÉ AFRICAINE

Un Instrument clé pour la construction d'une Afrique prospère et économiquement intégrée !

Créé il y a 47 ans par un Sommet des Chefs d'État africains, le Fonds de Solidarité Africain s'affirme davantage comme un outil incontournable dans la construction d'une Afrique prospère telle que l'ont voulu les Pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) devenue depuis 2001 l'Union Africaine. Capitalisant l'expertise acquise depuis plus de 40 ans d'activités et après avoir renforcé son cadre institutionnel et financier, le Fonds de Solidarité Africain est en train d'acquiescer progressivement une dimension véritablement panafricaine par-delà les barrières linguistiques.



Le FSA se dote d'une nouvelle identité visuelle.

Pour marquer cette dimension acquise, l'Institution vient de se doter d'une nouvelle identité visuelle (Voir ci-contre son nouveau logo) qui traduit sa dimension continentale ainsi que les valeurs africaines de solidarité, l'espoir d'un avenir meilleur et la construction d'un continent intégré, pacifique et prospère.

Le FSA affiche un excellent bilan opérationnel et financier, confirmé par une bonne notation financière (AA+ avec perspective positive) et une certification ISO 9001, version 2015 couvrant tous ses processus-clés (Gouvernance, opérations et supports). S'appuyant sur ces bons résultats, le Fonds de Solidarité Africain a engagé dans le cadre de son plan de développement stratégique en cours d'exécution dénommé « *PLAN NEW FRONTIER 2025* », des actions majeures qui s'inscrivent totalement dans le processus de réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. La signature le

8 mars 2022 d'un accord-cadre de partenariat entre le Fonds de Solidarité Africain et l'Agence de Développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD) vient consacrer cet alignement de l'activité du Fonds aux chantiers les plus importants menés sous la bannière de l'Union Africaine (voir l'interview du Dr Ibrahim Assane Mayaki, Secrétaire Exécutif de l'AUDA-NEPAD). Le Fonds de Solidarité Africain, à l'instar d'autres institutions financières panafricaines, s'engage ainsi à apporter sa contribution à la réalisation du programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), la mise en œuvre effective de la Zone de Libre Echange Continentale (ZLECAF) et les autres projets emblématiques de l'Agenda 2063.

Cette nouvelle orientation du FSA, édictée par le *PLAN NEW FRONTIER 2025*, est un cadre programmatique cohérent et savamment conçu qui couvre la période quinquennale 2021-



Entretien avec **Son Excellence Dr. Ibrahim Assane MAYAKI** sur la signature d'un protocole d'accord entre l'Agence pour le Développement de l'Union Africains (AUDA-NEPAD) et le Fonds de Solidarité Africain, le mardi 8 mars 2022 dans les locaux de AUDA-NEPAD, à Midrand (Johannesburg), en Afrique du Sud.

Votre Excellence Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'Agence de Développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD), vous avez récemment signé un protocole d'accord (MOU), entre votre Agence et le Fonds de Solidarité Africain (FSA). Pouvez-vous nous parler de l'importance de ce partenariat et des résultats attendus ?

Chez AUDA-NEPAD, nous construisons continuellement des relations durables avec un large éventail de partenaires, en particulier à l'heure actuelle où les priorités et les aspirations du continent sont de plus en plus axées sur l'impact. Au-delà du soutien financier, les partenariats de l'Agence concernent également le soutien technique, les échanges de personnel, le détachement et le partage d'informations. Les partenariats sont le fon-

dement de notre travail, inspirant un échange systématique d'expériences et de meilleures pratiques.

L'importance de l'accord avec le Fonds de Solidarité Africain (FSA) est qu'ensemble, nous contribuerons plus significativement au développement socio-économique de l'Afrique. Notre partenariat soutiendra le développement de l'économie des pays membres communs, notamment par des interventions conjointes. Le protocole d'accord récemment signé définit le cadre d'une collaboration durable entre l'AUDA-NEPAD et le FSA en vue d'impacter positivement entre autres, la croissance économique et le développement des États membres communs, la diversification des activités productives, l'amélioration de la compétitivité internatio-

nale, la hausse des exportations, le renforcement de l'intégration du continent africain, la création d'emplois ainsi que la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Le Fonds de Solidarité Africain, nouveau partenaire de l'AUDA-NEPAD, est spécialisé dans l'octroi de garanties financières et fournit également d'autres produits de mobilisation des financements, notamment les avances de refinancement, les bonifications d'intérêts, les arrangements et structurations de financements ainsi que la gestion de fonds pour compte de tiers. Pouvez-vous nous dire quelle valeur ajoutée l'AUDA-NEPAD attend de sa collaboration avec le FSA, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine ?

2025. Un des objectifs clés de ce plan est l'adhésion de tous les pays africains comme membres de cette Institution. Cette invitation à l'adhésion lancée à tous les pays africains a déjà eu un écho favorable auprès de beaucoup de pays africains pour lesquels la solidarité constitue une valeur cardinale. Ainsi, dès la première année de mise en œuvre du plan, la République Islamique de Mauritanie a adhéré au Fonds de Solidarité Africain, ouvrant le bal aux autres pays africains, non encore membres du Fonds.

Le FSA compte actuellement quinze États membres, dont, huit pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo), trois pays de la CEEAC (Gabon, République Centrafricaine, Tchad), trois pays du COMESA (Burundi, Île Maurice et Rwanda) et un de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). L'actionnariat du FSA regroupe ainsi quatre ensembles économiques africains, à savoir la CEDEAO, la CEEAC, le COMESA et l'UMA, traduisant ainsi le caractère panafricain du Fonds et l'érigent en trait d'union entre ces zones d'intégration régionale de l'Afrique.

Cette ambition panafricaine du FSA traduit sa ferme volonté de permettre aux États et aux entreprises (publiques et privées) l'accès aux crédits destinés à financer des projets d'investissements productifs, d'une part, et de l'autre de leur faciliter la

mobilisation de l'épargne locale et extérieure, notamment par des interventions en garantie sur les marchés financiers. Le FSA entend ainsi consolider les acquis de l'expérience et mener une politique d'expansion vers des nouveaux horizons stratégiques, réaffirmant ainsi sa volonté de s'engager en une institution panafricaine de référence, tant d'un point de vue opérationnel que de la gouvernance.

Avec l'adhésion de tous les pays africains au FSA, son capital atteindra 3,3 milliards de dollars américains.

Le *PLAN NEW FRONTIER 2025* permettra également au FSA d'augmenter son appui aux entreprises de ses États membres en les aidant à faire face aux conséquences de la pandémie de la Covid-19, participant ainsi dans un premier temps au renforcement de la résilience économique et dans un deuxième temps, à la relance post pandémie. La gamme des produits offerts par le FSA, qui est déjà bien fournie (voir ci-après la liste des produits disponibles) sera par ailleurs enrichie de nouveaux produits destinés notamment aux PME/TPE et à la transformation structurelle de l'économie africaine.

Le capital du FSA s'élève aujourd'hui à 270 millions de dollars US. Avec l'adhésion des 54 États Africains, le FSA disposera d'un capital de 3,300 milliards de dollars US.

En 43 ans d'activité, le FSA a accordé 1,298 milliard de dollars US de garanties en faveur du système financier de ses États membres, ce qui a permis aux acteurs économiques de lever des financements de l'ordre de 2,512 milliards de dollar US. La répartition sectorielle est :

- **50 %** des interventions du FSA à travers ses États membres concernent les infrastructures et les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ;
- **25 %** portent sur l'agro-industrie et l'industrie
- **25 %** portent sur les Petites et Moyennes entreprises, en particulier celles portées par les femmes et les jeunes.

La cadence des interventions s'est accélérée ces dernières années. Le FSA compte maintenir ce rythme et même l'accroître les années à venir.

FONDS DE SOLIDARITÉ AFRICAINE

617, avenue du Président Karl Carstens PL 005
BP 382 Niamey - Niger - Quartier Plateau - Commune I

Tél. : (227) 20 72 26 32 / 33 / 34
Fax: (227) 20 73 30 44

fsa@fondsolidariteafricain.org
www.fondsolidariteafricain.org

JAMG - PHOTO: DR

La valeur ajoutée que l'AUDA-NEPAD attend de ce partenariat est la réalisation de résultats concrets sur une période maximale de trois ans, à travers les domaines d'intervention tels que mentionnés ci-dessus. En particulier, le Fonds de Solidarité Africain offrira, en cas de sollicitation et conformément à ses modalités opérationnelles et décisionnelles, ses instruments d'intervention, notamment la garantie financière (sous forme de partage des risques), le refinancement avec ou sans l'extension des prêts aux projets pilotés par l'AUDA-NEPAD au profit des États membres et des Communautés Économiques Régionales et même de tous ses autres partenaires.

L'Agenda 2063 de l'Union africaine appelle à la création d'institutions financières véritablement panafricaines telles que le Fonds monétaire africain et la Banque africaine d'investissement. A la lumière de la nouvelle vision du FSA et de son plan stratégique de développement « PLAN NEW

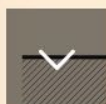
FRONTIER 2025 », pensez-vous que le FSA doit être soutenu et considéré comme l'une de ces institutions financières panafricaines, nécessaires à la construction d'une Afrique intégrée et prospère ?

Le travail du FSA est très certainement essentiel à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Afrique. Comme vous pouvez le voir, certains de ses principaux types d'interventions sont la garantie, le refinancement, les bonifications d'intérêts, l'acquisition de participations, la gestion de fonds pour compte de tiers et l'arrangement ou structuration de financements de même que le financement des petites et moyennes entreprises (PME), un secteur qui emploie la majorité des personnes sur notre continent. Par ailleurs, les secteurs clés sur lesquels le FSA se concentre constituent la colonne vertébrale du développement de notre continent. Par exemple, les infrastructures de base, l'exploitation minière, l'agriculture, l'élevage et la pêche, l'eau et l'énergie, le tourisme et l'hô-

tellerie, les transports, l'éducation, la santé, etc., tous étant essentiels à la réalisation de l'Afrique que nous voulons à travers l'Agenda 2063. Je pense donc que nous devons soutenir le processus devant conduire à la reconnaissance établie du FSA comme une des institutions financières panafricaines.

Quel soutien spécifique l'AUDA-NEPAD pourrait-il apporter pour l'implication effective du Fonds de Solidarité Africain dans la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ?

Les domaines de soutien que l'AUDA-NEPAD apporte à la table grâce à notre partenariat avec le FSA comprennent le soutien des projets phares de l'Union africaine, pour l'amélioration des moyens de subsistance sur le continent. Il s'agira spécifiquement de programmes prioritaires approuvés par les États membres de l'Union africaine dans les pays et les communautés économiques régionales où opère le FSA.



Dossier Mines

PROSPECTIVE

Des failles et des défis

Avec des cours des matières premières au plus haut, le secteur nourrit de grandes espérances. Mais les tensions et les difficultés sont nombreuses.

Illustration avec trois dossiers brûlants.



Dans la mine de cuivre de Kipushi, dans le sud-est de la RDC, exploitée par Ivanhoe Mines.

PETRIUS SAAYMAN



RDC La Gécamines à un tournant

Faire de cet acteur clé du secteur un vrai pilier de l'économie congolaise.

C'est la feuille de route de la nouvelle direction, nommée en décembre 2021, de la Société générale des carrières et des mines (Gécamines), détenue à 100 % par l'État congolais,

Félix Tshisekedi a en effet mis fin à l'ère Albert Yuma, à la tête de la société depuis 2010, en nommant un autre Katangais, Alphonse Kaputo Kalubi, pour le remplacer au poste de président du conseil d'administration. Ce dernier est secondé par un nouveau directeur général, Ntambwe Ngoy Kabongo, qui a fait toute sa carrière dans la production de cuivre et de cobalt avant d'être l'adjoint de l'ex-DG de la Gécamines, Sama Lukonde Kyenge, à partir de 2019.

En février, Félix Tshisekedi a enfoncé le clou, poussant hors du secteur minier Dan Gertler, autre proche de l'ancien chef de l'État Joseph Kabila. Selon l'exécutif, l'accord conclu avec l'homme d'affaires israélien doit permettre à la RDC de récupérer des blocs pétroliers et des actifs miniers évalués à plus de 2 milliards de dollars. « La Gécamines

(324 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2020) tient à la récupération d'actifs pour lui permettre de redevenir producteur et de bénéficier de juteux revenus en lieu et place des royalties limitées du passé », assure à *Jeune Afrique* une source interne de la société, ajoutant qu'une des priorités est le « rééquilibrage des participations dans les différents joint-ventures conclus sous Albert Yuma ».

Comment réviser ou révoquer des contrats jugés déséquilibrés mais qui ont été régulièrement signés ?

Au-delà, les défis sont considérables : relance de la production, modernisation d'un outil industriel fortement détérioré et des infrastructures connexes, sans oublier les exigences de responsabilité sociétale et environnementale. Et les obstacles de taille.

Sur le volet juridique, comment réviser ou révoquer des contrats jugés déséquilibrés mais qui ont été régulièrement signés ? Sur le volet opérationnel, comment financer le renouvellement industriel et technique en l'absence de moyens financiers, les comptes de la Gécamines étant grevés par les nombreuses pensions de retraite à verser et les charges liées à un personnel vieillissant ?

Sanctions

« Le renouvellement des acteurs est fondamental, car il peut consacrer une vraie révolution dans le secteur minier congolais à condition qu'il y ait de la volonté », reprend la même source. Or il est encore tôt pour juger l'action de l'actuelle équipe qui devrait dans un premier temps, selon nos informations, reprendre le plan d'action lancé par l'ancienne administration de Sama Lukonde.

« La RDC est aujourd'hui engagée dans un programme avec le FMI. Il y a la peur des sanctions américaines, donc il devrait y avoir du changement », veut croire Valéry Madianga, de l'Observatoire national de la dépense publique. ●

Stanis Bujakera Tshiamala



Exploitée par Barrick, la mine de Kibali, dans le nord-est de la RDC, a produit plus de 800 000 onces d'or en 2021.

Tunisie L'impossible relance du phosphate de Gafsa ?

L'espoir aura duré huit mois. Le 25 juillet 2021, le président de la République, Kaïs Saïed, gèle les travaux du Parlement et promet de s'attaquer à la corruption. Les Tunisiens jubilent, au point qu'à 400 km au sud de la capitale les habitants du gouvernorat de Gafsa lèvent leurs nombreux blocages sociaux qui, depuis onze ans, paralysent les activités des sociétés publiques locales, la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) et le Groupe chimique tunisien (GCT). La production moyenne de la CPG passe

sur place former des employés de la Compagnie des phosphates de Gafsa.

« Kafkaïen »

Huit mois après le coup de force institutionnel de Kaïs Saïed, la population locale, l'une des plus pauvres du pays (le taux de pauvreté dans le gouvernorat de Gafsa est estimé à 19 %, contre une moyenne nationale de 15 %, selon des données 2020 de la Banque mondiale), déçante. Si quelques têtes sont tombées – 12 responsables de la CPG sont poursuivis pour corruption –, le compte n'y est pas. La suspension, en novembre 2021, de la loi 38 de 2020, qui devait favoriser l'embauche dans la fonction publique des diplômés au chômage depuis plus de dix années, a servi d'étincelle pour faire repartir les blocages sociaux. À 18 % au niveau national en novembre 2021, le taux de chômage atteint 26 % dans le sud-ouest du pays (la région de Gafsa) et 30 % dans la catégorie des diplômés de l'enseignement supérieur, d'où les espoirs déçus suscités par l'abandon de la loi.

À ces causes conjoncturelles – qui durent tout de même depuis onze ans – s'ajoutent des défis structurels. Le vieillissement des mines – certaines ont plus d'un siècle – les rend de moins en moins rentables.

Il faut extraire 8 à 10 tonnes de sédiments pour en tirer 1 tonne de phosphate, contre 5 tonnes à l'apogée du secteur.

L'organisation, très administrative, des deux sociétés publiques monopolistiques est également pointée du doigt : « Cela fait des mois que l'on attend du matériel explosif pour trouver de nouveaux gisements, mais cela bloque à cause d'une sombre histoire d'appel d'offres concernant le transport de ce matériel. C'est kafkaïen », se désespère un ingénieur minier. Devant cette inertie, les bailleurs de fonds internationaux, la Banque européenne d'investissement (BEI) en tête, hésitent de plus en plus à investir dans le secteur pour le rendre plus performant et plus écologique.

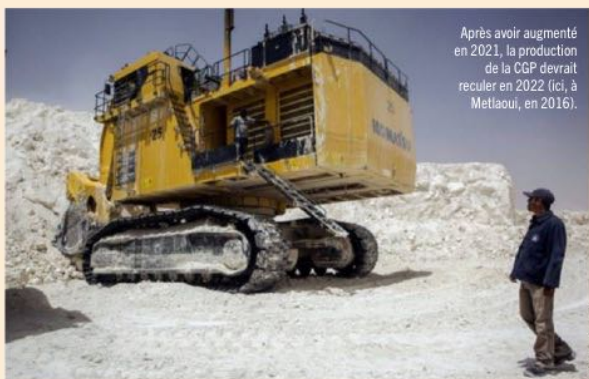
En 2008, l'institution avait octroyé 55 millions d'euros au GCT pour une « mise à niveau environnementale », un premier prêt suivi d'un second, pour le même objectif, d'un montant de 19 millions d'euros en 2016. Mais ce dernier « ne pourra être versé en intégralité », a annoncé en février Jean-Luc Revéreaux, représentant de la BEI en Tunisie. En cause ? « Les retards pris par le promoteur dans la réalisation dudit projet. » ●

Mathieu Galtier

« On attend depuis des mois du matériel explosif, mais cela bloque à cause d'une sombre histoire d'appel d'offres. »

de 120 000 tonnes au deuxième trimestre de 2021 à 400 000 tonnes au troisième trimestre. Résultat, à la fin de l'année, la production annuelle atteint 3,8 millions de tonnes de phosphates, en hausse de 22 % par rapport à 2020. La réhabilitation des lignes ferroviaires permet enfin à la CPG d'accéder librement au stock de 2 millions de tonnes de phosphates entreposées à Moularès. Le GCT, qui appartient au holding de la CPG, assure alors pouvoir approvisionner sans retard ses clients jusqu'en février 2022 avec à la clé une hausse de l'activité de 20 %.

Mais, depuis mars, retour à la case départ. « Les blocages ont refait leur apparition. Aujourd'hui même [le 2 mars], les chargements de phosphates à Metlaoui sont bloqués par des agriculteurs qui protestent contre le prix du fourrage ! Cette année, la production sera inférieure à celle de 2021 », pointe, désabusé, l'expert en minerais Abdelhamid Amri, venu



Après avoir augmenté en 2021, la production de la CPG devrait reculer en 2022 (ici, à Metlaoui, en 2016).

Hervé Lequeux



**Vous cherchez
l'excellence ?**

LIEBHERR

www.liebherr.com

info.lex@liebherr.com • www.facebook.com/LiebherrConstruction



Burkina Faso

La sécurité au sommet des priorités

Sécurisation des sites, relance de l'exploration, encadrement de l'orpaillage... Les chantiers sont nombreux pour le secteur minier burkinabè. Le tout dans un contexte difficile d'attaques terroristes dans le pays et d'instabilité politique après le coup d'État qui, à la fin de janvier, a conduit à la chute du président Roch Marc Christian Kaboré.

Au sein des groupes miniers actifs dans le pays – Endeavour Mining, Iamgold (Essakane), West African Resources ou encore le Russe Nordgold –, on souligne que la transition menée par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba devrait mettre l'accent en premier lieu sur la sécurisation des sites aurifères.

Il faut dire que les exactions perpétrées par les groupes armés terroristes, qui ont fait environ 2500 morts et 1,7 million de déplacés en six ans, n'ont pas épargné les opérateurs. L'inquiétude des compagnies opérant au Burkina Faso est exacerbée depuis le 14 novembre 2021 et l'attaque d'un détachement militaire chargé de



Sur le site aurifère de Houndé (Sud-Ouest), exploité par une filiale d'Endeavour, en février 2020.

REUTERS

« Nous n'avons plus d'investissements dans la recherche. C'est aussi un chantier pour les autorités. »

sécuriser la mine d'Inata (exploitée par le groupe Balaji mais dont le permis a été suspendu), qui s'est soldée par la mort de 53 gendarmes.

Deux ans plus tôt, une embuscade contre un convoi transportant les employés de la mine de Boungou, exploitée par la Canadienne Semafo et rachetée par Endeavour Mining, avait fait 40 morts et plus de 60 blessés. Conséquence directe de cette insécurité : le gel des budgets alloués à l'exploration et, à l'inverse,

un effort accru des dépenses de sécurité (estimé entre + 10 % et + 25 %). Certaines mines ont par exemple été obligées d'hélicopter leurs personnels sur site. Selon nos informations, le coût des rotations aériennes mensuelles atteint près de 3 milliards de F CFA (environ 4,6 millions d'euros) pour une compagnie.

Cadastre et orpaillage

Pour rassurer le secteur, Jean-Alphonse Somé, le nouveau ministre des Mines et des Carrières nommé le 5 mars, pourrait redonner corps à l'Office national de sécurisation minière. Prévu pour compter 3 000 hommes, il peine à atteindre sa vitesse de croisière avec seulement 500 personnes déployées, soit moins de 17 % des besoins exprimés. L'autre priorité est la relance de l'exploration minière afin de maintenir la trajectoire de croissance de la production aurifère du pays, qui a atteint 66,8 tonnes en 2021.

« Depuis quelques années, nous n'avons plus d'investissements dans la recherche. Le Burkina, qui était

devenu la première destination dans ce domaine, se retrouve aujourd'hui relégué au second plan. C'est un chantier pour les nouvelles autorités », explique le responsable d'une société minière. Sur ce point, le profil du nouveau ministre, un géologue expérimenté avec plus de trente ans d'expérience dans la cartographie et la prospection minière, est de nature à « rassurer les acteurs privés », commente un spécialiste de l'industrie minière burkinabè.

Le dernier chantier, et non des moindres, concerne la question du cadastre minier. Ce dernier doit être assaini, informatisé et rendu public, un processus qui demeure un défi, assurent plusieurs experts. Cela doit pourtant permettre aux nouvelles autorités d'encadrer l'orpaillage – plus de 1 million de Burkinabè en dépendent –, et d'éviter ainsi que, dans les territoires où la présence de l'État est moins perceptible qu'en zone urbaine, les groupes terroristes n'accaparent les sites pour se financer. ●

Nadoun Coulibaly

COMMUNIQUÉ



AVIS D'EXPERT



EY & Associés

Tour First, 1 place des Saisons,
TSA 14444, 92 037
Paris-La Défense cedex, France
E-mail : christian.mion@fr.ey.com
moez.ajmi@fr.ey.com
www.ey.com

L'Afrique est et sera au cœur du Going Green ...

La nouvelle édition du baromètre LEY portant sur les 10 principaux risques et opportunités dans le secteur minier en 2022 met en évidence le renforcement significatif des facteurs environnementaux et sociaux, de la décarbonation et du Social License To Operate (SLTO). Ces trois sujets sont au premier rang des préoccupations des parties prenantes.

Tendance n°1 – Environnement et Social :

Les acteurs miniers intègrent complètement les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies de croissance et leurs prises de décision. La pression sur des sujets tels que la biodiversité ou la gestion de l'eau notamment s'intensifie. Les pays africains prennent désormais conscience de cette problématique environnementale et adaptent, à des vitesses différentes, leurs cadres juridiques pour en tenir compte.

Tendance n°2 – Décarbonation :

Depuis la signature de l'Accord de Paris lors de la COP21 en 2015, les investisseurs et les gouvernements souhaitent réduire les émissions (Net Zero). Pour y parvenir, elles se détournent de plus en plus des investissements dans le charbon et le pétrole pour aller vers des énergies plus propres. Les entreprises qui arrivent à réduire les émissions du

scope 3 (autres émissions indirectes), en complément des émissions des scopes 1 (émissions directes) et 2 (émissions indirectes liées à l'énergie), créeraient une véritable valeur et une durabilité à long terme. L'industrie minière et le continent africain auront des rôles majeurs à jouer dans la mise en place de la décarbonation, notamment pour les six minerais stratégiques suivants : cuivre, cobalt, nickel, aluminium, graphite et lithium.

Tendance n°3 – Social License To Operate (SLTO) :

À l'ère des smartphones, le Social License To Operate (SLTO), couplé avec le contenu local et le nationalisme des ressources minières (se référer à l'infographie EY Mining Risks), reste le risque le plus important en matière de développement durable et la préoccupation majeure en Afrique. Les opérateurs miniers doivent créer de la valeur pour l'ensemble des parties prenantes et plus particulièrement pour les communautés locales.

Ces trois tendances structurelles sont pleinement prises en compte par les acteurs miniers. Elles impacteront le continent africain qui aura un rôle stratégique dans cette politique de Going Green dans les années à venir, en raison de la richesse de son sous-sol en ressources minières et de celle de ses forêts.



Christian MION

EY & Associés, Senior
Partner, EMEA Advisory
Mining Leader



Moez AJMI

EY & Associés, Partner, Oil
& Gas and Mining & Metals
Leader for Europe West,
Maghreb and French-
speaking Africa

Ces tendances structurelles affichées par les acteurs miniers impacteront le continent africain qui aura un rôle stratégique dans cette politique de Going Green.





Boriana Yontcheva.



Dan Devlin.



Giorgia Albertin.

FMI

« Les États africains ont pris conscience de leur pouvoir »

Code minier, prix de transfert, négociation de contrat... Si les États sont de plus en plus aguerris face aux opérateurs privés, le FMI les appelle à muscler encore leur action contre l'érosion fiscale. Entretien croisé avec trois experts de l'institution.

PROPOS RECUEILLIS PAR ESTELLE MAUSSION

Dans 15 pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles, le secteur minier contribue à hauteur de 10 % au produit intérieur brut (PIB). Toutefois, les recettes tirées de l'exploitation minière et revenant aux États ne comptent que pour 2 % du PIB. Ce qui « ne représente pas une "juste" répartition des bénéfices ». Ce constat n'est pas dressé par une ONG mais par le Fonds monétaire international (FMI). C'est en effet l'un des enseignements d'une étude publiée en septembre 2021 et réalisée par trois experts de l'institution, Giorgia Albertin, cheffe adjointe de la division Afrique australe du département Afrique du FMI et cheffe de mission pour la Namibie et l'Eswatini, Dan Devlin, spécialiste des politiques fiscales du département des Finances publiques, et Boriana Yontcheva, cheffe adjointe de la division études

régionales du département Afrique du FMI et cheffe de mission pour les Seychelles. Ancienne, la question de la justesse des conventions minières revient sur le devant de la scène alors que les États cherchent à mobiliser des ressources pour financer la relance post-pandémie.

Si des progrès ont été réalisés en Sierra Leone, au Liberia, au Mali et en Guinée, entre autres, il reste encore beaucoup à faire pour rééquilibrer les relations entre opérateurs privés et gouvernements.

Jeune Afrique : Liberia, République démocratique du Congo, Guinée... Plusieurs pays ont renégocié des contrats miniers ou sont en passe de le faire. Les États reprennent-ils le pouvoir face aux acteurs privés ?

Dan Devlin : Je ne dirais pas qu'ils ont plus de pouvoir que par le passé mais plutôt qu'ils ont pris conscience

de ce pouvoir. La négociation minière comporte de nombreux risques, surtout quand les discussions se font de façon accélérée, et, pendant longtemps, les gouvernements ont eu tendance à les minimiser.

Boriana Yontcheva : Le sujet de la répartition des revenus entre acteurs privés et États, autrement dit de l'érosion fiscale pratiquée par les premiers via le transfert des bénéfices, est très débattu et documenté dans les pays développés, beaucoup moins en Afrique subsaharienne. Or le phénomène existe aussi dans cette zone, et les États peuvent être insuffisamment outillés pour y faire face.

Quelle est l'ampleur de ce phénomène ? Peut-on chiffrer le manque à gagner ?

Giorgia Albertin : Il se lit à travers le décalage entre, d'un côté,

l'importance de l'industrie minière dans les économies subsahariennes, les montants considérables d'investissements réalisés, le poids du secteur dans les exportations et, de l'autre, le volume restreint des recettes récoltées. À titre d'exemple, dans le cas de la Guinée, une multinationale a investi dans une mine de bauxite cinq fois plus en pourcentage du PIB que ce que l'État a consacré à l'investissement public depuis 2018. Deux mécanismes sont à l'œuvre. Premièrement, pour attirer les investisseurs, les États réduisent le taux d'imposition pratiqué dans le secteur, ce qui alimente une concurrence fiscale régionale malsaine. Deuxièmement, les opérateurs privés, en grande majorité des multinationales, utilisent le transfert international de bénéfices pour limiter leur assiette fiscale – et donc les impôts à payer – dans les lieux de production.

« Arrêter les négociations mine par mine pour fixer à la place un cadre pour toute l'industrie, comme l'a fait la Sierra Leone. »

Résultat, on estime la perte d'impôt sur les sociétés à environ 600 millions de dollars par an en moyenne pour l'Afrique subsaharienne. [Dans le cas de la Guinée, le dernier rapport pays du FMI note que ramener de cinq à un an la durée de l'exonération d'impôt accordée permettrait de percevoir l'équivalent de quatre fois le budget octroyé à l'agriculture, NDLR].

De nombreux pays ont pourtant adopté de nouveaux codes

miniers ou modernisé leur législation. Ces dispositions ne sont-elles pas appliquées ?

G. A. : Les codes miniers sont souvent contournés par les conventions signées entre les États et les opérateurs. C'est ce qui s'est passé en Guinée : le pays a adopté un code contenant les meilleures pratiques du secteur. Mais nous sommes entrés dans une période de boom de la bauxite, et de nombreux nouveaux opérateurs se sont manifestés. Il y a eu des négociations bilatérales suivies de la signature de contrats accordant des exemptions de taxes et d'impôts, contournant le code minier.

B. Y. : Le problème est désormais bien identifié, et beaucoup de pays ont engagé des réformes. L'adoption par vingt pays de la zone, en octobre 2021, d'un taux d'imposition effectif minimal sur les sociétés de 15 %, fixé par le cadre inclusif →

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



**GRANDE CÔTE
OPÉRATIONS SA
eramet**
www.gco.eramet.com

« Nous mettons en œuvre les meilleurs standards mondiaux »

Pouvez-vous vous présenter ?

Je suis, depuis août 2021, Directeur Général de Grande Côte Operations (GCO), 4ème producteur mondial de sables minéralisés. Avant de rejoindre les équipes de GCO, j'ai travaillé, toujours au sein du Groupe Eramet, dans la valorisation du manganèse au Gabon puis du nickel et du cobalt en Nouvelle-Calédonie. Mon leitmotiv est la mise en valeur optimale et responsable des potentiels humains, miniers et technologiques.

Pouvez-vous nous présenter Grande Côte Operations ?

GCO, projet minier du Plan Sénégal Emergent, est une société sénégalaise de 1 600 collaborateurs, née en 2014 avec l'ambition de valoriser un gisement de

titane et de zircon, dont les teneurs sont très basses.

Pour y parvenir et se placer aux 1ers rangs des compétiteurs, GCO est dans l'obligation de mettre en œuvre les meilleurs standards mondiaux : plus grosse drague du monde, standards les plus stricts en excellence opérationnelle, développement des talents, excellence sécurité, environnement et énergie, démarche inclusive en matière de RSE. GCO ambitionne d'être une référence sur toutes les étapes de sa chaîne de valeur.

Quelle est votre vision pour le développement de GCO ?

Depuis 2017, GCO performe toujours plus. Après les records de 2021 et dans un marché porteur des pigments et céramiques,



Guillaume Kurek
Directeur Général
de GCO

Guillaume Kurek aux commandes de GCO depuis 2021 pour piloter l'expansion de l'entreprise.

GCO investit sur du capacitair et du dé-goulottage pour augmenter sa production et atteindre son plein potentiel. Cette nouvelle étape de création de valeur va accroître davantage notre contribution à l'économie du Sénégal. 3 piliers supportent notre vision : #PeopleFirst, #ActForThePlanet et #BeBenchmark.

Poids lourd de l'économie, poids plume des recettes fiscales

Part du secteur (en %, sur la période 2009-2019) dans les économies des 15 pays subsahariens les plus riches en ressources minières.



SOURCE: FMI

→ OCDE-G20 et devant entrer en vigueur en 2023, va aussi aider. Cela dit, même s'il y a clairement des progrès, il faut poursuivre les efforts car les canaux de fuite de recettes sont nombreux et, après en avoir combattu un, il faut s'attaquer au suivant.

Par où commencer ?

B. Y. : Il existe des bonnes pratiques simples à adopter. Tout d'abord, lors des négociations, le ministre des Finances – dont l'administration est chargée de la collecte des recettes – devrait systématiquement être assis aux côtés du ministre de l'Industrie ou des Mines, qui va, lui, discuter des modalités techniques et pratiques.

Ensuite, une autre recommandation forte est d'arrêter les négociations mine par mine pour fixer à la place un cadre pour toute l'industrie. Sur ce point, la Sierra Leone, via son Extractive Industries Revenue Act (EIRA), adopté en 2018, est un exemple à suivre. Non seulement la loi fixe un régime fiscal unique qui évite les contrats spéciaux, mais en plus elle impose la transition vers ce système en cas de renégociation des contrats existants. Elle crée aussi une taxe de rente des ressources dont le taux est cohérent avec celui de l'impôt sur les sociétés pour éviter l'optimisation fiscale. Et, contrairement à ce que l'on pourrait penser, la plupart des acteurs privés se disent aussi favorables à l'instauration d'un cadre unique.

Enfin, les États auraient tout à gagner, comme l'a fait le Liberia, à négocier une meilleure évaluation des prix des minerais exploités, alignés sur ceux du marché mondial.

Sur un plan plus technique et fiscal, quelle est la priorité ?

B. Y. : Il faut fermer les circuits de transferts des bénéfices pour réduire au maximum les profits déclarés à

« La perte d'impôt sur les sociétés est d'environ 600 millions de dollars par an en moyenne pour l'Afrique subsaharienne. »

l'étranger. Cela passe notamment par l'encadrement des prix de transfert et par la limitation des déductions d'intérêts et des incitations fiscales. Un mouvement qui doit être régional.

D. D. : Sur ce plan, le Zimbabwe est un cas intéressant. Le pays a adopté une législation claire et ferme sur les prix de transfert et il a mis à disposition des opérateurs une documentation expliquant quelles sont les attentes et les sanctions en cas de non-respect des règles ou de non-présentation des documents exigés. Des sanctions qui sont effectivement appliquées le cas échéant. On peut aussi citer la Guinée, le Liberia et le Mali, qui ont renforcé leur protection en matière de prix de transfert. L'Afrique du Sud et le Nigeria ont, eux, fixé des limites sur les déductions d'intérêt. Et le Kenya a ajouté une disposition contre le chalandage fiscal à sa politique relative aux conventions fiscales.

Les États ont-ils les moyens de mettre ces réformes en œuvre ?

B. Y. : Là aussi, il y a eu une prise de conscience concernant la nécessité de renforcer les administrations fiscales en investissant dans la formation, en sollicitant l'appui technique du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale, notamment, et en recourant à des cabinets juridiques et de conseil. C'est un changement de long terme, mais il est amorcé. ●

jeuneafrique

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres

Abonnez-vous
à Jeune Afrique Digital
des
9,99 €/mois
et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.





Construction Mécanique de l'Atlantique **COMECA s.a**



Depuis sa création le 14 mars 1996, COMECA s.a (Construction Mécanique de l'Atlantique) déploie des ressources humaines compétentes et des équipements à la pointe de la technologie. COMECA s.a est une filiale du groupe SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie). Grâce à son approche unique et maîtrisée, et sans conteste, par son succès sur le terrain, elle comble les besoins de clients industriels très exigeants par la réalisation de produits et services engagés de qualités.

Un engagement en toute confiance

Nos missions

- Fabrication de pièces et ensembles par mécano-soudure
- Fabrication de pièces par usinage
- Prestation main d'œuvre pour la réalisation des travaux mécaniques et soudure
- Études et montages des installations industrielles sur site du client
- Rebobinage des moteurs
- Grosses réparations techniques sur site client

Nos Réalisations

- Pièces usinées
- Ensembles mécano-soudés
- Génie Civil
- Ingénierie des structures métalliques
- Fabrication et montage des principaux projets de charpente métallique
- Tôles d'usures rechargées
- Rebobinage

Nos ressources

- 95 Employés permanents dont 14 ingénieurs.
- Différents ateliers couvrant une superficie de 4500m²
- Un parc de machine riche et diversifié

Certification

- ISO 9001 version 2015



COMECA s.a Route Cansado-Point Central - BP: 528, Nouadhibou - Mauritanie
Email : info@comeca.mr comeca@snim.com - Tél. : [+222] 38 800 588 [+222] 38 800 599
www.comeca.mr

FÉMINISME

QUAND L'INTIME DEVIENT POLITIQUE

Sur le continent comme dans la diaspora, de plus en plus de femmes noires parlent ouvertement et librement de leur vie sexuelle. Une révolution ?

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM



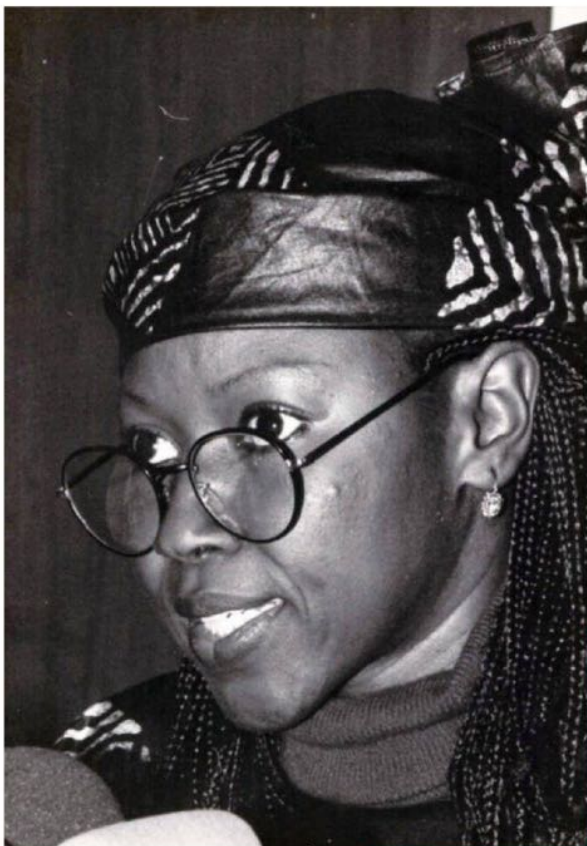
Cold Shower,
(détail), de Billie
Zangewa, 2019.

JURIE POTGIETER

C

Ça commence par des titres de chapitre éminemment suggestifs. « 69 » : évocateur... « Me, My Sex and I » : hilarant et prometteur... Avec la surprenante autobiographie, *Journal intime d'une féministe (noire)*, publié au Diable Vauvert, en mars, la Franco-Camerounaise Axelle Jah Njiké bouscule le paysage littéraire français, où l'intime est rarement incarné par des personnes noires. Son récit, à la première personne, dévoile le parcours de vie inattendu d'une Afropéenne, entre violence sexuelle et éducative, puis émancipation par la littérature et la sexualité. Espiègle, Axelle Jah Njiké liste une soixantaine de partenaires, hommes et femmes, qui ont compté pour elle, à titre affectif et/ou physique, chacun d'entre eux ayant contribué à la construction de « l'être sensuel, charnel et sexuel » qu'elle est devenue.

La militante féministe raconte comment, violée à 11 ans, elle a reconquis son droit au plaisir, et comment « cette réappropriation s'inscrit dans une histoire transgénérationnelle de dépossession de l'intimité, aucune femme avant [elle], dans [sa] lignée, n'ayant pu choisir son premier partenaire sexuel ». Avec force détails, Axelle Jah Njiké décrit « la masturbation [qui] fait [d'elle] une femme puissante, un être désirant, détentrice d'un pouvoir intime, spécifique, qui



Awa Thiam.

échappe à toute incursion masculine. » Une parole qui surprend chez une femme noire, élevée dans une communauté où on ne parle pas de ces choses-là. Mais, qu'on ne s'y trompe pas. Le *Journal intime d'une féministe (noire)* n'est pas un manuel grivois destiné à émoustiller quelques coquines. S'il est une ode à de multiples amours, il rassemble aussi les fêlures les plus profondes de l'auteure, s'inscrivant ainsi dans la catégorie des récits intimes incarnés par des personnes noires et relayés ces dernières années par les médias innovants tels les comptes Instagram et les podcasts.

Créé en octobre 2018, le compte Instagram à succès « Je m'en bats le clito » – presque 1 million d'abonnés – est aussi une parfaite illustration de ces discours osés sur soi. Le credo de sa créatrice, Camille Aumont Carnel, porte-voix autoproclamé de la libération de la parole féministe sur les réseaux sociaux ? Parler en toute décontraction de masturbation à but thérapeutique, d'injonction à l'orgasme, d'endométriose... Pendentif en forme de clitoris inséré du cou, la jeune femme née au Niger – mais qui rejette l'étiquette d'afroféministe, mettant en avant le caractère universel de son discours – milite

pour une sexualité heureuse qui passerait par une réhabilitation du clitoris. Elle voudrait d'ailleurs voir cet organe ignoré, parfois diabolisé, remplacer l'utérus et les ovaires dans les manuels de sciences. Proposition gratuite ? Certainement pas. Plus politique qu'elle n'y paraît, la revendication entend rompre avec l'idée d'une sexualité centrée sur la fonction reproductrice des femmes. Pour Camille Aumont Carnel, le clitoris est un symbole d'émancipation sexuelle et de réappropriation du corps.

« Faire comme le Blanc »

Jah Njiké et Aumont Carnel veulent, l'une et l'autre, faire des récits de l'intime un combat politique en les installant dans l'espace public, alors que, jusqu'à présent, ils n'y avaient pas droit de cité. « L'intime est une notion peu associée en France aux personnes non blanches », explique la première. Et c'est parce qu'elle le déplorait qu'elle a créé, en 2018, le premier podcast francophone qui donne à entendre les expériences de femmes noires, *Me, My Sex and I*, devenu le titre d'un des chapitres de son livre. Des femmes d'horizons différents s'y sont succédé pour illustrer la diversité de leurs vécus, racontant, parfois de manière insoutenable, viol, excision, etc.

« Nous luttons contre le cliché de la femme africaine en détresse, incapable de s'épanouir en dehors du triptyque mari-enfants-famille. »

« C'est la conversation que j'aurais aimé avoir avec ma mère et les femmes de ma famille, confie Jah Njiké. Cette façon de se réapproprier la narration sur nos vécus rend possible un propos universel. » En transportant sur la place publique différentes versions de la même histoire intime liée à la parentalité, à l'enfance, à la transmission, à la construction de soi, aux rapports affectifs et sexuels, les femmes vont du personnel au global et

ELLES FURENT LES PREMIÈRES À OSER

Dès la fin des années 1970, des femmes noires ont osé construire des discours sur l'intime. Première d'entre elles, Awa Thiam, dans *La Parole aux Négresses*, un livre coup de poing fondé sur une enquête aboutissant à la condamnation sans appel de pratiques avilissantes, telles l'excision, le mariage forcé ou encore la polygamie. Mais le grand

classique de la littérature africaine sur la parole des femmes reste le livre de Mariama Bâ, *Une si longue lettre*, un roman épistolaire mettant en scène une femme que les souffrances et les frustrations consomment à petit feu, dans une société corsetée par les traditions. S'il est un livre qui a fait scandale par son audace, c'est bien *Le Baobab fou*, de Ken Bugul, dans

lequel l'auteure prend à rebours la bien-pensante société sénégalaise et livre, en toute liberté, le récit d'une vie de débauche, entre drogue, sexe et prostitution. Dans l'une de ses interviews, Ken Bugul disait vouloir camper la femme africaine résolue, consciente de l'oppression qu'elle subit, et capable de s'en relever. **C.J.-Y.**

donnent un caractère politique à leur geste. La pluralité des récits devient un outil pour rompre la loi du silence, individuellement et collectivement. Avec ses quelque 500 000 écoutes, le programme est devenu une référence au sein des communautés noires, tant dans la diaspora que sur le continent.

Pour Axelle Jah Njiké, l'enjeu n'est pas seulement de lever des tabous, c'est aussi de rompre avec une certaine inégalité dans la prise de parole entre femmes blanches et Afropéennes, notamment dans l'Hexagone. « Nos émotions, nos ressentis ont moins droit de cité que ceux des autres, et ça me pose un problème. » Elle en veut pour preuve l'indifférence qui a accueilli, en dépit de sa qualité – et en plein mouvement #metoo –, son deuxième podcast, *La Fille sur le canapé*, pourtant consacré au viol qu'elle a subi à 11 ans, alors même que les récits d'afrodescendantes agressées étaient si rares. « Cette question concerne pourtant toutes les communautés, sans exception », insiste-t-elle. À en croire la podcasteuse, qui fulmine que les magazines destinés au public noir n'aient pas non plus jugé utile de s'en faire l'écho, « les uns ne savaient pas comment aborder la question sans stigmatiser certaines communautés, les autres ne souhaitaient pas choquer ou incommoder

leur lectorat. Pis, quelques-uns ont estimé que traiter ces sujets, c'était "faire comme le Blanc"! » Pour Jah Njiké, il est d'autant plus important de mettre en lumière ces expériences vécues par les femmes noires qu'on s'intéresse habituellement à elles uniquement sous le prisme des discriminations et du racisme.

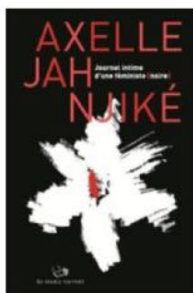
Sur le continent aussi, des récits de l'intime fleurissent. De Libreville à Dakar, en passant par Yaoundé, Douala, Cotonou, Lomé et Abidjan, la productrice Alexandra Ngann Yonn convoque la parole des femmes dans un podcast féministe et intimiste, *Mises en quarantaine*, qui se veut un espace de conversation sur l'éducation, la santé, la formation ou la société. L'idée est de lutter contre le stéréotype de la femme africaine, qui, après 40 ans, serait en détresse, incapable de s'épanouir en dehors du triptyque mari-enfants-famille.

À Abidjan, un couple lesbien a fait le pari audacieux, quasi suicidaire sur un continent où l'homophobie s'affiche sans complexe, de rompre le secret autour de leur orientation sexuelle. À coups de vidéos sur TikTok, comme dans une émission de télé-réalité sans fin, à visage découvert, Sam et Sacha se livrent corps et âme à leurs 300 000 followers : le déni de leur homosexualité, leurs expériences

antérieures peu concluantes avec des hommes, l'acceptation de leur différence, leur rencontre, le désir de s'assumer, l'impossible coming out dans le cercle familial « pour ne pas donner de crise cardiaque à (leurs) parents respectifs » et les prières incessantes de ces derniers, en vue de leur « délivrance ». Elles confient aussi leur désir d'enfant et les tentatives d'insémination artificielle. Sacha et Sam ne dissimulent pas non plus les tombereaux d'insultes qu'elles reçoivent de ceux qui ne comprennent pas « pourquoi de jolies filles comme elles font le choix d'être lesbiennes ». Leurs réponses sans détour ont fini par rallier nombre d'Ivoiriens à leur cause. Grâce peut-être à ce direct sur TikTok au cours duquel, en pleurs, Sacha implorait la reconnaissance de sa part d'humanité.

Stratégie de résistance

Pour la philosophe et romancière ivoirienne Tanella Boni, les récits de l'intime ne sont pas une nouveauté sur le continent. « Dans les sociétés traditionnelles, par exemple, les femmes africaines ont toujours su exprimer, grâce à des chants et à des danses codifiés, les tourments qu'elles vivent au sein de leur couple ou dans leur communauté. » Un exercice dans lequel excellaient déjà



Journal intime d'une féministe (noire), d'Axelle Jah Njiké, Au diable Vauvert, 176 pages, 15 euros.

les chanteuses de bikutsi dans le Cameroun des années 1950 et 1960. Elles décrivaient leur détresse de ne pouvoir faire d'enfant, leur solitude dans un village étranger lorsqu'elles épousaient un homme d'une autre tribu que la leur... Évidemment, cette communication était circonscrite au territoire. Aujourd'hui, magie de l'internet oblige, le moindre message est abondamment relayé sur les réseaux sociaux, ce qui donne l'impression que les discours féminins sont plus nombreux. La véritable nouveauté réside dans le ton, de plus en plus libre, parfois carrément grivois, provocateur et démentant ainsi le mythe

de la femme africaine réservée et soumise.

Selon Tanella Boni, qui s'intéresse à la place des Africaines dans la réflexion féministe, ces récits sont un levier d'action faisant partie de ce qu'elle décrit comme « des stratégies de résistance et de révolte ». « Les femmes s'expriment pour ne pas mourir, pour être en paix avec elles-mêmes. C'est aussi le moyen "d'être en palabres" avec l'entourage immédiat. » Sur le continent, le discours sur soi est loin d'être converti en acte politique. Au mieux a-t-il une valeur thérapeutique, la somme des récits intimes ne parvenant pas encore à franchir les réseaux sociaux pour faire débat dans la société.

Ex-enseignante chercheuse au CNRS, à l'Université Paris-Diderot et à l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, la sociologue Fatou Sow prédit que le phénomène ira s'intensifiant et que de plus en plus de vies d'homosexuels et de transgenres seront rendues publiques. « Ces personnes sont tellement victimes de discrimination qu'il n'est pas exclu qu'un matin, cela explose. » Elle conclut, sourire, en coin : « Il est évident que moi, je n'aurai jamais pu écrire un texte comme celui d'Axelle Jah Njiké, mais rien ne dit que, dans les années à venir, une Africaine ne sorte pas sa version des *Cinquante Nuances de Grey*. » ●



Les auteures Mariama Bâ (à g.) et Ken Bugul.





JACQUES TORREGIANO POUR J.A.

La Porte du non-retour, sur la plage au bout de la Route des esclaves, à Ouidah.

BÉNIN

Un passé fécond

Esclavage, amazones, vaudou... Pour développer son économie, le pays mise aussi sur la richesse de son patrimoine. Parmi la pléthore de projets lancés, quatre sites retiennent l'attention.

MARIE TOULEMONDE, ENVOYÉE SPÉCIALE

C'est sur la latérite de Ouidah, foulée par plus de 1 million d'esclaves noirs entre la fin du XV^e siècle et la fin du XIX^e siècle, et plus précisément dans l'enceinte du fort portugais où ils étaient détenus avant leur exil outre-Atlantique, que s'érige le Musée international de la mémoire et de l'esclavage (Mime).

Encore en travaux, le bâtiment, qui doit ouvrir ses portes d'ici à la fin de 2022, n'est que l'une des briques d'un chantier patrimonial et touristique colossal. Composé de douze projets,

il prévoit notamment trois autres musées, à Abomey, à Porto-Novo et à Cotonou.

Dépourvu de minerais et d'hydrocarbures, le Bénin possède un immense patrimoine que le ministre de la Culture, Jean-Michel Abimbola, aime présenter comme « une exception culturelle », sur laquelle Cotonou a décidé de miser. Cette stratégie s'inscrit dans la droite ligne du programme de Patrice Talon « Révéler le Bénin », qui doit faire du pays « l'une des destinations phares de l'Afrique de l'Ouest, voire au niveau

international ». Pour orchestrer cet ambitieux projet, l'Agence nationale de promotion des patrimoines et de développement du tourisme (ANPT) a spécialement été créée en 2016. Son portefeuille de 650 milliards de F CFA (près de 991 millions d'euros), soit 6 % du PIB national en 2020, est couvert à 55 % par des fonds privés.

Ainsi, depuis 2020, la ville côtière de Ouidah est en travaux. Cette cité historique, dont les demeures à l'architecture africano-brésilienne sont imprégnées d'un passé douloureux, est en passe d'être reconstituée →



Le futur Musée international de la mémoire et de l'esclavage (Mime) sera érigé à Ouidah.

AGENCE LES CRAYONS

→ grâce au soutien financier de la Banque mondiale (à hauteur de 30 milliards de F CFA) et aux fonds publics (43 milliards de F CFA). Derrière les murailles du fort portugais – dernier bastion colonial au Bénin, qui a perduré jusqu'en 1961 – le Mime est donc en cours d'édification.

Un espace de 662 m², encore en chantier, accueillera une exposition permanente dont une partie sera consacrée à l'Afrique et à l'Europe, avant la traite transatlantique, une deuxième à « l'engrenage de la traite », et une troisième aux combats menés pour la liberté. Selon Alain Godonou, le directeur du programme « musées » de l'ANPT, qui a chapeauté les équipes de scientifiques et d'historiens béninois, et les muséographes et scénographes français des agences Decalog et Les Crayons, il était primordial de « penser le parcours du point de vue africain » et de « sortir du prisme quantitatif pour proposer des trajectoires personnalisées ».

Faute d'une collection suffisamment importante – une soixantaine de pièces seulement –, l'équipe du musée a misé sur « l'interprétation » avec des *period rooms* (mises en scène d'espaces historiques), des répliques d'objets et de nombreux supports audiovisuels. Ainsi, il sera possible de suivre l'exode de Cujo Lewis, l'un des derniers survivants de la

traite négrière, capturé à l'âge de 19 ans par les amazones du royaume de Dahomey puis convoyé depuis Abomey jusqu'à Ouidah. Il y a été confiné dans une cabane (*barracoon*) durant de longues semaines avant d'être expédié en Alabama (où il vivra dans une maison, reconstituée pour l'occasion) à bord du dernier navire négrier, le *Clotilda*. C'était en 1860, cinquante-deux ans après l'interdiction du commerce d'êtres humains aux États-Unis.

C'est au cœur du site palatial d'Abomey, classé patrimoine de l'Unesco, que sera implanté le très attendu Musée de l'épopée des amazones.

Le circuit patrimonial se prolonge à l'extérieur du musée, où la Maison du gouverneur, fraîchement rénovée, accueillera temporairement les 26 œuvres restituées par la France une fois leur exposition au Palais de la marina de Cotonou terminée. Quelques mètres plus loin, la caserne, la ménagerie et la captivité seront reconstruits comme au XVIII^e siècle.

Le long de la Route des esclaves, qui relie le fort à la côte sur 4 km, d'autres sites sont en cours de réhabilitation, comme la place ChaCha, désormais appelée place aux Enchères – où les esclaves étaient troqués contre une pipe ou du tabac –, le mémorial Zoungbodji ou encore l'« arbre du retour ».

Les ambitions du gouvernement ne s'arrêtent pas là. Sur la plage bordée de cocotiers située à quelques kilomètres de la fameuse Porte du non-retour, un complexe touristique de 130 chambres, financé par la Bank of China à hauteur d'environ 110 milliards de F CFA, devrait voir le jour. À Avlékété, le village lagunaire voisin, c'est un Club Med qui sera construit dès cette année.

À deux heures au nord de Porto-Novo, l'agence gouvernementale s'est promis de faire « revivre » un autre pan majeur de l'histoire du pays, celui du tridentaire et puissant royaume du Dahomey, disparu avec une partie de ses vestiges au terme d'une lutte contre les colonisateurs français, en 1894. C'est au cœur du site palatial d'Abomey, classé patrimoine de l'Unesco depuis 1985, que sera implanté le très attendu Musée de l'épopée des amazones et du royaume de Danhomè (Meard). Il s'inscrit dans un projet plus large, financé en partie par l'Agence française de

développement (AFD) à hauteur de 23 milliards de F CFA et par Cotonou (15 milliards), comprenant en particulier la rénovation de trois palais royaux, l'installation d'un village pour accueillir les familles d'artisans comme au temps de la cour, et l'ouverture de boutiques et de restaurants.

Pour l'architecte Françoise N'Thépé, le défi est de taille : « Je voulais que le musée ait son identité propre, sans reproduire mimétiquement l'architecture royale. » Afin de s'intégrer malgré tout dans l'histoire du lieu, le bâtiment a été pensé de plain-pied avec une structure basse « pour ne pas dominer les palais existants ». Ces nouveaux pans de façades en brique compressée feront écho aux anciens. Des hauts-reliefs devraient y être sculptés par l'artiste béninois Euloge Glèlè, un descendant du dixième roi d'Abomey, dont il porte le nom.

La Franco-Camerounaise a également fait appel aux savoir-faire

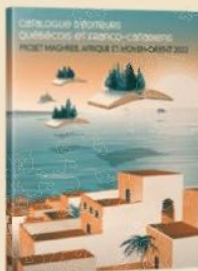
locaux et à un cabinet d'étude environnemental spécialisé « pour trouver des matériaux durables, naturels et locaux plutôt que de miser uniquement sur une ventilation mécanique » afin de protéger la collection de la forte humidité. Le musée accueillera une collection permanente d'environ 500 œuvres, parmi lesquelles les 26 trésors royaux restitués qui retrouveront leur terre d'origine après cent trente années d'exil.

Douze alcôves royales

Pour définir la programmation, Alain Godonou s'est appuyé sur un comité scientifique béninois, l'agence Decalog et des écrivains, tel Nouréini Tidjani-Serpos, qui ont pu puiser dans les abondantes archives disponibles. « Le Dahomey est le royaume africain qui a produit le plus d'écrits en Occident, dépassant l'Empire mandingue et les royaumes bantous », raconte-t-il. Avant d'ajouter : « L'Ifan [Institut français d'Afrique

noire], qui s'est installé en 1943 à Abomey, a également été un grand foyer de production pour les chercheurs africains qui retranscrivent les sources orales. »

La scénographie, conçue par l'agence Les Crayons, fera écho à cette tradition orale. Au récit factuel et chronologique de l'histoire de cette cité-État qui a fondé sa prospérité sur la traite puis l'huile de palme sera superposée la dimension légendaire de la saga dahoméenne, avec des mises en scène théâtrales et immersives. Douze alcôves royales illustreront le règne des onze rois et de la reine Hangbé, récemment réintégrée à la dynastie. Le dernier espace sera dévolu aux amazones, entre lecture réelle et appropriation culturelle. Nicolas Béquart, le cofondateur de l'agence, ne cache pas son enthousiasme : « C'est le joyau de l'ensemble des projets ! » Il a opté pour une mise en scène graphique « hybride » en associant les savoir-faire locaux →



L'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) accompagne depuis 2017 plusieurs institutions et partenaires des régions du Maghreb, de l'Afrique et du Moyen-Orient (MAMO) pour l'acquisition et le transport des livres de plus de 110 maisons d'édition québécoises et franco-canadiennes en plus de soutenir et contribuer aux initiatives culturelles.

Forte de son expérience, l'équipe du MAMO a conçu un catalogue présentant une sélection de livres techniques, universitaires, scolaires, jeunesse et littéraires sélectionnés par 30 maisons d'édition. [Consultez le catalogue dès maintenant!](#)

L'ANEL souhaite élargir son réseau de partenaires et affirmer sa position de chef de file pour représenter l'ensemble des éditeurs québécois et franco-canadiens. Si vous êtes un éditeur, un distributeur de livres, un libraire, si vous œuvrez pour un établissement scolaire ou universitaire, une institution gouvernementale ou non gouvernementale et que vous désirez collaborer avec nous, nous vous accompagnerons dans la sélection de vos livres, la négociation des conditions d'acquisition ainsi que le transport depuis le Canada jusqu'à vous.

Consultez le catalogue pour découvrir toute la qualité et la diversité de la production québécoise et franco-canadienne!

Contactez Gabrielle Maisonneuve, gestionnaire aux exports pour le Maghreb, l'Afrique et le Moyen-Orient, à gmaisonneuve@anel.qc.ca pour plus de précisions.



ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

QUÉBEC
ÉDITION

RODEC
Québec

Financé par le
gouvernement
du Québec

Canada



AGENCE LES CRAYONS

Le Meard fera revivre le puissant royaume du Danhomé (Dahomey).



AGENCE LES CRAYONS

L'architecte Françoise N'Thépe a voulu que le site ait son identité propre.

→ la vannerie, les toiles appliquées, le bois sculpté – à un style plus « contemporain ».

Des « éléphants blancs » ?

Si le projet est avancé, aucune brique n'a encore été posée. L'édifice doit pourtant ouvrir ses portes d'ici à la fin de 2024. Des discussions étaient en cours jusqu'à la semaine dernière avec l'Unesco concernant la volumétrie du site. La nouvelle mouture a été validée mais il reste encore à former des artisans du bâti à la réhabilitation des anciens palais. Il est aussi prévu de fouiller les sols au niveau de l'emprise du musée avant sa construction. En effet, une immense partie du site royal, de 47 hectares, n'a jamais été explorée. « Des sondages ont déjà été réalisés par une équipe béninoise et devraient se poursuivre », précise Alain Godonou. À terme, il est d'ailleurs prévu que l'équipe de recherche archéologique ait une base dans le palais de Béhanzin. »

Enfin, difficile d'aborder le patrimoine culturel du pays sans parler du vaudou, dont le Bénin est le berceau. Un Musée international du vodun (MIV) s'implantera au cœur

de Porto-Novo, à quelques mètres de la place Tofa. Le bâtiment aux murs en bois sculpté, pensé par le cabinet ivoirien Koffi & Diabaté, est intégralement financé par le gouvernement à hauteur de 18 milliards de F CFA. L'objectif est de « déconstruire les stéréotypes et de donner au monde les moyens intellectuels et visuels d'une meilleure compréhension du vaudou », insiste Alain Godonou. Le comité scientifique qui travaille sur la programmation est notamment composé de Gabin Djimassé, historien, chercheur et spécialiste de l'art vaudou. Les collections qui devraient y figurer sont, elles, encore en cours d'identification.

Au-delà de l'enceinte du musée, l'ANPT compte valoriser la pratique de cette religion en réhabilitant notamment la route des couvents, d'Adjarra à Grand-Popo, et en structurant la fête du 10-Janvier pour en faire un festival international à Ouidah. Dans l'espoir d'attirer des touristes et des dizaines de millions de pratiquants étrangers – dont les afrodescendants des Caraïbes et du Brésil. Le projet le plus récent, dirigé par la Galerie nationale béninoise,

consiste en la création d'un Musée d'art contemporain qui trouverait sa place dans le village artisanal de Cotonou.

Après les musées, la liste de l'agence est encore (très) longue : rénovation de la cité lacustre de Ganvié (84 milliards de F CFA), développement de l'écotourisme de luxe et de la chasse pour un public « privilégié » dans le parc naturel de la Pendjari (11,5 milliards), construction du nouveau palais impérial du Baru Tem, à Nikki, et d'une arène pour la fête de la Gaani (5 milliards), aménagement de la place Toussaint-

Cité lacustre de Ganvié, parc de la Pendjari, palais impérial du Baru Tem, à Nikki, arène pour la fête de la Gaani... La liste de projets est (très) longue.

L'ouverture à Allada (1,7 milliard)... Si ces belles promesses sont porteuses d'espoirs, une telle ambition dans des délais si courts fait ressurgir la crainte qu'elles ne soient que des « éléphants blancs ».

Les musées vont-ils être construits à temps ? Vont-ils vraiment voir le jour ? Les projets ne sont-ils pas trop orientés vers un public étranger et fortuné ? Quid de l'expertise « très française » ? Les habitants concernés vont-ils réellement bénéficier des emplois ainsi créés et des retombées économiques, si retombées il y a ? Si les risques et les engagements financiers sont réels, Wenceslas Adjognon, directeur du développement du tourisme et du marketing à l'ANPT, se veut rassurant : « Les retards ont déjà été pris en considération dans le calendrier. Les musées, comme partout dans le monde, ne sont pas conçus pour une rentabilité directe. Ils sont des leviers pour créer et accélérer des économies dérivées », assure-t-il. Très confiant, il vise « 3 millions de touristes d'ici à 2028 [contre 350 000 en 2019] », et table notamment sur le Nigeria voisin et ses 220 millions de – potentiels – visiteurs. ●



CULTURE

MUSIQUE

Une légende berbère nommée IDIR

Dans son dernier livre, *Idir, un Kabyle du monde*, notre collaborateur Farid Alilat revient sur la vie du chanteur algérien. Une biographie dont nous vous proposons les bonnes feuilles. Parution le 6 avril.



Après avoir raconté la vie du président algérien Abdelaziz Bouteflika, le journaliste Farid Alilat retrace aujourd'hui celle d'El

Hamid Cheriet, dit Idir, né le 25 octobre 1945, à Aït Yenni, en Algérie, et mort le 2 mai 2020, à Paris (France). Auteur de onze albums, le chanteur a connu la gloire dès les années

1970 avec le tube international « A Vava Inouva ». Nous avons sélectionné pour vous deux moments forts de sa carrière : ses débuts et son dernier concert.

PATRICK SWIERC/MOJDS



Idir, un Kabyle du monde,
de Farid Aillet, éditions du Rocher,
352 pages, 21,90 euros.

1975, sur France Inter

Jeudi 10 avril 1975, journée historique. Treize ans après l'indépendance, le président Valéry Giscard d'Estaing est en visite officielle en Algérie. Bains de foule et défilé dans la capitale, drapeaux algériens et tricolore flottant côte à côte, dîner d'État, séjour à Constantine et à Skikda, la visite est un événement extraordinaire, selon les mots du président Boumedienne lui-même. [...] Cette lune de miel, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach veut la faire vivre aux auditeurs de la radio

Chaque année, il célébrait le printemps d'avril 1980, date marquante du combat pour la reconnaissance de la langue et de l'identité berbères.

France Inter, dont il est l'un des envoyés spéciaux. Entre Elkabbach et l'Algérie, c'est une vieille histoire : né à Oran dans une famille juive, il y a vécu jusqu'à son départ en France en 1958, au cœur de la guerre, avant de revenir en 1961 comme journaliste à Radio Alger et Radio Constantine, où il rencontre un jeune musicien et chanteur du nom de Gaston Ghrenassia – le futur Enrico Macias. [...]

Elkabbach s'installe à l'hôtel Aletti d'Alger sans prêter attention au magasin situé juste en

face, de l'autre côté du boulevard : Au musée de Bagdad. Mais le journaliste est au courant du succès fulgurant d'Idir et de sa chanson « A Vava Inouva ». Il a été captivé par cette berceuse qui le renvoie à cette terre algérienne qu'il aime et qui lui rappelle bons – et mauvais – souvenirs. Jean-Pierre Elkabbach veut organiser une rencontre entre Idir le Kabyle et Enrico Macias, le juif de Constantine. Pari fou : vedette de la variété en France [...], Macias est un paria en Algérie, qu'il a quittée en 1961. Ses cassettes et ses disques ne s'en vendent pas moins sous le manteau.

Mais tant que Boumedienne, qui a déclaré la guerre à Israël en 1967 et en 1973 pour défendre la Palestine, est au pouvoir, ce juif, sioniste et soutien de l'Algérie française, ne remettra jamais les pieds à Alger ou à Constantine. Sans cette donnée, la rencontre entre Idir et Macias serait d'autant plus simple qu'ils sont distribués par la même maison d'édition, Pathé-Marconi. Une rencontre entre l'étoile montante de la chanson kabyle et le pied-noir de Constantine qui domine le hit-parade français serait une belle image de réconciliation.

Elkabbach prend attache avec Abdelkader Khelil, le patron d'Oasis Disques qui édite le 45 tours d'Idir. Les deux hommes se retrouvent autour d'un thé dans un des salons de l'Aletti. « C'est trop beau, ce que fait Idir, dit le premier avec enthousiasme à son interlocuteur. Il faut faire quelque chose. » Le journaliste explique qu'il veut rencontrer Idir et surtout organiser cette connexion avec Enrico Macias. Khelil s'enthousiasme pour l'idée. Mais c'est impossible à réaliser : Idir est sous les drapeaux depuis octobre 1973. Il ne sera pas disponible avant la fin de son service national en août.

La rencontre attendra. Elkabbach renonce mais tient à faire connaître Idir. Il diffuse la chanson « A Vava Inouva » sur les ondes de France Inter au cours d'une émission consacrée à la visite de Giscard. Idir sur l'une des radios les plus écoutées de France, durant l'un des événements marquants de ce mois d'avril : c'est un coup de pouce

inestimable pour le jeune chanteur. Idir a déjà un grand succès en Algérie. Il sera bientôt connu dans l'Hexagone.

2019, dernier concert à Bordeaux

Ce n'est pas un concert comme un autre. Idir ne sait pas encore qu'il sera le dernier de sa carrière. Hasard ou parfait timing, le gala de ce samedi 20 avril 2019 à la salle Le Rocher de Palmer à Bordeaux est très spécial. Ce samedi, on commémore le printemps berbère d'avril 1980. Comme chaque année, Idir ne manque pas de célébrer cette date marquante dans la lutte pour la reconnaissance de la langue et de l'identité berbères. Malgré l'insistance de ses proches, il veut le faire, ce concert. Il y tient. Dans sa loge, sa compagne Ferroudja est à ses côtés pour l'habiller, lui faire prendre ses médicaments et le soutenir. Sa présence est plus que jamais indispensable.

Visage émacié, son chapeau couleur bleu nuit vissé sur la tête, chemise bleue et pantalon noir, Idir va se produire assis sur une chaise. Il ne peut plus se tenir debout. Derrière la chaise, dissimulée dans un sac noir, il y a la petite bouteille d'oxygène qui ne le quitte plus. Pour l'aider à mieux respirer pendant le show, on a discrètement fait passer le tuyau de la bouteille vers une de ses narines.

Professionnel et méticuleux comme à son habitude, Idir chante, joue de la guitare, converse avec le public, taquine ses musiciens et prend du plaisir à se faire accompagner par sa fille Tanina qu'il regarde avec un mélange de fierté et de tendresse. Malgré la fatigue et cette voix qui s'essouffle de plus en plus, ce concert est un moment de joie et de grâce. De retour dans sa loge, Idir est exténué mais heureux. Il est temps de rentrer à la maison, à Vauréal, pour se reposer. Il est surtout temps de s'occuper sérieusement de sa santé. Bien qu'il consulte régulièrement son médecin, cette fibrose le cloue au lit et l'oblige à garder constamment cette canule nasale qui le relie à la bouteille d'oxygène. ●

POUR TOUT COMPRENDRE DE L'ÉVOLUTION D'UN PAYS

GRAND FORMAT GUINÉE

ENJEUX p. 196 | ÉCONOMIE p. 216



Démocratie en apnée

Les institutions provisoires sont en place. L'activité économique se maintient. Mais tant que le calendrier fixant le retour des civils au pouvoir n'est pas établi, le pays tout entier retient son souffle.

Rio TintoSimFer

Faire de Simandou un projet de renommée mondiale

Nous sommes convaincus qu'en faisant de Simandou un site de renommée mondiale, la Guinée et ses habitants bénéficieront de retombées économiques régionales sur plusieurs générations, grâce à des mesures favorisant les perspectives de développement, la croissance et un progrès économique durable pour l'ensemble de l'économie guinéenne.

riotinto.com



Édito François Soudan

Sortir de l'omerta

Ce que l'on sait de Mamadi Doumbouya, outre son physique avantageux de pilier de mêlée en *battle-dress* propre à séduire les courtisanes du marché de Madina – un atout esthétique sur lequel, avant lui, jouèrent d'autres militaires médiagéniques comme Thomas Sankara ou Jerry Rawlings – tient en la partie émergée d'un iceberg. Jusqu'à preuve du contraire, le colonel putschiste du 5 septembre 2021 apparaît comme un homme honnête et de bonne volonté, désireux de nettoyer les écuries de la République tout en préservant les libertés et – ce qui ne gâche rien – plutôt humble. Un patriote aussi, que l'on dit habité par l'idée qu'il se fait de la Guinée, même s'il s'agit là d'une passion commune à tous les chefs d'État qui l'ont précédé, de Sékou Touré à Alpha Condé.

Le problème est que ce que l'on croit connaître de lui s'arrête là et que la partie immergée de l'iceberg Doumbouya demeure un mystère inexploré, sept mois après sa prise du pouvoir. Tout comme est quasi illisible, pour l'instant, l'avenir politique de la Guinée.

Le voyage en terra incognita commence par la biographie du personnage, sur lequel on ne connaît en réalité que des bribes avant son irruption sur le devant de la scène. Très peu de choses ont filtré sur sa jeunesse, sur le légionnaire qu'il fut en Afghanistan ou en Centrafrique, sur ses stages de formation, ni même

sur son rôle exact en tant que patron des forces spéciales dans la répression de la mutinerie de Kindia et des manifestations contre le troisième mandat d'Alpha Condé.

Le putsch du 5 septembre recèle toujours sa part d'inconnu. Combien de morts (on parle de 150)? Où sont passés les sacs de devises (plusieurs millions, en euros et en dollars) saisis lors du pillage du palais de Sékoutoureye? On ne sait rien, non plus, de la composition du comité militaire, le CNRD, en dehors de quelques-uns de ses membres. Et rien du chronogramme de la transition, ni de la date des élections promises.

À Conakry (comme à Bamako), cette omerta donne la fâcheuse impression que les militaires cherchent à jouer les prolongations et à s'incruster au pouvoir. Soyons réalistes pourtant : nul tambour de guerre ne résonne dans les faubourgs de la capitale pour exiger le retour des hommes en treillis dans leurs casernes.

Si beaucoup de Guinéens sont toujours sous le charme de Mamadi Doumbouya, les principaux leaders

● ● ●
Cette opacité donne l'impression que les militaires cherchent à jouer les prolongations.

de l'ex-opposition commencent, eux, à sérieusement déchanter. Applaudir comme ils l'ont fait à la chute d'Alpha Condé, en espérant que la junte tire pour eux les marrons du feu, c'était oublier un peu vite que le colonel et ses proches les englobaient dans leur profonde défiance à l'égard de la classe politique guinéenne dans son ensemble. Au point de faire à Cellou Dalein Diallo et à Sidya Touré l'affront qu'Alpha Condé n'avait pas osé leur infliger : les expulser de leur domicile considéré comme bien mal acquis et les sommer de rendre des comptes sur leur gestion passée.

Catharsis

Pour eux, et en particulier pour « Cellou » – lequel, à l'instar d'un Martin Fayulu, d'un Jean Ping, d'un Maurice Kamto ou d'un Agbéyomé Kodjo se considère comme le « président élu » depuis la présidentielle de 2020, tout en estimant à juste titre avoir joué un rôle majeur dans la déstabilisation d'Alpha Condé –, l'ultime outrage serait de se voir interdire de « compétrer » à la prochaine course à la magistrature suprême, pour cause de limite d'âge ou d'inéligibilité judiciaire.

Nous n'en sommes certes pas encore là, mais des lignes de tension réapparaissent, sur fond d'accusations réciproques de communautarisme entre une junte dont l'opacité alimente les rumeurs de « malinkocentrisme » et le principal parti de l'opposition, essentiellement implanté au sein de la communauté peule.

À cela s'ajoutent les doutes sur une possible instrumentalisation de la Cour de répression des infractions économiques et financières, dont l'objectif pourrait être de débarrasser le nouveau régime de tout concurrent potentiel, voire de juger Alpha Condé dans un procès-catharsis (mais à double tranchant), susceptible d'offrir aux militaires un surcroît éphémère de popularité. Tant que les intentions de Mamadi Doumbouya quant à son propre avenir n'auront pas été dévoilées, la période d'apnée politique que traverse la Guinée se prolongera. Au risque de provoquer une asphyxie de la démocratie. ●

ENJEUX

Mamadi Doumbouya joue-t-il la montre ?

Sept mois après le coup d'État, le président de la transition a imposé son style et sa méthode, au risque de déplaire. Aujourd'hui, les décisions sont prises au sein d'un comité restreint dont on ne connaît pas les membres. Et tant pis pour la transparence...

MARIÈME SOUMARÉ,
ENVOYÉE SPÉCIALE

Comment le colonel Mamadi Doumbouya dirige-t-il le pays ? La réponse tient tout entière dans la question qu'il a posée à l'un de ses proches avant de lui attribuer un poste : « J'aurais pu mourir pour mon pays, le 5 septembre. Es-tu prêt à faire pareil ? » Mieux vaut répondre par l'affirmative si l'on veut faire partie de l'équipe du président. « Il est indispensable d'adhérer aux idéaux de la transition », confirme un ministre.

Avant cet ultime « rite de passage », le processus de sélection s'opère avec un soin minutieux, qu'il s'agisse de pourvoir un poste au sein des ministères ou au sein des institutions de la transition. Ces derniers mois, une montagne de CV a ainsi été passée au crible par l'entourage du colonel : Dansa Kourouma, le président du Conseil national de transition (CNT),

Le chef de la junte (au centre), à l'issue d'une réunion avec les représentants de la Cedeao, le 17 septembre 2021, à Conakry.



Mohamed Béavogui, le Premier ministre, et le général à la retraite Aboubacar Sidiki Camara, dit Idi Amin, le ministre de la Défense. Leur principale mission ? S'assurer que les candidats présélectionnés sont « clean ». Pas question d'avoir dans l'équipe une brebis galeuse, dont on apprendrait trop tard qu'elle a été impliquée, de près ou de loin, dans de mauvais coups.

D'autres critères sont « non négociables ». Ainsi, même s'il faut s'entourer de quasi-inconnus, souvent issus du privé et sans expérience de l'administration, nul ne peut être retenu s'il a fait la promotion du troisième mandat d'Alpha Condé, a tenu des propos « ethnicistes » ou a été impliqué dans des actes de violence. « Certains candidats manquaient d'expérience, c'est vrai, mais dès



JOHN WESSELS / AFP

lors que l'on veut éviter le recyclage [de personnalités] le choix est plus restreint », observe un proche du président.

Par l'exemple et au mérite

Le colonel Mamadi Doumbouya, dont l'un des ministres estime qu'« il a la Guinée dans l'âme », entend gouverner de la même manière qu'il dirige son unité d'élite : par l'exemple et au

mérite. Le nouveau maître du pays se veut irréprochable. Et entend que chacun de ceux qui travaillent pour lui le soit aussi. Depuis qu'il a pris le pouvoir, Doumbouya n'a pas hésité à faire le ménage. Sans surprise, il a commencé par l'armée. Le 12 octobre 2021, il a mis à la retraite quarante généraux et deux amiraux, et en a profité pour placer des proches à des postes clés. L'administration,

les entreprises publiques et le corps diplomatique ont suivi. Le 3 février dernier, le président a rappelé une trentaine d'ambassadeurs. « C'est brutal, mais normal, observe un gradé récemment démis. Dans le secteur public, on parle parfois ici des "irretraitables", qui vont de poste en poste malgré leur incompétence. Doumbouya a tous les leviers en main pour agir rapidement. Un

gouvernement élu aurait-il pu nettoyer l'armée de la sorte ? » Pour cet officier, qui participa également au gouvernement de transition de Dadis Camara, en 2009, « dans un tel contexte, l'ennemi numéro un, c'est le temps » : « chaque seconde qui passe est une seconde de perdue pour la Guinée. Quand tout le monde applaudit, c'est le moment de mettre les choses en place, et vite. » Quitte à prendre des mesures impopulaires ? Mamadi Doumbouya semble en effet peu préoccupé à l'idée de froisser les ego ou les susceptibilités.

Nom de code : « Le Parrain »

Certains de ses actes, comme ses gestes en faveur des héritiers de Sékou Touré ou sa campagne contre la corruption, pourraient bien lui faire perdre de la popularité, y compris parmi ceux qui avaient bien accueilli sa prise de pouvoir. Déjà, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), opposé au troisième mandat d'Alpha Condé, dit ne pas exclure de « reprendre la rue ». Et, dans les quartiers acquis à Cellou Dalein Diallo, le leader de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), des accrochages entre des manifestants et les forces de sécurité ont éclaté le 27 février, lorsque le premier opposant à Alpha Condé a été sommé de remettre les clés de son domicile à la junte.

Ces premiers signes de mécontentement préfigurent-ils un ras-le-bol général ? Le politologue Kabinet Fofanna relève « une sorte d'illibéralité » dans l'action du président. « À présent qu'il est confronté à la gestion du pouvoir, il doit prendre des décisions difficiles. Après l'euphorie du coup d'État, le voici face aux réalités, alors même qu'il joue un contre-la-montre. »

La junte peut-elle, sous le prétexte de gérer une transition compliquée, continuer à agir avec un tel manque de transparence ? Dans la capitale, des rumeurs font état de l'existence d'un « gouvernement parallèle », dont personne ne saurait dire qui le compose exactement. Certains noms, comme celui d'Amara Camara, ministre secrétaire général de la présidence, ou d'Idi Amin, le ministre de la Défense

nationale, reviennent toutefois avec insistance. L'existence de canaux informels de discussion et la présence de ces visiteurs du soir inquiètent certains leaders politiques. « Mamadi Doumbouya sait gérer ses équipes et se faire respecter. C'est un officier : les chaînes de commandement, c'est son rayon », nuance un ancien ministre d'Alpha Condé.

L'histoire qui a conduit le colonel Doumbouya jusqu'au Palais Sékhoutourey est connue : lorsqu'il rentre en Guinée, en 2009, ce sont ses aptitudes au combat, acquises au sein de la légion étrangère française, qui le font repérer par le général Idi Amin, lequel le recommande à Alpha Condé. Rapidement, Doumbouya est nommé instructeur dans les centres de formations de l'armée. Une ascension éclair qui le conduit à diriger l'unité

Il a deux visages. Celui d'un homme extrêmement poli et humble. Et celui d'un chef au tempérament volcanique, dont « tout le monde a une peur bleue ».

d'élite des Forces spéciales à partir de 2018. Tout en conservant le respect et la loyauté de ses hommes, il a su s'entourer des meilleurs militaires du pays, de jeunes officiers brillants tout droit sortis du prytanée. Le jour du coup d'État, il avait adopté un nom de code : « Le Parrain ».

La bande de Kankan

Depuis quand songeait-il à prendre la tête du pays et pensait-il aux personnes dont il pourrait s'entourer le moment venu ? Il y a des années, après avoir rencontré le colonel Sadiba Koulibaly, il avait confié à l'un de ses compagnons : « Si j'étais président, j'en ferais mon chef d'état-major. »

Parmi les proches du colonel Doumbouya, lesquels font partie du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la charte de la transition

interdit aux membres de la junte comme à ceux du CNT d'être candidats aux prochaines élections locales et nationales. Un gage donné à la société civile. Las, la composition du comité national reste à ce jour inconnue. Un spécialiste des questions de défense l'évalue toutefois à « au moins une trentaine de membres ». La question reste donc entière, et dans tous les esprits : qui figure dans ce petit comité, dont certains ne peuvent s'empêcher d'imaginer qu'il décide de l'avenir du pays à la nuit tombée ?

Dans l'entourage du président gravite la « bande de Kankan », plusieurs amis d'enfance du colonel, originaires comme lui – et comme Alpha Condé – de Haute-Guinée. Certains proches du nouveau maître de Conakry ont aussi brouillé avec lui en Europe. Ces années, antérieures à l'intégration de Mamadi Doumbouya dans la légion étrangère, restent entourées de mystère. Qu'a fait le jeune Guinéen lors de ses séjours au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Pays-Bas ? De cette période il a gardé des amis fidèles, la maîtrise de l'anglais et du néerlandais... et quelques secrets.

Depuis que Doumbouya a pris la tête du pays, on entend sur lui tout et son contraire. Pour les uns, il ne serait qu'une « marionnette » aux mains de certains de ses proches. Pour d'autres, il est « un fin stratège », à l'écoute de ses collaborateurs, mais qui décide toujours seul. Le colonel semble avoir deux visages. Le premier est celui de la respectabilité et de l'humilité, que tous lui reconnaissent. « C'est un homme extrêmement poli. Quand on le rencontre, il sort son carnet pour noter ce que l'on dit », observe un responsable politique. Le second est celui d'un chef au tempérament « volcanique ». « Tout le monde en a une peur bleue », poursuit le même témoin.

Plusieurs membres du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG, le parti d'Alpha Condé) en gardent un souvenir cuisant. Au lendemain du coup d'État, les proches du président déchu viennent de tenir une réunion de crise pour préparer la suite et discuter du sort de leur leader. Agacé, Mamadi



Cérémonie d'investiture devant les juges de la Cour suprême, au Palais Mohammed-V, à Conakry, le 1^{er} octobre 2021.

Doumbouya en convoque plusieurs et laisse libre cours à sa colère. « Je pourrais tous vous faire arrêter ! » hurle-t-il. Pourtant, il en consulte certains au sujet de quelques dossiers. Aujourd'hui, une poignée d'anciens cadres du régime Condé travaille pour la junte, plus ou moins officiellement.

« Candidats à rien »

Au sein des autorités de la transition, les tensions entre l'armée et les civils sont indéniables, mais tous s'efforcent de faire bonne figure. « On ne peut forcer les militaires à prendre leurs décisions comme le feraient des civils », concède le Premier ministre (*lire pp. 202-204*). De son côté, au début du mois mars, le CNT a entamé une tournée « de concertation nationale », au cours de laquelle les Guinéens devraient pouvoir s'exprimer sur leurs attentes.

Les proches du président préfèrent mettre l'accent sur « la transition la plus civile de l'Histoire ». L'un d'entre eux balaie les doutes et les accusations

qui enflent au sein des partis. « Que la classe politique se rassure, ceux qui ont joué un rôle important dans la transition n'iront pas aux élections. Si le CNRD avait voulu restreindre les libertés, il aurait dissous les partis

« Si le CNRD avait voulu restreindre les libertés, il aurait dissous les partis au lendemain du coup d'État. Et les Guinéens auraient applaudi. »

et les associations au lendemain du coup d'État. Et les Guinéens auraient applaudi des deux mains. Cela a-t-il été le cas ? Au contraire, le CNRD s'est empressé de libérer tous les prisonniers politiques détenus sous Alpha Condé. Depuis, aucun leader d'opposition n'a été arrêté. »

Pour s'assurer de la réussite de sa transition, Mamadi Doumbouya cloisonne les informations et, sur les affaires les plus sensibles, ne se confie qu'à ses intimes, quitte à gérer lui-même les dossiers les plus brûlants, comme le sort d'Alpha Condé, toujours soigné aux Émirats arabes unis. Doumbouya peut aussi compter sur le soutien des Français, qui auraient repris leur coopération militaire avec Conakry, et des Russes, avec lesquels le contact n'a jamais été rompu.

Moussa Cissé, le ministre des Finances, se veut lui aussi rassurant. « Nous avons rouvert nos frontières et assuré la sécurité des investissements publics et privés. Nos échanges avec les institutions sont bons : nous recevons notamment une assistance technique du FMI. » Prêt, lui aussi, à assumer des réformes impopulaires, il ajoute : « Nous menons déjà une réforme fiscale. Comme le président, nous ne sommes candidats à rien. Nous voulons juste remettre le pays sur les rails. » ●



**EN S'APPUYANT SUR UN RÉSEAU
DE PARTENAIRES INTERNATIONAUX,
IBS GROUP
ACCÉLÈRE LE DÉVELOPPEMENT
DES CAPACITÉS LOCALES**

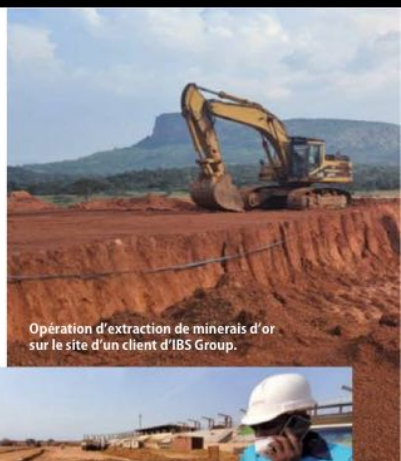


SIEMENS TIMKEN

L'Afrique se transforme. IBS Group est à l'avant-garde de cette transformation, avec une expérience de plus de 10 ans dans le soutien de projets miniers, de construction et d'infrastructure en Guinée. Fondé et basé à Conakry, avec une présence régionale croissante en Afrique de l'Ouest, IBS Group est le partenaire incontournable des acteurs mondiaux et locaux du secteur des ressources minières en Guinée.

IBS Group combine le meilleur des technologies, des solutions et de l'expertise internationales avec une vision locale du paysage industriel en évolution de la Guinée. Notre plate-forme unique offre une portée de support de projet et un niveau de personnalisation comme aucun autre fournisseur de solutions industrielles en Guinée et nous sommes prêts à agir sur tout le continent

En s'appuyant sur notre vaste réseau de partenaires internationaux, IBS Group s'engage à faire progresser le développement des capacités locales, à soutenir l'industrialisation durable et à accélérer les opportunités pour les personnes et les entreprises opérant dans la région. Nous sommes prêts à nous mettre au travail. Nous sommes prêts à construire la nouvelle Afrique avec vous.



Opération d'extraction de minerais d'or sur le site d'un client d'IBS Group.



Kah Chia, Associé et CTO d'IBS Group sur le chantier de rénovation du stade préfectorale de Kamsar.

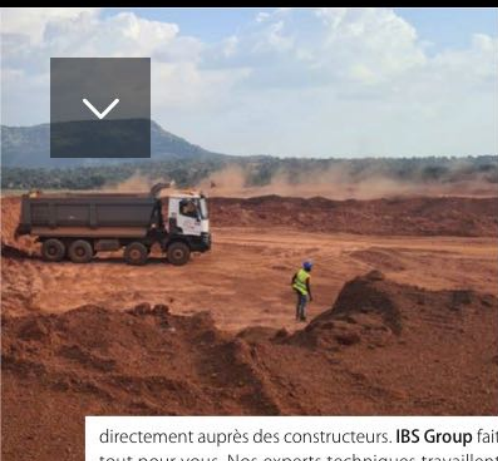
VOTRE CHAMPION SUR LE MARCHÉ INDUSTRIEL

La technologie et l'infrastructure, c'est le sang de toute entreprise, mais sur un site isolé, l'approvisionnement est une stratégie à fort enjeu. IBS Group est votre partenaire stratégique en Afrique de l'Ouest pour la fourniture et l'installation d'équipements industriels de haute technologie et d'infrastructures critiques. Grâce à nos relations de licence officielles avec certains des principaux fabricants mondiaux, notamment Cummins, Siemens, Timken et Motorola Solutions, nous maintenons les opérations de votre site alimentées en continu. IBS Group est également Leader sur le marché en gestion de base vie grâce à un partenariat structurant avec Aden international,

Il ne s'agit pas seulement de faire livrer et d'installer l'équipement : il s'agit de s'approvisionner des meilleurs produits sur le marché, aux meilleurs prix,



Stock Groupes électrogènes Cummins



directement auprès des constructeurs. **IBS Group** fait tout pour vous. Nos experts techniques travaillent en étroite collaboration avec vous pour étudier et auditer vos actifs et vos opérations, en créant un plan de livraison qui équilibre vos besoins et votre budget uniques. Le résultat final est une optimisation puissante et durable.

ENTRETIEN

Que représente IBS Group aujourd'hui ?

Nous avons créé IBS Group en 2009 à Conakry où nous avons toujours notre siège. Nous disposons d'une base opérationnelle à Kamsar et employons une centaine de salariés permanents, auxquels viennent s'ajouter des collaborateurs supplémentaires en fonction de la taille des projets. Nous avons acquis des références remarquables, notamment dans le secteur minier, et avons noué des partenariats solides avec des groupes technologiques internationaux de référence (Siemens, Motorola, Cummins, etc.).

Quelle est la recette de ce succès ?

Nous sommes capables d'attirer des acteurs internationaux de référence en Afrique, en leur proposant de travailler en Afrique dans une logique de partenariat « gagnant-gagnant ». Ils fournissent un savoir-faire et une expertise de premier plan ; nous leur permettons de déployer leurs solutions propres dans un environnement dont nous



“ La montée en compétence des équipes est au cœur de notre stratégie

Aguibou Ly, directeur général de IBS Group

maitrisons les risques et les contraintes. IBS Group offre une capacité à intervenir dans une large gamme de secteurs (mines, infrastructures, énergie, etc.) et à s'adapter en permanence. Cette capacité à combiner deux grands types de compétence, internationale et locale, est la clé de notre succès et nous permet de développer un contenu local viable d'un point de vue économique.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Dans le cadre d'un projet dans la zone OMVG nous travaillons en partenariat avec Siemens dans plusieurs pays

UN MULTI-OUTIL PUISSANT POUR TOUS VOS BESOINS DE PROJET

Les défis complexes appellent des solutions personnalisées. **IBS Group** comprend que chaque entreprise est différente et que chaque projet a ses propres besoins. C'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour créer une suite de solutions sur mesure qui répond parfaitement à leurs besoins spécifiques. Nous sommes plus qu'un fournisseur de services : nous sommes un résolveur de problèmes et un partenaire.

Notre partenariat peut être aussi simple qu'une installation autonome ou aussi profond qu'un conseil logistique complet. Nous pouvons intervenir à n'importe quelle étape du cycle de vie de votre projet, en nous appuyant sur nos vastes réseaux locaux et internationaux pour assurer un niveau d'optimisation de la valeur au-delà de ce qu'une seule entreprise peut atteindre par elle-même.

< Haoussa Ly, Associée et DAF d'IBS Group aux côtés de Aguibou Ly, Associé fondateur et PDG d'IBS Group.

d'Afrique de l'Ouest. Ce projet, gagné pendant la pandémie, aurait pu être réalisé par des ingénieurs expatriés, mais nous avons fait le pari de la main d'œuvre locale en assurant la formation d'ingénieurs guinéens. Nous avons mis en place un centre de *capacity building* qui a permis de réaliser une formation initiale à distance puis ces ingénieurs ont pu compléter leur apprentissage sur le terrain, accompagnés d'ingénieurs Siemens. Aujourd'hui, ils sont pleinement opérationnels et sont déployés dans différents pays africains.

Quels sont vos projets ?

L'Afrique est un continent en expansion qui offre de belles opportunités dans les mines et les infrastructures. Notre stratégie consiste à assurer un renforcement progressif de nos compétences de manière à pouvoir passer, à terme, à une échelle industrielle. Nous visons à passer du stade de fournisseur de solutions à celui d'opérateur de projets, en Guinée mais aussi dans le reste de l'Afrique de l'Ouest.



www.groupeibs.com

EXÉCUTIF

Mohamed Béavogui

Premier ministre

« On ne peut pas forcer les militaires à prendre leurs décisions comme le feraient des civils »

PROPOS RECUEILLIS À CONAKRY PAR
DIAWO BARRY ET MARIÈME SOUMARÉ

Depuis sa nomination, le 6 octobre, les relations de Mohamed Béavogui avec son patron n'ont pas toujours été au beau fixe. Le Premier ministre de la transition guinéenne s'était lui-même plaint publiquement de ne pas avoir été associé à certains arbitrages de Mamadi Doumbouya et du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD). Il le reconnaît d'ailleurs : « On ne peut forcer l'armée à prendre ses décisions comme le feraient des civils. » Pour autant, l'homme n'entend pas quitter son poste, en dépit de ce qu'annonçaient les rumeurs.

Après des années de carrière à l'étranger, ce spécialiste du développement a pris à bras-le-corps les défis posés par la transition. Désolé de voir son pays aux prises avec certains de ses partenaires, le locataire du Palais de la colombe le martèle : « La Guinée n'est pas un petit pays pauvre. » Mais pas question, pour l'instant, de revoir les conventions minières signées sous Alpha Condé : la junte s'y est engagée lorsqu'elle a pris le pouvoir, le 5 septembre. Mohamed Béavogui entend tout mettre en œuvre pour que ces contrats soient respectés, ce qui permettra d'augmenter les recettes fiscales du pays. Il rêverait aussi de créer un fonds d'investissement pour financer son programme.

Enfin, s'il faut assainir l'économie et ne plus faire preuve de laxisme face aux dysfonctionnements et à la corruption, le Premier ministre n'ignore pas que les priorités sur lesquelles les Guinéens l'attendent sont aussi politiques : élaborer une nouvelle Constitution avec le Conseil national de la transition (CNT, l'organe législatif), la faire adopter par référendum, et organiser des élections pour transmettre le pouvoir à un régime civil.

Jeune Afrique : Dans quel état avez-vous trouvé le pays à votre arrivée à la primature ?

Mohammed Béavogui : J'ai d'emblée compris que l'administration publique marchait sur la tête et qu'il y avait du nettoyage à faire. Par exemple, le fichier du nombre de fonctionnaires était différent de celui des soldes : les salaires n'étaient pas versés sur la base des gens recrutés – sur 117 000 fonctionnaires,

14 000 personnes étaient payées à ne rien faire.

De même, la plupart des factures internes n'étaient pas payées, à hauteur de 4 700 milliards de francs guinéens [environ 455 millions d'euros] : ramassage des ordures, bus publics, entreprises de nettoyage, etc. En dehors des salaires et de la dette externe, c'était tout. Pourtant, les ressources étaient là : impôts, taxes douanières, recettes fiscales, dividendes d'entreprises dans lesquelles l'État est actionnaire... Selon le FMI, le chiffre d'affaires du secteur de la bauxite était de 3,8 milliards de dollars en 2020, mais sa contribution au Trésor public d'à peine 200 millions de dollars. Où est passé l'argent ? Notre économie était malade.

Quelles sont vos priorités ?

Elles se sont imposées d'elles-mêmes. Le premier volet est politique : la rédaction de la Constitution, le référendum, les élections locales, législatives et présidentielle. La deuxième priorité concerne la gestion économique et sociale, la refondation de l'État, la promotion des libertés individuelles. Notre système judiciaire avait besoin de la reconstitution du Conseil supérieur de la magistrature et de la création de la Cour de répression des crimes économiques et financiers [Crief].

Nous voulons également remettre l'économie sur pied. Enfin, nous

« **Les ressources étaient là : taxes douanières, recettes fiscales, dividendes, etc. Mais où est passé l'argent ?** »



YOUSSEIM PHOTO FOUR JA

À la primature, à Conakry, le 16 février.

devons mettre l'accent sur les infrastructures, les équipements, la fourniture de biens et de services quotidiens pour que le pays fonctionne.

Votre « plan d'action » n'est-il pas trop ambitieux pour un gouvernement de transition et au regard de la situation économique du pays ?

Notre programme comporte les éléments essentiels pour la bonne tenue d'élections, rien de plus. Est-ce si ambitieux ? Et il faut bien que l'économie continue de tourner !

Notre rôle consiste à sélectionner des projets qui contribuent à l'économie nationale, dans l'intérêt de la Guinée et des Guinéens. La transformation du pays prendra du temps. Elle passera forcément par un changement des mentalités et des habitudes, par un renforcement de notre administration, par une

« —————
La transformation du pays prendra du temps. Et passera forcément par un changement des mentalités.
 ————— »

digitalisation des services. Si nous ne nous y mettons pas maintenant, ce sera difficile. Et, si la politique s'en mêle, ce sera encore plus compliqué. Il y a des choses que l'on fait bien sans politique.

Avez-vous de quoi financer votre programme ?

Notre plan coûte 30 000 milliards de francs, et nous avons estimé pouvoir en mobiliser environ 26 000 milliards. Quand j'en parle, on me dit souvent que je rêve, mais si nous

nous assurons que les ressources existantes arrivent jusqu'aux caisses de l'État, nous pourrions grandement améliorer nos recettes. Nous avons pris l'engagement de ne pas toucher aux contrats, même si, comparées à ce que prévoit le code minier, les conventions existantes nous font perdre des milliards et des milliards... Leur renégociation est une affaire qui sera peut-être gérée par le prochain gouvernement.

Cependant, si l'on regarde les conditions prévues par les contrats et qu'on les compare aux montants que les miniers nous versent, on constate qu'il y a une différence : et c'est cela que l'on peut déjà récupérer. Il est temps que nos partenaires paient ce qu'ils nous doivent.

Autre exemple : il y a quelques années, l'administration chargée de l'impôt foncier a été déplacée à la présidence. Depuis, plus personne ne paie ses impôts... Les objectifs ne

sont pas énormes : nous voulons augmenter nos recettes fiscales de 1 ou 2 points, pas plus.

Enfin, nous avons un accord-cadre de 20 milliards de dollars avec la Chine, laquelle, en échange de la bauxite qu'elle exploite, nous permet de financer la construction de nos infrastructures. En ciblant mieux les dépenses et en améliorant la qualité des entreprises, nous pouvons continuer à réaliser des infrastructures à hauteur de 1 milliard de dollars par an.

Mon rêve est aussi de monter un fonds d'investissement – avec 200 millions de dollars, on peut facilement en lever 1 milliard. La Guinée n'est pas un petit pays pauvre, nous sommes riches !

À cet effet, l'ancien régime avait créé la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (Mamri). N'est-ce pas un atout ?

C'est plus un instrument de politique publique qu'un outil de collecte de recettes par des institutions créées à cet effet. Le rôle de la Mamri est de nous aider à améliorer cet environnement, de coordonner les acteurs pour augmenter les recettes.

La « refondation de l'État », expression que vos détracteurs jugent vide de sens, passe-t-elle par les audits, les enquêtes de la Crief et la campagne de récupération des biens publics ?

La Crief a pour but d'assainir la vie publique.

S'attaquer à de vieux dossiers, comme celui de la vente d'Air Guinée, est-ce un moyen d'assainir l'administration publique ?

Certains d'entre eux étaient entre les mains des magistrats. D'autres sont en cours d'instruction et seront rendus publics.

Pourquoi laisser le CNRD gérer certains dossiers, comme celui des biens de l'État, alors que la Crief a été créée pour enquêter sur les dérives ?

Nous avons hérité d'un pays qui manque de cadre institutionnel. La Crief vient d'être créée, et tout n'est pas parfait. D'où un besoin de

complémentarité. Mais, au bout du chemin, justice sera rendue.

Quand se tiendra le procès sur le massacre du 28 septembre 2009 ?

Le procès va avoir lieu. Mamadi Doumbouya y tient. La construction du palais de justice devant abriter le procès est loin d'être achevée, mais

«

Le Mali est un pays frère. C'est le même peuple.

Notre porte lui est ouverte. Nous ne pouvons pas affamer les Maliens.

»

nous voulons accélérer les travaux, en parallèle de la préparation des juges et du personnel judiciaire.

Démission de la ministre de la Justice, démenti par le CNRD de vos propres déclarations auprès de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao)... La relation entre le CNRD et votre gouvernement a connu quelques couacs. Comment cohabitez-vous avec les militaires ?

Dans une administration publique formée d'intellectuels civils, le processus de prise de décisions est long. Dans l'armée, la prise en compte de deux ou trois paramètres suffit pour décider. Il faut parvenir à concilier les deux, ce qui n'est pas facile. On ne peut pas corriger en trois ou quatre mois ce qui n'a pas été fait en soixante-trois années. Il y a aura toujours des difficultés, et la transformation de la société sera lente, difficile. Mais l'important est que notre travail produise des résultats.

Certains acteurs politiques jugent dangereux ce manque de lisibilité, de transparence dans la prise de décisions...

Les décisions du gouvernement sont prises en Conseil des ministres, elles sont publiques et transparentes. Quant au CNRD, on ne peut pas forcer l'armée à prendre ses décisions comme le feraient des civils. Nous

sommes dans un régime militaire, il faut être réaliste.

Le 16 septembre 2021, à Accra, la Cedeao a donné six mois à la transition pour organiser des élections. La date butoir étant passée, craignez-vous un durcissement des sanctions ?

Notre dialogue avec la Cedeao est constant. Nous avançons lentement, mais sûrement. Ils veulent que la transition accélère, et nous aussi. Mais les réalités sont ce qu'elles sont.

La Guinée a manifesté son soutien au Mali contre les sanctions. Quel regard portez-vous sur la transition malienne ?

La Guinée a simplement rappelé que ce sont deux pays frères, voisins, que c'est le même peuple, et qu'à titre humanitaire sa porte lui est ouverte. Nous ne pouvons pas affamer les Maliens.

Y a-t-il des contacts entre les autorités des deux pays ?

Le colonel Mamadi Doumbouya échange-t-il fréquemment avec Assimi Goïta ? Et avec le lieutenant-colonel Damiba ?

C'est à lui de répondre à cette question. Mais nous encourageons les autorités de la transition à faire en sorte que tout se passe bien, dans l'intérêt du peuple du Mali.

Quel est l'état de santé d'Alpha Condé, qui était censé rentrer à Conakry le 17 février ?

S'il n'est pas rentré, c'est qu'il n'a pas fini son traitement. Rien, sinon une raison médicale, ne justifie que son séjour soit prolongé.

Pourquoi son départ a-t-il tant tardé ? Quelles garanties le CNRD a-t-il demandées pour le laisser partir ?

Quand la première délégation des chefs d'État de la Cedeao lui avait demandé s'il voulait quitter Conakry, il avait répondu qu'il ne le souhaitait pas. Alpha Condé était en bonne santé, vivait bien et mieux qu'avant, avec son cuisinier, son médecin personnel, et dans des conditions luxueuses. On l'a laissé partir parce qu'il avait besoin de soins. ●

ENTRETIEN : Habib Diallo, fondateur et PDG du groupe MT Solutions



MT SOLUTIONS
Réseau de compétences

Pouvez-vous nous présenter le groupe MT Solutions ?

Le groupe MT Solutions a été créé à Paris en 2004, dont le directeur général est Patrice Licata. Le groupe est spécialisé dans la construction et l'aménagement, la maintenance complète des installations (*facility management*) et le négoce (matériaux, équipements, etc.). En 2015, une filiale a été créée à Conakry, dont le directeur général est Cédric André, et en 2017, nous en avons fait de même à Barcelone. Le groupe MT Solutions emploie actuellement une centaine de salariés, dont une vingtaine en France.

En quoi consiste votre activité en Guinée ?

Depuis notre implantation, nous avons engrangé de solides références. Récemment, il y a eu la construction du siège social de Coris Bank, ainsi que le centre de visa France, le guichet unique de la douane et deux hôtels de renom. Nous comptons également parmi nos clients fidèles plusieurs ambassades, le groupe Guinée Games, l'Agence française de développement (AFD), ainsi que de nombreuses sociétés de la place. En quelques années, nous sommes ainsi devenus un acteur incontournable de la construction et du *facility management* en Guinée. Notre valeur ajoutée réside dans notre capacité d'apporter à nos clients une solution globale et de les accompagner à chacune des étapes de la réalisation d'un projet : étude sur mesure, application des normes européennes, exécution grâce aux matériaux adaptés, ainsi que la mise en place d'une maintenance assurant la durabilité des ouvrages.

Quelle est la recette de ce succès ?

Dans le secteur du BTP, la Guinée souffre d'un manque de compétences profes-

sionnelles. L'analyse, l'organisation, la créativité ainsi que la technicité, font partie de l'expertise et du savoir-faire que nous avons acquis en France et que nous valorisons maintenant en Afrique. Au sein de MT Solutions Guinée, nous avons créé un pôle de formation interne



Habib Diallo,
fondateur et PDG du groupe MT Solutions

qui nous permet de former de jeunes Guinéens à tous les corps de métier de notre profession (menuiserie, électricité, plomberie, etc.).

Par exemple, MT Solutions Guinée a été la première société à introduire du placoplâtre à Conakry. Avec l'aide de techniciens français, nous avons formé une cinquantaine de jeunes à son utilisation : ils sont ainsi devenus spécialistes dans l'utilisation de ce matériau et certains de ces jeunes ont par la suite, pu développer leur propre activité. C'est une réelle satisfaction personnelle.

Aujourd'hui, nos équipes locales sont en mesure d'apporter des solutions

personnalisées et parfaitement adaptées aux attentes de nos clients (délais, coûts et qualité).

Avez-vous une stratégie de développement dans le reste de l'Afrique de l'Ouest ?

Cette dernière décennie, nous constatons une croissance majeure de l'économie sub-saharienne et un réel besoin dans les secteurs du BTP, de la construction et de l'énergie. Vous savez, par sa situation géographique et son adhésion à la CEDEAO, la Guinée constitue une

“

Notre ambition est d'être un acteur de référence en Afrique de l'Ouest

excellente plateforme de pénétration des marchés ouest-africains. Elle a également un vivier inépuisable d'une main d'œuvre, jeune mais malheureusement pas encore qualifiée.

C'est pourquoi, nous souhaitons cette année développer un HUB à Dakar axé entre Paris et Conakry ; améliorant notre réactivité logistique ainsi que la formation et le déploiement humain dans la sous-région.

Nos filiales en Guinée et au Sénégal auront ainsi la capacité de soumissionner aux différents appels d'offres des marchés publics de la zone. Notre ambition est, vous l'avez compris, d'être un acteur majeur en Afrique de l'Ouest.

Patrice Licata,
directeur général
du groupe
MT Solutions



Cédric André,
directeur général
MT Solutions
Guinée



MT SOLUTIONS

Quartier Coléah, Secteur Terrasse,
Rue MA.004

Conakry, République de Guinée

Tél. : (+224) 623 64 64 55

Email : callcenter@mt-solutions.africa

www.mt-solutions.africa

INSTITUTIONS

Dansa Kourouma, influenceur en chef

Militant depuis vingt ans, ce médecin a été nommé à la tête du Conseil national de transition le 22 janvier. En l'espace de quelques mois, il a su se faire une place auprès de Mamadi Doumbouya, qu'il conseille en matière de gouvernance.

DIAWO BARRY, À CONAKRY

Au début du mois de mars, les membres du Conseil national de transition (CNT) ont effectué une tournée de concertation à travers le pays. Objectif : recueillir l'avis des citoyens sur leurs attentes et leurs suggestions en amont des assises nationales, lesquelles ont démarré le 22 mars, sous la houlette ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. Un agenda qui donne enfin aux Guinéens le sentiment que les choses avancent.

En effet, ce n'est que le 22 janvier, après des semaines de tergiversations et de discussions, que Mamadi Doumbouya a rendu publique la liste des 81 membres du CNT. Cet organe législatif provisoire censé représenter la diversité de la société guinéenne est chargé d'élaborer un projet de Constitution (lequel sera ensuite soumis à référendum) et de veiller à l'établissement d'un calendrier jusqu'au retour des civils au pouvoir. À sa tête, Mamadi Doumbouya a nommé Dansa Kourouma, 45 ans, jusque-là président du Conseil national des organisations de la société civile de Guinée (CNOSC-G).

Tout juste quinze ans auparavant, le 22 janvier 2007, le même Dansa Kourouma marchait aux côtés des syndicalistes Rabiato Sérah Diallo et Ibrahima Fofana – décédé depuis – pour réclamer « le changement » au président Lansana Conté. Il avait à peine 30 ans.

Depuis le putsch du 5 septembre dernier, Dansa Kourouma avait gagné en influence, au point que certains le comparaient à un vice-président. À *Jeune Afrique*, qui lui en faisait la remarque, l'intéressé avait répondu en souriant : « Un vice-président sans gardes du corps ni bureau digne d'une telle fonction ? Que Dieu les entende ! » Depuis la première séance du Parlement de transition, le 5 février, la situation a changé. Aux abords de son bureau, situé au premier étage du Palais du peuple de Conakry – siège de

Son rêve ? « Désacraliser les plus hautes fonctions de l'État, caporalisées par les aînés, en les confiant à des plus jeunes. »

l'Assemblée nationale –, le dispositif de sécurité, le nombre de visiteurs et d'heures que ceux-ci passent dans la salle d'attente pour le voir l'attestent. Sa fonction de président du CNT fait (presque) de Kourouma la deuxième personnalité de l'État, puisque, selon la Constitution (abrogée), le président de l'Assemblée nationale assurait l'intérim du chef de l'État en cas de vacance du pouvoir.

Sa rencontre avec Mamadi Doumbouya est pourtant récente.

Dansa Kourouma a aperçu pour la première fois l'ancien commandant des forces spéciales lors des célébrations du 60^e anniversaire de l'indépendance, le 2 octobre 2018, au stade de Conakry. Il l'a ensuite brièvement croisé dans un restaurant de la capitale. Et, au moment du putsch, le 5 septembre 2021, il était depuis dix jours à Dakar pour y recevoir des soins.

Ce n'est que le 13 septembre que les deux hommes ont vraiment échangé pour la première fois. Depuis, Dansa Kourouma est devenu un proche du chef de la junte : il le conseille sur des questions électorales, sur des sujets liés à la bonne gouvernance et au développement ; il examine les CV de candidats à différents postes et les reçoit. Il a, par ailleurs, été l'architecte de la Charte de la transition, en vigueur depuis le 26 septembre. Même si, jusqu'à son accession à la présidence du CNT, il n'occupait aucune fonction officielle, il se rendait régulièrement au Palais Mohammed-V, qui abrite la présidence, et, non loin de là, à la Villa-5, où ont été décidées la plupart des nominations.

Criminologie

Fils d'un enseignant de Faranah (Haute-Guinée), issu d'une grande famille polygamique, Dansa Kourouma a appris très tôt à voler de ses propres ailes. Collégien, il est déjà indépendant financièrement, grâce à un potager qu'il a aménagé



ABDULBAC ARROH/RAACREATIVECOMMONS

Jusque-là, il présidait le Conseil national des organisations de la société civile de Guinée.

dans son village. De 1997 à 2004, il étudie à la faculté de médecine de l'Université Gamal-Abdel-Nasser de Conakry, où il côtoie Sadiba Koulibaly – aujourd'hui colonel et chef d'état-major général des armées. En 1998, il se présente au concours de recrutement de l'armée et entame la formation commune de base avant de renoncer à devenir militaire, faute d'avoir été retenu parmi ceux pouvant bénéficier d'une bourse à l'étranger – « à cause de la corruption », déplore-t-il.

La plupart de ses amis de faculté, comme Mouctar Diallo, ex-ministre et leader du parti Nouvelles forces démocratiques, ou le juriste Mohamed Camara, étudient le

droit. Fasciné par leurs débats, par le droit constitutionnel et la criminologie, Kourouma poursuit son cursus en médecine légale. Pendant quatre années, il mène de front son travail de médecin légiste au CHU Ignace-Deen de Conakry (à Kaloum, auprès de son mentor, le professeur Hassan Bah) et un master à l'Université Cheikh-Anta-Diop (Ucad) de Dakar, au Sénégal.

Mais le médecin se fait surtout connaître par son militantisme, né en fréquentant les bancs de l'Université de Conakry. À la fin de ses études, en 2005, il intègre le CNOSC-G en tant que membre du Réseau Afrique jeunesse de Guinée (RAJ-Gui, alors présidé par

Mouctar Diallo). Il s'engage ensuite dans l'observation des élections en Guinée et dans la sous-région, et prend part aux grèves estudiantines de juin 2006, puis aux mouvements sociaux, voire insurrectionnels, de janvier et février 2007, que l'armée réprime dans le sang.

Après la mort de Lansana Conté et le coup d'État de Moussa Dadis Camara, en décembre 2008, Dansa Kourouma devient membre représentant de la société civile et rapporteur au sein du CNT. À ce titre, il participe à l'élaboration de la Constitution du 7 mai 2010. L'année suivante, il succède, à la tête du CNOSC, à Ben Sékou Sylla, décédé après avoir organisé le premier tour de la présidentielle en sa qualité de président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), poste depuis dévolu au CNOSC.

Plus libre qu'avant

Depuis le référendum constitutionnel de 2020, Dansa Kourouma n'avait pas officiellement rallié le Front national de défense de la Constitution (FNDC), mouvement dirigé par Abdourahmane Sano et opposé à un troisième mandat d'Alpha Condé. Il s'était cependant montré critique envers la démarche du président. « La Constitution est en vigueur depuis neuf ans. La soumettre à référendum, c'est de l'incohérence politique », estimait-il. En décembre 2020, le jour de l'investiture d'Alpha Condé, Dansa Kourouma avait néanmoins dit reconnaître les résultats définitifs de la présidentielle publiés par la Cour constitutionnelle, et accepter de s'incliner devant « la dictature des institutions », soulignant qu'« aller à l'encontre [de cette décision] constituerait une rébellion contre la République ».

Aujourd'hui, Dansa Kourouma affirme être plus libre et plus indépendant à la tête du CNT qu'à celle de la Ceni ou d'un ministère. Surtout, il espère voir son rêve d'étudiant se concrétiser : « Désacraliser les plus hautes fonctions de l'État, caporalisées par les aînés, en les confiant à une génération plus jeune. » Une ambition qu'il semble partager avec Mamadi Doumbouya. ●

Le temps du désenchantement

Ravis de voir Alpha Condé évincé, ils avaient été les premiers à applaudir au putsch de Mamadi Doumbouya. Six mois plus tard, l'enthousiasme des principaux détracteurs du président déchu est retombé.

MARIÈME SOUMARÉ

Leur déclaration est intitulée « numéro 001 », comme si d'autres étaient susceptibles de suivre bientôt. Le 9 mars, cinquante-huit partis politiques guinéens ont dénoncé d'une seule voix la manière « unilatérale » dont la junte conduit la transition. Fustigeant un « manque d'inclusivité et de justice », ils accusent les militaires de « s'écarter[r] des règles et des principes de l'État de droit ».

Les leaders de ces partis n'hésitent pas à faire valoir leurs revendications : la mise en place d'un cadre de dialogue, la publication de la composition du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) et l'envoi d'un médiateur de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à Conakry – celui qui avait été proposé par l'organisation régionale, le Ghanéen Ibn Chambas, avait été refusé par Mamadi Doumbouya. Surtout, comme il l'avait fait en 2019-2020, le Front national de défense de la Constitution (FNDC, opposé au troisième mandat d'Alpha Condé) menace de reprendre les manifestations et lance un « appel au peuple ».

Les militaires ont-ils lieu de s'en inquiéter ? Lorsque, le 21 février, les membres du CNRD avaient reçu, au camp Samory Touré, Cellou Dalein Diallo, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), et Sidya Touré, le patron de l'Union des forces républicaines (UFR), ils avaient mis en garde les deux opposants. Si une manifestation venait à mal tourner, ils en seraient tenus pour responsables.

Les échanges avaient été vifs de part et d'autre, alors que les deux responsables politiques étaient sommés de restituer à l'État leurs maisons respectives, dans le cadre d'une opération plus large. Une campagne conduite de manière « discriminatoire et violente », « en dehors de toute règle et procédure légales », écrivent les auteurs de la déclaration du 9 mars.

Cellou Dalein Diallo et, dans une moindre mesure, Sidya Touré, ont la capacité de mobiliser de larges foules. La junte le sait. Les échauffourées qui, à la fin de février, ont éclaté dans les quartiers acquis à ces deux personnalités, forcées de rendre les clés de leur domicile, sont-elles les prémices d'un affrontement direct entre les principaux opposants à Alpha Condé et ceux qui l'ont démis ?

« Le jour où Cellou va débayer, il ne va pas rigoler. Son discours a complètement changé depuis février. Il est prêt à l'affrontement. »

Au lendemain de la chute de son ennemi juré, Cellou Dalein Diallo, qui estime avoir été spolié de sa victoire à l'élection présidentielle de 2020, s'était réjoui de la prise de pouvoir du colonel Mamadi Doumbouya. « Je lui fais confiance, jusqu'à preuve du contraire », déclarait-il alors. Six mois plus tard, le chef de l'UFDG voit dans

l'action entreprise par la junte pour récupérer son domicile familial une volonté de « l'humilier ». Il semble prêt à riposter. Le fera-t-il assez fort pour mettre la junte en difficulté ?

Passports

« Le jour où Cellou décidera de débayer parce qu'on l'aura sorti de sa maison, qu'on annoncera une transition de quatre ans ou l'instauration d'une limite d'âge pour pouvoir briguer la présidence, chose impardonnable [à ses yeux], il ne va pas rigoler, avance un autre responsable politique. Son discours a totalement changé depuis le mois de février. Il est prêt à l'affrontement. La démographie [politique et ethnique] de Conakry lui permet de mettre le pouvoir en difficulté, voire de le pousser à l'erreur. Les militaires le savent, mais ils mesurent peut-être mal [ce risque]. »

Le CNRD semble pourtant toujours miser sur la bonne volonté des chefs de l'ex-opposition. « Il ne faut pas que l'opposition à Alpha Condé devienne une opposition au CNRD, déclare un proche du président de la transition. Nous ne nous laisserons pas influencer pour autant. Nous ferons toutes les réformes possibles, qu'un régime démocratique ne peut pas faire. » Le CNRD aurait ainsi menacé Sidya Touré et Cellou Dalein Diallo de leur retirer leur passeport, comme ils les avaient retirés, au lendemain du coup d'État, aux cadres du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), le parti d'Alpha Condé.

Certains responsables politiques avaient relevé très tôt le manque de concertation des militaires.



AFP

En octobre 2021, Cellou Dalein Diallo avait déploré « l'absence de dialogue » et regretté d'être peu consulté par les autorités de la transition. La composition du Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif, dont la mise en place a pris plus de temps que prévu en raison de désaccords liés à l'attribution des sièges, a été la première note discordante entre les militaires et la classe politique.

Cellou Dalein Diallo, le président de l'UFDG (à g.) et Sidiya Touré, président de l'UFR.

Faya Millimouno, le leader du Bloc libéral.



YOURI LENKETTE POUR L'AFRIQUE

Bienveillance

D'autres leaders continuent toutefois de juger la transition avec bienveillance. C'est le cas de Faya Millimouno, le président du Bloc libéral (BL), qui estime que la situation évolue « dans le bon sens ». « Nous savons d'où nous sommes partis : avant le coup d'État, nos frontières étaient fermées, des membres de partis qui avaient participé aux élections étaient emprisonnés, le pouvoir était concentré entre les mains du président... Le CNRD veut agir différemment et, dans le cadre de sa lutte anticorruption, passer l'ensemble des dossiers au peigne

fin. Naturellement, cela crée des tensions, et certains peuvent avoir l'impression que l'on veut les écarter. »

À Conakry, des rumeurs font état de l'instauration d'une limite d'âge pour pouvoir briguer la présidence, ce qui exclurait de la course plusieurs caciques de l'opposition ou de l'ancien régime. Cependant, le président du Bloc libéral a confiance dans la gestion des militaires et considère qu'une transition « d'au moins deux, voire trois ans » est acceptable. « Les partis font semblant de suivre la marche de la

transition afin de tirer leur épingle du jeu, note un observateur. Ce manque d'unité de l'ex-opposition, avec un tel foisonnement de plateformes politiques, pourrait profiter à Mamadi Doumbouya. » Ce dernier a cependant fait organiser des assises nationales, ouvertes le 22 mars sous la houlette du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, auxquelles sont conviés les partis. L'occasion pour la classe politique d'enfin se faire entendre sur la marche de la transition? ●



Qui après Alpha Condé ?

Au sein du Rassemblement du peuple de Guinée, la bataille pour la succession est ouverte. En lice : Ibrahima Kassory Fofana, l'ancien Premier ministre ; Amadou Damara Camara, l'ex-président de l'Assemblée, et Ibrahima Khalil Kaba, qui fut le chef de la diplomatie.

Jusque-là discrète, la guerre de succession à la tête du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG Arc-en-Ciel, ex-parti au pouvoir) a gagné en intensité depuis le début de mars. Un rebondissement consécutif à la désignation controversée de l'ex-Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana (67 ans) à la présidence d'un conseil exécutif provisoire. S'appuyant sur un document manuscrit qu'aurait expédié Alpha Condé depuis Abou Dhabi, l'ancien Premier ministre s'est présenté le 10 mars, au siège du parti, comme le nouveau patron du RPG. Il a exprimé sa « gratitude » au bureau politique national et au comité central, qui, « avec la bénédiction de [leur] cher président-fondateur, le Prof Alpha Condé », lui ont confié « cette importante mission ». Et il entend mettre le parti « en ordre de bataille » pour les prochains scrutins.

Critères ethniques

Avec ses partisans, Kassory plaide pour une alternance ethnico-régionale à la direction du parti. Alpha Condé, qui le présidait jusqu'à présent, est malinké. Ou du moins se réclame-t-il comme tel car il parle peu la langue – contrairement au soussou, qu'il maîtrise – et a grandi entre Conakry et Paris. Originaire de Forécariah, en Basse-Guinée, Kassory Fofana, lui, est soussou. Mais ses rivaux au sein du RPG estiment que sa fidélité à Alpha Condé a déjà été largement récompensée : il a été ministre d'État à la présidence chargé des Investissements (2016-2018), puis plus de trois ans à la primature, sans compter que ses proches se sont vu attribuer des postes à responsabilité. Quant aux critères ethniques, ces mêmes rivaux rappellent que la Basse-Guinée et les Soussous ne se résument pas au Moriah – partie de Forécariah d'où sont également originaires les deux

autres Premiers ministres de l'ère Alpha Condé : Mohamed Saïd Fofana et Mamady Youla. « Alors pourquoi pas un Soussou de Kindia ou un Peul ? » s'interroge un cadre du RPG.

Les détracteurs de Kassory contestent la validité du document diffusé. Y sont cités des noms d'alliés politiques tels que Bah Ousmane, Papa Koly Kourouma et Alhousseiny Makanéra, ce qui laisse à penser que cet écrit a été rédigé lors de la campagne présidentielle d'octobre 2020, – soupçon renforcé par le refus des proches de l'ancien Premier ministre d'en communiquer la date de réception. Dans un enregistrement audio daté du 4 mars et que *Jeune Afrique*

« Si quelqu'un pense qu'il est mon dauphin, c'est son problème.

Nous ne sommes pas en monarchie », déclarait Alpha Condé en mars 2021.

a pu écouter, on entend Alpha Condé suggérer la mise en place d'un « collègue provisoire ». Trois noms sont mentionnés à deux reprises au moins : ceux de Khalil, de Kassory et de Damara, sans qu'un leader soit désigné. « Je n'ai été le dauphin de personne. Si quelqu'un pense qu'il est mon dauphin, c'est son problème. Nous ne sommes pas en monarchie », déclarait d'ailleurs Alpha Condé dans une interview à JA en mars 2021.

Dans la course à la succession du président déchu figure aussi Amadou Damara Camara (69 ans). Militant historique, issu de la minorité konianké de Guinée forestière, il a été de tous les combats menés par le RPG ces

dix dernières années, en particulier à la tête de son groupe parlementaire lors de la législature 2014-2019, puis à la présidence de l'Assemblée, à l'issue des législatives controversées de mars 2020 (elles avaient été couplées au référendum constitutionnel). Son ambition d'assurer l'intérim du chef de l'État en cas de vacance du pouvoir a été contrariée par le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), qui a abrogé la Constitution.

Dernier mot

Troisième des principaux prétendants à la succession d'Alpha Condé à la tête du RPG, son ancien chef de la diplomatie, Ibrahima Khalil Kaba (48 ans), apparaît moins clivant et plus discret que ses deux aînés. Réputé populaire auprès des jeunes et des femmes du parti, celui que ses proches surnomment « Lilou » se mêle peu des polémiques politico-ethniques. Une qualité qui a son revers : « Il reste peu connu du grand public », note Souleymane Camara, jeune cadre du RPG, qui souligne néanmoins d'autres atouts. « Il passe pour être intègre, travailleur et particulièrement rigoureux. Il a su étoffer son réseau grâce au carnet d'adresses de son ancien patron. Au point d'être perçu, depuis 2016, comme un dauphin potentiel, même s'il s'en est défendu. »

Le dernier mot reviendra aux militants et à Alpha Condé. La justice aura également son mot à dire dans ce qui est a priori une affaire interne au RPG. Il n'est en effet pas exclu qu'elle « rattrape » d'ex-membres du gouvernement déchu, à propos desquels la gendarmerie enquête sur instruction du parquet près la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief). Ce que le parti interprète comme « une chasse aux sorcières ». ●

Diawo Barry



ellever
par Ecobank

Créé pour les entreprises axées sur les femmes

Conçu sur mesure pour vous apporter
les outils qu'il vous faut pour réussir
et vous proposer:

- | Une meilleure gestion de trésorerie |
- | Des financements à coût réduit |
- | Des services à valeur ajoutée |

Pour en savoir plus, contactez-nous au
+224 629 00 39 63 ou visitez ecobank.com/ellevate

BANQUE COMMERCIALE

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine



Achetez et rechargez une carte prépayée CashXpress

Faites vos achats facilement et
en toute sécurité chaque jour



Disponible dans les Points
Xpress ou en agence

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

(Trop ?) grand ménage contre la corruption

Ils sont repartis aussi vite qu'ils étaient venus. Le 28 février, un petit groupe des services de sécurité, fusil au poing, gilets pare-balles sur le dos et casques vissés sur la tête a pénétré dans l'enceinte du domicile de Sidya Touré. À sa tête, le commandant de la gendarmerie, Balla Samoura, et le chef d'état-major général des armées, Sadiba Koulibaly, deux proches de Mamadi Doumbouya. Objectif : vérifier que l'ancien Premier ministre avait bien quitté les lieux.

Comme Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré a été sommé de quitter sa résidence personnelle dans le cadre d'une campagne de récupération des biens de l'État pilotée par la junte. En dépit des recours juridiques et du bruit médiatique des deux leaders, le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) a rapidement récupéré le contrôle des domaines. Manu militari.

Tribunal spécial

Cet épisode n'est qu'une nouvelle démonstration de la détermination des autorités de transition à ne montrer aucune inflexion dans leur lutte pour rétablir les biens de l'État. Parallèlement aux opérations du CNRD, le gouvernement s'est empressé de créer un tribunal pénal spécial : la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief). Elle a compétence pour juger tout crime de détournement de deniers publics supérieur à 1 milliard de francs guinéens (environ 100 000 euros).

Officiellement en service depuis le mois de janvier, le nouveau procureur général près la Cour

d'appel de Conakry, Charles Wright, a immédiatement marqué un grand coup. Le premier dossier qu'il a transmis au procureur spécial de la Crief, Aly Touré, est symbolique, car il concerne Kabinet Sylla, l'ancien intendant à la présidence, dit « Bill Gates », et sa société Djoma SA. Il a également remis à la juridiction spéciale des procédures qui étaient déjà en cours devant les tribunaux visant plusieurs sociétés publiques, ainsi que des audits remontant à 2009. Parmi les personnalités visées, des responsables politiques issus de l'ancienne majorité comme de son opposition. Plusieurs caciques de la mandature

précédente ont déjà été mis derrière les barreaux et, dès le 14 février, la Crief se prononçait sur le limogeage de plusieurs directeurs de sociétés. Un coup de filet tous azimuts qui inquiète la classe politique.

Vieux dossiers

La remise à l'ordre de jour de certains vieux dossiers – comme celui de la vente des avions d'Air Guinée, dans lequel apparaît à nouveau le nom de Cellou Dalein Diallo – semble excessive selon certains. « Ce rapport d'audit était déjà dans les mains d'Alpha Condé. À l'époque, nous l'avions transmis à des magistrats, qui nous avaient fait dire que Cellou



Dalein Diallo n'était pas coupable. Pourquoi citer son nom aujourd'hui avec un dossier mal ficelé ? » s'interroge un proche du président déchu.

« C'est une manière pour le président de la transition de laisser sa marque, observe un autre cacique de l'ancien régime. Pour Moussa Dadis Camara, c'était la lutte contre le trafic de drogue ; pour Doumbouya, c'est la lutte contre la corruption. Mais il sera difficile d'avoir des résultats. Les audits mettront plusieurs mois à aboutir... Largement de quoi laisser le temps à la Cedeao d'étrangler le pays. » Un pari risqué, donc.

Les proches du président de la transition défendent quant à eux la stratégie de leur patron. « Mamadi Doumbouya a une vision claire pour

le pays. Il veut entrer dans l'Histoire à travers une série de réformes qui touchent au respect des libertés fondamentales et au rajeunissement

« On ne veut plus voir des Guinéens impliqués dans des affaires maintenues à leurs postes. »

du système judiciaire. Les innocents lynchés à la télévision, c'est fini. Mais on ne veut plus voir des Guinéens impliqués dans des affaires maintenues à leurs postes ! » martèle

un proche du colonel. « L'État a été spolié, nous ne faisons que récupérer ses biens », assure un ministre du gouvernement de transition.

Cette campagne sera-t-elle menée dans les règles ? Après l'inculpation de plusieurs membres de l'ancien régime, des voix se sont élevées pour s'inquiéter de l'incarcération « rapide » de ceux-ci et de certains excès de procédure. « Ce n'est pas en courant le plus de lièvres possible que l'on finit par en attraper un, lâche un membre de l'administration précédente. On commence à dire que Doumbouya fait du Alpha sans Alpha, à se servir des audits comme d'une menace ! » Une remarque qui risque fort de déplaire au tombeur du désormais ancien chef de l'État. ●

Marième Soumaré



United Mining Supply,
leader du transport et de la logistique
minière en Afrique de l'Ouest



Pour en savoir plus : www.ums-international.com Immeuble WAZNI, Tombo 1, Kaloum, Conakry, Guinée - BP 2162

Leader du transport et de la logistique minière en Afrique de l'Ouest, United Mining Supply (UMS) est un fournisseur de solutions de logistique intégrée, présent sur les secteurs du transport routier et aérien, notamment dans l'importation et la distribution de carburant et le transport de minerais. Son offre de services sur-mesure et clé-en-main, son respect des normes HSEQ internationales ainsi que son équipe de 2608 employés, en ont fait un partenaire de choix dans le Consortium SMB Winning.

UMS est donc en charge du transport routier d'un des plus grands projets miniers du monde avec le transport de près de 27 millions de tonnes de bauxite en 2021, 20 entreprises guinéennes prestataires et plus de 1 300 camions qui participent au projet.

EMPLOI LOCAL ET FORMATION DES ÉQUIPES

Avec 96 % de salariés guinéens, UMS fait de l'emploi local et de la formation une priorité stratégique et un atout de son développement. Les opérateurs et les chauffeurs d'UMS répondent aux meilleurs standards internationaux grâce à un système de formation continu. En 2020, 1 073 sessions de formations ont été dispensées à Conakry et Boké.

NOS ACTIONS COMMUNAUTAIRES EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION

En collaboration avec la Fondation Wazni, UMS a lancé en 2021 un grand plan de rénovation de onze écoles primaires dans la région de Boké. Au-delà de la rénovation des bâtiments, le projet vise à fournir du matériel scolaire aux élèves et à contribuer à la formation des enseignants.



AMADOU DOUMBOUYA

Le Directeur Général de la SONAP à cœur ouvert



En décembre dernier, M. Amadou Doumbouya a été nommé à la tête de la **SONAP**, une société qui doit sa naissance à la fusion de l'office national des pétroles (ONAP) et la société nationale d'importation des pétroles (SONIP). Le nouveau Directeur Général connaît bien les questions pétrolières et leurs enjeux.

Rencontre



Quelle est la mission de la SONAP ?

C'est une structure placée sous la tutelle de la Présidence de la République, elle est chargée de gérer le secteur pétrolier, de promouvoir la recherche pétrolière. La SONAP a le monopole de l'importation des pétroles. Nous sommes chargés de ravitailler les secteurs stratégiques de l'État comme l'EDG et la SEG. La société est aussi le véhicule par lequel l'État passe pour prendre des participations dans les projets d'infrastructures pétrolières, comme celui de la construction de la raffinerie et des centres de stockage.

À votre prise de fonction, vous avez mentionné le retard accusé dans le domaine de l'exploration. Pouvez-vous revenir sur ce sujet ?

Vous savez, nous aimons dire que la Guinée est en retard par rapport aux autres pays. Pourquoi ? Lorsque nous prenons le cas du Sénégal par exemple, un pays qui a déjà fait des découvertes pétrolières importantes, là-bas, la quasi-totalité de leur offshore est couvert en 3D, contrairement à la Guinée qui n'a que 15 000 km² sur 80 000 km²... Donc vous voyez la différence ? Nous avons encore

**« NOUS
VOULONS
FAIRE DES LIGNES
SISMQUES
EN 2D DE 10 000 KM
EN ONSHORE »**

65 000 km² en 3D inexplorés. Bien sûr nous avons faits des sismiques 2D. La question est de savoir: qu'est-ce que nous comptons faire en tant que SONAP pour rattraper ce retard ? Avec le département technique et certains de nos partenaires, nous sommes en train de travailler sur un projet. Ce projet vise aussi bien l'offshore que l'onshore. Sur l'offshore, nous sommes conscients que nous avons beaucoup d'espace inexploré en 3D. Aujourd'hui, le 3D est très important pour attirer les partenaires. Le 3D permet d'être plus précis en apportant des informations un peu plus claires sur la présence des hydrocarbures dans le sous-sol. Nos départements techniques et certains de nos partenaires, sont en train de travailler sur la manière dont nous pouvons faire plus de campagne sismique 3D sur l'offshore et 2D sur l'onshore notamment dans le bassin de Bowé à Boké et celui de Taoudéni entre Gaoual et Siguiri, deux parties que nous visons beaucoup. Nous voulons y faire des lignes sismiques en 2D de 10 000 km.

Tous ces projets seront bien sûr soumis au Président de la transition pour validation. Il ne cesse d'ailleurs de nous apporter son soutien et ses encouragements dans toutes nos démarches, car il est conscient qu'un secteur pétrolier fort peut constituer le socle du développement énergétique de notre pays.

L'Émirat de Dubaï a découvert le pétrole depuis 1930. L'exposition universelle s'est tenue dans ce pays en 2020. Comment avez-vous mis à profit cet événement pour la SONAP surtout dans le cadre de l'investissement dans le secteur pétrolier ?

Vous savez, lorsque nous avons appris que Guinea Investment Forum se tenait à Dubaï, nous étions très contents. Les partenaires se sont mobilisés : ils savaient que c'est à Dubaï que nous pouvons trouver des gens qui savent ce que nous avons enduré et ce que nous voulons faire aussi bien en amont qu'en aval. Parce qu'ils étaient comme nous avant. C'est-à-dire un pays qui n'avait pas de pétrole, mais qui a mené des recherches pour en explorer. Ils sont aussi conscients d'une chose : même si vous avez la volonté technique et financière, la volonté administrative et politique est très importante.

Participer à cet événement : ce fut une manière d'avoir des expériences, d'échanger, d'avoir des partenariats avec des investisseurs étrangers ?

Exactement. Et pour preuve, lorsqu'ils ont appris que la SONAP était présente, des partenaires

nous ont appelés pour pouvoir s'entretenir avec nous. Parce qu'ils avaient des connaissances vagues sur la Guinée, et voulaient être éclairés sur les opportunités dans le domaine pétrolier. D'ailleurs c'est quelque chose sur laquelle notre département des systèmes d'information va travailler davantage. Il faut que nous vulgarisions des informations utiles pour les partenaires.

L'occasion a aussi été mis à profit pour présenter des projets d'envergure dans le domaine du stockage des produits pétroliers.

Vous savez, en Guinée, les dépôts de stockage de pétrole sont en plein centre-ville, ce qui constitue un danger pour la sécurité des populations environnantes. Un projet important de délocalisation des dépôts du centre-ville vers Moribayah est en cours d'exécution, la phase de d'étude de faisabilité est pratiquement à terme. Un autre projet, de délocalisation et d'extension du dépôt de Kankan a démarré. Ce dépôt permettra d'absorber une bonne partie de la consommation en produit pétrolier de certains de nos voisins. ●



Minière Commandayah
commune de Dixinn
BP 892
Conakry
République de Guinée

www.sonapguinee.com



FRANÇOIS MOURA POUR ALTEO

MINES ET LOGISTIQUE

Fadi Wazni

Président du conseil d'administration de SMB-Winning

« Nous allons trouver un accord pour le chemin de fer du Simandou »

PROPOS RECUEILLIS À CONAKRY PAR DIAWO BARRY

En Guinée, le pouvoir a changé de main. Mais les autorités militaires de la transition suivent de tout aussi près que l'exécutif déchu l'évolution du projet de développement des blocs 1 et 2 du gigantesque gisement de fer du Simandou, dont la convention d'exploitation a été signée en 2020 entre le gouvernement guinéen et le consortium sino-singapourien SMB-Winning. Comme l'ancien régime, la junte tient à ce que

le concessionnaire SMB-Winning, ainsi que le géant anglo-saxon Rio Tinto et son partenaire chinois Chinalco, détenteurs des blocs 3 et 4 du même mont Simandou, partagent l'utilisation du futur chemin de fer qui reliera le site au port minéralier de Matakong, près de Conakry, soit près de 680 km (voir carte p. 219).

Le sujet était à l'ordre du jour du Conseil des ministres du 3 mars. Mamadi Doumbouya, le président de la transition, déplorant que la

question ne soit toujours pas réglée, y a « instruit le Premier ministre de réunir tous les ministres sectoriels ainsi que les partenaires pour trouver un accord qui préserve les intérêts de la Guinée et des autres parties ». Mais à l'issue du Conseil des ministres suivant, le 10 mars, estimant que sa demande n'avait pas été prise en compte par les compagnies, il a demandé à ce qu'elles répondent à des « questions » afin que le gouvernement puisse « clarifier le mode

opérateur dans lequel les intérêts de la Guinée seront préservés». En attendant, il a ordonné « la cessation de toute activité sur le terrain ».

Où en est le projet ? Quels sont les points d'achoppement ? Fadi Wazni, le président du conseil d'administration de SMB-Winning, répond aux questions de *Jeune Afrique*.

Fondateur du groupe de logistique terrestre United Mining Supply (UMS), établi à Conakry depuis 2002, le Franco-Guinéen est à l'origine du consortium entre UMS, le singapourien Winning Shipping International et l'aluminier chinois Shandong Weiqiao, tous trois déjà coactionnaires de la Société minière de Boké (SMB), dans le nord de la Guinée, et, désormais, de Winning Consortium Simandou (WCS).

Jeune Afrique : Quel est l'état d'avancement du projet Simandou ?

Fadi Wazni : Le projet suit un échéancier très précis. Nous espérons faire les premiers essais d'expédition de minerai de fer au 4^e trimestre de 2024 et commencer la commercialisation au 1^{er} trimestre de 2025. Douze sociétés s'occupent de la construction du chemin de fer, qui ont chacune un calendrier également très précis et dont les équipes techniques suivent l'exécution. Nous recevons des rapports hebdomadaires qui sont toujours en conformité avec le chronogramme.

Le président de la transition dit avoir constaté l'absence d'accord entre WCS et Rio Tinto dans le cadre de l'utilisation partagée du Transguinéen. Qu'en est-il ?

Nous sommes en discussion. Ce sont des sujets complexes. Nos conventions respectives mettent en évidence l'obligation de mutualiser l'utilisation par des tiers du chemin de fer. Et nous envisageons des zones de co-investissement, de codéveloppement... C'est un très grand projet, avec de multiples acteurs, de multiples institutions financières ou d'actionnaires, etc. Chaque étape demande beaucoup de précaution.

Quels sont les points de désaccords ?

Ce ne sont pas des points de désaccords. Tout simplement, il existe plusieurs options. Nous sommes en train de voir lesquelles seront acceptables pour toutes les parties. Chacun a ses solutions, ses propres contraintes : il s'agit de trouver les points de convergence et, c'est certain, nous allons trouver un accord.

Certains redoutent une baisse du prix du minerai de fer au cours des dix prochaines années. D'autres, plus optimistes, misent sur les besoins qu'a la Chine de diversifier ses sources d'approvisionnement. Qu'en pensez-vous ?

Il est difficile de faire des prévisions. Il y a toujours des événements inattendus : les épidémies, la guerre en Europe... Ce que nous devons faire,

« **Le fer est un minerai stratégique dans le monde entier. Et nous avons un avantage compétitif : ici, il est de très bonne qualité.** »

c'est nous concentrer sur la construction de l'infrastructure, veiller à ce que ce soit fait dans les règles de l'art, dans les meilleures conditions techniques et financières.

Ensuite, sachant que le fer est un minerai stratégique pour les industries mondiales, on pourra toujours le commercialiser. Mieux, nous avons un avantage compétitif : en Guinée, le minerai est de très bonne qualité. Tout cela nous incite à être relativement confiant. Cependant, aucun analyste ne peut dire de manière certaine comment les cours du fer évolueront.

Au lendemain de son installation au pouvoir, le colonel Doumbouya a assuré qu'il respecterait les conventions minières. Quelles sont vos relations avec les nouvelles autorités ?

On s'en tient aux faits et, pour le moment, nous restons confiants. Le respect des conventions est une condition nécessaire à la poursuite

des investissements. De même que la stabilité. Tous les acteurs doivent respecter leurs obligations et veiller à ce que leurs droits soient préservés : l'État, les communautés, les investisseurs... Cet équilibre permet l'exécution des projets.

Dans son entretien avec Jeune Afrique, le Premier ministre Mohamed Béavogui déclare : « Au regard de ce que prévoit le Code minier, les conventions existantes nous font perdre des milliards et des milliards... Il est temps que nos partenaires paient ce qu'ils nous doivent. » Que lui répondez-vous ?

Nos conventions ont été négociées longuement, durant des mois. Celle sur Simandou représente un an de négociations. Sans compter que, dans l'appel d'offres international que nous avons remporté, étaient déjà posées nombre de règles très strictes et de conditions préalables. D'ailleurs, nos concurrents internationaux ont élégamment salué notre victoire.

Ensuite, nous avons commencé à travailler avec une équipe assez pléthorique de négociateurs de la partie guinéenne, où était représenté un grand nombre de départements impliqués : mines, budget, transports, douanes, impôts... À l'issue des négociations, les conventions ont été ratifiées par l'Assemblée nationale. Et nous sommes en train de les exécuter.

Nos conventions – qui sont d'ailleurs disponibles en ligne, à la portée de tout le monde – sont les dernières à avoir été signées et ratifiées. Elles sont donc un peu plus avantageuses pour l'État : les premiers présents étant les mieux servis. Comme nous sommes arrivés après les autres sur ce projet Simandou, les négociations ont abouti à des conventions favorables à l'État, et acceptables pour nous.

Respectez-vous toutes vos obligations conventionnelles ?

Absolument ! Et il y en a un grand nombre. De toute façon, il y a un suivi très important de la part de l'administration. Et nous avons nos conseils, nos experts et consultants internationaux en matière administrative, juridique, d'étude d'impact environnemental, etc., pour y veiller. ●

MCI veut paver la route des mines

Plus de 2 milliards de dollars doivent être investis par le groupe émirati pour ouvrir un corridor comprenant un port, une voie ferrée et une route. Objectif : mutualiser les infrastructures pour que les gisements du Sud et du Centre soient rentables.

DIAWO BARRY

Appliquer dans le sud du pays la stratégie d'exploitation partagée des infrastructures minières déjà à l'œuvre dans le Nord-Ouest. Telle est l'ambition de la convention de concession pour le financement, l'aménagement, l'exploitation et la maintenance des infrastructures du corridor sud qui doit être signée prochainement entre les autorités guinéennes et Marine Contracting & Infrastructure (MCI), filiale guinéenne du constructeur émirati Ghantoot Group.

Le texte, qui doit ensuite être ratifié par le Conseil national de transition (CNT, l'organe législatif provisoire), prévoit la construction d'un ensemble d'infrastructures – port, route et chemin de fer – afin de créer un corridor dans le sud-ouest et le centre du pays, entre la zone côtière de Forécariah et, en particulier, entre les villes de Kindia et Mamou. Ce projet représente un investissement de plus de 2 milliards de dollars (plus de 1,76 milliard d'euros) sur sept ans. Il reste cependant menacé par un différend juridique entre certaines parties prenantes (*lire encadré*).

Aujourd'hui, en l'absence de route bitumée ou de chemin de fer pour rallier Forécariah depuis Mamou ou Kindia, il n'y a pas d'autre choix que de se rendre jusqu'à Coyah, aux portes de Conakry, pour emprunter la route nationale 4 (RN 4) Coyah-Pamelap vers la frontière avec la

Sierra Leone. « L'ensemble des mines de la région sont, elles aussi, situées à une distance allant de 150 km à 350 km de la côte et sont donc trois à cinq fois plus éloignées de l'océan que celles du corridor nord, explique Ghassen Knani, le directeur général de MCI. Résultat, l'exportation minière se faisant exclusivement par voie maritime, les coûts de transport sont actuellement trop élevés pour que l'exploitation de ces mines soit viable. » Un problème auquel devrait remédier le futur corridor sud.

Plateaux bauxitiques

La concession de construction et de gestion d'infrastructures de ce projet comprend trois composantes. La première porte sur la rénovation et l'extension du port de Konta (propriété de l'État guinéen), dans la zone de Forécariah, jusqu'à présent exploité par l'indien Ashapura pour

évacuer le minerai de fer extrait de la mine de Yomboyé, relancée en 2019.

Outre cette rénovation, MCI s'engage à construire des quais pour les produits miniers et agricoles, un terminal pétrolier comprenant des capacités de stockage, ainsi qu'un quai de service pour le fret et le matériel roulant. Un dispositif évoqué de longue date mais jamais réalisé, qui doit désengorger le port de Conakry.

Le deuxième volet du futur corridor sud est la construction d'une route de 160 km, dont 120 km reliant le port de Konta et la RN 4 à la RN 1 Kindia-Mamou, au niveau de Bokaria. Enfin, la troisième composante sera la réalisation, en deux phases, d'une voie de chemin de fer de 420 km entre le port de Konta et les plateaux bauxitiques des régions de Kindia et de Mamou.

Le projet devrait générer environ 4 500 emplois directs pendant la

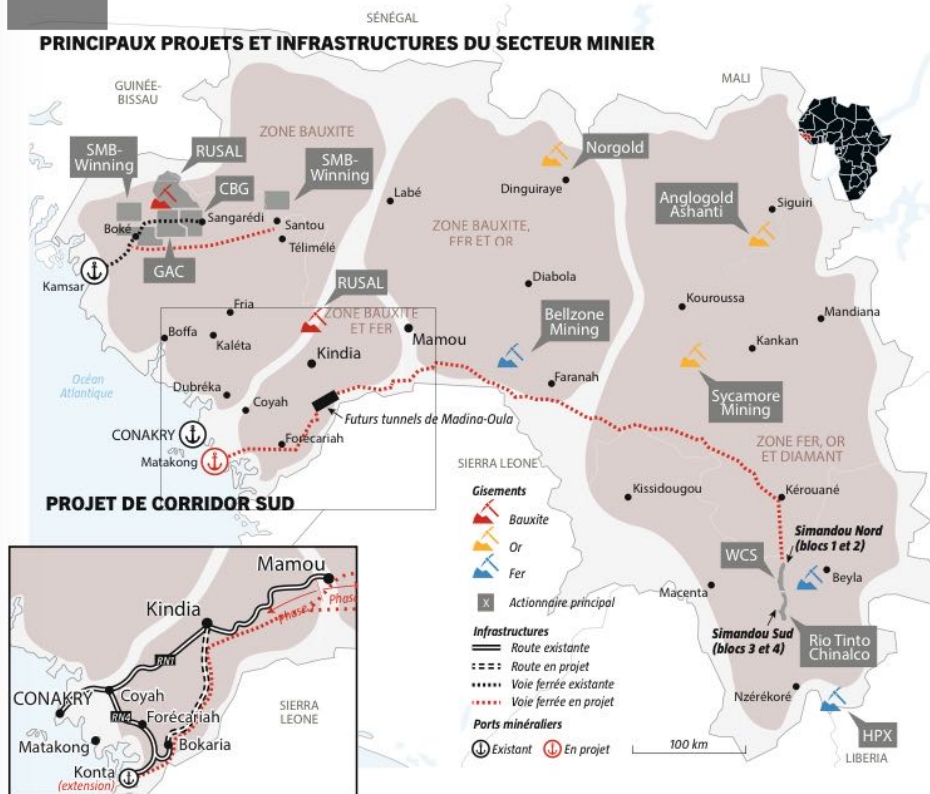
IMBROGLIO JUDICIAIRE

« Ce n'est pas la qualité du projet qui est en cause mais la réunion de toutes les conditions d'investissement. Or, parmi elles, il y a l'absence de litige... » C'est ainsi qu'un bon connaisseur

du secteur minier guinéen résume le contexte autour du projet de corridor sud. Présente en Guinée depuis 2014, MCI n'en est pas à son premier projet. Mais, un bras de fer judiciaire l'oppose depuis

presque un an à quatre filiales de l'un de ses partenaires, Monaco Resources Group (MRG), présent à Forécariah à travers sa filiale Société des bauxites de Guinée (SBG). ● **D.B.**

PRINCIPAUX PROJETS ET INFRASTRUCTURES DU SECTEUR MINIER



construction et 2500 durant la phase d'exploitation. Pour utiliser ces infrastructures, les sociétés minières devront s'acquitter d'une redevance en faveur de l'État et de MCI.

Nouveau pôle de développement

Selon les prévisions de ce dernier, 70 millions de tonnes de produits devraient être évacuées en dix ans ; la Guinée devrait percevoir 1,7 dollar par tonne et récolter au total 7 milliards de dollars pendant la durée de la concession, fixée à trente ans.

À terme, ces infrastructures réalisées dans le cadre d'un contrat de concession de type BOT (*build, operate, transfer* : « construire, exploiter, transférer ») reviendront à l'État. « Le besoin de construire un port multimodal dans la zone de

Konta a toujours existé. Mais généralement les miniers développent des quais portuaires et non un complexe comme ici. Le corridor a l'avantage d'encourager les projets qui sont dans la zone tout en créant un nouveau pôle de développement », commente un spécialiste de la logistique. Même son de cloche du côté de MCI. « On utilise les mines pour développer d'autres secteurs, c'est un projet structurant », résume Ghassen Knani.

Une quinzaine de sociétés minières – dont Ashapura, la Société de bauxite Dabola-Tougué (SBDT), la Société des bauxites de Guinée (SBG), Elite Mining et Belzone Mining – auraient déjà manifesté leur intérêt à investir dans la zone. « La difficulté est de réunir autour du projet tous

les intervenants concernés, alors que ce sont des entreprises dont les compétences et les cultures sont différentes, souligne Amadou Bah,

« La difficulté est de réunir des entreprises dont les compétences et les cultures sont différentes. »

président de l'ONG Actions mines Guinée. Les questions du financement, de la coordination, du respect des normes environnementales et de l'exploitation des infrastructures seront cruciales. » ●



Elhadj Mohamed Habib Hann



Acteur clé du secteur minier guinéen

Elhadj Mohamed Habib Hann, est perçu comme un visionnaire qui continue de marquer le secteur économique de son pays. Dans le secteur minier, il développe sa vision d'exploitation et de transformation en valeur ajoutée des ressources minières du pays, grâce à la Société Générale d'exploitation minière (Sogemine), dont il est le Président Directeur Général.

L'ambition est de développer des activités d'exploitation et de transformation locale de produits miniers en produits finis, créant des valeurs ajoutées pour un développement durable des chaînes de valeurs.

La Sogemine se développe dans l'exploitation de la bauxite, du cobalt, du fer et de l'or. Parmi les chantiers de la Sogemine, on peut citer : la construction d'un complexe portuaire et connexe (minier, pétrolier et aéroportuaire) ; la construction de logements sociaux et connexes ;

la création de PME-PMI ; la promotion de l'industrialisation du minerai de fer en Guinée et la commercialisation de l'or ; ainsi que l'installation d'une fonderie selon les normes environnementales et internationales.

Un parcours exemplaire

Dès l'âge de 14 ans, Elhadj Mohamed Habib Hann a rejoint son père pour bâtir des entreprises. Par la suite, se révélant comme un modèle de réussite, il a assuré la gestion d'une flotte de 350 camions de transports spéciaux. L'installation de la compagnie diamantifère Aredore est en partie due au jeune Mohamed Habib Hann qui en a assuré la logistique.

La création du groupe familial Hann et Cie lui a permis d'acquérir une expérience supplémentaire et de gagner en responsabilités. Dynamique, il a gagné sa place au sein de la nouvelle corporation des jeunes entrepreneurs guinéens pour relever les défis qui s'imposaient pour le développement du pays.

Avec sa détermination, il intègre la haute sphère des hommes d'affaires guinéens, prompts à la recherche de partenaires techniques et financiers, susceptibles d'aider à la réalisation des projets de développement.





© KRISHNAN/SEMI - STOCK.ADOBE.COM



© DANIEL LEINKE - STOCK.ADOBE.COM

Réussite dans le secteur financier

L'une de ses premières actions fut l'implantation de la Société générale de banque en Guinée (SGBG), première banque privée du pays, qui a beaucoup contribué au développement économique de la Guinée. Dans le même contexte, il a contribué à l'implantation, au fonctionnement, à la privatisation ou à la promotion de plusieurs entreprises, notamment la Soprociment, devenue Ciment de Guinée-Lafarge Holcim, etc. Il a également largement contribué à la mise en place de la Société guinéenne de pétrole (SGP), ex-ONAH.

Il a investi aussi dans le secteur des assurances à travers le groupe Sonag Assurances.

Ayant présidé l'Association des assureurs de Guinée (APAG) pendant sept ans, il a apporté des réformes nécessaires pour développer et cultiver l'esprit d'assurance dans le cadre de la prévention et gestion des sinistres.

Mohamed Habib Hann a également contribué à la création de plusieurs autres entreprises, dont la Bonagui Coca Cola, les Eaux de Coyah, la Générale de transport de commerce (GTC logistique), la Compagnie pétrolière de Guinée (COPEG) et la GAIP OIL (Gaz et industrie pétrolière).

Parmi ses activités, on peut citer également l'agro-industrie à travers Agronutrition, la production et la transformation des oléagineux, l'industrialisation et la transformation de produits agricoles et le développement des chaînes de valeurs.

Des contacts internationaux

Au sein du Conseil économique et social de Guinée (CESG), il a assumé la fonction de président de la commission ad-hoc en charge des relations avec les bailleurs de fonds et les partenaires du développement.

Mohamed Habib Hann a fortement contribué à la mise en place de la Plateforme de concertation du secteur privé guinéen (PCSPG), dont il assure la 2^{ème} vice-présidence, avec le soutien de l'État et des partenaires techniques et financiers du gouvernement, de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (SFI).

Il a organisé et participé au lancement de Guinée Business Forum qui est un outil de développement du climat des affaires. M. Hann a initié et participé à plusieurs forums et colloques internationaux pour promouvoir le secteur privé guinéen.

Promouvoir un partenariat gagnant-gagnant

L'intégration de la Guinée dans le Think-Thank France-Afrique-Chine porte aussi sa touche, ainsi que l'initiation d'un programme de jumelages (notamment entre la mairie de Montpellier et de Dalaba à Fouta-Djalou), l'IPEM de Paris Longchamp, Bonne Nouvelle Afrique de Montpellier, l'IPEM de Monaco, etc. Des IPEM qui prônent la transformation des matières premières localement pour une valeur ajoutée et qui ont conduit à l'éclosion d'un nouvel ordre économique pour l'Afrique pour un partenariat gagnant-gagnant. La vision d'Elhadj Mohamed Habib Hann est de promouvoir le secteur privé guinéen, de créer des emplois et de promouvoir la résilience des entreprises du secteur privé.

Pour améliorer les activités du secteur privé, il a financé des infrastructures pour installer la maison de l'entrepreneuriat et celle du secteur privé.

SIÈGE SOCIAL

Boulbinet, Commune de Kalcoun Immeuble HANN - Angle Primature Ministère des Finances
Face aux grands projets (acgp)
Conakry, République de Guinée
Tél : +224 621 29 09 33
Email : contact@sogemine.com

PARTENAIRE

SOGEMINE EUROPE
66, av des Champs Elysées
75008 Paris - France
www.sogemineurope.fr

www.sogemine.com

ENTREPRENEURIAT

Louis Camara

Des mines à l'or noir

En six ans, la société Kamsar Petroleum, qu'il a créée avec le Sénégalais Mohamed Julien Ndao, s'est fait une place de choix dans la distribution de produits pétroliers. Et son chiffre d'affaires est en plein boom.

DIAWO BARRY



Son parcours est une success-story. Après un diplôme d'ingénieur obtenu à l'Institut supérieur des mines et géologie de Boké en 2007, puis un stage et un contrat à la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG), Louis Camara était bien parti pour faire carrière dans le secteur minier. Que ce soit à Boffa, qui l'a vu naître en avril 1984, ou à Boké, où il a fait ses études, les entreprises minières sont légion. Mais l'ingénieur fait « un pari plutôt fou » : vendre des cartes de crédit téléphonique, avec 300 000 francs guinéens (GNF, environ 35 euros) pour fonds de départ, soit 100 000 GNF de crédit pour chacun des trois opérateurs d'alors : Intercel (aujourd'hui en faillite), Areeba (devenu MTN) et Orange.

Détermination

Rapidement, il se rend compte que, en restant dans le télécentre qu'il a ouvert, ses ventes resteront limitées – et ses bénéfices aussi. Il décide alors d'aller à la rencontre de ses acheteurs potentiels et pratique le porte à porte, en particulier auprès des patients et du personnel de l'hôpital de Kamsar (fief de CBG, à 250 km au nord de Conakry). Les clients sont satisfaits de trouver un service de proximité à une époque où le transfert de crédit et le paiement mobile n'existent pas.

Louis Camara voit alors ses revenus considérablement augmenter. Il quitte ensuite l'informel pour créer sa première société de distribution, Highland Services (HLS), et retourne dans les mines, mais cette fois pour fournir des consommables à son ancien employeur, CBG.

En 2014, un dimanche matin comme les autres, le jeune entrepreneur écoute *Le Débat africain*, sur RFI, émission qui fait prendre un tournant décisif à sa carrière. « Sur le thème des nouveaux pétroliers

lui donne rendez-vous à Genève, où celui-ci travaille.

Innovation

En 2015, le binôme crée la SARL Kamsar Petroleum, dans laquelle chacun détient la moitié des actions. La société de distribution de produits pétroliers dispose alors d'une citerne d'une capacité de 40 000 litres et d'une station d'essence. L'entreprise progresse rapidement et devient une SA. Malgré la rude concurrence des multinationales, comme Total ou Vivo Energy, et celle des groupes nationaux, tel Transport guinéen des hydrocarbures (TGH Plus), d'Alimou Bah, elle réalise un chiffre d'affaires de 20 millions de dollars pour l'exercice 2020-2021.

L'esprit d'innovation de Louis Camara n'y est pas pour rien, avec, entre autres, son concept de stations-service mobiles. « Aujourd'hui, nous disposons d'une flotte de près de 40 camions-citernes de 40 000 litres chacun, et d'une dizaine de stations dans Conakry et à l'intérieur du pays. Et nous livrons également du carburant directement à des "clients corporate" (miniers, entreprises de génie civil, de BTP, de pêche...). » À moyen terme, Kamsar Petroleum, qui représente déjà quelque 300 emplois directs et indirects, a pour objectif d'être présent dans les 33 villes du pays. ●

« Aujourd'hui, nous disposons d'une flotte de près de 40 camions-citernes de 40 000 litres chacun et d'une dizaine de stations dans le pays. »

africains intervenaient plusieurs invités, dont le Sénégalais Mohamed Julien Ndao. En l'écoutant parler de ses ambitions pour le secteur des hydrocarbures en Afrique, j'ai tout de suite compris que c'était l'associé dont j'avais besoin. » Louis Camara ne perd pas de temps. Il trouve les coordonnées de Ndao sur Google et

**Maïmouna
Barry Baldé**

L'« executive woman » qui démocratise les assurances

La directrice générale de NSIA Assurances Guinée entend développer dans son pays les activités de la filiale du groupe de l'Ivoirien Jean Kacou Diagou. Et mise pour ce faire sur la proximité et la pédagogie.



DIAWO BARRY

Depuis qu'elle a rejoint NSIA en tant que directrice générale adjointe de sa filiale Assurances Guinée en juillet 2015, Maïmouna Barry Baldé poursuit son ascension au sein du groupe de l'Ivoirien Jean Kacou Diagou, leader panafricain de la bancassurance présent en Guinée depuis 2009. En janvier 2020, elle a été promue directrice générale de la nouvelle filiale Vie (créée à la suite de la séparation de ce segment des autres activités de NSIA), à laquelle s'est ajoutée, au mois d'octobre suivant, la branche incendies, accidents et risques divers (IARD).

Par ailleurs, le 22 septembre dernier, NSIA a annoncé le rachat de quatre filiales du sud-africain Sanlam actives en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, dont l'assurance non-vie. Cette politique qui vise à renforcer la présence de NSIA et à augmenter ses parts de marché augure plus de responsabilités pour la directrice générale de NSIA Assurances Guinée. « Le challenge n'en devient que plus beau ! » confie-t-elle.

Bousculer les habitudes

Si elle met en avant la politique de promotion de la femme menée au sein du groupe, Maïmouna Barry Baldé doit son ascension avant tout à ses résultats. « Les objectifs de départ ont été atteints, voire dépassés, se réjouit-elle. Sur la branche vie, on a enregistré 44 % de croissance la première année [en 2020] et 35 % l'année suivante, en travaillant sur

le levier bancassurance. Aujourd'hui, nous avons signé des conventions pour la collecte des produits d'épargne, de retraite, etc., avec la plupart des banques présentes en Guinée et en proposant des canaux de distribution modernes et plus innovants, afin de casser la distribution traditionnelle. Nous avons aussi un maillage plus complet à travers pays. »

De 2019 à 2021, le marché guinéen des assurances a connu une croissance moyenne supérieure à 12 %. Même s'il est encore loin du taux moyen de 5 % dans la sous-région, le taux de pénétration de l'assurance-vie dans le pays, presque nul il y a deux ans, atteint désormais 1 %. Pour l'améliorer, Maïmouna Barry Baldé entend aller à la rencontre du client et user de pédagogie « pour que les assurés se sentent rassurés », insiste-t-elle.

La mise à la retraite massive dans la fonction publique, après l'avènement du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), contribuera à les convaincre qu'il y a une vie à préparer après la retraite, espère-t-elle. Car, en dépit du boom immobilier à Conakry et du caractère obligatoire de certains types d'assurance au regard de la loi guinéenne, bousculer les habitudes n'est pas facile. Seuls quelque 30 % des véhicules en circulation seraient assurés, alors que les accidents sont nombreux.

Toujours dynamique et souriante, l'*executive woman* ne laisse cependant passer aucun propos à consonance sexiste. Cadette d'une fratrie de sept filles, père fonctionnaire et mère enseignante

« mariée lycéenne » qui a su allier travail et foyer, elle a été à bonne école. « On disait de nous : c'est la famille aux sept filles ! se souvient-elle. Et notre père nous répétait toujours que, si l'on n'a pas d'argent, il y a toujours

des bourses pour les excellents ; il nous a inculqué très tôt que l'excellence payait toujours. » Message bien assimilé : c'est en tant que boursière de l'État guinéen que Maïmouna Barry Baldé s'est inscrite en finances et comptabilité

à l'Institut supérieur de commerce et administration des entreprises (Iscae) de Casablanca, au Maroc. Elle a commencé sa carrière en tant qu'auditrice financière au sein du Big4 PriceWaterhouseCoopers (PWC) en Guinée, puis au

poste de directrice financière et comptable de la filiale de Bank of Africa (BOA) à Kinshasa, en RD Congo. Aujourd'hui, c'est à son tour de soutenir la scolarisation de jeunes filles issues de familles défavorisées. ●

Sékou Kaké Promoteur sans compromission

Depuis plus de vingt ans, le directeur général de Sogefel pilote des chantiers d'envergure à travers le pays et en Sierra Leone. Des contrats qu'il a toujours décrochés dans les règles, tient-il à souligner.

DIAWO BARRY

Dans le monde guinéen de la construction, de la promotion immobilière et des travaux publics, la Société générale Fella (Sogefel) est un acteur de poids. Parmi ses derniers chantiers : la construction de l'agence régionale de la banque centrale à Kankan, un programme de logements à Boké dans le cadre du projet d'extension de la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG), sans oublier la réalisation (en cours) de la base logistique de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à Freetown, en Sierra Leone, où elle a aussi assuré la

réhabilitation-extension du Fourah Bay College, principale université publique du pays.

Pourtant, le cofondateur et directeur général de cette entreprise familiale, Sékou Kaké, 56 ans, a d'abord marché dans les pas de son père, Oumar Kaké, commerçant prospère et réputé de Kankan, en devenant négociant en riz et en farine de blé à Madina, le plus grand centre marchand du pays. Au milieu des années 1990, la dévaluation du franc CFA l'incite à se détourner du secteur informel et, en 1999, avec son frère aîné, il crée Sogefel.

Financements internationaux

Aujourd'hui, l'entreprise compte une centaine de salariés permanents et génère entre 500 et 600 emplois indirects. Sogefel, qui indique avoir enregistré un chiffre d'affaires cumulé de plus de 52,8 millions de dollars de 2013 à 2015, se targue notamment d'avoir réalisé 80 % des agences d'Ecobank en Guinée depuis l'arrivée de la banque panafricaine dans le pays en 1999. Elle affiche aussi parmi ses références nombre de chantiers publics, allant de la réalisation d'une centaine de salles de classe pour l'université Général-Lansana-Conté de Sonfonia (banlieue de Conakry)

à la construction d'établissements scolaires et sanitaires en milieu rural. Des marchés tous décrochés sur appels d'offres et financés par des organismes internationaux, tient à rappeler le patron de Sogefel à ceux qui l'accusent d'avoir fait fortune sous Alpha Condé ou de servir de société écran à Mohamed Diané, fidèle du président déchu, qui fut ministre de la Défense de 2015 à 2021.

« Notre entreprise a été créée onze ans avant l'accession au pouvoir d'Alpha Condé. Je travaillais déjà avec la Banque africaine de développement, l'Union européenne, etc. J'ai construit le marché central et la mairie de Mamou en 2004 dans le cadre du projet de développement urbain financé par la Banque mondiale, le gouvernorat de Faranah et le commissariat de Dinguiraye en 2009. Et ce n'est pas le gouvernement guinéen qui nous a envoyés en Sierra Leone, où nous avons notre plus gros marché ! » se défend Sékou Kaké.

L'entrepreneur précise d'ailleurs que ces deux grands chantiers de Freetown ont été financés à hauteur de 41 millions de dollars par l'État sierra-léonais, le Fonds saoudien de développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et le Fonds de l'Opep pour le développement international. Quant à ses liens présumés avec Mohamed Diané, il répond que c'est « un frère » de Kankan. Au même titre que Mamadi Doumbouya.

Preuve s'il en fallait encore que, quel que soit le pouvoir en place, Sogefel « trace sa route » : en novembre, elle a été retenue parmi les entreprises chargées de l'exécution des travaux de pavage, de bétonnage et de drainage de rues secondaires à Conakry, un projet financé par l'Agence belge de développement (Enabel). ●



ANNONCES CLASSÉES



Concernant cette rubrique, adressez-vous à Fabienne Lefebvre
Tél. : 01 44 30 18 76 - Email : f.lefebvre@jeuneafrique.com
DIFCOM Régie publicitaire centrale du Groupe Jeune Afrique
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - France

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS

Pays de l'emprunteur : République du Mali.

Nom du projet : Travaux d'élargissement de la section urbaine de la route nationale 27 (Bamako-Koulikoro) à Bamako.

Référence de l'accord de prêt : 2021033/PR ML 2021 16 00 du 30 juillet 2021.

La république du Mali à travers le **Ministère des Transports et des Infrastructures** a obtenu un prêt de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour le financement du **projet d'aménagement du tronçon urbain de la route nationale n° 27 (RN27) Bamako-Koulikoro à Bamako en République du Mali**- Tranche prioritaire, et se propose d'utiliser les fonds de ce crédit pour régler des fournitures, travaux et services devant être acquis dans le cadre du projet.

Le Projet est conjointement financé par la Banque Ouest Africaine de Développement et le Budget National.

Ce projet vise les principaux objectifs suivants :

- L'objectif global du projet est de contribuer à décongestionner le trafic et améliorer les conditions de circulation des usagers (fluidité, confort et sécurité) dans la ville de Bamako et particulièrement dans ses Communes I, II et III où se situe le tronçon du projet.
- L'objectif spécifique vise à contribuer à : i) améliorer les conditions de vie des populations des communes traversées ; ii) améliorer la mobilité urbaine sur le tronçon urbain de la RN27 en réduisant le temps de parcours et iii) réduire le nombre d'accidents et les coûts d'exploitation des véhicules.

Le Projet comprend les composantes suivantes :

A. Travaux Routiers :

- A.1. Marché de travaux de :** i) Installation et le repli de chantier ; ii) travaux préparatoires ; iii) exécution des travaux de terrassement ; iv) réalisation des travaux de la chaussée et du revêtement (9,42 km) ; v) réalisation des ouvrages de drainage et d'assainissement ; vi) réalisation des ouvrages d'art ; vii) exécution des travaux de signalisation et d'équipement ; viii) déplacement de réseaux et divers ; ix) éclairage public ; et x) mise en œuvre de mesures environnementales et sociales ; et
- A.2. Contrat de contrôle et surveillance des travaux :** i) la revue des études techniques ; ii) le suivi technique, administratif et financier de l'exécution des travaux ; iii) la vérification des notes de calcul détaillées et la validation des études d'exécution des travaux ; iv) le contrôle de la qualité des travaux et des quantités mises en œuvre ; et v) le contrôle et le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales.

Les marchés financés dans le cadre de cette composante sont essentiellement des marchés de **travaux et de services**.

B. Appui institutionnel, gestion et coordination du programme :

- B.1.** L'appui au fonctionnement de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) : i) Acquisition de matériel roulant, ii) Acquisition d'équipements informatiques et de bureaux, iii) Achat de licence du logiciel HDM-4.
- B.2.** Appui à la Banque de Données Routières (BDR) : Acquisition de matériel roulant ; ii) acquisition de logiciel HDM-4 et ArcGIS assortie d'une formation et maintenance (1^{ère} année) ; iii) Achat de tablettes avec licence L2R Mesure et manuels d'utilisateur.
- B.3.** Appui à la Direction Générale de l'Assainissement, du contrôle des pollutions et Nuisances (DNACPN) : i) acquisition de matériel roulant ; ii) Achat de matériel de mesures, iii) formations.
- B.4.** Suivi-évaluation du projet : i) recrutement d'un bureau d'études avec intégration d'un agent de l'UGP pour le suivi-évaluation des résultats de développement au cours de la mise en œuvre et une évaluation rétrospective.
- B.5.** Audit technique et financier du projet : recrutement d'un bureau d'études pour les vérifications relatives à i) l'exécution des travaux conformément au marché ; ii) la régularité des procédures de passation des marchés ; iii) le respect des délais ; iv) la qualité et la régularité de l'intervention des missions de contrôle et surveillance des travaux ; et v) la situation financière du projet.
- B.6.** L'audit de sécurité routière - campagnes de sensibilisation : à travers

l'Agence Nationale de Sécurité Routière (ANASER).

Les marchés financés dans le cadre de cette composante sont essentiellement des contrats de **services et de fournitures**.

Plus précisément dans le cadre de la mise en œuvre du projet, le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement se sont accordés sur un mode de financement en deux tranches.

Les modalités d'acquisition des biens, services et travaux des deux tranches seront acquies comme suit :

- Appel d'offres ouvert international pour les travaux routiers ;
- Consultation restreinte :
 - sur la base d'une liste de six (06) bureaux d'études pour les prestations de contrôle et de surveillance des travaux routiers ;
 - sur la base d'une liste de six (06) bureaux installés dans la zone UEMOA pour les prestations d'audit technique et financier ;
 - sur la base d'une liste de six (06) bureaux spécialisés pour les prestations de suivi-évaluation ;
 - sur la base d'une liste de six (06) ONG nationales et entreprises spécialisées pour les activités d'IEC-Sensibilisation relatives aux mesures environnementales et sociales ;
- Convention de collaboration entre la Direction Générale des Routes (DGR) et :
 - L'ANASER pour les campagnes d'information, de communication et de sensibilisation à la sécurité routière et pour l'audit de la sécurité routière ;
 - La Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) pour le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ;
- Entente directe entre le maître d'ouvrage et la Société LOGIROAD pour les acquisitions et formations relatives aux logiciels L2R et ArcGIS ;
- Appel d'offres nationales pour les autres acquisitions de matériels roulants, informatiques et bureautiques prévus aux composantes « Gestion de projet » et « Mesures environnementales et sociales ».

Tous les biens, services et travaux financés sur prêt seront acquis conformément aux dispositions contenues dans le documents intitulés : i) Directives relatives à la passation des marchés de biens, travaux et services (autres que les services de consultants) financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ; ii) Directives relatives à la passation des marchés et services du consultant financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ; et iii) Code des marchés Publics du Mali, en ce qui concerne les procédures nationales d'approbation. Lesdits marchés requerront l'Avis de Non-Objection (ANO) de la BOAD.

Les avis spécifiques relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale de la BOAD seront publiés, dès leur communication, sur le site web de la Banque (www.boad.org), dans DGMARKEET, dans L'ESSOR ou un quotidien national de large diffusion du pays de l'emprunteur. Les premiers avis spécifiques de marché seront probablement publiés en **mars 2022**.

Les soumissionnaires potentiels, satisfaisant aux critères de provenance et ayant besoin de renseignements complémentaires devront envoyer leur requête à l'adresse ci-dessous :

DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES Adresse : Avenue de la Liberté ;
BP 1758 ; Personne à contacter : M. Mamadou SAMAKE,
Directeur Général ;
Téléphone : (+223) 20 22 40 96 et (+223) 66 72 29 80 ;
Courriel : samake1@hotmail.fr
Bamako - MALI

ANNONCES CLASSÉES



Economic Community
Of West African States



Communauté Économique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL - SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE - OUEST AFRICAIN
North Core Project - Projet Dorsale Nord

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHÉS DE BIENS ET TRAVAUX **NOTE D'INFORMATION**

Date de publication : 15 mars 2022

Pays : Burkina Faso

Agence d'exécution : Système d'Echange d'Energie Ouest Africain (EEEOA)

Nom du Projet : Mutinational/Projet Régional d'Interconnexion Electrique Nigéria, Niger, Bénin, Burkina Faso

Numéro de Prêt/Don : DON FAD N°2100155036218 – PRET FAD N°2100150038699

Nom de l'appel d'offres : Travaux de Construction du Poste de Transformation Électrique 330/225/90/33 kV, Ouaga Est, pour le Projet WAPP Dorsale Nord au Burkina Faso.

Numéro et nom du lot : Lot 3-SS

Méthode d'acquisition : Appel d'offres International avec Préqualification

Préférence nationale (Oui ou Non) : Non

Préférence régionale (Oui ou Non) : Non

Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur : EPC-SS/WAPP-NC/BAD#05

Date de réception par la Banque du projet de DAO : 25 janvier 2021

Date d'approbation par la Banque du DAO : 1^{er} mars 2021

Date d'émission du DAO : 03 mars 2021

Date limite de remise des offres : 16 juillet 2021

Date d'ouverture des offres : 16 juillet 2021

Date de réception par la Banque du rapport d'évaluation des offres : 1^{er} octobre 2021

Date d'approbation par la Banque de l'évaluation : 18 février 2022

Nom de l'attributaire du Marché : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES
Nationalité : France

Adresse : Route Départementale 937 ; 62131 Verquin - France

Email : alireza.maingault@eiffage.com /
eric.mouille@eiffage.com

Montant du Contrat : 26 366 284 Euros et 4 363 159 788 FCFA

Date de démarrage du Contrat : Avril 2022

Durée d'exécution du Contrat : 21 mois

Résumé de l'objet du Contrat :

Les principales caractéristiques des infrastructures à construire se présentent comme suit :

• Niveau 330 kV

- Deux (02) travées départ lignes 330 kV vers Gorou Banda (Niamey)
- Un double jeu de barres 330 kV isolé dans l'air

- Un jeu de barres de transfert 330 kV associé à une travée transfert utilisée pour palier à la défaillance d'un disjoncteur 330 kV.

- Une (01) travée couplage de barres 330 kV

- Trois (03) travées transformateur de puissance 330/225 kV – 150MVA

• Niveau 225 kV :

- Trois (03) travées arrivée transformateur 330/225 kV – 150MVA

- Trois (03) travées départ ligne 225 kV

- Un double jeu de barres 225 kV isolé dans l'air

- Une (01) travée couplage de barres 225 kV

- Deux (02) travées départ transformateur 225/90 kV – 100 MVA

• Niveau 90 kV :

- Deux (02) travées arrivée transformateur 225/90 kV – 100MVA

- Quatre (04) travées départ ligne 90 kV

- Un double jeu de barres 90 kV isolé dans l'air

- Une (01) travée couplage de barres 90 kV

- Deux (02) travées départ transformateur 90/33 kV – 50 MVA

- Un bâtiment de commande comprenant

- Un ensemble de bâtiments annexes

Nombre total de soumissionnaires : 5

Les soumissionnaires :

1. Nom : TATA PROJECTS LTD (TATA)

Nationalité : Inde

Adresse : Mithona Towers- 1, 1-7-80 à 87, Prenderghast Road, Secunderabad-500003, Inde

Email : balajiranganathan@tataprojects.com ;
bhupendras@tataprojects.com

Prix des offres lus à haute voix : 39 313 407,42 USD et 6 846 207 381 FCFA

Prix évalués : 38 884 997 951,69 FCFA

Offres acceptées/rejetées : Rejetée

Motifs de leur rejet : l'offre n'est pas évaluée la moins disante

2. Nom : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES

Nationalité : France

Adresse : Route Départementale 937 ; 62131 Verquin - France

Email : alireza.maingault@eiffage.com /
eric.mouille@eiffage.com

ANNONCES CLASSÉES

Prix des offres lus à haute voix : 26 366 284 Euros et 4 363 159 788 FCFA
Prix évalués : 30.454.940.341,79 FCFA
Offres acceptées/rejetées : Acceptée
Motifs de leur rejet : N/A

3. Nom : KEC INTERNATIONAL LIMITED

Nationalité : Inde

Adresse : RPG House, 463, Dr. Annie Besant Road, Worli, Mumbai 400030, Inde.

Email : ranel@kecrpg.com / tiwarisudhanshu@kecrpg.com

Prix des offres lus à haute voix : 33 942 052,00 USD et 3 446 731 725,00 FCFA

Prix évalués : 33 922 121 595, 12 FCFA

Offres acceptées/rejetées : Rejetée

Motifs de leur rejet : l'offre n'est pas évaluée la moins disante

4. Nom : TBEA Co., Ltd

Nationalité : Chine

Adresse : N°189, Route de Sud Beijing, ville de Changji, Xinjiang, République Populaire de Chine

Email : wangfeng6587@gmail.com

Prix des offres lus à haute voix : 32 806 310,82 USD et 5 061 277 391,61 FCFA

Prix évalués : 35 093 506 697, 65 FCFA

Offres acceptées/rejetées : Rejetée

Motifs de leur rejet : l'offre n'est pas évaluée la moins disante

5. Nom : GECA SUMEC / XIAN ELECTRIC ENGINEERING CO (GECA SUMEC/XD)

Nationalité : Chine

Adresse : N°198 de la Rue de Changjiang, Nanjing, Chine

Email : wangw@sumec.com.cn

Prix des offres lus à haute voix : 32 470 396,20 USD et 1 943 030 424,00 FCFA

Prix évalués : Sans objet

Offres acceptées/rejetées : Rejetée

Motifs de leur rejet : L'offre n'est pas conforme pour l'essentiel.

N.B. : *Tout soumissionnaire qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été sélectionnée doit en faire la demande auprès de l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.*

VOTRE PARTENAIRE DE REFERENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

**>>> VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT®
POUR VOUS ACCOMPAGNER SUR VOS PROJETS :
MINES | CONSTRUCTION & INFRASTRUCTURES
ENERGY, MANUFACTURING & SERVICES.**

>>> graduates@resdelmas.com

WWW.JADELMAS.COM



LET'S DO THE WORK.™

© 2022 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillage commercial «Power Edge» sont des identités visuelles de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

**Nous recrutons
nos futurs
talents africains.**

Un Réseau de
+2000
Collaborateurs

1 Centre
de Formation
Regional

+50 000
d'Installations

Un parc actif de
23 000
Équipements

+1600
Modèles suivis

2 Centres de
Reconditionnement
de Composants

JA Delmas

CAT

ANNONCES CLASSÉES



SNDE

Société Nationale d'Eau
SOCIÉTÉ AU CAPITAL DE 157 096 990 000
SIÈGE SOCIAL NOUAKCHOTT



ش و م
الشركة الوطنية للماء
ذات رأس مال يبلغ 157 096 990 000
المقر الرئيسي انواكشوط

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DAOI N°01/2022

La Société Nationale d'Eau (SNDE), société nationale à capitaux publics de droit Mauritanien dont le siège social est à Nouakchott BP-796, lance un appel d'offres international ouvert en 3 lots, pour la fourniture de produits chimiques nécessaires pour le traitement des eaux de surface pour la production de l'eau potable.

La durée du marché est d'une (1) année pour la fourniture des produits suivants:

- Lot 1 : Sulfate d'alumine
- Lot 2 : Hypochlorite de calcium
- Lot 3 : Polyélectrolyte

La consistance de ce DAOI est décrite dans le CCAG, le CCAP et le CPT. Les soumissionnaires intéressés sont priés de présenter leurs offres techniques et financières en remplissant le formulaire de soumission ainsi que toutes les pièces exigées par le DAOI en quatre exemplaires (un original et trois copies), et de les déposer sous pli fermé au siège de la **Société Nationale d'Eau (SNDE) Ksar Château d'eau - Ilot C BP 796 NOUAKCHOTT - Mauritanie**, Tél. : + (222) 45 24 16 03 + (222) 45 24 14 56, Fax : + (222) 45 25 23 31, **Secrétariat de la Conseillère Responsable de la Cellule des Marchés, 2^{ème} étage-Aile C**, au plus tard le **mardi 28 avril 2022 à 12 Heures TU**.

1. Le prix d'acquisition du dossier est fixé à **vingt Cinq Mille Ouguiya (25 000 MRU)**, non remboursable. Le règlement se fera par chèque bancaire certifié, établi au profit de la SNDE, ou par virement dans le compte suivant : **BPM compte n°2000022001** ouvert au nom de la SNDE.
2. Les enveloppes fermées contenant les offres ainsi composées doivent porter exclusivement les mentions suivantes : « **M. le Président de la COMMISSION D'EXPLOITATION DE LA SNDE Offres relatives au DAOI N°01/2022 portant sur la fourniture des produits chimiques utilisés pour le traitement des eaux de surface pour la production de l'eau potable en 3 lots** ».
3. Les plis seront ouverts en séance publique de la Commission le **28/04/2022 à 12 Heures TU**.
4. Les représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture y sont invités.
5. Les candidats qui souhaitent obtenir des éclaircissements sur ce DAOI peuvent en saisir par écrit la Commission d'Exploitation de la SNDE au plus tard le **13/04/2022 à 12 Heures**;
6. L'évaluation des offres sera faite à huis clos par la sous commission d'évaluation sur la base des critères ci-après :
 - Les références techniques, à annexer au guide de soumission, doivent se rapporter à la réalisation d'au moins deux (2) marchés similaires durant les dix (10) dernières années justifiées par la présentation des attestations de bonne fin

d'exécution, délivrées par des maîtres d'ouvrage publics, en version originale ou copies certifiées conformes aux originales selon la loi en vigueur dans les pays du maître d'ouvrage public.

- Le soumissionnaire doit justifier la réalisation d'au moins 02 marchés similaires.

- Chaque attestation doit préciser notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Les soumissionnaires doivent justifier la réalisation d'au moins un chiffre d'affaires annuel moyen de **6.000.000 MRU** au cours des trois dernières années, justifiées par des attestations de chiffres d'affaires délivrées par les organismes compétents ainsi que les états financiers certifiés durant les trois dernières années.

7. Les sociétés ou établissements dont le domaine d'activité couvre la fourniture de produits similaires, peuvent concourir à la présente consultation. Est considérée comme prestation similaire, la fourniture de produits chimiques utilisés pour le traitement des eaux de surface pour la production de l'eau potable.

Les soumissionnaires doivent présenter dans leurs offres un engagement ferme du fabricant pour la livraison des quantités demandées conformément aux délais précisés dans le DAOI pour chaque lot.

Néanmoins, la SNDE se réserve tout de même le droit d'apprécier si les soumissionnaires ont les capacités juridiques, techniques et financières garantissant la bonne livraison des produits demandés.

De ce fait, les soumissionnaires doivent présenter dans leur offre :

- Les spécifications techniques du produit proposé
- Les références du fabricant du produit proposé
- Les références du soumissionnaire

8. La conformité de l'offre par rapport aux exigences du dossier,
9. Le montant corrigé de l'offre, pour les soumissionnaires qualifiés, dont l'offre technique conforme aux exigences du dossier aura été jugée financièrement moins disante.
10. La Commission attribuera le contrat au soumissionnaire qualifié techniquement et dont l'offre financière aura été jugée moins disante par rapport aux autres concurrents.
11. La SNDE s'engage à assurer le paiement du montant de chaque livraison 90 jours après la prononciation de sa réception.
12. La SNDE peut ne pas donner suite au présent DAOI.

Fait à Nouakchott, le 14.03.2022

Le Directeur Général
Dhchby Mohamed Mahmoud Jaafar



Autorité de Régulation des
Télécommunications et des Postes

Avis d'Appel d'Offres à l'International (AA01)

Avis d'Appel d'Offres International – Cas sans pré qualification N° F_ARTP_007

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien d'informations générales « L'As » n°4864 du 13 janvier 2022.
2. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) a obtenu dans le cadre de son budget 2022 des fonds, afin de financer la fourniture du module SpectraWeb online pour le SIGAF (Système Informatisé de Gestion Automatisée des Fréquences), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché Fourniture du module SpectraWeb online pour le SIGAF N° F_ARTP_007.
3. L'ARTP sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir le module SpectraWeb online pour le SIGAF.
Les variantes ne seront pas prises en considération.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert international tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de Monsieur Mamadou DIENG, chef du département Approvisionnement et logistique (e-mail : mamadou.dieng@artp.sn) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :
• **Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP), Ouakam, Route des Almadies, immeuble ARTP du lundi au jeudi de 8h00 à 13h30 et de 14h 30 à 17h00 et le vendredi de 8h00 à 13h00.**
6. Les exigences en matière de qualification sont :
 - Mettre à disposition ses états financiers certifiés des années 2018, 2019 et 2020. Ils doivent être certifiés par un « expert-comptable » agréé par l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Sénégal (ONECCA) ou par un « cabinet d'expertise comptable » agréé pour les candidats Sénégalais. Pour les non Sénégalais, les états financiers doivent être certifiés par un organisme équivalent ou similaire à l'ONECCA dans l'Etat dont ils sont ressortissants.
 - Prouver la réalisation d'une mission de taille et de nature similaires dans les trois (3) dernières années (2019, 2020 et 2021) et en fournir les références.
 - Prouver la capacité d'exécuter des obligations contractuelles en matière de formation du personnel en prouvant la disponibilité d'un formateur avec un profil d'expert en gestion du spectre des fréquences de niveau ingénieur en télécommunications ou équivalent avec au moins cinq (5) années d'expérience dans le domaine de la gestion du spectre des fréquences.
 Une marge de préférence applicable à certaines fournitures fabriquées dans les Etats membres de l'UEMOA sera octroyée aux candidats éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.
7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après : l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, Ouakam, Route des Almadies, Immeuble ARTP, contre un paiement non remboursable de 25.000 F CFA (vingt-cinq mille). La méthode de paiement sera par chèque certifié au nom de l'ARTP ou en espèces. Le document d'Appel d'offres sera adressé par retrait au niveau de l'ARTP ou téléchargeable sur les sites www.artp.sn ou www.marchespublics.sn.
Un exemplaire sera disponible sur place pour être consulté gratuitement.
8. Les offres devront être soumises à l'adresse indiqué au point 5 au plus tard le **17 mai 2022 à 10 heures précises**. Les offres soumises après la date et heure limite de dépôt des offres, ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse signalée au point 5 le **17 mai 2022 à 10 heures précises**.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de neuf millions (9.000.000) en FCFA. La garantie de soumission doit être délivrée par un Etablissement financier ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et du Budget pour les candidats de droit sénégalais. Pour les candidats non Sénégalais, cette garantie doit être délivrée par un organisme équivalent ou similaire dans l'Etat dont ils sont ressortissants. La durée de validité de la garantie de soumission est de vingt-huit (28) jours après l'expiration de celle des offres. Les offres demeureront valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

La Personne Responsable du Marché

ANNONCES CLASSÉES

batiments & moins chers

HANGARS GALVANISÉS EN KIT
+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE



DOUBLE BÂTIMENTS BI-PENTES ACCOLÉS
1 978m² 41,2x48x8m 2 x 40'0"

GRENAILLAGE	GALVANISATION
+ PEINTURE ANTIROUILLE	À CHAUD
\$75 980*	\$81 238*

DEMANDEZ VOTRE DEVIS

00352 621 355 134 00352 20 20 10 12
commercial@batimentsmoinschers.com
<https://afrique.batimentsmoinschers.com>

*Conditions sur <https://afrique.batimentsmoinschers.com> | Prix HT au 15/03/2022

Commission Climat pour la Région du Sahel

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N°0001/2022/PRN/CTO-CCRS

À travers l'appui de la République du Niger, Pays Coordonnateur de la CCRS, le Cadre Transitoire Opérationnel (CTO) de la Commission Climat pour la Région du Sahel (CCRS) lance le présent avis à manifestation d'intérêt en vue de présélectionner les cabinets/bureaux d'études qui seront invités à acquiescer la Demande de Proposition dans le cadre de l'élaboration du projet de texte instituant la CCRS et de l'élaboration des projets des textes réglementaires du Secrétariat Permanent de ladite Commission (SP-CCRS).

Le cabinet/bureau d'études sera choisi avec la méthode de combinaison qualité et coût conformément aux procédures qui seront décrites dans la Demande de Proposition. Tout candidat intéressé par le présent avis, peut acquiescer gratuitement le dossier complet de candidature auprès du Secrétariat du CTO-CCRS (Villa G 13, Avenue Charles De Gaulle, Niamey-Niger, BP 12092, Tél : +227 20 72 70 77), le télécharger sur le site Web (<https://ccrs-sahel.org/>) ou l'acquiescer sur demande à l'adresse électronique contact@ccrs-sahel.org.

Les lettres de manifestation d'intérêt rédigées en français et accompagnées des documents indiqués dans le dossier de présélection, doivent être :

- déposées sous pli fermé au CTO-CCRS (Villa G 13, Avenue Charles De Gaulle, Niamey-Niger) ; ou envoyées par voie postale (BP 12092 Niamey-Niger) **au plus tard le 14 avril 2022 à 16h00 GMT** ; ou
- transmises par courrier électronique à l'adresse contact@ccrs-sahel.org **au plus tard le 14 avril 2022 à 16h00 GMT**.

La liste des candidats présélectionnés sera communiquée au plus tard vingt-cinq (25) jours calendaires après la date limite de clôture des candidatures.

Des renseignements complémentaires pourront être obtenus les jours ouvrables, du lundi au vendredi, par courrier électronique (contact@ccrs-sahel.org) ou par appel téléphonique (+227 20 72 70 77).

LE COORDONNATEUR

HTG INDUSTRY SAS FRANCE
A MEMBER OF SIN- GROUP



LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE ET DE REMPLISSAGE POUR BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET BOUTEILLES EN VERRE

APPLICATION
Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE
1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE
Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré



Adresse
42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE

Visitez pour plus d'informations
www.htgindustry.com

Téléphone
+33 (0) 344 265 893

Contact
contact@htgindustry.com

► Le tour de la question

Russie-Afrique Vladimir Poutine, coqueluche des « décoloniaux » ?



Manifestations de soutien à la Russie, à Bangui (Centrafrique), le 5 mars 2022, dix jours après le début de l'intervention russe en Ukraine.

CAROL VALADE/AFP

Vladimir Poutine est-il devenu la figure de proue d'un nouveau mouvement « décolonial » sur le continent africain ? Alors que son intervention militaire en Ukraine suscite un rejet quasiment unanime dans les opinions publiques occidentales, le maître du Kremlin bénéficie en revanche d'une importante cote de popularité dans nombre de pays africains. À Bamako, le Russe est l'homme qui a poussé la France, cet ancien colon, hors des terres maliennes. À Bangui, des manifestants se réunissent pour célébrer la « dénazification » de l'Ukraine. Résultats de l'efficace propagande mise en place par Moscou et ses suppléants – au premier rang desquels le financier du groupe Wagner Evgueni Prigojine – en Afrique francophone ? Pas seulement.

De Kinshasa à Bamako, en passant par Bangui et Niamey, le succès de Poutine repose avant tout sur l'échec des Occidentaux, fondation sur laquelle le Kremlin n'a cessé de

construire son action, aussi bien diplomatique que médiatique.

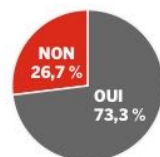
Cœurs à reconquérir

L'Ouest – et l'organisation vue comme son bras armé, l'Otan – condamne aujourd'hui l'intervention russe en Ukraine. Mais est-il légitime à le faire, se demandent beaucoup de nos lecteurs. Cette même organisation atlantiste a, voici une décennie, décidé d'une guerre en Libye, alors même que tant de dirigeants du continent alertaient sur la dangerosité d'une telle opération. Faut-il s'étonner que les opinions africaines rejettent la vision d'un monde occidental qui a si souvent ignoré leurs voix ? Dictateur en Russie, envahisseur en Ukraine, Poutine est bel et bien parvenu à devenir en Afrique – à tort ou à raison – l'un des symboles d'un nouvel élan vers la souveraineté et l'indépendance. L'Ouest – et la France au premier chef, en ce qui concerne le Mali ou la Centrafrique – a bien des cœurs à reconquérir. ●

Mathieu Olivier

Paroles d'abonnés

Selon vous, la guerre déclenchée par Vladimir Poutine en Ukraine aura-t-elle un impact négatif sur le continent africain ?



OUI

« On doit s'attendre à des bouleversements importants dans les équilibres géopolitiques actuels. »

Michel SAUBOIN
Belgique

NON

« L'Afrique sera un refuge. »

Édouard CAMARA
France

NOTRE RÉPONSE

Comme JA l'a souligné dans de nombreux articles, l'intervention russe en Ukraine aura des répercussions négatives en Afrique. Ces dernières années, Moscou a significativement développé ses relations avec le continent, en marge des accords de coopération militaire signés avec différents pays. La Russie et l'Ukraine font ainsi partie des principaux fournisseurs de céréales de l'Afrique. Et la flambée du prix des hydrocarbures, dont Moscou est le troisième producteur, sera ressentie tant par les États africains que par les populations.

► Ce jour-là...

4 avril 1968 « Dites que j'ai essayé d'aimer et de servir »

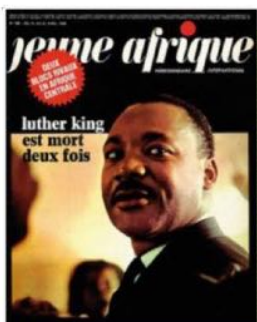
Juste avant le crépuscule, au Lorraine Motel, à Memphis, **Martin Luther King** était assassiné. Extrait du dossier spécial que consacra JA au Prix Nobel de la paix.

Moïse Martin Luther King est mort heureux : du haut de la montagne où le Seigneur l'avait conduit, il a pu voir la terre promise. Il savait que son peuple y pénétrerait un jour. Il en a fait la confiance aux mille éboueurs en grève de Memphis, où, étant passé par hasard, il avait décidé de prendre la tête du mouvement de revendication. À ces travailleurs qui réclamaient la reconnaissance de leur union et 60 cents d'augmentation horaire, il n'a pas eu le temps de dire si cette terre qu'il avait vue le premier serait couverte de moissons ou de ruines au moment d'en prendre possession : il a été tué le lendemain.

Les prophètes meurent dans leur lit. Le Moïse assassiné a été aussitôt transformé par ses fidèles en Christ noir. « Si Jésus revenait sur terre, il faudrait le crucifier bien vite », faisait dire Faulkner à l'un des personnages des *Palmiers sauvages*. La croix de King : deux traits sur la mire d'un fusil Remington à lunette télescopique braqué dans les lavabos d'un hôtel crasseux par un tueur au sourire idiot. Chaque époque a le Golgotha qu'elle mérite...

Placé sur un chariot de ferme que tiraient deux vieilles mules de Géorgie, le cercueil du pasteur a été suivi dans les rues d'Atlanta par cent mille marcheurs. Bras dessus, bras dessous, Noirs et Blancs ont chanté des cantiques. Rien n'a manqué à cette grande parade des « justes ». Même pas la voix vibrante du disparu, qu'un enregistrement fit résonner sous les voûtes de son

église, au cours de l'office. « Dites que Martin Luther King s'est efforcé de faire le don de sa vie... qu'il a essayé de donner de l'amour. Dites que j'ai essayé d'aimer et de servir ». Amour, don, service de l'humanité, qui oserait, maintenant, faire



Sa croix ? Deux traits sur la mire d'un fusil à lunette télescopique.

entendre à nouveau un tel langage ? Le « Christ noir » n'en a, pour sa part, jamais employé d'autre : « La haine ne supprime pas la haine, écrivait-il. Seul l'amour y parviendra. C'est là la beauté de la non-violence : libre d'entraves, elle brise les réactions en chaîne du mal. Elle veut placer

la vérité, la bonté et la beauté sur le trône du pouvoir. »

« Non-violence » : « C'est le Christ, disait King, qui a fourni l'esprit, et Gandhi la méthode. » Il l'a expérimentée pour la première fois il y a treize ans, à Montgomery, en Alabama, où une femme noire a été chassée de la partie d'un autobus réservée aux Blancs. King organise alors le boycott de la compagnie, laquelle, après 381 jours, au bord de la faillite, doit abattre la cloison séparant les Blancs des Noirs.

« Marche des pauvres »

C'était en décembre 1965. Dès lors, King a trouvé sa méthode : la désobéissance civile, l'illégalité dans la non-violence, qu'il va prêcher aux quatre coins des États-Unis. Douze fois les prisons d'Alabama et de Géorgie accueilleront l'homme qu'Edgar Hoover, le patron du FBI, appela « le plus grand menteur du monde ». Sa maison est deux fois dynamitée. Il ne se passe pas de jours sans que sa famille ne reçoive des menaces de mort. Lui accepte, pardonne toujours : « Nous devons développer et entretenir notre aptitude au pardon », dit-il. [...]

Pour le 22 avril [1968], il a préparé une grande « marche des pauvres » sur Washington. Il veut que Johnson accorde 10 milliards de dollars pour amorcer la solution des problèmes les plus urgents des Noirs : enseignement, revenus, logement, loisirs, santé. Johnson a beau affirmer avec solennité le contraire, c'est ce rêve que cent mille personnes sont allées porter en terre, à Atlanta. ●

Bien s'informer, mieux décider

**OFFRE
SPÉCIALE**

99€*
au lieu de 129€



ABONNEZ-VOUS !

***Offre réservée aux particuliers, non-abonnés.**

EN SCANNANT
LE QR CODE



BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique - 235 avenue le Jour se Lève - 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT - France

OUI,
je m'abonne
à **Jeune Afrique**

OFFRE SPÉCIALE
Print+Édition digitale - 1 an

France	UE	Reste du monde
99€	134€	139€

Pour les abonnements entreprises et digitale multi-utilisateurs :
contactez-nous au 01 44 30 18 23 ou
par mail : mkt@jeuneafrique.com

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.

Nom* : Prénom* :

Société :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Pays* : Téléphone mobile* :

E-mail* : _____ @ _____

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par :

☐ Chèque (joint à l'ordre de JAMG)

☐ Virement bancaire : CIC Paris Étoile Entreprises, 178, bd. de Courcelles, 75017 Paris - IBAN FR76 3006 6109 1300 0202 4790 231

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Date et signature obligatoires



www.jeuneafrique.com/abonnements/



+33(0)1 44 70 14 74



abonnement-ja@jeuneafrique.com



Service Abonnements Jeune Afrique
Abonnésient 235, avenue Le Jour se Lève
92100 Boulogne Billancourt

Offre valable jusqu'au 20/04/2022 réservée aux particuliers, non abonnés, en France métropolitaine pour une durée de 3 mois. L'offre des pouvoirs éligibles dépend du montant net de vente au numéro : 290 €. Jeune Afrique est une publication de JWA. S.A au capital de 168 000 000 € au 57 bis, rue d'Audoubert, 75016 Paris, France. SIRET 284 880 484 000 25. Conformément à la loi sur l'accès à l'information et le droit de savoir n° 1978, vous disposez d'un droit de consultation et de rectification des données vous concernant en remplissant le formulaire ci-dessous.



Post-Scriptum Fouad Laroui

Les PowerPoint de Montaigne

J'ai assisté, il y a quelques jours, à un colloque sur l'éducation et l'enseignement qui s'est tenu dans une université africaine d'élite. Experts et praticiens se succédèrent pour tenir des discours parfaitement sensés mais qui semblaient parfois pêcher par un excès de jargon technologique.

Je suis loin d'être un expert dans ce domaine, mais il me semble qu'il n'est nul besoin de truffier son discours de « *benchmark* », « *data onboarding* », « *indicateur KPI* », « *quick win* » ou « *CSP* » pour en traiter utilement.

On ne trouve d'ailleurs aucun de ces termes dans les *Essais* de Montaigne. Le grand humaniste a été refoulé à l'entrée du Colloque : « Vous n'avez pas votre QR-code *personal branding* ? » – et on a ainsi raté la meilleure conférence de la journée. Il aurait suffi à Montaigne de lire le chapitre 26 des *Essais*, intitulé « Sur l'éducation des enfants ». Voici la présentation PowerPoint qu'il n'a pas été autorisé à faire. Il nous l'a confiée quand il a su que c'était pour JA.

PP1 « Savoir par cœur n'est pas savoir. » Quand je pense que le bachotage est encore à l'œuvre dans la plupart de nos institutions et que certains répètent bêtement des

formulations qu'ils ne comprennent pas parce que c'est la seule façon d'obtenir une bonne note...

PP2 « Seuls les sots sont sûrs et déterminés. » Il faut remplacer le dogme par le doute, n'avancer quelque chose qu'en convenant par avance qu'on se trompe peut-être et qu'on en accepte l'examen minutieux par autrui.

PP3 « La vie évalue l'enseignement. » Autrement dit, ce que j'ai appris à l'école m'a-t-il aidé à mener une vie riche, équilibrée, satisfaisante ?

PP4 « Le monde est le vrai livre. » Il faut que l'élève voyage, réellement ou virtuellement. Il faut le sortir du confort assoupissant de son village, de son canton, de son pays. À quand un programme Erasmus des pays africains ?

PP5 « Ni contrainte, ni violence dans l'éducation des enfants. » Et Montaigne de se citer lui-même : « Je ne veux pas qu'on abandonne

● ● ●
**Demandez à un enfant,
comme je l'ai fait
récemment, si un chat
peut mentir...**

[les enfants] au caractère mélancolique d'un maître d'école insensé. »

PP6 « De la philosophie dès le plus jeune âge. » Voici qui fera sursauter plus d'un(e) : Montaigne affirme qu'il faut commencer à l'enseigner aux enfants dès qu'ils sont en âge de mener une discussion. Ma petite nièce (5 ans) demanda l'autre jour à ses parents : « Pourquoi on vit ? » Autrement dit, la petite Lina avait découvert toute seule la question la plus fondamentale de la philosophie, la question de Leibniz : pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ?

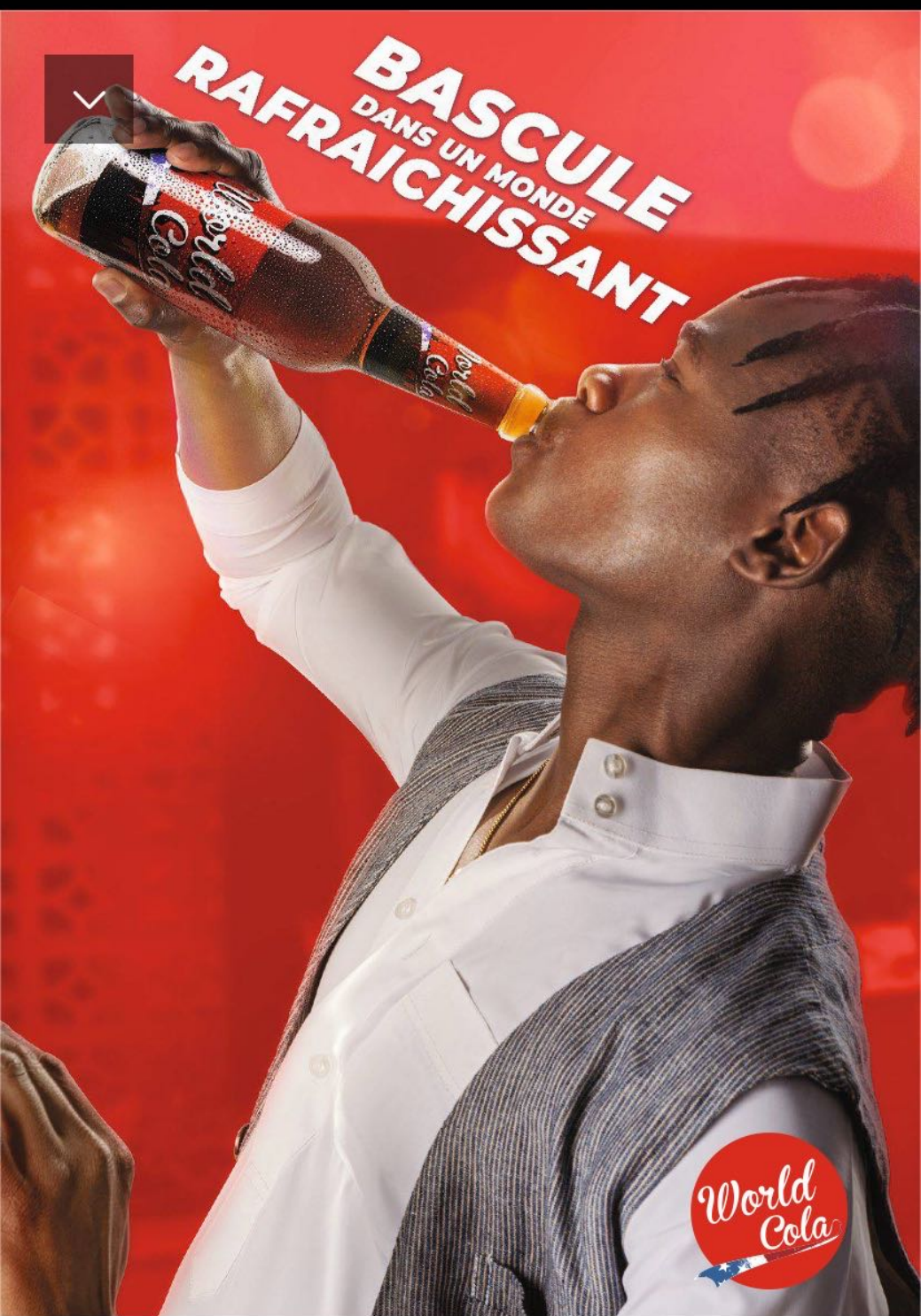
Philo folâtre

Pour Montaigne, ce n'est pas une matière austère qui assomme le lecteur sous des vocables rébarbatifs du genre « ontologie » ou « herméneutique ». Pour lui, elle est gaie, allègre, peu s'en faut que je ne dise folâtre.

Ailleurs, Montaigne avance sa fameuse thèse selon laquelle « philosopher, c'est apprendre à mourir » ; mais pour les enfants, il semble dire que c'est plutôt « apprendre à vivre »... en s'amusant. Demandez à un enfant, comme je l'ai fait récemment, si un chat peut mentir. Et vous verrez, après les premiers éclats de rire, comment cela peut mener à une réflexion passionnante sur le langage articulé, sur l'instinct et la conscience, etc.

Sur la question de l'autorité, Montaigne critique ceux qui mettent sur un même plan maître et élève (ça mène à la confusion), mais il demande également au maître de ne pas être « de ceux dont l'autorité nuit à ceux qui veulent apprendre ». Bref, qu'attendons-nous pour traduire le chapitre 26 dans toutes nos langues d'Afrique et pour en faire notre charte de l'Éducation ? ●

✓
BASCULE
DANS UN MONDE
RAFRAICHISSANT



MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés,
présents dans 19 pays
sur le continent africain,
pour vous accompagner
dans tous vos projets d'avenir.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Société Générale, S.A. au capital de 1 046 405 540 € - 552 120 222 RCS PARIS - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Crédit photo : Vitaly Yurasov - Mars 2022.